REVUE

DES

DEUX MONDES

XVIIIe ANNÉE. — NOUVELLE SÉRIE

TOME XXII. — 1er AVRIL 1848.

PARIS. — IMPRIMERIE DE GERDÈS,
Rue Saint-Germain-des-Prés, 10.

REVUE

DES

DEUX MONDES

TOME VINGT-DEUXIÈME

DIX-HUITIÈME ANNÉE. — NOUVELLE SÉRIE

PARIS
AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE SAINT-BENOÎT, 18

1848

054
R3274

1848 [v.2]

SCÈNES DE LA VIE MEXICAINE.

LE CAPITAINE DON BLAS

ET LA CONDUCTA DE PLATAS.

I.

Le jour approchait où j'allais quitter Mexico pour gagner Vera-Cruz et de là l'Europe. J'en étais à me consulter sur le mode de transport dont je devais faire choix. Depuis quelques années déjà, une entreprise américaine avait, dans plusieurs directions, établi un service de diligences; déjà aussi des chariots de bagages faisaient concurrence sur presque toutes les routes aux pittoresques caravanes des *arrieros*. Devais-je sacrifier mes habitudes de pèlerin solitaire au plaisir de faire en quatre jours le trajet de Vera-Cruz à Mexico? Il fallait dès-lors renoncer à l'hospitalité de la *venta* si douce après une longue marche, à la sieste sous l'ombre des arbres, à l'intimité du cheval et du cavalier, à tout l'imprévu du voyage. Je n'avais pu voir, je l'avoue, sans quelque répugnance cette innovation étrangère qui ne mettait plus Vera-Cruz qu'à quatre journées de Mexico. Je sentais que, sous l'influence de communications plus rapides, l'ancienne physionomie du Mexique devait tendre à s'altérer. J'en gémissais comme un antiquaire qui voit une médaille rare, profanée par des mains indiscrètes, perdre chaque

jour quelques traits de son effigie. Un danger très sérieux avait d'ailleurs été la conséquence de l'établissement du nouveau mode de transport au Mexique. Des bandes de hardis voleurs avaient exploité l'innovation à leur manière, et ne laissaient passer aucune diligence sans lui faire subir l'outrage de leurs rapines. Le souvenir de mes anciennes relations avec les *salteadores* mexicains, si courtois d'ordinaire pour le voyageur peu chargé de bagage, me rendait plus désagréable encore la perspective d'une pareille humiliation. La nécessité d'acquitter ce triste péage effaçait pour moi, je l'avoue, tous les autres inconvéniens, même celui de passer plusieurs jours sur les banquettes d'une étroite voiture, traînée à toute vitesse par quatre chevaux indomptés, au milieu des accidens d'un terrain défoncé par les pluies ou hérissé de pierres.

Un incident bien simple vint mettre fin à mes irrésolutions. Le commerce de Mexico, profitant d'un de ces momens de tranquillité si rares dans la république, expédiait à Vera-Cruz un riche convoi d'argent (*conducta de platas*). Les muletiers chargeaient dans la vaste cour de l'une des maisons de la rue de la Monterilla, où j'étais logé, les sacs de piastres enfermés dans de petites caisses en bois (1). Le spectacle de ces préparatifs avait attiré devant la maison un grand nombre de curieux, parmi lesquels je me trouvais. A mesure que les mules dûment bâtées et sanglées avaient reçu leur précieuse charge, elles se groupaient instinctivement toutes ensemble dans un des coins de la cour. Une vingtaine de *mozos de mulas* (valets de mules) juraient sur tous les tons en accomplissant leur besogne; sous le vestibule de la porte cochère, à l'entrée du bureau, l'*arriero* achevait de signer ses derniers connaissemens, tout en invoquant la Vierge et les saints pour l'heureux succès de son voyage, et en s'interrompant à chaque instant pour gourmander ses aides. Dans la rue, la populace contemplait avec des yeux avides les deux millions environ exposés à toutes les chances d'une route longue et périlleuse, et la plupart de ces spectateurs en haillons ne prenaient pas la peine de dissimuler leur ardente convoitise.

— *Canario!* disait un *lepero* en cachant sous une couverture en lambeaux les balafres qui sillonnaient sa poitrine, si j'avais seulement un cheval comme celui qu'a ce cavalier entre les jambes!

Le *lepero* désignait de l'œil un *ranchero* au teint basané qui montait un cheval noir comme le jais. L'animal, comprimé par son cavalier, jetait à droite et à gauche, en mâchant son frein, des flocons d'écume. Je ne pus m'empêcher d'admirer la beauté du cheval et de remarquer en même temps l'insouciance du cavalier, qui semblait ne contenir sa

(1) Chaque *talega*, ou sac de 1,000 piastres, pesant environ 60 livres françaises, une mule porte d'ordinaire de quatre à six sacs, soit 240 ou 360 livres, dont le poids équivaut à 20,000 et à 30,000 francs.

monture que par cette force d'une volonté inflexible, qualité distinctive de l'écuyer mexicain.

— Eh bien! que ferais-tu, Gregorito, mon ami? demanda au lepero un de ses compagnons.

— *Canario!* j'accompagnerais la *conducta* jusqu'à un endroit de la route que je connais, et, quoiqu'il soit mal de se vanter, j'aurais bien du malheur si une ou deux charges ne faisaient pas complétement mon affaire.

— Une ou deux charges! reprit l'autre d'un air de surprise.

— Oui, trois charges au plus; j'ai toujours été dépourvu d'ambition, mais ce gaillard-là me paraît encore moins ambitieux que moi.

Le *ranchero* ne laissait effectivement tomber, en apparence du moins, que des regards de dédain sur le convoi, et, quelles que pussent être ses pensées, il eût été difficile de surprendre sur son impassible figure une autre expression que celle d'une indifférence complète.

Cependant un escadron de lanciers, destiné à servir d'escorte, avait peine à défendre l'entrée de la cour assiégée par tous ces spectateurs, dont Gregorito n'était que l'un des plus modestes dans l'expression de ses désirs. Les banderoles rouges qui flottaient au fer des lances ajoutaient un trait de plus au tableau mouvant de cette foule. Enfin le chargement se termina, la dernière mule sortit de la cour, et le détachement se mit en marche pour accompagner le convoi. Peu à peu la foule s'écoula, et il ne resta plus bientôt de tous les curieux que le *ranchero*, qui semblait compter les mules l'une après l'autre, et regarder avec attention chacun des *mozos* en particulier. Enfin le *ranchero* parut vouloir s'éloigner à son tour. Le *lepero* Gregorito s'approcha de lui au même instant pour lui demander la permission d'allumer sa cigarette à la sienne. Une conversation à voix basse et très animée s'engagea entre les deux hommes; mais je ne me préoccupai pas d'un incident qui me parut insignifiant, et je pris le parti de rentrer à mon logis.

La vue de ce convoi avait fait naître en moi une idée que je voulais mettre sans retard à exécution. Le départ de la *conduite*, à l'escorte de laquelle je pouvais me joindre, m'offrait une occasion unique, non-seulement d'échapper aux ennuis de la diligence, mais de satisfaire une dernière fois ma curiosité de voyageur, en explorant, avec toute sécurité et à petites journées, le long parcours de Mexico à Vera-Cruz. Les mules de charge ne voyageant que très lentement, il devait m'être facile de les rejoindre à quelques lieues de Mexico, grace à la vitesse éprouvée de mon cheval, même en me réservant deux jours pour prendre congé de mes amis. Je me mis en toute hâte à faire mes dispositions de départ. Il fallait d'abord trouver un cheval pour mon valet. Deux fois surmenée pendant de longues traites en poursuivant et en

fuyant le *bravo*, sa monture avait succombé à la fatigue quelques jours après notre arrivée à Mexico : je chargeai Cecilio de la remplacer. Quant à mon propre cheval, un de ceux que j'avais ramenés de l'hacienda de la Noria, ce noble animal justifiait parfaitement le nom de *Storm* (1) que je lui avais donné; la vigueur qu'il avait puisée dans les déserts le mettait en état de supporter les plus rudes travaux.

Cecilio se mit aussitôt en devoir de faire son acquisition. Je lui avais recommandé d'y mettre toute l'économie désirable, et le drôle ne se conforma que trop scrupuleusement à mes instructions. Au bout de quelques heures, il vint m'annoncer qu'un *picador* de ses amis allait lui amener un cheval qui remplissait toutes les conditions requises. Bientôt en effet je vis entrer dans la cour, tête basse et à pas lents, un pauvre cheval au poil d'un jaune fauve, échappé sans nul doute, dans la dernière course, aux cornes des taureaux du cirque. Je me récriai fort quand le picador eut l'effronterie de me demander dix piastres pour cette bête efflanquée; mais enfin j'étais pressé, et puis, à part le trajet qu'il me fallait faire pour rejoindre la *conducta*, je ne devais voyager qu'à petites journées. Le picador et Cecilio, voyant mon impatience, s'entendirent pour vanter à tour de rôle les qualités cachées du cheval dont l'aspect était si piteux, et je comptai au maquignon une somme que mon honnête valet partagea sans doute avec lui.

Tous ces préparatifs terminés, je fixai mon départ au lendemain matin; mais une série d'événemens imprévus devait retarder de plusieurs jours l'accomplissement de mon projet. Le moment d'expédier à Vera-Cruz le riche convoi d'argent que je m'étais promis d'escorter paraissait avoir été mal choisi. Une sourde inquiétude pesait sur les esprits. Des symptômes alarmans annonçaient une tourmente politique. Le lendemain même du jour où la *conducta* avait quitté Mexico, on en était à regretter qu'un convoi de deux millions fût exposé, en de pareilles conjonctures, aux hasards d'une longue route, et les circonstances, il faut bien le reconnaître, justifiaient assez ces craintes.

De retour d'un exil employé à parcourir l'Europe et à chercher dans de studieux loisirs l'oubli des malheurs de son pays, le général don Anastasio Bustamante occupait alors la présidence. Si le désintéressement et la probité, unis à un ardent patriotisme, suffisaient pour gouverner un grand état, Bustamante eût été l'homme qu'il fallait au Mexique. Comme presque tous les généraux qui se sont partagé le pouvoir dans la république mexicaine, c'est dans la guerre de l'indépendance qu'il avait fait ses premières armes. Ami et partisan dévoué de l'empereur Iturbide, il avait hautement blâmé l'ingratitude de Santa-Anna, qui avait commencé sa carrière militaire en se révoltant contre

(1) Mot anglais qui signifie ouragan, tempête.

celui qui l'avait tiré de l'obscurité. Ce fut le commencement de cette inimitié personnelle qui subsiste encore entre les deux généraux. A l'époque où je me trouvais à Mexico, Santa-Anna ne pouvait pardonner au général Bustamante de l'avoir emporté sur lui pour la présidence. Depuis trois ans, Bustamante venait de traverser de dangereuses épreuves. Deux années s'étaient à peine écoulées depuis la prise de Vera-Cruz par les Français, et déjà le dénûment du trésor public avait contraint le congrès de frapper l'importation d'un droit additionnel de quinze pour cent. Le commerce souffrait avant l'adoption de cette mesure : la décision du congrès ne fit qu'augmenter sa souffrance. Le malaise général amena des murmures qui, au dire de tous les hommes familiarisés avec la marche des mouvemens politiques au Mexique, pouvaient être dangereusement exploités par les adversaires du gouvernement. Les événemens ne tardèrent pas à confirmer la justesse de ces fâcheuses prévisions.

On se souvient peut-être d'un certain lieutenant don Blas que j'avais rencontré à la *venta* d'Arroyo-Zarco, et que j'avais laissé attablé avec le *bravo* don Tomas Verduzco (1). Quelques relations assez négligemment suivies avec cet officier ne l'eussent guère rappelé à ma mémoire sans les rapports mystérieux qui semblaient exister entre lui et un homme dont j'avais toute raison de me défier. Depuis ma dernière rencontre avec don Tomas, j'étais sous l'obsession d'une crainte que ne justifiaient que trop les antécédens connus de ce misérable. J'avais cru devoir prendre quelques précautions contre une attaque qui devait, selon toute apparence, s'envelopper de ténèbres. Je n'avais eu, du reste, pour me conformer aux règles de la plus stricte prudence, qu'à modifier assez légèrement la consigne de la maison que j'occupais, tenue en tout temps, par habitude comme par nécessité, sur le pied d'une place de guerre. Le portier était un vieux soldat de l'indépendance honnête et probe, qui ne montrait jamais plus de vigilance que lorsqu'il était ivre. Il en résultait que la maison était on ne peut mieux gardée. J'étais, il est vrai, la première victime de cet excès de précaution, car ce n'était jamais sans une extrême difficulté que je parvenais à faire décrocher, pour me livrer entrée à moi-même, la chaîne de fer qui retenait les battans de la porte cochère.

L'*Angelus* venait de tinter à toutes les églises de Mexico, quand, pour la dernière fois, à ce que je croyais, je traversais les rues à cheval, de retour d'une promenade au Paseo. Le jour était tombé au moment où je regagnais mon logis, et je n'y fus introduit qu'après un pourparler plus long que d'habitude avec le vieux gardien de la porte. Appuyé contre la muraille pour se maintenir en équilibre et sauver les appa-

(1) Voyez la livraison du 15 février 1848.

rences, le brave homme, sa baïonnette à la main, se contenta de me montrer du doigt un soldat qui, assis sur un des bancs de pierre du vestibule, se leva avec empressement à mon approche. Un shako sans visière et trop petit pour la tête qu'il couvrait se balançait sur une chevelure longue et emmêlée comme la crinière d'un lion. Un uniforme d'un drap grossier et un pantalon aussi démesurément large que le shako était exigu, des souliers dont l'empeigne entr'ouverte donnait passage aux doigts du pied, une figure d'un rouge cuivré, dénotaient dans cet homme un lepero arraché par la *presse* aux loisirs du trottoir. Néanmoins un certain air picaresque et arrogant annonçait qu'il n'était pas sans avoir conscience de sa profession et de la splendeur de son accoutrement militaire. Le soldat me tendit une lettre en me disant qu'en sa qualité d'*asistente* du lieutenant don Blas, c'était de sa part qu'il venait. Je reconnus en effet l'écriture du lieutenant; la lettre était ainsi conçue :

« MON CHER AMI,

« J'ai lu avec attendrissement, dans le roman français que vous m'avez prêté un jour, l'histoire de deux amis qui s'aidaient au besoin de la bourse et de l'épée. Aujourd'hui j'ai besoin de votre bourse, et vous prie de remettre au porteur, qui a toute ma confiance, une once d'or que je vous rendrai à la première occasion. Je puis vous affirmer que ce sera un service dont le pays vous saura gré aussi bien que votre dévoué serviteur et ami.

« Q. S. M. B. (1)
« BLAS P.....

« *P. S.* Réflexion faite, si vous pouviez m'apporter l'once d'or vous-même, ce serait plus sûr, et, pour imiter le dévouement des amis dont l'histoire m'a si vivement ému, je vous offre mon épée. »

Je pensais, comme le lieutenant, que l'once d'or arriverait plus sûrement jusqu'à lui, si je la lui portais moi-même.

— Où est votre officier? demandai-je au soldat qui attendait la réponse.

— A la barrière de Guadalupe.

— Il est fâcheux, dis-je, que l'*Oracion* ait sonné, car on ne peut plus traverser la rue à cheval.

— Si c'est, comme m'en a prévenu mon capitaine, l'intention de votre seigneurie de m'accompagner, répondit le messager, mon capitaine m'a bien recommandé de la prier de venir à pied.

En dépit de l'honneur qui devait résulter pour moi d'un service rendu à la nation mexicaine, je ne pouvais me dissimuler que, dans cet

(1) *Que sus manos besa*, qui baise ses mains.

échange chevaleresque de bourse et d'épée, le mauvais lot était de mon côté. Cependant le désir d'apprendre de la bouche de don Blas jusqu'à quel point je devais craindre le ressentiment du bravo que le hasard pouvait encore me faire rencontrer me détermina à ne pas laisser échapper cette occasion. Je ne pris que le temps de jeter un manteau sur mes épaules, de cacher des armes sous mes habits, et je suivis le soldat. J'eus soin toutefois, en traversant la ville, qui devenait plus déserte à mesure que nous approchions des faubourgs, de marcher de préférence dans le milieu de la rue, de manière à voir venir tous ceux qui s'avanceraient vers moi, et à éviter les embuches que pouvaient cacher les inégalités des murailles. J'arrivai ainsi sans encombre, riant parfois de mes terreurs, parfois tressaillant à des bruits soudains, jusqu'à la *garita* (barrière) de Guadalupe. La nuit était des plus sombres, et les pluies de juillet (nous étions dans la première quinzaine du mois) s'annonçaient déjà par une brume pluvieuse qui rendait le pavé glissant.

— Y sommes-nous bientôt? demandai-je au soldat en franchissant la barrière.

— Tout à l'heure, répondit-il.

Bientôt une pluie fine succéda à la brume. Nous étions parvenus sur la chaussée qui sert de voie de communication entre les lacs, sans que le soldat fît mine de s'arrêter encore. Un rideau de pluie, épaissi par le brouillard qui s'élevait des lacs, cachait les deux pics neigeux des volcans qui dominent la plaine. J'aperçus enfin à quelque distance scintiller faiblement, au milieu du brouillard, les vitres éclairées d'une maison basse. Bientôt un bruit confus de voix vint jusqu'à mon oreille. Arrivé à deux pas de la maison, le soldat frappa de sa baïonnette la porte, qui s'ouvrit; puis il entra sans façon le premier en me faisant signe de le suivre. En toute autre circonstance, je n'aurais rien vu que de fort ordinaire dans cette invitation; mais, avec les idées de guet-apens qui m'obsédaient depuis un mois, j'hésitai à pénétrer dans une maison qui me faisait l'effet d'un vrai coupe-gorge. Une voix que je reconnus mit fin à mon hésitation : c'était celle du lieutenant don Blas, qui s'informait à son *asistente* du résultat de sa commission. Dès-lors toutes mes craintes s'évanouirent, et j'entrai. Au même instant, don Blas se précipitait à ma rencontre et me pressait dans ses bras avec toute l'effusion mexicaine. Après les premiers complimens, le lieutenant me fit traverser une salle encombrée de gens de toute espèce, pour gagner une pièce plus vaste où des buveurs et des joueurs, en plus petit nombre, mais qui paraissaient d'une classe plus élevée, garnissaient une demi-douzaine de tables. Tous paraissaient être militaires, à en juger par leurs moustaches du moins, et don Blas lui-même ne portait d'autres insignes qu'une veste ronde avec deux attentes d'épaulettes qui dénotaient

seules le lieutenant *gradué* capitaine. Nous nous assîmes à l'écart. Les buveurs tournèrent aussitôt vers moi des regards dont l'expression n'était nullement rassurante.

— C'est un ami, seigneurs, se hâta de leur dire don Blas, et il ne nous trahira point.

J'avais d'excellentes raisons pour être discret en pareille occasion, et je ne fis aucune réflexion sur ces paroles du lieutenant. On nous servit une infusion de tamarin fortement relevée d'eau-de-vie; après quoi, m'adressant à don Blas :

— Par quel hasard, lui demandai-je, n'êtes-vous pas venu réclamer vous-même le service que vous attendez de moi? Vous m'auriez évité une longue course qu'il me faudrait recommencer seul dans les ténèbres.

— Je vais répondre à cette question, dit le lieutenant en allongeant la main pour recevoir l'once d'or et en la serrant dans sa poche. Le premier motif de la peine que je vous ai donnée est que je suis en gage ici moi-même et que je ne pouvais m'en aller sans payer ma dépense; ensuite, vous ne pourrez plus vous en retourner qu'au point du jour, en compagnie de votre très dévoué serviteur.

— Est-ce à dire que vous allez me mettre en gage aussi? demandai-je.

— Nullement; mais vous verrez, d'ici à deux heures, certaines choses qui vous ôteront l'envie de vous retirer. Je ne puis, pour le moment, vous en dire davantage.

Une telle confidence ouvrait un vaste champ à mes conjectures, mais j'avais à cœur, pour le moment, d'obtenir de don Blas quelques renseignemens sur une affaire qui me touchait plus directement.

— Vous avez eu la bonté, dis-je au lieutenant, de m'offrir votre bras en échange du service assez mince que j'ai pu vous rendre, et sans doute vous vous réjouirez d'apprendre qu'il est telle circonstance qui pourrait rendre opportune pour moi l'offre de votre valeureuse épée.

La physionomie jusqu'alors souriante de don Blas parut s'obscurcir; je crus deviner que le lieutenant ne s'attendait pas à être si tôt pris au mot. Cependant il se remit promptement et s'écria :

— C'est vraiment jouer de malheur, *caramba!* mon épée est en gage comme le reste de mon équipement; mais vous n'en avez donc pas, que vous veuilliez m'emprunter la mienne?

— C'est votre bras et non votre épée que je réclamais, répondis-je en souriant de l'étrange faux-fuyant du lieutenant. L'épée du Cid serait inutile entre mes mains, contre un ennemi aussi redoutable que...

— Parlez plus bas, interrompit don Blas en tordant sa moustache; on connaît ici ma bravoure téméraire, on sait que le danger m'électrise, et on pourrait craindre que je ne prêtasse à une autre cause le poids d'un bras qui appartient tout entier à mon pays.

L'air matamore de l'officier ne m'en imposa point, mais je ne voulus pas pousser plus loin une épreuve qui n'avait été pour moi qu'une plaisanterie. Je tenais seulement à savoir si le bravo ne lui avait pas fait quelque confidence à mon égard, et ce fut en riant de mes terreurs que j'appris qu'il n'avait été nullement question de moi après mon départ d'Arroyo-Zarco.

En ce moment, le galop d'un cheval retentit sur les pierres de la chaussée; presque en même temps un jeune garçon d'une quinzaine d'années se précipita dans la salle. A sa casquette militaire, espèce de béret orné d'un large galon d'or, ainsi qu'à son uniforme, il était facile de reconnaître un *cadete* (cadet).

— Tout va bien, seigneurs, s'écria-t-il; le colonel vient de recevoir un pli du *général*, ce soir sa division est arrivée à Córdova; Valencia s'approche de son côté; dans trois jours, nous serons maîtres de Mexico, et moi je serai *alferez*.

Tous les assistans se levèrent spontanément, et j'interrogeai de l'œil le lieutenant.

— Voulez-vous encore partir? me dit don Blas.

Il me paraissait évident que j'assistais au prologue de quelque nouvelle révolution qui ne faisait qu'éclore, et je me réjouissais d'être spectateur de l'une de ces petites scènes qui servent de prélude ou de cause aux grands événemens. Les acteurs d'un drame politique allaient se montrer à mes yeux en déshabillé.

Parmi les nombreux abus qui ont tari, au Mexique, les sources de la richesse publique et contribué à isoler ce pays du progrès européen, le plus déplorable et le plus frappant est, sans contredit, l'abus du régime militaire. Dans une contrée que sa position géographique éloignait alors de toute rivalité voisine, le rôle de l'armée était fini après la consécration de l'indépendance, consécration obtenue, sinon diplomatiquement, du moins de fait. Il y avait à relever assez de ruines entassées par dix ans de lutte. Malheureusement, au lieu de chercher à déblayer le sol, les chefs de la nouvelle république ne demandèrent à l'armée que la satisfaction d'ambitions personnelles. Dès-lors, une manie belliqueuse s'empara d'un peuple pacifique depuis trois cents ans, et peu à peu l'armée s'accoutuma trop facilement à décider toutes les questions politiques. On connaît le résultat de cette transformation guerrière : aujourd'hui le moindre officier mexicain se croit appelé, non par conviction politique, mais uniquement par ambition privée, à protéger ou à renverser le gouvernement établi. Il semblerait, comme on l'a dit plaisamment, qu'un article de la constitution donne à chaque Mexicain le droit imprescriptible de naître colonel.

Accoutumés depuis l'enfance à fouler aux pieds toutes les institutions civiles, le cadet transformé en officier presque avant l'âge de rai-

son, le soldat de fortune qu'une longue suite de *pronunciamientos* auxquels il a pris part a élevé à la dignité de l'épaulette, tendent tous deux au même but, un avancement rapide, par la même voie, celle de l'insurrection. Intervertie à chaque instant par un changement subit de gouvernement, la hiérarchie militaire n'a plus de fixité, un grade supérieur ne peut s'obtenir qu'à la pointe de l'épée. Puis, selon les chances de la guerre civile, l'officier qui a conquis un grade plus élevé, ou qui a vu renverser la bannière sous laquelle il abritait son ambition, demande aussi vainement sa paie au gouvernement nouveau qu'au gouvernement déchu. D'à-compte en à-compte, mais toujours créancier de l'état, il arrive ainsi au moment où quelque balle égarée solde à jamais son compte, ou bien à celui où, maître à la fin de puiser dans le trésor public, il se constitue, à son tour, débiteur insolvable de ceux qu'il a devancés dans la carrière. Cependant, quelles que soient les vicissitudes sans nombre qui agitent le pays, ce n'est, on le conçoit, qu'exceptionnellement que l'officier arrive à la tête des affaires; sa vie ne serait donc qu'une suite de privations, si son industrie ne suppléait à la rareté de ses émargemens. Dès-lors, insurgé par ambition, joueur par tempérament, contrebandier à l'occasion, maquignon par nécessité, *remendon de voluntades* (1) au besoin, l'officier fait de tout métier et marchandise, plus à plaindre en cela qu'à blâmer, car on ne lui a rien appris, pas même les élémens de son métier, et son pays ne sait payer aucun service, pas même le sang qu'on verse pour sa cause.

La nouvelle d'un soulèvement prochain venait sans doute de se répandre dans la salle attenante à la nôtre, car un tumulte assourdissant dominait le hourra général dans lequel on distinguait les cris de : « Vive Santa-Anna ! Mort à Bustamante ! A bas le quinze pour cent et le congrès ! » et d'autres clameurs qui ont déjà retenti si souvent et qui trouveront toujours un écho chez un peuple trop jeune encore pour avoir appris la liberté. Quand le silence se fut un instant rétabli, j'interrogeai formellement le lieutenant au sujet du mouvement politique qui se préparait, mais à ma première question :

— Chut ! me répondit-il, ici vous devez paraître ne rien ignorer; je vous mettrai plus tard au fait de tout; pour le moment, je n'ai rien de plus pressé que de payer ma dépense et de m'en aller. Vous verrez que le pays est aussi, comme je vous l'écrivais, l'un de vos débiteurs, car son salut est intéressé à la liberté de ma personne.

— Avec deux débiteurs semblables je ne dois avoir nul souci de ma créance, dis-je sérieusement à don Blas; mais comment se fait-il qu'un simple bourgeois ait osé mettre *embargo* sur un militaire?

(1) La bonne compagnie mexicaine appelle *accommodeur de volontés* celui que le peuple flétrit d'une épithète plus énergique.

— Hélas! répondit mélancoliquement don Blas, on emprunte à qui l'on peut; le malheur a voulu que cette auberge fût tenue par un officier, et que je ne l'apprisse que quand, enchanté du crédit que j'avais trouvé, j'en avais usé sans façon comme avec un bourgeois.

Que l'auberge fût tenue par un officier, il n'y avait rien là d'étonnant pour un voyageur familier comme moi avec les mœurs mexicaines; mais qu'un officier eût osé faire crédit à un confrère, cela me paraissait une inexplicable témérité.

— Holà! Juanito, cria le lieutenant à son *asistente*.

Celui-ci ne tarda pas à paraître dans une tenue plus pittoresque encore que celle où je l'avais vu une heure plus tôt. Son shako sans visière se balançait toujours sur son effrayante crinière, mais un frac de cavalier remplaçait son frac de fantassin, et, trop petit pour sa taille, laissait paraître au-dessus de la ceinture de son pantalon une large raie de chair d'un rouge cuivré. Juanito était évidemment de mauvaise humeur.

— Qu'as-tu, *muchacho?* demanda don Blas.

— Parbleu! répondit Juanito d'un ton rogue, vous coupez ma veine au moment où j'allais gagner un casque de dragon à la place de mon shako, et vous voulez que j'aie l'air satisfait!

— Prie le seigneur *huesped* de me venir trouver, lui dit don Blas sans paraître remarquer la brusque réponse de son soldat.

Juanito fit un demi-tour et sortit sans mot dire.

— C'est un homme qui m'est dévoué, et je lui pardonne quelques libertés en faveur de son dévouement, reprit le lieutenant en forme d'apologie; le dévouement est chose si rare en ce monde!

L'hôte ne tarda pas à paraître, et je m'expliquai sur-le-champ l'attitude humble du lieutenant. L'*huesped* était un homme de taille herculéenne, large d'épaules, coloré de visage et porteur de formidables moustaches relevées en croc; en un mot, il avait toute la tournure d'un *valenton* (1) de premier ordre.

— Combien vous dois-je? demanda don Blas, car c'est toujours pour moi un bonheur que de payer mes dettes!

— Le fait est que, si la rareté d'un plaisir en double le prix, le paiement d'une dette doit être pour vous un bonheur bien complet, répondit l'hôte : vous me devez quinze piastres et demie.

— Quinze piastres et demie! s'écria le lieutenant en faisant un soubresaut, *demonio!*

Et rendant au colonel l'once d'or qui était passée de ma poche dans la sienne, il reçut en retour les quatre réaux qui lui revenaient.

— *Caramba!* colonel, vous me donnerez bien un réal de plus pour le change, j'espère, dit le débiteur d'un ton suppliant.

(1) Bravache.

L'hôte fit la sourde oreille à cette demande, et, tirant d'une armoire voisine l'épée et la casquette du lieutenant, il les lui remit en disant :

— Faites attention que je ne vous prends rien pour le chagrin que m'a causé l'obligation de vous retenir en gage depuis deux jours.

Tous les comptes de don Blas étant réglés d'une façon si satisfaisante, le lieutenant me proposa de faire un tour avec lui sur la chaussée. J'attribuai sans hésiter cette proposition au désir de faire usage de la liberté qui venait de lui être rendue, mais je ne tardai pas à être détrompé. Le lieutenant échangea quelques mots à voix basse avec les autres officiers réunis dans la même salle que nous, et sortit en promettant de venir rendre compte de ce qu'il aurait pu voir ou apprendre. Je me hâtai de le suivre, car, malgré la curiosité que j'éprouvais, je ne pouvais me dissimuler que la place d'un étranger n'était pas au milieu d'un foyer de conspiration, quelles que pussent être d'ailleurs ses opinions particulières.

La pluie avait cessé de tomber; un brouillard assez épais s'étendait encore sur les lacs de droite et de gauche, mais l'eau stagnante des lagunes réfléchissait déjà quelques échappées d'un ciel moins sombre. Le volcan de Popocatepetl était enseveli sous un dais de vapeurs, tandis que les neiges du volcan voisin brillaient faiblement aux rayons de la lune. Sous ce voile de brume, la *Femme Blanche* (1) paraissait plutôt une des pâles divinités scandinaves des nuits septentrionales que la nymphe américaine couchée sous le ciel du tropique. Les lumières de la ville s'éteignaient l'une après l'autre, le silence était profond; cependant une rumeur confuse arrivait jusqu'à nous, semblable au frémissement des roseaux agités des lacs.

— Avançons, me dit don Blas, car l'heure approche, et je suis étonné de ne rien voir encore.

— Qu'attendez-vous? lui demandai-je.

— Vous le verrez : avançons!

Au bout d'un quart d'heure de marche environ, la rumeur vague que la tranquillité de la nuit laissait entendre devint plus distincte et se convertit bientôt en un piétinement de chevaux qu'amortissaient l'air humide et la terre détrempée. C'était, sans nul doute, un corps de cavalerie en marche. Une masse noire ne tarda pas, en effet, à s'avancer.

— Qui vive! nous cria un de ceux qui marchaient en tête.

— Amis, répondit don Blas.

— *Que gente!* demanda de nouveau la voix.

— *Mexico!* fut la réponse du lieutenant, qui demanda à son tour où se trouvait la division du général.

(1) Le sommet couvert de neige du volcan appelé *Iztaczihuatl* (la femme blanche) affecte la forme d'une femme couchée. Ce volcan est voisin du *Popocatepetl* (montagne fumante).

— A Córdova, répondit la même voix.

La troupe passa, et nous restâmes immobiles à la même place. Peu après, une seconde troupe, puis une troisième firent et rendirent les mêmes réponses de la même manière et poursuivirent leur route vers Mexico. Cependant je ne voyais dans ces hommes que des voyageurs ordinaires, car rien ne trahissait, dans leur costume, la tenue d'un corps régulier, quand des lueurs éloignées me parurent scintiller au milieu du brouillard. Je crus même distinguer des *vivat* qui s'élevaient de temps à autre; c'était une nouvelle troupe qui s'avançait. Au centre, et vivement éclairés par la lueur de torches résineuses, venaient, sur deux chevaux dont ils comprimaient l'ardeur, deux officiers en tenue de campagne, c'est-à-dire moitié militaire, moitié bourgeoise. Celui qui marchait en tête avait une physionomie et une tournure qui me frappèrent doublement en ce qu'elles éveillèrent chez moi un sentiment de curiosité et un vague ressouvenir. C'était un homme qui paraissait avoir quarante-cinq ans, de haute taille et d'un teint jaunâtre. Un front élevé, dont le chapeau ne dissimulait qu'imparfaitement la proéminence, un menton arrondi et peut-être trop fort pour la régularité des traits, dénotaient chez lui la persistance et même la ténacité. Son nez légèrement aquilin, ses grands yeux noirs pleins d'expression, sa bouche mobile, donnaient à ses traits un air de noblesse remarquable. Des cheveux noirs et bouclés couvraient ses tempes et ombrageaient ses joues aux pommettes un peu saillantes. Je remarquai que l'une des mains du cavalier, celle qui tenait la bride du cheval, était mutilée.

Don Blas fit un geste de surprise, et, se donnant à peine le temps de répondre au mot de ralliement qui lui fut demandé, il s'élança vers l'officier à cheval.

— Votre excellence ne doit pas oublier que nous sommes à deux pas de Mexico, lui dit-il en se découvrant respectueusement, et la prudence exige qu'elle n'aille pas plus loin.

— Ah! c'est vous, capitaine don Blas, dit le cavalier en s'arrêtant, je suis bien aise de vous voir parmi les nôtres. Puis s'adressant à son cortége :

— Vous l'entendez, seigneurs, dit-il, le plaisir de me retrouver encore au milieu de vous me faisait oublier le soin de ma propre sûreté; mais le temps n'est pas éloigné, je l'espère, où je reviendrai de nouveau et où je ne trouverai là-bas, ajouta-t-il en montrant Mexico, que des amis et des frères.

En disant ces mots, le cavalier fit une demi-volte, et je pus voir que du côté droit une jambe de bois s'appuyait seule sur l'étrier. Un hourra couvrit ses dernières paroles, les brandons jetés au loin allèrent s'éteindre en sifflant dans les eaux du lac, et tout rentra dans l'obscurité, mais pas assez vite pour que je n'eusse pu reconnaître dans le cavalier qui

venait de s'entretenir avec don Blas, l'homme qui, depuis vingt-cinq ans, a été le mauvais génie du Mexique, le prétexte ou la cause de toutes ses révolutions, en un mot le général don Antonio Lopez de Santa-Anna.

II.

Nous restâmes seuls le lieutenant et moi. Je priai don Blas de m'expliquer les scènes dont je venais d'être témoin. Le lieutenant me donna quelques détails sur le mécontentement causé par la loi du quinze pour cent. C'était, en effet, ce mécontentement qui servait de prétexte au nouveau *pronunciamiento*. Les nombreux voyageurs que j'avais rencontrés sur la route appartenaient à un régiment de cavalerie en garnison près de Mexico. Don Blas avait été chargé d'enrôler ces cavaliers au service de Santa-Anna, avec la promesse d'échanger son grade actuel contre un grade de capitaine dans la cavalerie. Je compris alors pourquoi l'*asistente* de don Blas avait mis tant d'empressement à se procurer un uniforme de cavalier. Jour avait été pris, par les partisans de Santa-Anna, pour introduire dans Mexico sous un déguisement bourgeois, chose facile dans un pays où le costume militaire ressemble assez au costume civil, le régiment nouvellement embauché.

De retour à l'auberge, le lieutenant raconta ce qui venait de se passer aux officiers qui avaient pris les devans sur leurs soldats. La séance fut alors levée, car le projet dont on attendait l'exécution venait de se réaliser, et ce fut au tour des officiers de regagner isolément la ville. Nous reprîmes à pied, comme les autres, don Blas et moi, le chemin de Mexico; quant aux soldats, ils devaient se disséminer prudemment par toutes les barrières.

Chemin faisant, je manifestai au futur capitaine les craintes que j'éprouvais sur le sort du convoi d'argent exposé aux attaques des généraux révoltés.

— Y auriez-vous par hasard quelque intérêt? me demanda-t-il vivement.

— Aucun; mais le pillage de ce convoi entraînerait des pertes considérables pour plusieurs de mes compatriotes.

— Soyez sans crainte, me dit-il, une protection cachée, mais puissante, s'étend sur le convoi. Un courrier extraordinaire, parti ce matin, l'a fait mettre en lieu de sûreté. Le muletier attendra la fin des événemens, et le commandement de l'escorte qui l'accompagne sera remis en des mains braves et fidèles; j'y prends un aussi vif intérêt que vous.

— Et pourquoi? demandai-je étonné.

— Pourquoi? Parce que nous ne voulons pas qu'un attentat à la propriété souille la glorieuse révolution que nous allons faire. Et puis, c'est moi-même qui dois commander l'escorte de la *conducta*.

Je ne m'expliquais guère la chaleur avec laquelle le lieutenant parlait d'une mission qui semblait n'avoir pour lui aucun avantage apparent; mais, sans lui adresser de nouvelles questions, je me bornai à lui faire part du projet que j'avais formé de me joindre à l'escorte de la *conducta*. Don Blas accueillit assez froidement d'abord cette ouverture; puis, voyant que c'était de ma part une intention bien arrêtée, il s'applaudit, non sans affectation, de m'avoir pour compagnon de route. Malheureusement il était impossible encore de fixer le jour de notre départ, et bien des dangers, quoi qu'en dît don Blas, menaçaient le précieux convoi.

Vingt-quatre heures après notre arrivée dans la ville, le bruit se répandit que les généraux Santa-Anna et Valencia s'avançaient à la tête de deux divisions pour obtenir le redressement des griefs qu'on imputait au gouvernement de Bustamante. Bientôt on entendit le canon gronder. Dès-lors, les événemens marchèrent rapidement. Des actions, non sans importance, s'étaient engagées entre les troupes du gouvernement et les factieux qui s'étaient avancés pour cerner la *plaza Mayor* et avaient élevé une redoute à deux pas de la maison située à l'angle des rues San-Agustin et Secunda Monterilla. On apprit enfin, à la consternation générale, que la garnison du palais, corrompue par les rebelles, s'était emparée, au sein du palais même, de la personne du président. Au milieu de ce conflit, je n'avais plus entendu parler de don Blas, quand, le matin du jour qui suivit ces événemens, des coups redoublés frappés à la porte cochère m'éveillèrent en sursaut. Quelques minutes après, je vis entrer dans ma chambre le lieutenant en grande tenue. Une longue barbe, des cheveux en désordre, une figure noircie de poudre, prouvaient, ou du moins semblaient prouver qu'il avait largement pris sa part des engagemens antérieurs. Je le félicitai sur sa tenue belliqueuse. Don Blas reçut mes éloges en homme qui sait les avoir mérités, et m'apprit avec un certain air d'importance qu'il venait tenir garnison sur la terrasse de ma maison, qui dominait la place du palais.

— J'ai choisi votre maison, sauf votre approbation, me dit-il, parce qu'elle est dans le voisinage du palais présidentiel, et pour vous montrer ensuite comment on gagne un grade de capitaine. J'espère que vous me suivrez sur la terrasse, où ma compagnie stationne déjà.

— J'assisterai avec joie, répondis-je, à votre triomphe, et, si vous voulez me permettre de m'habiller, je m'empresserai d'aller prendre ma place près de vous; seulement j'aurai soin de me mettre parfaitement à l'abri des balles, car je n'ai pas le moindre grade à gagner. Mais, à propos, vous êtes donc encore dans l'infanterie?

— J'ai eu des raisons pour ne pas changer encore, répondit le lieutenant avec une légère hésitation. Dans une bagarre semblable, un

cavalier est bien exposé.... bien inutile, veux-je dire, et d'ailleurs avec quoi diable aurais-je acheté un cheval?

En ce moment, la porte s'ouvrit, et un casque de dragon se montra par la porte entrebâillée; ce casque couvrait la tête de l'*asistente* Juanito, qui, plus heureux que son lieutenant, se trouvait, grace au *monte*, à moitié transformé déjà en cavalier, car il ne lui restait plus du fantassin que l'immense pantalon dans lequel il semblait prêt à s'engouffrer.

— Mon capitaine, s'écria l'*asistente*, si vous ne venez pas vous mettre à la tête de vos hommes, il va nous arriver quelque malheur.

— Quoi! reprit don Blas, les drôles sont-ils si impatiens d'en venir aux mains?

— Oh! non, reprit Juanito, ils n'ont pas l'air pressé, au contraire! Mais il y a sur la terrasse de l'Ayuntamiento, en face de la maison du seigneur français, ce grand coquin de colonel, vous savez.... le maître de l'auberge qui retenait votre seigneurie en gage. Il nous propose de nous acheter nos cartouches.

— Et mes braves ont refusé avec indignation, j'en suis sûr?

— Je le crois bien! répondit l'*asistente*, on ne leur en offre que moitié prix.

— Mais, s'écria le lieutenant, ce damné de colonel nous a donc trahis?

— Cela se peut, seigneur capitaine, mais je n'ai pas l'habitude de m'occuper de ce qui ne me regarde pas; le colonel a peut-être eu de très bonnes raisons pour changer de parti : qui sait!

L'officier s'élança sur les pas de l'impassible Juanito, et je m'habillai à la hâte. J'étais curieux de voir comment, selon l'expression de don Blas, on gagnait un grade de capitaine. Au moment où je montais les derniers degrés qui conduisaient à l'*azotea* (toit plat) de ma maison, je l'entendis commander : Feu! d'une voix tonnante. Je m'arrêtai. A ma grande surprise, le silence le plus profond ne cessa pas de régner sur la terrasse. Un second commandement ne fut pas mieux exécuté, et ce ne fut qu'au troisième qu'une détonation se fit entendre, mais assez faible pour démontrer que ce n'était qu'à regret que les soldats prodiguaient des cartouches qui, bien qu'estimées à moitié prix, n'en possédaient pas moins à leurs yeux une certaine valeur.

J'entr'ouvris la porte de la terrasse avec toute la prudence convenable, et je me glissai, protégé par le mur d'enceinte de l'*azotea*, derrière un des pilastres qui s'élevaient comme des créneaux de distance en distance (1). J'avais une lorgnette à la main.

(1) Du temps des Espagnols, ces créneaux ou *almenas* dénotaient la maison d'un gentilhomme.

— Qu'allez-vous faire de cette lorgnette? me demanda don Blas.

— Parbleu! je ne vais jamais sans ma lorgnette au spectacle, pas même à une course de taureaux; l'aurais-je oubliée quand je viens me mettre aux premières loges pour un combat de géans!

Le futur capitaine semblait jeter un œil d'envie sur le poste derrière lequel je me trouvais en parfaite sécurité. Je découvrais de ma terrasse la place du palais même et les rues adjacentes. Le pavillon national ne flottait plus au faîte du palais, où le président se trouvait prisonnier de sa propre garnison. A l'angle opposé du logement qu'il occupait, je voyais aux lucarnes grillées de la prison qui faisait partie du palais des têtes sinistres s'agiter avec fureur. Les troupes restées fidèles à la cause de Bustamante étaient rangées sur la grande place, les officiers allaient et venaient en donnant des ordres, l'artillerie roulait avec bruit sur le pavé, et des explosions lointaines, une fumée blanche qui s'élevait en nuages pressés derrière les maisons, indiquaient que, dans les rues où je ne pouvais plonger mes regards, l'affaire était chaudement engagée. Je ne pouvais voir qu'assez confusément les combats qui se livraient dans la ville; mais, selon la tactique adoptée au Mexique, les mêmes scènes se répétaient sur les toits des maisons. C'était comme un second plan de combattans au-dessus du plan inférieur des rues. Les terrasses du palais étaient couronnées de soldats qui composaient une partie de la garnison vendue à Santa-Anna. Ces soldats nourrissaient un feu assez vif contre les troupes du colonel, qui se trouvaient ainsi prises entre deux ennemis; mais la proximité du détachement de don Blas était de nature à l'alarmer plus sérieusement. Le lieutenant venait de commander le feu de nouveau, et cette fois avec plus de succès que les deux premières, quand le gigantesque colonel s'avança en parlementaire sur le bord de l'*azotea* qu'il occupait, et, faisant de ses deux mains un porte-voix, s'écria :

— *Muchachos!* savez-vous qu'il est très fastidieux que vous tiriez sur nous de la sorte? *Caramba!* on y met au moins de la discrétion, et ce n'est pas bien de se réunir ainsi deux contre un : entre braves on se doit des égards!

— Traître! s'écria le lieutenant exaspéré.

— Traître! traître! vous êtes charmant, sur ma parole, mon cher don Blas! On n'est pas traître pour son plaisir, et vous me paraissez avoir des idées très arriérées en politique. Ah çà! vous avez donc de la cavalerie sur vos toits? ajouta amicalement l'orateur en voyant reluire au soleil le casque de l'*asistente*, ce n'est pas de franc jeu. Si je faisais monter ici du gros calibre, vous auriez le droit de vous plaindre.

— Vous avez fait à mes soldats des offres outrageantes, reprit don Blas.

— C'est vrai, reprit le colonel, j'ai eu tort, je n'ai pas proposé à ces

braves un prix raisonnable de leurs cartouches, mais je suis prêt à réparer ma faute.

Un hourra de joie poussé par toute la troupe du lieutenant indiqua que l'orateur regagnait une partie du terrain qu'il avait perdu.

— Le colonel ne raisonne pas mal, ce me semble, dis-je à don Blas.

— Ce sont, il est vrai, d'assez solides raisons, reprit-il en homme qui se sentait presque convaincu, mais le devoir ordonne que je ne considère en lui qu'un ennemi.

Les choses paraissaient néanmoins s'acheminer vers une conclusion toute pacifique, quand le colonel ajouta :

— Il est donc convenu que vous ne tirerez plus sur moi. D'ailleurs, que gagnerait votre capitaine à me tuer? Il ne me doit plus un réal.

Ce malencontreux argument, qui rappelait au lieutenant que le colonel l'avait tenu en gage pour une dette de quelques piastres, ranima toute sa rancune, et don Blas s'écria de nouveau en brandissant son épée : — Mort aux ennemis de la patrie! feu sur les traîtres!

Ses hommes accueillirent avec stupeur une conclusion si imprévue: mais à la fin force leur fut d'obéir, et les deux partis commencèrent à se fusiller avec autant d'acharnement que d'insuccès. Les balles passaient au-dessus de ma tête en déchirant l'air avec des sifflemens aigus semblables à ceux du fer rouge qui s'éteint dans l'eau. Consciencieusement blotti dans l'angle du mur, j'observais la contenance de don Blas, et je dois dire qu'elle me paraissait assez satisfaisante, lorsqu'une nouvelle décharge se fit entendre; le lieutenant tomba. J'allais m'élancer sur lui, l'*asistente* me prévint. Don Blas, étendu tout de son long, ne donnait aucun signe de vie. Je vis Juanito écarter impérieusement quelques soldats, et j'admirais déjà ce fidèle serviteur jaloux de prodiguer seul ses soins à son maître, quand, à ma grande surprise, il fouilla dans les poches de l'uniforme du lieutenant, et, retirant à la fin ses mains vides, s'écria d'un air désappointé :

— Rien! pas un réal! Étonnez-vous donc qu'on soit si mal commandé par des officiers qui n'ont pas un réal dans leur poche; encore si celui-là avait un pantalon de cavalerie!

Après cette oraison funèbre, l'homme dévoué détacha l'épaulette d'or du lieutenant avec un flegme parfait, et se l'adjugea en guise de consolation. Don Blas soupira faiblement, rouvrit les yeux et pria qu'on le transportât loin du champ de bataille. Ses ordres furent accomplis, et quatre hommes le chargèrent sur leurs bras. Je voulus l'accompagner pour le faire déposer sur mon lit jusqu'au moment où les premiers soins pourraient lui être donnés, mais il s'y opposa fortement; j'insistai néanmoins et je le fis transporter dans ma chambre.

— Ce ne sera rien, me dit don Blas; les balles ne tuent pas un vieux soldat comme moi; remontez là-haut et continuez d'observer l'action,

la victoire sera pour moi la guérison. En attendant, j'ai besoin d'être seul.

J'obéis à ses injonctions, et je retournai occuper le poste que j'avais abandonné. Pendant mon absence, le colonel avait proposé et fait accepter une trève, et, à mon retour, les ennemis échangeaient entre eux les offres de service les plus courtoises.

Cependant, de près et de loin, des scènes plus sérieuses avaient lieu au-dessous de nous. Rassuré par l'attitude amicale des soldats de don Blas et du colonel, je pus observer plus à l'aise la marche des événemens. La redoute établie à l'angle des rues San-Agustin et Monterilla vomissait sans relâche des flots de mitraille; le pavé était jonché de morts et de blessés qui tombaient, les uns avec tout le stoïcisme indien, les autres en poussant des cris lamentables. Ces derniers appartenaient principalement à la classe des curieux que leur mauvaise étoile avait poussés au milieu du feu. Plus loin, du côté de la barrière de San-Lázaro, le canon tonnait sans interruption; enfin, dans la rue Tacuba, qui fait face au palais, une batterie, établie par les troupes insurgées, balayait la place et ouvrait de larges brèches dans l'enceinte du palais même. Les décombres s'entassaient avec rapidité, les balcons de fer pendaient déchirés et tordus comme les lianes d'une forêt vierge; bientôt un pan de muraille s'écroula. Alors, sur la baie démantelée d'une croisée, un homme couvert d'un riche uniforme s'avança hardiment, de manière à dominer la foule. Je pus distinguer sur ses traits fortement accusés, comme dans sa constitution robuste, tous les signes d'une de ces natures vigoureuses qu'une sorte de prédestination semble pousser vers les rudes épreuves de la vie militaire. Cet homme était le meilleur citoyen peut-être du Mexique. J'avais vu trop souvent le général Bustamante pour ne pas le reconnaître aussitôt, malgré la distance qui me séparait de lui. Plus affligé sans doute des scènes qui ensanglantaient la ville que soucieux de sa propre sûreté, le général adressa aux séditieux quelques paroles que je ne pus entendre. Cependant le canon grondait sans relâche, les pierres détachées par les boulets volaient en éclats, et le président paraissait ne pas voir que le danger croissait de minute en minute. Enfin il se retira. Un nouvel incident venait d'attirer l'attention générale. Les murs de la prison, brisés par le canon, s'étaient entr'ouverts, et je pus voir les détenus, au mépris de la mitraille qui continuait à balayer la place, se glisser un à un avec des hurlemens de joie à travers les interstices, puis se disperser par les rues. C'était le complément de l'anarchie, qui régna dès ce moment en maîtresse absolue dans la ville.

Ces tristes scènes commençaient à lasser ma curiosité, quand il se fit entre les combattans comme une trève tacite. Un silence profond succéda aux décharges de l'artillerie; le moment était venu, pour

chaque parti, de compter ses morts et de panser ses blessés. Je regagnai ma chambre, bien désireux de connaître l'état du lieutenant don Blas, mais il ne s'y trouvait plus, et le lit où on l'avait déposé était à peine foulé. Je questionnai les gens de la maison : au moment où la trève avait été proclamée, on l'avait vu descendre l'escalier et s'élancer dans la rue. Il avait sans doute pensé qu'en raison de la concurrence, il était plus prudent de courir après ce grade de capitaine tant espéré que de l'attendre patiemment au logis. Complétement rassuré sur les suites de sa blessure, je sortis à mon tour. Le drame semblait fini. Dans les rues, on transportait les blessés, et les portes s'ouvraient partout pour les recevoir. Quant aux morts, les promeneurs enjambaient leurs cadavres avec la plus complète insouciance; leur rôle était joué, et l'oubli commençait déjà pour eux.

Le lendemain cependant, le combat recommença, et le sang coula de nouveau dans les rues. Vaincu bientôt sans avoir été renversé, le pouvoir retira la loi du quinze pour cent; une pleine et entière amnistie fut accordée aux révoltés, et l'on vit sortir du palais national, avec tous les honneurs de la guerre, une troupe de factieux parmi lesquels on reconnaissait avec terreur plusieurs malfaiteurs célèbres dans les fastes des prisons. Des ruines partout, du sang répandu, le retrait d'une loi particulière à un état seul, tels furent les déplorables résultats d'une insurrection qui avait entraîné à sa suite douze jours de combat et d'anarchie.

III.

Dès que l'ordre parut rétabli, dès que le commerce eut repris quelque sécurité, je songeai à quitter Mexico. On venait d'apprendre que la *conducta* s'était remise en route. Je tenais plus que jamais à faire partie de l'escorte commandée par le lieutenant don Blas, et, le lendemain d'un jour consacré à prendre congé de tous mes amis, je traversai une dernière fois, avant le lever du soleil, les rues de la capitale du Mexique, suivi de mon valet Cecilio.

La joie que j'éprouvais à l'idée de mon prochain retour en Europe ne tarda pas à se dissiper, quand je fus dans la campagne, pour faire place à une vague tristesse. Mexico est encore entouré de lacs comme au temps de la conquête; mais depuis trois cents ans l'aspect de ces plaines liquides, traversées par une chaussée gigantesque, a bien changé. Le temps n'est plus où les brigantins de Cortez se croisaient sur ces lacs avec des milliers de pirogues peintes. A moitié taris par l'action du temps et par les travaux de desséchement, les lacs de Mexico n'ont gardé de leur ancienne splendeur que cette teinte mélancolique qui s'attache à toute grandeur déchue. Le bruit éloigné du fusil de quelque

chasseur, les chansons sauvages des Indiens, dont les rares pirogues courbent les roseaux, n'interrompent qu'à de longs intervalles le silence qui pèse au loin sur la campagne. Des aigrettes blanches, immobiles sur la surface des lacs comme les fleurs du nénuphar, des poules d'eau, des canards plongeurs, des reptiles qui agitent les plantes aquatiques, çà et là un Indien pêcheur enfoncé dans l'eau jusqu'à mi-jambe, tels sont les seuls êtres vivans qui animent ces solitudes. Le ciel et les montagnes n'ont du moins pas changé d'aspect, et depuis trois cents ans la couronne de neige des volcans s'élève toujours dans le même azur.

Arrivé à Buena-Vista, d'où la vue domine la vallée de Mexico, je m'arrêtai pour jeter sur ces belles plaines un dernier coup d'œil. Au milieu d'une ceinture de collines bleues et de petits villages dont les maisons blanches tranchaient gaiement sur la verdure des saules, les lacs avaient repris, grace à la distance, une partie de leur ancien prestige. Mexico semblait encore la Venise du Nouveau-Monde. Je m'arrêtai un instant à contempler ses dômes lointains avec un sentiment de tristesse involontaire. Je voyais pour la dernière fois une ville où j'étais arrivé avec toute la curiosité, tout l'enthousiasme de la jeunesse. Mexico avait été l'endroit de halte où je me reposais au retour de chacune de mes excursions. C'était pour moi comme une seconde patrie, car, si l'enfance a des souvenirs qui lui sont chers, la jeunesse n'est pas oublieuse des lieux où, comme une fleur éphémère, elle s'est épanouie pour ne plus renaître. Je saluai du regard cette fertile vallée où règne un printemps éternel, et, mettant mon cheval au galop, j'eus bientôt perdu de vue les tours les plus élevées de Mexico. Après une nuit passée à la *venta* de Córdova, je traversai successivement les bois de Rio-Frio si célèbres par les vols à main armée qui s'y commettent journellement, les plaines riantes de San-Martin, qui rappellent celles du Bajio. Enfin la cime neigeuse des volcans voisins de Mexico brillait aux derniers rayons du soleil comme un fanal près de s'éteindre, quand j'arrivai à Puebla. La *conduite* avait, la veille même, passé dans cette ville. Puebla, avec les hautes tours de ses couvens, de ses églises et ses coupoles revêtues de faïence peintes, semble de loin une ville orientale aux minarets élancés. Je ne m'y arrêtai que le temps nécessaire pour m'y reposer, et le troisième jour depuis mon départ de Mexico, sur la route qui va de Puebla à Vera-Cruz, j'aperçus de loin les banderoles rouges des lanciers qui escortaient la *conducta*.

Dans le premier des cavaliers auxquels je m'adressai en atteignant l'escorte, je n'eus pas de peine à reconnaître l'*asistente* du lieutenant don Blas. Les vœux de ce digne *lepero* devenu soldat avaient été comblés, car, sauf un brodequin à un pied, un soulier à l'autre, et l'absence totale de sous-pieds, son uniforme de cavalier ne laissait rien à désirer. Il avait consenti aussi à faire à la discipline le sacrifice de sa chevelure.

— Dites-moi, mon ami, lui dis-je en l'abordant, seriez-vous toujours, par hasard, au service du lieutenant don Blas?

— Du capitaine don Blas, s'il vous plaît! car il a été promu à ce grade en récompense de son héroïque conduite sur votre *azotea*, et j'y ai gagné aussi mes galons, seulement je ne suis plus son domestique. C'est le seigneur capitaine qui commande le régiment de lanciers dont vous ne voyez qu'un détachement ici.

Je piquai des deux, et malgré son nouvel uniforme j'eus bientôt reconnu don Blas. Le capitaine cheminait tristement en tête de son escadron. Je le félicitai de son avancement et m'informai des suites de sa blessure. Le capitaine rougit légèrement en m'assurant qu'il avait été bientôt remis, et se hâta de me demander si je comptais toujours faire route avec lui. Je l'assurai que mon intention bien arrêtée était d'accompagner le convoi jusqu'à Vera-Cruz. Don Blas voulut bien se réjouir de cet arrangement, après quoi la conversation tomba tout naturellement sur les dangers de la route, dangers que je comptais éviter dans sa compagnie. Le capitaine secoua la tête.

— Je crains bien, me dit-il, que vous ne tombiez de fièvre en chaud mal, car les derniers troubles ont mis encore quelques *gavillas* (1) de plus en campagne, et j'ai ouï dire que nous pourrions bien avoir maille à partir avec les routiers dans les gorges d'Amozoque. Le temps n'est plus où, comme sous un certain vice-roi, le drapeau de Castille, flottant sur un convoi d'argent, suffisait seul à le protéger durant le trajet.

— J'espère, lui dis-je, qu'un escadron de lanciers commandé par vous pourra remplacer le drapeau espagnol.

— Dieu le veuille! reprit don Blas, quoique je ne m'aveugle pas sur les dangers que nous pouvons courir; en tout cas, je ferai mon devoir.

C'était en effet une riche proie que ces deux millions en argent monnayé portés par une assez longue file de mules sur chacune desquelles les gardiens du convoi devaient veiller sans relâche; car, si la route de Mexico à Vera-Cruz présente les accidens de terrain les plus pittoresques, les bois épais, les gorges profondes, les défilés étroits qu'elle traverse peuvent recéler mille dangers. J'avais à peine passé quelques heures au milieu de mes nouveaux compagnons de voyage, que je commençais à sentir le besoin d'une diversion quelconque aux ennuis de cette marche lente et triste à travers un pays désert. Le capitaine était assurément un joyeux compagnon, mais ses saillies me semblaient bien monotones. Les contes et les chansons d'un muletier qui remplissait les fonctions de majordome dans notre petite troupe m'offraient une distraction plus agréable. C'était un homme de trente ans envi-

(1) Bandes de voleurs.

ron et du nom de Victoriano. Depuis longues années, il parcourait le même chemin, et chaque lieu de halte était pour lui un prétexte à récit. Le soir, sous un ciel étoilé, quand les mules déchargées broyaient leur ration de maïs sur les *mantas* (1) qui leur servaient de ratelier, quand, autour des feux allumés dans la plaine, les sentinelles veillaient à la garde du trésor commis à leur vigilance et que les autres soldats dormaient étendus près de leurs armes, le capitaine et moi nous prenions un plaisir toujours nouveau à entendre Victoriano, dont la verve intarissable se traduisait en récits animés ou en chansons accompagnées de sa mandoline. Je plaignais alors le voyageur que je voyais emporté par le galop rapide des chevaux de la diligence qui passait comme un éclair près de nous, et dans laquelle peut-être des compatriotes me montraient au doigt comme un débris des anciennes mœurs mexicaines. Quelques vices de plus, me disais-je, beaucoup de charme de moins, tel est le résultat d'une parodie de civilisation qui, jusqu'à présent, n'a fait que détruire et n'a rien reconstruit. Dans ces veillées, autour des feux nocturnes, vivant à la fois de la vie du muletier et du soldat, je retrouvais encore sans mélange, même en m'avançant vers l'Europe, les sensations de la vie primitive des déserts de l'ouest.

Depuis notre départ de Puebla, Acajete, l'hacienda de San-Juan, Tepeaca (car nous avions dévié de la route ordinaire), Santa-Gertrúdis, avaient été autant d'étapes marquées par cette quiétude que donne à l'ame la fatigue du corps, et qui semble prouver que le bonheur de l'homme consiste dans le mouvement physique plutôt que dans la pensée. Nous avions dépassé la ville et le fort de Perote. — Seigneur cavalier, me dit Victoriano, vous devriez visiter ce fort, je puis vous accompagner jusqu'à l'entrée, et sur ma recommandation vous y serez introduit sans difficulté; vous nous rejoindrez ensuite à Cruz-Blanca : c'est un petit village à deux lieues d'ici où nous passerons la nuit, et à votre retour je vous conterai, au sujet de la forteresse, une aventure qui a fait bien du bruit il y a quelques années.

Je goûtai le conseil du muletier, qui me fit, selon sa promesse, introduire dans le fort, dont je visitai l'intérieur tout à mon aise en compagnie d'un officier heureux d'accepter cette corvée comme une distraction. Ma visite dura une heure environ; après quoi, comme le soleil allait se coucher, je remerciai mon guide et me mis en devoir de regagner le convoi. Je traversais une de ces plaines arides et désolées désignées sous le nom de *mal pais*, plaines hérissées de scories volcaniques, sur lesquelles une légère couche de terre ne laisse pousser que des plantes rabougries. Le vent semblait murmurer des plaintes

(1) Toiles qui recouvrent le bât des mules.

étouffées en rasant les feuilles sonores des nopals et les touffes de genévriers. Les loups hurlaient de temps à autre, et le brouillard tombait si opaque et si froid, qu'il me tardait d'aller me réchauffer à la flamme du brasier auprès duquel je comptais bien sommer Victoriano de tenir sa promesse. Cependant la crainte de perdre mon chemin au milieu du brouillard qui me dérobait l'horizon, jointe aux aspérités du terrain, me força de ralentir ma marche, et la nuit était close quand j'arrivai à l'endroit désigné pour la halte du convoi : c'était Cruz-Blanca. Il ne me fut pas difficile de trouver, dans le petit nombre de maisons qui composent le village, celle où la *conduite* s'était arrêtée. A mon grand étonnement, j'appris que Victoriano n'avait pas reparu. Cette disparition alarma tout le monde. Quelque accident bien grave pouvait seul retenir loin de nous un homme dont l'exactitude habituelle était connue, et chacun se perdait en conjectures à cet égard, quand un individu se présenta et demanda à entretenir l'*arriero* en chef. Le nouveau-venu était vêtu de la souquenille en laine rayée et du court tablier des conducteurs de mules. Il nous apprit que le cheval de Victoriano s'était abattu, et que, grièvement blessé dans sa chute, ce dernier avait été transporté à Perote, où on lui donnait les premiers soins; l'inconnu ajouta que c'était sur l'invitation de Victoriano qu'il venait s'offrir pour le remplacer jusqu'au moment où il pourrait rejoindre le convoi. L'*arriero* en chef, qui n'avait que le nombre d'hommes strictement nécessaire, accepta cette offre un peu légèrement peut-être; le nouveau-venu était un robuste garçon de l'âge à peu près de Victoriano, mais dont la figure sinistre ne m'inspirait pas, tant sans faut, la même confiance qu'au muletier.

Le lendemain matin, nous reprîmes notre route pour aller passer la nuit à la Hoya, autre village à cinq lieues de Cruz-Blanca. La marche, lente comme d'habitude, nous semblait plus fatigante encore, car Victoriano n'était plus là pour nous égayer par ses récits. Tout semblait d'ailleurs marcher de travers depuis la disparition du majordome. Arrivés à Barranca Honda, à une lieue de notre point de départ du matin, une mule se déferra, puis une seconde, puis une troisième. Il fallut des haltes assez longues pour referrer chacun de ces animaux. Le remplaçant de Victoriano s'acquittait de cette besogne de maréchal-ferrant avec beaucoup de zèle et d'intelligence, au grand contentement de l'*arriero*, qui cependant proférait autant de jurons qu'il y a de saints dans le calendrier. Pour moi, je m'obstinais, je ne sais pour quel motif, à ne pas partager la satisfaction du muletier à l'égard de notre nouveau compagnon.

— Ne vous semble-t-il pas, dis-je à don Blas, que ce drôle qui referre si lestement les mules serait capable de les avoir déferrées avec non moins d'adresse?

Le capitaine traita mes soupçons de pure chimère.

— Je suis parfaitement désintéressé dans la question, répondis-je, car malheureusement aucun de ces précieux caissons ne m'appartient, mais je ne puis m'empêcher de regretter l'absence du pauvre Victoriano.

Le convoi se remit en mouvement; néanmoins, quoi qu'on fît pour accélérer la marche, les mules paraissaient avoir perdu leur vigueur habituelle, comme si l'on eût mêlé à leur ration quelque drogue énervante. Au moment de dépasser Las Vigas, l'*arriero* tint une espèce de conseil avec le chef de l'escorte. Le premier était d'avis de passer la nuit dans ce village; don Blas opinait pour pousser jusqu'à la Hoya, alléguant qu'un retard dans le convoi qu'on attendait à Vera-Cruz, et dont on connaissait les étapes par avance, répandrait une alarme préjudiciable. Malheureusement pour le muletier, cet avis l'emporta, et on résolut de gagner la Hoya.

Nulle part peut-être au Mexique le passage toujours si pénible de la température des plaines à celle des régions élevées ne se fait sentir plus vivement qu'aux approches de Las Vigas (1). Quelques instans avant d'atteindre ce village, on est brusquement transporté au milieu de la végétation des pays froids. Là, plus de brise chaude, plus de ciel bleu, mais une bise qui souffle aigrement à travers les vapeurs glacées, un ciel terne, un terrain aride, déchiré, bouleversé comme par une lutte de Titans. Une obscurité presque complète enveloppait le paysage au moment où nous passions près de Las Vigas. Le brouillard, qui d'abord rampait sur le sol et tourbillonnait comme la poussière sous les pieds de nos chevaux, ne tarda pas à monter progressivement et à dérober à nos yeux la cime la plus élevée des sapins. A peine nous distinguions-nous les uns des autres au milieu de la brume qu'un vent froid chassait à notre visage. Des ravins longeaient parallèlement la route, qui traversait des courans de lave refroidie, et il était urgent d'empêcher les mules si richement chargées de dévier du sentier qu'elles avaient à suivre. J'admirais, je l'avoue, le calme de don Blas, chargé d'une responsabilité qui m'effrayait pour lui. Des étincelles jaillissaient, de distance en distance, sous les pieds de la mule de l'*arriero*, qui, au risque de ses membres, parcourait sans relâche toute la longueur du convoi. Ce pauvre homme m'inspirait un vif intérêt, car sa fortune, son avenir, étaient en jeu; la responsabilité matérielle pesait seule sur lui, et il comptait et recomptait ses mules avec une anxiété qui faisait mal à voir. Au moment où la nuit fut complète, don Blas fit deux corps de son escorte. Avec l'un, il gagna la tête du convoi, et laissa le commandement de l'arrière-garde à Juanito, son ex-*asistente*. Nous che-

(1) Petit village situé sur des hauteurs, à sept lieues de Jalapa.

minions depuis assez long-temps ainsi au milieu d'un silence profond qu'interrompaient seuls les tintemens de la clochette de la jument conductrice, les chansons des soldats et le piétinement des mules sur la chaussée. Resté moi-même sur le flanc du convoi, je repassais dans mon esprit les incidens de la matinée; la disparition du majordome, les mules déferrées, leur ardeur subitement ralentie, me paraissaient, au milieu du brouillard ténébreux qui nous enveloppait, autant de symptômes alarmans. Au moment où je me demandais si la trahison ne veillait pas autour de nous, je fus rejoint par mon valet Cecilio.

— Seigneur maître, me dit-il à voix basse, si vous vouliez m'en croire, nous ne resterions pas une minute de plus ici, car il va s'y passer des choses étranges.

— Et où aller, lui dis-je, quand on ne voit pas à deux pas devant soi au milieu de ces rochers et de ces ravins? Mais qu'y a-t-il enfin?

— Il y a, seigneur maître, que Victoriano, et j'ai peut-être été le seul à le remarquer, vient de se glisser parmi nous; cela ne veut rien dire de bon. Sa chute n'est donc qu'un mensonge.

— En es-tu sûr?

— Je l'ai vu; mais ce n'est pas tout: il y a un quart d'heure environ, j'étais en arrière, comme cela m'est arrivé tous les jours avec mon damné cheval, quand deux cavaliers me dépassèrent sans me voir, car j'étais caché par un bloc de rocher. L'un d'eux montait un trop magnifique cheval noir pour être un voyageur pacifique...

— Un magnifique cheval noir? interrompis-je en pensant au *ranchero* qui observait si flegmatiquement à Mexico le départ du convoi.

— L'autre, reprit Cecilio, montait une mule de selle et portait le costume d'un muletier, et, si j'ai bien compris ce qu'ils disaient, le majordome doit être leur complice.

— Et que sont devenus ces cavaliers?

— J'ai tout lieu de croire que, grace à l'obscurité, ils se sont mêlés à l'escorte, il est facile de deviner pourquoi, et probablement ils ne sont pas seuls, car ces ravins peuvent cacher une *cuadrilla* (bande) tout entière. Si votre seigneurie m'en croit, nous laisserons s'éloigner le convoi sans nous.

— Non pas, dis-je, et je cours prévenir le capitaine.

— Et qui vous dit, seigneur, que le capitaine n'est pas leur complice?

Je ne répondis pas. Ce n'était pas le moment de discuter, mais d'agir. Sans me rendre compte de ce qu'il pouvait y avoir d'injuste ou de fondé dans les soupçons de Cecilio relativement au capitaine, je piquai des deux pour atteindre au moins l'*arriero* et l'avertir. Je rejoignis, non sans peine, les derniers soldats de l'escorte, puis je marchai bientôt à côté de quelques-unes des mules; les autres formaient encore une

longue file devant moi, mais, au milieu du brouillard, j'étais guidé par le bruit de leurs sabots. Enfin je distinguai le tintement de la sonnette de la jument conductrice à quelques centaines de pas de moi. En ce moment même je crus reconnaître, dans un cavalier qui marchait à mes côtés, la figure sinistre du remplaçant de Victoriano. Quelques instans après, la voix d'un des conducteurs de mules s'éleva dans les ténèbres.

— Que signifie ceci? s'écria-t-il. Eh! Victoriano, est-ce toi? Eh oui! de par Dieu! et par quel hasard?

Nulle réponse ne suivit cette interrogation; presque aussitôt la voix se tut. Je frissonnai; il me sembla avoir entendu une espèce de râle étouffé, suivi de la chute d'un corps. Je prêtai de nouveau l'oreille, la bise se mêlait seule au retentissement inégal du sabot des mules sur la chaussée. Au bout de quelques secondes, mon cheval fit un écart violent, comme s'il distinguait dans l'obscurité quelque objet effrayant. Désireux d'éclaircir les doutes terribles qui me traversaient l'esprit, je tirai mon briquet de ma poche, comme pour allumer un cigare et faire diversion au froid qui me glaçait. Je crus être un instant le jouet d'un songe. Il me sembla distinguer, aux lueurs du briquet, des hommes marchant pêle-mêle avec les gens de l'escorte et les valets de mules. Des fantômes silencieux paraissaient avoir surgi mystérieusement du sein des ténèbres et cheminer à nos côtés, les uns vêtus de l'habit rouge des lanciers, les autres couverts de la souquenille des conducteurs subalternes. Tout à coup la clochette de la jument cessa de retentir; au bout de quelques secondes, je l'entendis de nouveau résonner, mais dans une direction tout opposée, et des sons semblables sortirent des ravins situés à la gauche de la route. J'en avais assez vu, trop vu même; la trahison nous environnait de toutes parts. A qui s'en prendre au milieu d'un brouillard épais, sur des routes bordées de ravins? A qui se confier dans des ténèbres qui confondaient amis et ennemis? Étonné de l'étrange découverte que je venais de faire, j'hésitai; puis, au risque de me rompre le cou dans l'obscurité, je m'élançai en tête de la *conduite;* il était déjà trop tard! Une corde siffla au-dessus de ma tête et s'abattit sur moi, mon cheval fit un bond en avant; mais, au lieu d'être enlevé violemment de ma selle et foulé aux pieds des chevaux comme je devais l'être, je me sentis retenu par une étreinte terrible. Un nœud coulant qui n'était destiné qu'à moi seul avait enlacé du même coup le cheval et le cavalier. Mon bras droit, étroitement lié à mon corps, ne pouvait se dégager du *lazo* pour tirer de la jarretière de mes bottes le couteau affilé que j'y portais suivant l'usage et couper le nœud coulant. J'enfonçai les éperons dans les flancs de mon cheval. Le noble animal hennit et raidit ses jarrets nerveux avec une irrésistible vigueur. Je sentis l'étreinte du lacet me comprimer plus forte-

ment, puis se relâcher; j'entendis un craquement de sangles brisées, une imprécation de rage, et tout à coup je me trouvai libre, avant d'avoir pu apprécier le danger auquel je venais d'échapper. Peu s'en fallut qu'un nouveau bond de mon cheval ne me désarçonnât; je pus cependant, grace à Dieu, me remettre en selle et m'élancer en avant. Une détonation résonna, une balle siffla près de mes oreilles; au même instant, un cri d'alarme s'éleva dans les ténèbres. Des explosions multipliées y répondirent. Ce fut alors une inexprimable confusion. Les mules, trompées par les tintemens de la clochette, qui semblaient sortir des directions les plus opposées, se débandaient et se heurtaient l'une l'autre. Des coups de feu suivis et précédés d'éclairs déchiraient le brouillard et se répercutaient dans les montagnes. Aux lueurs de la fusillade, les habits rouges des lanciers en désordre, qui tiraient au hasard dans cette nuit épaisse, apparaissaient de minute en minute; les balles sifflaient, et les cris de désespoir de l'*arriero* dominaient de temps à autre tout ce tumulte.

J'avais été entraîné par mon cheval effrayé assez loin du théâtre du combat. Je m'efforçai aussitôt de le ramener en arrière. Quand je pus rejoindre le convoi, la lutte avait déjà cessé, les bandits avaient disparu. Don Blas, qui avait conservé tout son sang-froid, me serra silencieusement la main; je n'eus pas le temps de le questionner : un homme se jeta entre nous, une torche à la main, en suppliant le capitaine de lui venir en aide. A la lueur de la flamme, je reconnus les traits décomposés du pauvre muletier. Quelques soldats de l'escorte, mettant comme lui pied à terre, coupèrent des branches de sapin dont ils firent des espèces de torches, et nous pûmes alors contempler un triste spectacle. Les *mozos*, parmi lesquels on ne remarquait plus le remplaçant de Victoriano, surveillaient les mules groupées autour de la jument conductrice dépouillée de sa clochette. Heureusement l'instinct de ces animaux, un moment trompé par la ruse des voleurs, n'avait pas tardé à reprendre le dessus. Plusieurs mules perdaient leur sang par de larges plaies; deux soldats, atteints aussi sans doute par leurs camarades, pansaient leurs blessures avec leurs mouchoirs; enfin, dans un ravin peu profond que les torches éclairaient d'un reflet sinistre, un valet de mule se tordait sous l'étreinte de l'agonie : c'était l'homme qui avait reconnu Victoriano; il expiait le tort d'en avoir trop vu. L'*arriero*, tout en promenant d'une main tremblante son flambeau sur les mules, s'arrachait de l'autre les cheveux, ou essuyait la sueur qui, malgré le froid de la mort, coulait de son visage. — Je suis un homme perdu, ruiné, s'écriait le pauvre diable, qui semblait ne pas oser compter ses mules de peur d'acquérir l'effrayante certitude de son désastre. Cependant il commença. Don Blas, dont la figure paraissait fort pâle, même à la lueur rougeâtre du sapin, restait immobile sur sa selle.

J'examinai sa contenance en pensant aux paroles de Cecilio : rien en effet, dans sa physionomie, ne trahissait le désappointement douloureux d'un homme qui, par négligence ou par malheur, a failli à l'accomplissement d'un devoir.

— Ne pensez-vous pas, lui dis-je, qu'il serait à propos de donner la chasse aux bandits qui doivent emmener leur capture, et que chaque moment éloigne de nous?

Don Blas sembla sortir de sa rêverie.

— Sans doute, s'écria-t-il brusquement; mais qui vous dit qu'il manque rien au convoi?

— Dieu le veuille pour ce pauvre homme! lui dis-je en montrant le muletier, qui répondit à nos paroles par un cri douloureux.

— Que Dieu ait pitié de moi! s'écria-t-il, car j'en mourrai sans doute. Cinq! seigneur capitaine, il m'en manque cinq! continua-t-il d'une voix étouffée. J'ai perdu dans une nuit le fruit de vingt ans de travail! Ah! seigneur don Blas, par la vie de votre mère, tâchez de me les faire retrouver... la moitié sera pour vous... Ah! pourquoi m'avez-vous conseillé de pousser jusqu'ici ce soir? Pourquoi vous ai-je écouté!

Et le pauvre muletier, jetant sa torche par terre, se laissa tomber lui-même sur la route. Ainsi mis en demeure de réparer le mal qu'un conseil imprudent ou coupable avait causé, le capitaine se redressa sur sa selle, et, choisissant douze de ses cavaliers les mieux montés, il leur donna l'ordre de se munir de branches de sapin pour commencer sans délai la poursuite. Je n'augurais pas merveilleusement du succès de cette chasse tardive que j'avais cependant conseillée tout le premier; mais, persuadé que, si elle offrait peu de chances de réussite, elle offrait par cela même peu de danger, et désireux, en outre, d'assister à une de ces expéditions dans lesquelles la sagacité américaine se montre si admirable, j'insistai pour accompagner don Blas. Le capitaine accueillit sans difficulté ma demande, et nous nous éloignâmes à l'instant du convoi dans la direction de la Hoya.

IV.

L'entreprise que nous tentions était difficile. L'obscurité nous dérobait la marche des ravisseurs, dont il était presque impossible, avant le lever du jour, de suivre la trace sur un terrain volcanisé. Le raisonnement plus que les yeux devait guider nos recherches. Nous avions la certitude que les mules détournées de la *conduite* n'avaient pas rétrogradé vers Perote. De l'endroit où nous étions, on distinguait les feux du village de la Hoya, même à travers le brouillard opaque qui étendait son voile autour de nous; la nouvelle du désastre pouvait donc y arriver en quelques instans : il était à présumer que ceux à la poursuite desquels

nous nous engagions ne s'étaient pas hasardés dans cette direction. Le côté gauche de la route, coupé de fondrières et de ravins, n'était pas praticable dans l'obscurité. Sans aucun doute, les ravisseurs avaient gagné les montagnes boisées qui dominaient le côté droit, et c'était vers ce point qu'il fallait s'avancer. Un soldat fit observer que la lumière de nos torches, en éclairant nos pas, trahissait aussi notre présence. Nous ignorions le nombre de nos ennemis, qui pouvaient nous compter grace à la lueur des flambeaux, et la prudence commandait de nous envelopper de ténèbres. A l'ordre du capitaine, nos torches s'éteignirent, non cependant sans que nous eussions jeté auparavant un coup d'œil sur le terrain que nous devions parcourir. Un sentier assez escarpé venait aboutir à l'un des talus qui bordaient la route. Trois hommes, du nombre desquels je me mis, furent chargés de rester comme des jalons indicateurs à cet endroit. Les autres devaient explorer les communications semblables à celle-là qui pouvaient exister plus loin. Nous attendîmes dans l'immobilité la plus complète le retour des éclaireurs. Quelques instans se passèrent ainsi. Le vent, murmurant dans les sapins qui formaient une arcade sombre au-dessus du chemin creux dont nous défendions l'entrée, secouait sur nos têtes le brouillard condensé qui tombait goutte à goutte de leurs branches inclinées. Au bout d'une demi-heure environ, les cavaliers étaient de retour; ils n'avaient rien vu, mais ils s'étaient assurés qu'aucun autre sentier que celui que nous gardions ne s'ouvrait sur le grand chemin; en suivant ce sentier, nous étions donc certains d'être sur la bonne voie. Les soldats, animés par l'espoir d'une riche récompense, avaient toute l'ardeur d'une meute de chiens lancés sur la piste d'un cerf; le capitaine seul ne semblait remplir qu'à contre-cœur la mission dont il était chargé; les ordres qu'il donnait d'une voix brève trahissaient une certaine anxiété. Nous nous remîmes en marche; malheureusement l'obscurité et les difficultés du terrain ne nous permettaient d'avancer qu'avec lenteur. De temps à autre, pendant une courte halte, un des cavaliers descendait de cheval et collait son oreille sur le sol : excepté les soupirs du vent, on n'entendait rien. Le terrain pierreux, soigneusement examiné aussi à la lueur d'un cigare, n'avait gardé nulle empreinte, et cependant, guidés par un instinct inexplicable, les soldats ne semblaient pas douter que les ravisseurs n'eussent passé par là. Bientôt le gravier cessa de résonner sous les pas de nos chevaux; nous marchions sur un terrain plus mou. On avait enfin quelque chance de reconnaître la trace des hommes ou des animaux qui avaient suivi ce chemin. La moitié de nos hommes mirent pied à terre, et commencèrent à éclairer pouce à pouce, à l'aide du briquet ou de la cigarette, la mousse et la terre qui tapissaient le sentier. Des traces s'y croisaient en tous sens, et, au bout de quelques minutes d'examen, un soldat jeta un cri de

joie et montra l'empreinte distincte de deux pieds de mules. Dans l'une, les clous plus profondément marqués indiquaient que l'un des fers de l'animal était moins usé que l'autre. Ce devait être, à n'en pas douter, l'empreinte d'une des mules du convoi qu'on avait été obligé de referrer le matin même. Dès ce moment, nous ne marchions plus à l'aventure, et ce fut une joie générale, mais silencieuse. Ces traces retrouvées de distance en distance nous conduisirent à une vaste clairière, espèce de carrefour sur lequel s'ouvraient plusieurs sentiers semblables à celui d'où nous sortions. Là tout vestige faisait de nouveau défaut.

Le temps s'était écoulé pendant ces recherches. Le capitaine, pour ménager les chevaux en cas d'une nouvelle et plus longue poursuite, ordonna une halte. Les allées, qui se croisaient en plusieurs sens, ne pouvaient, disait-il, être convenablement examinées qu'à la clarté du soleil. Des murmures accueillirent cet ordre imprévu, mais il fallut obéir, et chacun mit pied à terre. Des foyers furent bientôt allumés de distance en distance, moins pour éclairer les profondeurs du bois et se mettre à l'abri d'une surprise que pour se garantir du froid glacial de la nuit. Quelque intérêt que je prisse à cette chasse, j'accueillis avec joie cette occasion de me réchauffer près d'un bon feu et de prendre un repos dont j'avais grand besoin.

Après quelques instans de causerie, un silence profond ne tarda pas à s'établir au milieu de la clairière sur laquelle les brasiers projetaient une clarté qui en illuminait toute l'étendue. On n'entendait plus que le pas rapide et mesuré de deux plantons mis en vedette. Plusieurs heures s'écoulèrent; nos feux mouraient, et le jour ne devait pas être loin, quand un craquement de branches froissées retentit à quelque distance. Une des sentinelles, la carabine d'une main et un tison de l'autre, s'avança du côté d'où partait le bruit et ne tarda pas à reparaître conduisant une mule qu'à son bât et à sa couleur il nous fut facile de reconnaître pour une de celles détournées du convoi. Son licou brisé indiquait qu'après l'avoir déchargée de son précieux fardeau, on l'avait attachée dans un fourré pour la dérober aux recherches, et qu'elle n'était parvenue à regagner notre campement qu'après avoir rompu son lien. Tout le monde fut bientôt sur pied. Les bois, battus en tous sens, ne nous offrirent malheureusement aucun nouvel indice, et cette mule abandonnée faisait craindre que les ravisseurs, après s'être partagé leur butin, n'eussent pris chacun une direction différente. Cette pensée, qui nous découragea profondément, produisit un tout autre effet sur le capitaine. Jusqu'alors don Blas n'avait semblé prendre aucun intérêt à cette poursuite; en ce moment, au contraire, il s'emporta jusqu'à proférer les plus violentes menaces contre les bandits dont l'audace ne respectait rien.

— Ah! s'écria-t-il, si le hasard veut qu'il tombe entre mes mains, je le ferai fusiller sans forme de procès!

Et en disant ces mots, don Blas allait et venait en abattant à coups de sabre les hautes fougères qui croissaient près de nous.

— Qui ferez-vous fusiller? demandai-je.

— Qui? reprit le capitaine, eh! parbleu, le premier que sa mauvaise étoile me fera rencontrer.

— Ce serait un droit qu'il serait peut-être dangereux de s'arroger, car d'ordinaire les routiers ont le bras long.

— Rapportez-vous-en à moi, reprit don Blas avec un étrange sourire; je trouverai moyen de mettre le bon droit de mon côté.

Le capitaine donna aussitôt l'ordre de remonter à cheval. Les soldats, enchantés de regagner le temps perdu, accueillirent ses paroles avec acclamation. Je ne savais, je l'avoue, à quoi attribuer le brusque changement de don Blas. Pourquoi tant de zèle après tant de froideur? Je me plus à croire que cette froideur n'avait été jusque-là qu'apparente, et que le capitaine n'avait montré tant d'apathie d'abord que par une sorte de bienséance et pour ne point laisser percer un trop vif désir de gagner la récompense promise par l'*arriero*.

L'un des trois sentiers qui aboutissaient à la clairière était si étroit, si peu fréquenté, à en juger par l'aspect du terrain, que, selon toute apparence, il ne devait conduire à aucun endroit habité. Les deux autres gardaient de nombreuses traces du passage des hommes et des animaux; ils devaient aboutir à quelque *hacienda* ou à quelque *rancho* pour le moins. Selon les conjectures des soldats, le moins foulé des trois sentiers était celui que les bandits avaient suivi sans doute. Dans l'incertitude, il fut résolu, d'après l'ordre du capitaine, que nous nous diviserions en deux bandes, qui, après avoir exploré chacune un des sentiers, devraient se retrouver, deux heures après le lever du soleil, à la clairière que nous quittions. Don Blas se mit à la tête de l'un des deux détachemens; le second s'éloigna sous les ordres de Juanito. Quant à moi, je suivis don Blas, quoi qu'il fît pour m'en dissuader; instinctivement, j'étais porté à croire qu'il ne choisissait pas le plus dangereux des deux chemins. Le sentier où nous nous étions engagés nous menait vers la plaine. Nous arrivâmes bientôt à un carrefour où aboutissaient plusieurs routes. Ce fut un nouvel embarras, et nous nous divisâmes encore deux par deux pour explorer chacune de ces ramifications.

— Si cela continue, dis-je à don Blas, nous nous disséminerons tellement, que nous pourrons bien être chassés à notre tour par ceux à qui nous donnons la chasse.

Don Blas néanmoins paraissait ne tenir nul compte du danger nouveau que nous créait cet éparpillement. Il s'engagea sans hésiter dans l'un des chemins, où je le suivis seul. Cependant, quand nous fûmes

hors de portée de nos compagnons, son ardeur parut subitement refroidie. Il arrêta son cheval, qui marchait devant le mien, et se mit à parler de la beauté du paysage avec l'insouciance du plus paisible des touristes. La nature américaine se réveillait à ce moment dans toute sa splendeur. Dissipées par le soleil, les vapeurs qui s'étaient amassées pendant la nuit sur la cime des sapins en descendaient rapidement jusqu'aux mousses qui tapissaient la terre, se relevaient en voiles plus légers, rampaient un instant sur les hautes herbes et s'évanouissaient bientôt dans l'azur du ciel. Déjà, au milieu de l'âpre végétation du nord, au milieu des massifs touffus de liquidambars, d'arbousiers, de myrtes et de fougères grandes comme des arbres, on pouvait, sous un ciel tiède et pur, pressentir les magnificences de la zone torride. Parfois une brise embaumée venait mêler les parfums des goyaviers aux senteurs pénétrantes de la résine.

— Quoi qu'il puisse arriver, me dit don Blas après un court silence, je veux avoir le cœur net de tout ceci et savoir jusqu'où peut aller l'audace d'un bandit.

— Mais c'est fort clair, ce me semble, repris-je, et, depuis hier soir, les faits proclament assez hautement ce dont ils sont capables.

Nous ne marchâmes pas long-temps sans qu'une preuve palpable vînt nous avertir que nous étions de nouveau sur la trace des malfaiteurs. Don Blas, à l'aspect d'un éclat de bois qu'il aperçut sur le chemin, mit pied à terre et le ramassa. C'était le débris d'un petit caisson dans lequel les sacs de piastres avaient été emballés. Me suppliant alors, malgré mes instances, de rester à l'endroit où j'étais, don Blas s'éloigna ventre à terre. Il ne tarda pas à se perdre derrière un coude du sentier, et je restai seul sans pouvoir m'expliquer en aucune manière la singularité de sa conduite. Un soupçon pénible, que je cherchais vainement depuis quelques heures à écarter, revint m'obséder avec plus de force. Don Blas avait-il quelque connivence avec les bandits dont il semblait rechercher la présence sans vouloir de témoin? Tout à coup une explosion lointaine vint troubler le silence des bois et m'arracher à mes réflexions. Je crus entendre aussi comme le son affaibli d'un cri d'alarme ou de détresse; je prêtai l'oreille, mais le silence solennel de la forêt ne fut plus troublé; le *pico-largo* et le *cenzontle* (le long-bec et le moqueur) jetaient seuls leurs notes retentissantes à l'écho des solitudes. La prudence me sembla exiger un mouvement rétrograde; le capitaine venait d'être tué ou existait encore; dans ces deux cas, je ne pouvais lui être d'aucune utilité : je revins donc sur mes pas pour chercher main-forte. Parvenu à l'endroit où le capitaine et moi nous nous étions séparés quelques instans auparavant de nos compagnons, je déchargeai successivement mes deux pistolets. J'eus bientôt la satisfaction de voir

revenir nos hommes, que je mis en deux mots au fait de ce qui s'était passé.

— Les brigands! s'écria Juanito, ils sont capables d'avoir tué mon capitaine pour le dépouiller de ses épaulettes d'or!

Et pour prévenir une catastrophe si préjudiciable à ses intérêts, le sous-officier mit son cheval au galop. Les lanciers l'imitèrent, et je les suivis à mon tour, impatient de rejoindre don Blas, mais sans trop espérer que Juanito se fût trompé. Ma crainte fut bientôt changée en une douloureuse certitude. Le capitaine, démonté par le coup de feu que j'avais entendu, gisait sur l'herbe, la poitrine percée d'une balle, mais vivant encore malgré la gravité de sa blessure et le sang qu'il perdait en abondance. On s'empressa autour de lui; un des soldats étancha la plaie et la banda avec assez d'habileté à l'aide de nos mouchoirs réunis. Pour moi, pendant qu'un autre soldat se mettait à la poursuite du cheval échappé, et qu'adossé contre un tronc d'arbre, le capitaine rappelait ses forces, je me mis à examiner le terrain. Le malheureux officier avait dû surprendre les bandits au moment même du partage de leur capture, car les caissons brisés et les sacs éventrés jonchaient l'herbe autour de lui. Ranimé par une gorgée d'eau-de-vie qu'on lui fit avaler, don Blas nous déclara cependant qu'il n'avait vu personne, et que c'était lorsqu'il était arrivé dans ce lieu qu'un coup de carabine l'avait précipité de cheval; puis il ajouta qu'il connaissait la main qui l'avait frappé. Cette contradiction était trop singulière pour qu'on n'engageât pas le capitaine à compléter sa réponse. Soit qu'il fût fâché d'en avoir tant dit, soit qu'il ne pût en dire davantage, don Blas garda le silence. Dans l'intervalle, le cheval fugitif avait été ramené, et le blessé affirma qu'il se sentait en état de regagner le convoi. Toutefois, ses forces trahissant sa volonté, il fut nécessaire de le hisser sur son cheval; un soldat monta en croupe derrière lui pour le soutenir et prendre les rênes, et nous nous mîmes en route pour la Hoya.

Nous y arrivâmes vers midi à peu près. Un nouvel incident nous attendait. A peine don Blas avait-il été déposé sur un lit improvisé dans une des cabanes du village, qu'un détachement des soldats de l'escorte, qui battait depuis le matin la campagne par désœuvrement, ramena un prisonnier garrotté. La figure noircie de cet homme était à moitié voilée d'un mouchoir. Le travestissement était des plus significatifs, car c'est ainsi que les voleurs de grande route se rendent méconnaissables. Sous ce masque hideux je crus retrouver, chose étrange, les traits de l'homme dont le souvenir sinistre était lié à un des plus tristes épisodes de mon voyage, de Tomas Verduzco. Bientôt entouré de curieux, le prisonnier échappa à mes regards. Il demanda à être conduit au capitaine, et sa voix, quoique altérée par l'émotion, était bien celle du

bravo. Je pris les devans sur ceux qui le conduisaient, et j'entrai dans la cabane où reposait don Blas. Le capitaine ne dormait pas, et, à l'aspect de l'homme qu'on lui amenait, sa figure pâle devint livide, un éclair de haine brilla dans ses yeux éteints; cependant il garda un morne silence. Quant au prisonnier, un air d'impudente assurance avait remplacé l'expression de stupeur qu'on avait pu lire un moment sur ses traits.

— Eh quoi! seigneur don Blas, s'écria-t-il, que viens-je d'apprendre? vous êtes dangereusement blessé? La *conducta* a été pillée en partie, et l'on m'accuse d'avoir pris part à ce crime! Vive Dieu! je suis tenté de penser que je fais un mauvais rêve!

— Je crains que ce ne soit pis qu'un rêve, seigneur don Tomas, repartit froidement le capitaine.

— Que signifie cet accueil glacial? dit le bravo, car c'était bien lui; votre seigneurie serait-elle par hasard moins satisfaite de me revoir que je ne le suis de l'avoir rencontrée?

— Au contraire, répliqua don Blas d'une voix à laquelle une certaine surexcitation paraissait avoir rendu toute sa fermeté; je doute que vous soyez aussi aise de me rencontrer que je le suis de vous tenir en mon pouvoir.

— Je ne vous comprends pas, seigneur capitaine, répliqua effrontément le bravo.

— Vous allez me comprendre, reprit don Blas. Si je suis satisfait de vous avoir rencontré, c'est que je puis vous traiter comme un voleur de grand chemin, comme un meurtrier, et vous faire fusiller sans autre forme de procès.

Le regard du capitaine, qui exprimait une haine implacable, commentait trop énergiquement ses paroles pour que le bravo, dont la vertu dominante ne semblait pas être le courage, ne perdît pas un moment contenance. Voyant toutefois que son trouble ne faisait que donner à don Blas plus d'assurance, il fit un effort pour maîtriser son émotion et reprit d'une voix assez ferme :

— Me faire fusiller! mais c'est une plaisanterie à coup sûr; je ne suis pas si dépourvu de protecteurs que vous pourriez le penser, et.... s'il le faut... je parlerai, seigneur capitaine... je dirai...

Ce fut alors au tour de don Blas de trembler. Le capitaine commanda le silence au bravo d'un geste impérieux, et, faisant signe à Juanito de faire évacuer la chambre, il resta seul avec l'assassin. J'ai toujours ignoré ce qui se passa entre ces deux hommes; je ne devinai pas non plus pour le moment quelle cause avait si inopinément changé les dispositions de don Blas à l'égard de Verduzco. Je sus seulement qu'après une heure d'entretien le bravo était sorti de la chambre du capitaine

escorté de Juanito, qui parut dès ce moment traiter le prisonnier avec de grands égards.

Cependant l'état du capitaine n'avait pas empiré; un mieux sensible paraissait même s'être opéré chez lui. Au bout de deux jours passés fort tristement dans une cabane de la Hoya, j'appris, sans trop de surprise, que don Blas se disposait à nous accompagner jusqu'à Jalapa dans une litière que le muletier en chef faisait disposer à cet effet. Le blessé devait trouver dans cette ville les soins éclairés que son état réclamait et qui lui manquaient à la Hoya. Il devait aussi remettre son prisonnier entre les mains de l'autorité compétente.

Nous n'avions plus que cinq lieues à faire pour gagner Jalapa, et, quoiqu'il fût à peu près deux heures de l'après-midi quand nous quittâmes la Hoya, nous pouvions y arriver au coucher du soleil en pressant le pas. Cette fois, des éclaireurs avaient été envoyés en avant, et toutes les précautions prises pour empêcher une nouvelle catastrophe. Juanito portait en croupe le bravo soigneusement garrotté. Tout en chevauchant, le prisonnier et le gardien causaient aussi gaiement que deux amis qui se rendraient à une fête en partageant le même cheval. Le convoi s'avançait rapidement. Nous avions fait deux lieues, et nous allions arriver à San-Miguel-el-Soldado. Je remarquai alors qu'insensiblement, par l'effet sans doute de son double fardeau, le cheval de Juanito ralentissait sa marche et s'éloignait du convoi. Tenant, par curiosité, à ne pas m'éloigner du captif, je modérai aussitôt l'allure de mon cheval, de façon à pouvoir suivre à quelque distance Juanito et Tomas.

— *Cáspita!* s'écria le sous-officier après un assez long silence, vous avez là une bien belle paire de bottes, seigneur don Tomas.

Je me rappelai que Juanito n'avait qu'un brodequin et qu'un soulier.

— Je suis aise que mes bottes soient de votre goût, reprit Verduzco, et je les mettrais bien à votre disposition, mais vous concevez que je ne puis m'en défaire pour vous les donner.

— Vous me comblez, seigneur don Tomas, répondit Juanito avec une discrétion pleine de courtoisie, mais je prétends bien ne vous emprunter vos bottes que quand elles vous deviendront inutiles. C'est toujours ma façon d'agir avec mes amis, et vous êtes fort des miens; j'attendrai donc.

Les deux cavaliers baissèrent alors la voix, et je n'entendis plus la suite de l'entretien. Nous étions d'ailleurs en ce moment au haut de la côte de San-Miguel, et la beauté merveilleuse du paysage m'enleva brusquement à toutes mes préoccupations. Du haut de cette côte, le regard embrasse une vallée entourée d'une zone de montagnes bru-

meuses. La masse carrée du Naocampatepetl (1) domine de son cratère éteint cette ceinture azurée. Au pied du pic de Macuiltepetl, sur le tapis vert de la vallée, parmi les cimes pressées des bananiers et des palmiers, au milieu de champs d'orangers, comme au sein d'une corbeille de fleurs, s'élève la ville de Jalapa. Placée entre les brouillards glacés de la terre froide et l'atmosphère brûlante de la côte, Jalapa n'est visitée que par des brises tièdes et chargées de doux parfums. En vain le soleil lance ses feux perpendiculaires sur la plaine qui l'entoure; en vain l'Océan Atlantique envoie vers cette vallée les vents brûlans de ses rivages : le *Cofre* qui la domine arrête ces vents au passage; ses cimes basaltiques attirent les vapeurs de la mer, les condensent en un dais mobile au-dessus de la vallée, et leur prêtent une fraîcheur éternelle. Vue du haut de la côte de San-Miguel, qu'ombrage un couvert de sombres sapins, la vallée de Jalapa me paraissait plus riante encore. Les hauteurs du Cofre, la montagne de Macuiltepetl, les croupes du Naocampatepetl commençaient à se teindre des nuances violettes du soir; déjà le pic neigeux d'Orizaba apparaissait au loin comme une brillante étoile (2). Enfin, derrière les vapeurs les plus lointaines, une ligne blanchâtre, imperceptible, séparait l'horizon de l'azur du ciel; cette ligne était l'Océan; cet Océan baignait les rivages de France.

Pendant que je m'oubliais à contempler ce ravissant paysage, le convoi s'était éloigné. Je piquai des deux, et j'eus bientôt rejoint les derniers traînards : c'étaient Juanito et son compagnon. Je crus remarquer alors que le ceinturon du soldat ne serrait plus aussi étroitement le corps du bravo. Cette circonstance, rapprochée de beaucoup d'autres, me faisait croire à une tentative d'évasion que Juanito ne paraissait que trop disposé à favoriser. Je me demandai, quoique ce rôle me répugnât souverainement, si je ne devais pas avertir le capitaine. Cependant, comme ma présence suffisait, au besoin, pour empêcher Verduzco de fuir, je préférai rester. Tout à coup le ceinturon, tranché par le couteau du bravo, s'ouvrit en deux tronçons, et le bandit, se laissant glisser de la croupe du cheval jusqu'à terre, s'élança loin de son gardien. Un bond rapide rapprocha aussitôt du fugitif le cheval du lancier. Juanito appuya contre le bravo le canon de son mousqueton, le coup partit, et Verduzco tomba, la tête fracassée, avant que j'eusse même songé à pousser un cri.

— Ma foi, dit Juanito en replaçant à son crochet l'arme qui fumait encore, il n'aura pas à se plaindre que j'aie manqué de procédés à son égard, car enfin j'aurais pu prendre ses bottes deux heures plus tôt!

(1) En indien cela veut dire montagne carrée. Les Espagnols ont appelé le Naocampatepetl *Cofre de Perote*.

(2) Les Indiens appelaient le pic d'Orizave *Citlaltepetl* (montagne-étoile).

Complétement rassuré sur cette question de délicatesse, le brigadier mit pied à terre, et, arrachant les objets de sa convoitise, il les troqua contre les chaussures disparates qu'il portait lui-même.

— Je savais bien, ajouta-t-il, que je finirais par m'équiper complétement!

— Écoutez, lui dis-je alors, mon cher Juanito, vous êtes un fidèle serviteur du capitaine, quoique tout à l'heure j'aie soupçonné le contraire; mais il y a dans tout ceci un mystère que je ne comprends pas, et je vous donnerais volontiers une piastre, si vous vouliez me l'expliquer.

— De grand cœur, me dit Juanito en prenant la piastre que je lui tendais; aussi bien ne trouverai-je pas tous les jours un confesseur aussi généreux que votre seigneurie.

Le brigadier se remit à cheval, et, pendant que nos montures allaient au pas :

— Vous pensez bien, seigneur cavalier, me dit-il, que je n'ai agi comme vous venez de le voir que par ordre de mon capitaine. Faire fusiller ce mauvais drôle eût été, aux yeux de la justice, un délit qui eût pu nous coûter bien cher; le remettre entre les mains des juges, c'était lui offrir une belle occasion de se faire acquitter. Le tuer au contraire quand il cherchait à s'évader, ce n'était qu'un cas de légitime répression. Cette tentative d'évasion à laquelle je semblais prêter la main n'était qu'un piége concerté à l'avance entre le capitaine et moi, et tendu à la crédulité de son prisonnier.

— Mais pourquoi votre capitaine en veut-il tant à un homme avec qui jadis il avait eu des rapports intimes?

— Ah! ceci est autre chose, reprit Juanito. Avant de dépêcher Verduzco vers un monde meilleur, mon capitaine m'avait chargé de confesser son prisonnier; c'est ce que j'ai fait. Voici donc ce que j'ai appris et ce que je ne dirai qu'à vous... ou à ceux qui me donneront une piastre pour le savoir. Comptant sur des pro tections qu'il avait en haut lieu, Verduzco s'était engagé à faire obtenir au capitaine l'autorisation d'escorter la première *conduite* qui partirait, si celui-ci consentait, moyennant partage, à en laisser piller une partie. Le seigneur don Blas accepta le marché, et je dois dire, pour l'excuser, qu'il comptait plus tard rendre sur ses économies la part qu'il s'adjugeait dans le butin. Or, vous savez ce qui est arrivé au convoi; mais le plus plaisant de l'affaire, c'est que le coup a été exécuté par une autre bande que celle de Verduzco, qui n'avait pas compté sur cette concurrence. Pendant que le bravo attendait la *conduite* au-delà de la Hoya, d'autres bandits, mieux inspirés, l'attendaient en-deçà. C'est par ces misérables que le capitaine a été blessé. Il a cru que Verduzco l'avait trahi, et c'est alors

que j'ai reçu ordre de saisir la première occasion qui s'offrirait de brûler la cervelle au bravo. Le capitaine va respirer plus à l'aise quand je lui apprendrai en même temps la confession et la mort de son complice.

Nous pressâmes le pas pour rejoindre le convoi. Dès que Juanito eut aperçu la litière du capitaine, il mit son cheval au galop et courut se placer à la portière. Quelques instans se passèrent, pendant lesquels Juanito, courbé vers le blessé, parut lui rendre compte de l'exécution de ses ordres. Tout à coup Juanito fit arrêter les mules. On se pressa autour de la litière, et j'accourus pour connaître les causes de cette alerte. L'émotion causée par le rapport du brigadier avait été funeste au capitaine; elle avait déterminé une hémorrhagie intérieure, et, quand j'arrivai près du blessé, l'agonie contractait déjà ses traits.

La mort de don Blas brisait le dernier lien qui me retenait près du convoi d'argent. Je résolus de le laisser partir sans moi; les scènes auxquelles je venais d'assister m'avaient attristé profondément, et je ne pouvais plus supporter la compagnie de ces hommes dont les passions brutales et violentes touchaient de si près aux passions coupables. J'arrêtai donc mon cheval. J'eus bientôt vu disparaître dans la brume du couchant la litière flottante qui n'emportait plus qu'un cadavre, et les lances baissées en signe de deuil des cavaliers de l'escorte. La nuit allait venir. Comme compensation à ce triste tableau, le paysage déployait à mes pieds une calme splendeur. Un brouillard doré flottait au-dessus de la vallée de Jalapa, les cygnes s'ébattaient sur les flaques d'eau rougies par le soleil, la ligne étroite de l'Océan se colorait de pourpre, et, près de refermer leurs blancs calices, les daturas exhalaient leurs derniers parfums.

GABRIEL FERRY.

LE BUDGET

DE LA RÉPUBLIQUE.

L'avénement de la république a pris la France au dépourvu; sérieusement, nul ne le conteste. Dans l'ordre politique, le changement s'est fait avec une facilité qui confond; dans l'ordre économique, c'est tout autre chose. La société française était lancée dans les voies du luxe, de la spéculation, de l'industrie et de la dépense sous toutes les formes, avec la rapidité d'une locomotive qui vole à toute vapeur sur un chemin de fer; ce brusque choc a tout arrêté, tout brisé, tout désarticulé en un moment. L'ancienne constitution financière jonche le sol de ses débris; toutes les existences se sentent frappées à la fois : le banquier perd son crédit, le riche son revenu, le pauvre son travail; ce qui était hier, depuis la base de la société jusqu'au sommet, un enchaînement nécessaire de profits est aujourd'hui une succession non moins fatale de pertes et de souffrances.

Sous ce rapport, le mal est immense; le premier, le principal soin de la république doit être d'y porter remède; sinon, nous sommes menacés, en pleine civilisation, de retomber dans la barbarie. Ce qui ajoute à ce pressant devoir du gouvernement républicain, c'est l'impossibilité évidente pour tous d'un retour quelconque vers le passé. Il n'y a plus à revenir en arrière, il faut marcher en avant à tout prix. Est-ce à dire que le mal soit irréparable? Non, sans doute. La France a toujours le

même sol, les mêmes richesses naturelles, elle a toujours le même nombre d'habitans; les principes de la production et de la consommation n'ont pas changé chez elle. Ce qui trouble tous les esprits, ce qui détruit la confiance, ce qui épouvante les capitaux, c'est la crainte d'un changement plus radical encore que celui qui s'accomplit réellement. Un inconnu formidable est devant nous; les plus hardis tremblent devant ces ténèbres. Des souvenirs douloureux oppressent toutes les poitrines, de noirs fantômes passent dans l'air. Que le gouvernement provisoire nous tire de ces frayeurs et de ces incertitudes; il le doit, et, je dirai plus, il le peut.

Il en est des nations comme des individus : elles ont besoin, pour se rassurer, de voir clair dans leurs affaires. Il n'y a qu'une manière d'y voir clair, c'est de faire son compte, de savoir au juste par livres, sous et deniers, ce qu'on a à dépenser et à recevoir. Ce qui maintenait la confiance il y a un mois, c'est que la monarchie constitutionnelle avait fait son budget de l'année; ce budget, tant attaqué depuis, avait suffi. Chacun était ou se croyait certain que l'état tiendrait ses engagemens; il n'en fallait pas davantage aux capitaux pour se risquer. Aujourd'hui, ce qui inquiète tout le monde, c'est que le budget de la république n'est pas fait; chacun craint un déficit permanent, une succession de banqueroutes, et tout se resserre.

Que le gouvernement républicain publie donc son budget : tout est là. Le rapport de M. Garnier-Pagès ne peut pas être considéré comme un budget, le ton en est à la fois trop vague et trop révolutionnaire. Ce ne sont pas des récriminations contre le gouvernement déchu, récriminations dont tout homme un peu informé connaît la valeur, ce ne sont pas surtout des allégations générales et dénuées de preuves qui peuvent ramener la sécurité des transactions. Il faut des chiffres, des chiffres positifs et précis; il faut que chaque ministère présente avec détail, comme sous la monarchie, le tableau de ses dépenses, et qu'un budget général des voies et moyens présente en même temps l'ensemble des ressources pour 1848 et 1849. Dès qu'on verra le budget en équilibre, chacun reprendra courage, pas avant.

D'un côté, des dépenses nouvelles sont devenues obligatoires; de l'autre, toutes les recettes ont fléchi. En même temps le crédit a disparu. Les emprunts volontaires, les dons patriotiques, ne rempliront jamais un pareil déficit. Il faut trancher dans le vif et rétablir au plus tôt la balance. Les mesures de détail, qui se prennent une à une, au jour le jour, comme la prorogation des bons royaux, l'augmentation de l'impôt direct, etc., ne font qu'augmenter les défiances, au lieu de les dissiper. En voyant demander chaque jour de nouveaux sacrifices, le pays craint qu'il n'y ait pas de terme à cette progression; ce qu'il veut savoir, c'est le point où l'on s'arrêtera. Montrez-le-lui, il sera content.

Le moment approche où l'assemblée nationale doit se réunir; il faudra bien qu'à cette époque le nouveau budget lui soit présenté. Que d'ici là les divers ministères fassent du moins connaître les résultats de leur travail préparatoire, à mesure que les décisions seront prises. Le temps est précieux, les jours s'écoulent comme des minutes. Quandle gouvernement provisoire a pris les affaires, ses membres ont montré une grande résolution; c'est cette résolution qui nous a sauvés des derniers malheurs. La même énergie, la même promptitude, sont aujourd'hui nécessaires pour le rétablissement d'un ordre financier quelconque; pourquoi ne les retrouverait-on pas? La responsabilité est moindre, et l'honneur serait aussi grand.

Je vais essayer, pour mon compte, de passer rapidement en revue les diverses questions qui se rattachent au budget, et de montrer qu'un budget satisfaisant est possible avec la république. Certes, je n'ai pas désiré la république, j'ai été surpris plus que personne de sa brusque apparition; mais enfin, puisqu'elle est là, je l'accepte; je désire ardemment qu'elle puisse marcher, s'organiser, rendre au pays une partie des biens qu'elle lui a ravis. Je vais même plus loin : je crois qu'elle peut devenir plus tard, quand cette première crise sera passée, l'occasion d'un progrès national peut-être égal, peut-être supérieur à celui qui se serait accompli sous la monarchie; mais, pour en venir là, la première condition est de sortir du vague des idées et des mots et de pénétrer résolûment dans les faits.

La république doit-elle chercher à réaliser l'idée d'un gouvernement à bon marché, ou doit-elle se jeter de plus en plus dans la voie des grandes dépenses publiques? Telle est la question principale que soulève l'examen du budget du gouvernement nouveau. Deux tendances principales et opposées se révèlent ici tout d'abord : parmi les organisateurs de ce gouvernement, les uns veulent en effet une réduction notable dans les dépenses, la plus grande économie possible dans tous les services, la réduction des impôts et des moyens de crédit; les autres, au contraire, veulent imposer à l'état des charges nouvelles, faire en quelque sorte de l'état un régulateur général des conditions, et lui mettre dans les mains presque toutes les ressources comme presque toutes les dépenses. Les premiers sont les républicains proprement dits; les seconds peuvent être réunis sous la dénomination générale de *socialistes*, quoiqu'il y ait parmi eux des nuances infinies.

Je commence par dire qu'à mon avis, aucune de ces deux tendances ne peut espérer de l'emporter complétement. Les républicains économes seront forcés de céder aux socialistes sur beaucoup de points; les socialistes, à leur tour, devront faire des concessions au goût d'économie des républicains. Les uns et les autres auront à compter avec cette grande masse d'hommes pratiques qui n'acceptent des idées que ce

qu'elles ont d'immédiatement réalisable, et surtout avec la force des choses, cette puissance occulte, mais irrésistible, qui triomphe de toutes les théories, de toutes les volontés. Si des changemens considérables sont possibles dans l'organisation économique du pays, pour donner des satisfactions, soit aux socialistes, soit aux républicains, ces changemens, si grands qu'ils soient, ne pourront pas être aussi fondamentaux qu'on est porté à le croire; il faudra bien que les uns et les autres s'arrêtent devant la nécessité.

Il ne s'agit d'ailleurs aujourd'hui que du présent; l'avenir est réservé pour toutes les doctrines.

Parlons donc du présent seulement, et reconnaissons d'abord qu'une première nécessité, une nécessité impérieuse pour la république, c'est de réduire ou de supprimer certains impôts et de ne pas augmenter les autres. La monarchie s'occupait de réduire l'impôt du sel et la taxe des lettres; la république ne peut pas faire moins. En même temps, la république ne peut pas, quoi qu'elle fasse, augmenter ni l'impôt direct ni l'impôt indirect. L'addition des 45 centimes aux quatre contributions directes a été un grand malheur; on semble croire, quand il s'agit d'imposer la propriété, que la propriété est concentrée en France entre les mains de quelques riches qui peuvent bien supporter ce sacrifice; pour peu qu'on ait étudié l'état de la propriété en France, on sait bien qu'il n'en est rien. Le nombre des propriétaires et des patentés qu'atteint l'addition des 45 centimes est immense; pour un riche ou passant pour tel, il y a mille petits propriétaires ou petits patentés qui ont déjà bien de la peine à payer leurs contributions. Ce sont ceux-là que frappe directement la mesure, et la république va dès le premier pas contre son but, qui est la protection des petits intérêts.

Je regarde la prompte fondation de la république comme notre seule chance de salut; je redoute donc autant que personne tout ce qui peut mettre obstacle à son établissement, et je dois dire que l'augmentation des impôts me paraîtrait pour elle une source intarissable d'embarras et de difficultés. Tous les citoyens ne sauraient lui crier trop haut de s'arrêter dans cette voie déplorable. Si la république s'aliène les sympathies de la grande masse de la population, que deviendrons-nous? On n'est déjà que trop porté à s'imaginer que le mot de république est synonyme de banqueroute, d'emprunt forcé, d'imposition extraordinaire. Il ne faut pas que cette idée s'accrédite et s'enracine dans les esprits, sinon tout est perdu.

On a proposé l'établissement d'une taxe sur le revenu semblable à celle qui se perçoit en Angleterre; on a proposé aussi un impôt progressif, des taxes somptuaires, etc. Politiquement, cela vaudrait mieux que ce qui a été fait, parce que moins de gens se trouveraient atteints; économiquement, cela ne vaudrait rien. Quand on pénétrera dans le

détail des fortunes, on verra clairement ce que tout le monde sait d'ailleurs déjà, qu'il y a bien peu de riches en France. On conçoit qu'en Angleterre, où il y a beaucoup de riches et de gens aisés, une taxe sur le revenu puisse donner de grands résultats; mais en France, et surtout après une révolution financière qui a balayé tant de capitaux, une taxe sur le revenu donnera bien peu de chose. *Ce qui caractérise la France,* disait lord Wellington en 1815 dans une de ses dépêches publiées depuis, *c'est que tout le monde y a besoin de travailler pour vivre;* ce fait n'est pas moins vrai aujourd'hui qu'en 1815.

Dans tous les cas, si quelqu'un a des revenus en France sans travail, ce ne sont pas les propriétaires et les industriels; ce sont les capitalistes proprements dits, c'est-à-dire les commanditaires pour l'industrie et les créanciers hypothécaires pour la propriété. Or, pour ceux-là, tout le monde sait qu'il est bien difficile de les atteindre; on l'a tenté plusieurs fois sans y réussir jamais. On peut bien décréter aujourd'hui, si l'on veut, un impôt sur les prêts en commandite et sur les prêts hypothécaires actuellement existans, et cela même est juste, de toute équité, si l'on veut répartir également l'imposition extraordinaire des 45 centimes; mais demain qui est-ce qui empêchera le créancier de se refuser à renouveler son prêt sans des conditions onéreuses, qui feront retomber, en définitive, sur le propriétaire et sur l'industriel la charge de l'impôt nouveau? On peut saisir le capital à un moment donné, mais on ne peut pas le saisir long-temps; il échappe.

Quant à l'impôt progressif, on a déjà dit cent fois qu'il était destructif de toute émulation, de toute activité, de tout travail. Si, en augmentant son revenu, on augmente en même temps ses charges dans une proportion qui rende toute rénumération illusoire, on ne s'occupe pas d'améliorer sa position, on reste inactif; on ne veut pas travailler pour le percepteur. De là, dans la société, une langueur générale, une inertie funeste. Le nombre des fortunes au-dessus de la moyenne est d'ailleurs, encore un coup, si peu considérable en France, que l'impôt progressif donnerait des résultats insignifians. C'est encore là une de ces ressources chimériques dont on voit reparaître la pensée dans toutes les grandes crises, et qui s'évanouissent après un rapide examen.

Ceux qui craignent une révolution totale dans la propriété, une subversion complète des fortunes, peuvent donc, je crois, se rassurer. On essaiera sans doute ou du moins on proposera toute sorte de mesures fiscales contre les riches, mais je ne doute pas que le moindre examen ne les fasse tomber. Le riche est une exception si rare dans notre société, qu'il n'est pas possible de toucher au riche sans atteindre du même coup ceux qui ne le sont pas. La propriété n'est pas à démocratiser en France, elle est toute démocratisée; depuis 1789, c'est-à-dire depuis soixante ans, elle va toujours se divisant. On ne tardera pas

d'ailleurs à s'apercevoir qu'il faut des riches dans une société; on s'en aperçoit déjà. Depuis le coup qui a ébranlé toutes les existences, la brusque interruption des dépenses de luxe et la disparition des capitaux ont montré quel rôle joue la richesse dans le mouvement général d'un pays. Ce n'est pas en attaquant et en dépouillant les riches qu'on enrichira les pauvres, au contraire. Le pauvre qui travaille et qui ne veut pas voler a besoin du riche au moins autant que le riche a besoin du pauvre; quand l'un travaille, l'autre paie.

Il suit de là qu'il n'y a rien à changer dans l'assiette actuelle de l'impôt. S'il y avait quelque modification à y apporter, ce serait plutôt pour le diminuer que pour l'accroître. L'impôt est déjà très lourd tel qu'il est, il est un obstacle considérable au progrès de la production et de la consommation. Le véritable principe démocratique en matière d'impôt, c'est la réduction au taux le plus bas possible. Dans une société aristocratique, l'impôt peut s'élever, parce que ceux qui le paient ont du superflu, et que d'ailleurs, comme ils ont entre les mains tous les pouvoirs et toutes les places, ils peuvent reprendre d'une façon ce qu'ils donnent de l'autre; dans une société démocratique, c'est tout autre chose. Chacun a besoin de tout ce qu'il possède et ne consent à s'en dessaisir qu'avec peine; il n'admet pas qu'il puisse y avoir un meilleur emploi de son argent que celui qu'il lui donne lui-même. Le jour où, au lieu d'augmenter l'impôt direct, le gouvernement républicain pourrait le réduire, ce jour-là la république serait assise sur une base impérissable, la satisfaction de tous.

Des considérations plus fortes encore conseillent également la diminution plutôt que l'augmentation de l'impôt indirect. Toute diminution de l'impôt direct est une perte réelle pour le trésor; une diminution bien entendue de l'impôt indirect peut au contraire créer des ressources nouvelles, l'expérience l'a prouvé cent fois. Cette diminution profite d'ailleurs bien sûrement au plus grand nombre, puisqu'elle porte sur le prix des objets de consommation et tend à réaliser le programme de l'école économique libérale, *la vie à bon marché*. Dès que le gouvernement républicain le pourra, il devra remanier avec soin notre système de taxes indirectes. Les douanes surtout peuvent être retouchées de fond en comble, dans l'esprit des dernières mesures adoptées par le gouvernement anglais et par le gouvernement américain. La plus puissante amélioration à réaliser dans l'intérêt des classes pauvres, c'est le bon marché des denrées de première nécessité et leur facile abord sur tous les points du pays.

Quoi qu'il en soit, que l'on commence ou non cette année ce remaniement, on doit s'attendre à une réduction dans les recettes, même en ne changeant rien aux impôts actuellement établis. Le mouvement des transactions reprendra vite en France, pour peu que l'ordre public

soit maintenu; une nation laborieuse de 35 millions d'hommes ne peut pas s'arrêter long-temps, mais, pour le moment, il y a suspension. Les produits des impôts sur la consommation, de ceux surtout qui portent sur les mutations de propriété, comme les droits d'enregistrement et d'hypothèque, fléchiront sensiblement; c'est une nécessité momentanée qu'il faut savoir accepter.

Le budget des recettes ordinaires de l'état avait été évalué, par le dernier gouvernement, à 1,370 millions pour 1848 et à 1,380 pour 1849. Il est difficile que la diminution à prévoir dans les recettes, par suite des considérations qui précèdent, soit bien au-dessous d'une centaine de millions par an. C'est à ce déficit que le nouveau ministre des finances a voulu pourvoir, pour cette année, par son imposition extraordinaire de 45 centimes; mais j'ai bien peine à croire que cette contribution diminue le déficit, qui se reproduira sous d'autres formes : elle n'est d'ailleurs établie que pour cette année seulement. On peut donc dire dès à présent que la république ne doit compter que sur un budget ordinaire de 1,300 millions.

Vient maintenant ce qu'on appelait le budget extraordinaire des travaux publics. Ce budget était annuellement, en compte rond, de 150 millions; il y était pourvu, soit par des emprunts, soit par la dette flottante. Ces ressources sont aujourd'hui éteintes. De long-temps, la république doit s'abstenir de tout emprunt nouveau, de toute émission nouvelle de bons du trésor; elle a bien assez à faire, dans le naufrage du crédit public, pour suffire à ses engagemens antérieurs. Je ne crois pas non plus que la vente des biens et des diamans de la couronne soit pour elle une bien grande ressource. Elle a donc en tout et pour tout 1,300 millions de revenus. Peut-elle avec ce chiffre faire face à tout? Voilà la vraie question. Pour mon compte, je le crois, mais à des conditions que je vais indiquer. Dans un moment comme celui où nous sommes, chacun est excusable de se faire donneur de conseils.

Les derniers budgets présentés aux chambres permettent d'évaluer les dépenses autorisées pour les exercices 1848 et 1849 à 1,550 millions environ, service ordinaire et extraordinaire compris. Il s'agirait donc purement et simplement, pour mettre dès aujourd'hui le budget de la république en équilibre, de réaliser une économie annuelle de 250 à 260 millions, en supprimant la distinction inutile entre le budget ordinaire et le budget extraordinaire et en pourvoyant à tout par les seules ressources de l'impôt. Voyons si la chose est possible sans rien compromettre.

L'amortissement est porté au budget de 1849 pour 125 millions, dont 52 millions de dotation et 73 millions de rentes rachetées. Or, l'amortissement a été souvent attaqué par beaucoup de bons esprits comme une complication superflue dans nos finances; depuis long-temps, il

n'existe plus en Angleterre, et son maintien peut être aujourd'hui moins justifié que jamais, puisque la dette consolidée va s'accroître considérablement par les mesures devenues nécessaires pour la consolidation de la dette flottante, et qu'il est parfaitement illusoire de se libérer d'une main quand on emprunte de l'autre. La démocratie aime que ses affaires soient simples et nettes, elle veut éviter tout ce qui les obscurcit et les surcharge; la suppression de l'amortissement serait une grande simplification, elle ferait disparaître une vaine apparence, et y substituerait cette vérité palpable : *Il n'y a d'accroissement réel que l'excédant des recettes sur les dépenses.*

La suppression de la liste civile donnera une nouvelle économie de 13 millions 300,000 francs.

La réduction du nombre des employés dans les administrations centrales et la diminution de tous les traitemens au-dessus d'un maximum déterminé peuvent donner de 25 à 30 millions.

L'armée coûte en ce moment 360 millions, en y comprenant l'Afrique. C'est là qu'est le puissant moyen d'économie. Dans l'état actuel de l'Europe, la république n'a évidemment aucune guerre à craindre. Le magnifique côté de la révolution de février a été l'élan qu'elle a donné à la liberté chez tous les peuples. L'Autriche, la Prusse, l'Allemagne, l'Italie, ces nations courbées hier sous un joug pesant, naissent à la vie publique; une coalition nouvelle se forme, mais cette fois c'est la *sainte alliance des peuples,* suivant l'expression prophétique de Béranger. Des idées aussi neuves que belles se répandent de tous les côtés et font battre tous les cœurs. La fraternité universelle, cette utopie des rêveurs qu'animait l'ardent amour de l'humanité, devient une vérité vivante. La religion, sous les auspices d'un pape réformateur, bénit cette transformation du monde, et l'esprit du christianisme primitif s'épand comme un torrent de grace et d'amour qui, tout en ravivant les nationalités, éteint les rivalités antiques.

La France a donné le premier signal de ce mouvement extraordinaire; elle doit donner un second signal, qui n'est que la conséquence du premier, celui du désarmement général. On a calculé à combien s'élèvent les dépenses inutiles que toutes les nations de l'Europe ont faites depuis 1830 pour maintenir la paix armée; le chiffre en est gigantesque. La France seule y figure pour plusieurs milliards. Rien n'est plus digne de cette initiative hardie qui caractérise la révolution de février que l'héroïque imprudence d'un désarmement. La guerre en deviendra d'autant plus impossible, car personne n'aura de motif pour craindre nos attaques. Il est d'ailleurs de l'essence de la démocratie d'exclure les grandes armées permanentes. Bien que l'expérience ait prouvé le contraire, on peut craindre que l'armée ne soit un moyen de compression au dedans; la liberté s'en alarme. ouDans un pays tout le monde est

garde national, une grande armée est inutile, soit pour le dedans, soit pour le dehors.

Je crois donc qu'il serait possible de réaliser sur l'armée une économie de 160 millions. Cette économie pourrait être plus forte, si nous n'avions pas l'Afrique; mais la conservation de l'Afrique nous impose des sacrifices. Ces sacrifices se réduiront sans doute notablement; j'ai peine à croire que la république soit d'humeur à dépenser, comme la monarchie, 120 millions par an en Afrique. Elle le voudrait, qu'elle ne le pourrait pas. Cette question d'Afrique va nécessairement changer de face. Nous verrons ce que diront à l'assemblée les députés du pays et quelles idées ils apporteront à la mère-patrie pour lui rendre le fardeau moins lourd. Quant à moi, après avoir bien étudié la question, je crois possible de garder l'Afrique et d'y réaliser tous les progrès praticables, en n'y dépensant que 30 à 40 millions par an.

Resteraient pour l'armée intérieure 160 à 170 millions. Ce serait assez pour entretenir sur un pied suffisant les armes spéciales, pour organiser une grande gendarmerie qui ferait la police sur toute la surface du pays, et pour subvenir aux dépenses d'une *landwehr*. L'Angleterre n'a ordinairement que cent mille hommes de troupes régulières, les États-Unis en ont moins encore. Pourquoi en faudrait-il davantage à la France républicaine? La véritable armée d'une république, c'est le premier ban de la garde nationale, la *landwehr*. Quand on voudra établir sérieusement une *landwehr* en France, on ne manquera pas de modèles et de projets. Cette organisation permettrait d'abolir le tirage au sort, puisque tout le monde sans exception serait soldat, mais sans quitter ses travaux ordinaires et le lieu de son habitation; elle permettrait en même temps de garder les cadres actuels d'officiers qui deviendraient des officiers de *landwehr*. Quant aux armes spéciales et à la gendarmerie, elles se recruteraient aisément par la voie de l'enrôlement volontaire.

Ces idées peuvent paraître étranges; elles ne le sont pas plus qu'il ne faut. Nous entrons dans une situation complétement nouvelle qui exige des moyens non moins nouveaux. Même en adoptant cette réduction de moitié sur l'armée, la république aura bien de la peine à joindre les deux bouts. Elle sera forcée, en outre, à faire des réductions, moins radicales sans doute, mais sensibles, sur les dépenses de la marine. Le budget de la marine pour 1849 était de 140 millions; il faut de toute nécessité le réduire à 100 millions au plus. Les grands et dispendieux armemens sont inutiles en temps de paix; avec 100 millions bien dépensés, on peut faire pour la marine tout ce qui est nécessaire.

Ainsi 125 millions de l'amortissement, 13 millions de la liste civile, 25 millions d'économie sur les traitemens, 160 millions sur l'armée, 40 millions sur la marine, voilà, à première vue, un total de 360 mil-

lions d'économies qu'il est possible de faire. Il n'en fallait que 260 pour que le budget de la république fût en équilibre; resterait donc une marge de 100 millions pour subvenir aux dépenses nouvelles que l'avénement de la république rend nécessaires.

Je n'ai examiné jusqu'ici le budget qu'au point de vue de l'école libérale ou républicaine, au point de vue des économies; il me reste à faire la part de l'école socialiste, car il lui en faut une. Cette part peut être très large, car elle ne comprend rien moins que les budgets actuels de l'intérieur, de l'instruction publique, de l'agriculture et du commerce, et des travaux publics, c'est-à-dire un total de 300 millions; en y ajoutant les 100 millions d'excédant nouveau des recettes et des dépenses, c'est 400 millions que la république aurait à dépenser par an pour activer le progrès social. N'est-ce pas assez, pour le moment du moins?

Je n'essaierai pas d'entrer dans l'examen de toutes les idées qui se produisent aujourd'hui. La plupart sans doute sont chimériques, mais elles partent toutes d'un principe sacré, l'amélioration du sort du plus plus grand nombre. C'est à cette grande et noble tâche qu'il faut travailler. Elle n'est pas d'ailleurs aussi neuve, aussi subversive qu'elle paraît au premier abord. Le gouvernement déchu y travaillait plus qu'on ne veut bien le dire; sous bien des rapports, il n'y aura qu'à continuer l'œuvre commencée. On changera sans doute les noms pour donner satisfaction à des théories nouvelles, mais on n'aura besoin de rien changer de fondamental aux choses. Que ceux qui craignent une révolution totale se rassurent encore de ce côté.

Je vais prendre un exemple saillant, le plus grand de tous. Un des premiers actes du gouvernement nouveau a été de garantir du travail à tous les citoyens. Cette déclaration a paru aux uns une immense conquête, aux autres une imprudence effrayante. Je ne puis, pour mon compte, partager complétement ni ces espérances ni ces craintes. Ce qui est nouveau ici, c'est la formule; le fond des choses n'a pas beaucoup changé. Qu'est-ce en effet que ce grand mot de *droit au travail?* C'est la reconnaissance d'un fait préexistant, et qui, pour n'avoir pas été encore accepté comme un droit, n'en était pas moins quelque chose d'aussi fort qu'un droit, une nécessité. Le gouvernement déchu s'était montré de tout temps fort préoccupé de cette nécessité de donner du travail aux classes ouvrières. En garantissant le travail, le gouvernement nouveau a été plus loin en principe; en fait, il n'a pas été, il ne pouvait pas aller plus loin. Il a ouvert des ateliers nationaux, l'autre en a fait autant dans des cas semblables et en aurait fait autant aujourd'hui, car enfin il faut bien, sous tous les gouvernemens, que l'ouvrier vive.

Maintenant quelles seront les conséquences financières de la garan-

tie du travail? s'ensuivra-t-il nécessairement, comme quelques personnes paraissent le craindre, une série illimitée de sacrifices? Je ne le crois pas. Le budget actuel des travaux publics peut y suffire et au-delà. Toute la question est dans le taux des salaires qui seront payés sous cette forme; si le salaire payé par l'état à l'ouvrier sans travail pouvait être supérieur ou même égal au salaire payé par l'industrie privée, il est bien manifeste que les ouvriers déserteraient tous les ateliers privés pour les ateliers de l'état, et qu'il en résulterait une perturbation universelle; mais, évidemment, il ne peut pas en être ainsi. Le salaire assuré par l'état sera partout au-dessous du taux moyen des salaires dans le pays, et ce seul fait suffira pour qu'il ne se présente que des ouvriers réellement sans travail. Or, l'ouvrier sans travail est, quoi qu'on en dise, une exception en France.

Le budget du ministère des travaux publics pour 1849 était de 162 millions; en y ajoutant les travaux votés par les départemens et les communes, et ceux des ministères de la guerre et de la marine, on arrivait à près de 300 millions. Il y a dans un pareil chiffre de quoi donner du travail à bien des ouvriers. Supposez même qu'il fût nécessaire d'y ajouter 50 millions, la république le pourrait sans s'endetter, en prenant sur l'excédant de 100 millions que j'ai indiqué. La différence réelle entre les travaux préparés par l'ancien gouvernement et ceux que fera exécuter le nouveau ne sera que dans la répartition. L'ancien gouvernement consultait en première ligne, pour la répartition des travaux, le bien général de l'état; le nouveau aura à s'enquérir avant tout des points où peut manquer le travail; c'est une organisation nouvelle à donner à l'administration des travaux publics, voilà tout.

Si je comprends bien les moyens d'exécution qui peuvent réaliser la garantie du travail, chaque commune devrait avoir un travail d'intérêt public toujours en cours d'exécution, comme une route, un pont, une portion de chemin de fer, la construction d'une maison d'école, le défrichement d'un bien communal, etc. Les entrepreneurs de ces travaux seraient tenus d'employer en tout temps tous ceux qui se présenteraient moyennant un minimum de salaire calculé de manière à subvenir aux besoins les plus pressans du pauvre, sans nuire à l'industrie privée. Les fonds de ces dépenses ne pourraient pas être tous faits par la commune, mais celle-ci recevrait de l'état les secours nécessaires pour que personne dans son sein ne manquât de travail. Le principe même de ces secours n'est pas nouveau; nous l'avons vu mis en pratique l'année dernière pour traverser la crise des subsistances.

En répartissant 350 millions de travaux publics annuels sur les 35 millions d'habitans que possède la France, on aurait une moyenne de 10 francs par tête. Ainsi chaque commune de mille habitans par exemple aurait 10,000 fr. à dépenser par an sur son territoire. Choi-

sissez telle commune qu'il vous plaira, et demandez-vous s'il n'y a pas dans cette moyenne de 10 francs par tête et par an, non-seulement de quoi pourvoir à toutes les vacances réelles de travail, mais même de quoi faire beaucoup travailler sans nécessité et dans un seul intérêt d'amélioration.

La grande question sera de coordonner ces dépenses locales et intermittentes de manière à en former un vaste ensemble de travaux publics. C'est à l'administration centrale qu'appartiendra ce soin. Il pourra devenir nécessaire alors de supprimer la distinction entre les dépenses de l'état et les dépenses départementales et communales. Dans tous les cas, il faudra que les unes et les autres soient dirigées dans chaque commune par le même agent. Tout cela n'a au fond rien de bien difficile; le personnel de ces agens est tout trouvé, il a été formé par le gouvernement déchu : ce sont les agens-voyers et les conducteurs des ponts-et-chaussées, deux corps excellens qui rendent déjà de grands services, et qui en rendront chaque jour de plus en plus. Il n'est besoin que d'en multiplier le nombre et de les disséminer davantage encore sur toute la surface du sol : ils sauront bientôt sur quels points, à quelles époques et pour quel nombre d'ouvriers il faut assurer annuellement du travail, pour que la promesse de l'état soit tenue.

On craint le gaspillage, et on a raison, pour les premiers momens, mais l'ordre se mettra bientôt dans le service. Il y aura nécessairement un règlement pour les ateliers publics, qui, tout en assurant aux ouvriers un mininum de salaire et un maximum d'heures de travail, garantisse en même temps que le travail sera sérieux et productif. Plusieurs exemples de règlemens semblables ont déjà réussi.

J'insiste seulement sur le caractère communal que doit prendre dans la pratique la garantie du travail, parce que là est, à mon sens, outre le correctif de la mesure en ce qu'elle peut avoir d'inquiétant pour les finances, le principe du progrès considérable qu'elle peut amener. On est toujours porté à songer aux villes, quand il s'agit d'ouvriers; c'est surtout aux campagnes qu'il faut songer maintenant. Le nombre des ouvriers des villes est très inférieur à celui des ouvriers ruraux, des paysans; il est d'ailleurs plus que jamais à désirer que la population des villes ne s'accroisse pas aux dépens de celle des campagnes. Tout ce qui tend à l'agglomération d'un grand nombre d'ouvriers sur un point n'est pas seulement mauvais pour l'ordre public, c'est encore une aggravation du sort des ouvriers. Plus ils s'éloignent de la terre qui est la nourrice commune, plus les conditions d'existence deviennent chères. Pour nourrir un ouvrier urbain, il faut le double de ce que coûte un ouvrier rural, et de plus il est exposé à contracter de mauvaises habitudes, des habitudes de luxe et de paresse qui ne peuvent que lui faire tort.

Si la république aborde surtout par les campagnes la grande question du travail, si elle tend à assurer aux paysans le bien-être qui leur manque, si elle arrête l'émigration des bras vers les villes, si elle reporte enfin sur l'agriculture ses principaux efforts, elle finira par s'attirer autant de bénédictions que son apparition a soulevé de craintes. Ce que peut une dépense annuelle de 350 millions, uniformément répartis sur toute la surface du sol, pour l'augmentation de la production et l'amélioration du sort de tous, est incalculable. On parle d'établir une ferme-école, non-seulement par département, mais par canton, d'entreprendre en grand le défrichement des terres incultes, de doter largement les chemins vicinaux proprement dits, qui sont ceux qui intéressent le plus directement l'agriculture : tout cela se peut avec 350 millions sans interrompre les chemins de fer et les autres grands travaux commencés et en garantissant du travail à tous les citoyens, pourvu qu'on s'applique par-dessus tout à retenir les ouvriers dans les campagnes, où la vie est à bon marché et où le salaire peut être bas sans être insuffisant.

Ainsi, quand l'étendue des sacrifices imposés à l'état par la *garantie du travail* sera parfaitement connue et limitée, ce mot cessera d'exciter les alarmes qu'il excite aujourd'hui. Il est à désirer qu'il en soit bientôt de même de cette autre formule mise en avant par les théoriciens, l'*organisation du travail*. Pour celle-là, malheureusement, je crains bien qu'il n'y ait rien à faire. Le travail était aussi bien organisé que possible dans la société telle qu'elle était hier, et, pour parler le langage du moment, l'association du travail et du capital devenait chaque jour plus étroite, par le seul effet de la liberté des transactions. Tout ce qui porte atteinte à cette liberté tue la poule aux œufs d'or; l'expérience fatale qui vient d'être faite l'a prouvé surabondamment. Dès que le capital a cessé de se croire libre, il a disparu, et le travail a disparu avec lui.

Dans tous les cas, tant que la question si imprudemment soulevée ne sera pas vidée, tout sera arrêté. Que la *commission du gouvernement pour les travailleurs* se presse donc; chaque jour qu'elle perd fait perdre au pays tout entier et aux ouvriers en particulier des sommes énormes. Que M. Louis Blanc définisse nettement les charges nouvelles qu'il prétend imposer au capital; qu'il fasse connaître avec précision la portée des expériences qu'il veut faire; la production et la consommation, ces veines et ces artères de la circulation sociale, chôment en attendant qu'il se décide. Dès que quelque chose de précis sera proposé, le pays appréciera, et le travail restera suspendu ou sera repris suivant que les intérêts se croiront encore plus ou moins menacés.

C'est là aussi une question de budget. Pour mon compte, je crois, dans l'intérêt des ouvriers, qu'il n'y a rien à porter au budget qui ait

pour but de changer quelque chose aux rapports naturels entre le capital et le travail. Les seules dépenses nouvelles qui me paraissent propres à améliorer réellement le sort du plus grand nombre, ce sont des dépenses de bienfaisance. Je reconnais les inconvéniens de la libre concurrence pour les ouvriers; je crois qu'il faut s'occuper sans relâche de les mettre autant que possible à l'abri, mais ce n'est pas en portant atteinte à la concurrence elle-même, qui est la mère de tous les progrès et le principe vital de l'industrie; c'est en facilitant à l'ouvrier tous les moyens pratiques de s'assurer des ressources pour les mauvais temps. Sous ce rapport, il y a encore beaucoup à faire, je le sais; il faut chercher à développer parmi les ouvriers les associations de secours mutuels, il faut les aider à se créer par l'épargne des pensions de retraite, il faut les encourager à mettre beaucoup en commun pour vivre mieux avec plus d'économie, il faut travailler à leur assurer à des prix aussi réduits que possible des logemens sains, une nourriture abondante, les secours de la médecine en cas de maladie, etc. Mais, encore une fois, tous les cadres de ces institutions existent, il n'y a qu'à les étendre. En créant les caisses d'épargne, les salles d'asile, les crèches et bien d'autres établissemens de charité publique, le gouvernement déchu avait déjà beaucoup fait pour la classe ouvrière; il allait faire plus encore, quand il est tombé, par les lois présentées pour la réforme des monts-de-piété et pour la fondation de caisses de retraite pour les ouvriers. Le gouvernement nouveau doit et peut aller plus loin, mais sans quitter cette voie, qui est la seule possible. Avec une vingtaine de millions de plus portés au budget, on peut faire bien des choses. L'état ne peut pas, en effet, se charger de toute la besogne; il ne peut que donner des primes, des encouragemens, des secours, pour faciliter des fondations qui doivent rester en définitive en dehors de lui. L'intérêt des ouvriers ne commande pas moins que leur dignité cette réserve de l'état; après tout, l'état ne peut rien donner à la société qu'il n'ait commencé par lui prendre sous forme d'impôt, et, pour être avantageux, cet échange doit avoir des bornes.

Ces difficultés aplanies, vient la question générale du crédit, qui n'est pas la moins délicate.

L'intérêt principal aujourd'hui en souffrance sous le rapport du crédit est celui de la dette flottante du trésor. Si la dette flottante était liquidée, la situation de la dette fondée serait bien meilleure; l'une des deux dettes écrase l'autre. Il n'y a donc rien à faire pour relever la dette fondée, qui se relèvera bien assez d'elle-même, si l'avenir se dégage; mais il faut se débarrasser du fardeau de la dette flottante ou périr. Cette dette s'alimentait principalement à deux grandes sources, les caisses d'épargne et les bons du trésor. Il est clair aujourd'hui pour tout le monde que l'état ne peut rembourser les caisses d'épargne et

les bons du trésor sans contracter de nouveaux emprunts, et de nouveaux emprunts sont impossibles sous les mêmes formes qu'autrefois. Le gouvernement déchu ne marchait pas pour cela, quoi qu'on en dise, à la banqueroute; il avait pour se soutenir ce que celui-ci n'a pas, la confiance. Les caisses d'épargne, dont les fonds étaient placés la plupart en rentes sur l'état, avaient conservé un encaisse suffisant pour parer aux demandes raisonnables et ordinaires de remboursement, et, quant aux bons du trésor, le paiement en était assuré par les versemens de l'emprunt, les remboursemens des compagnies de chemins de fer, et surtout par le mouvement naturel des renouvellemens, cette sorte de placement étant très recherchée par les capitaux flottans.

L'avénement de la république a tout changé. Les caisses d'épargne ont été assaillies de demandes extraordinaires de remboursement qu'elles n'ont pas pu satisfaire, les versemens de l'emprunt se sont arrêtés, les remboursemens des compagnies de chemins de fer sont devenus douteux, les capitaux flottans ont cessé d'affluer au trésor. Le gouvernement nouveau a pris des mesures devenues nécessaires en proposant à ses créanciers, à défaut de remboursement, une élévation du taux de l'intérêt, une prorogation de paiement, et enfin une transformation de leurs créances en titres de la dette fondée; mais ces mesures sont loin d'être suffisantes, surtout pour les porteurs de bons du trésor. Ceux-ci avaient tous, ou presque tous, besoin de leur argent à l'échéance pour satisfaire à des engagemens antérieurs; dans la nécessité où ils se trouvent de réaliser à tout prix, ils portent leurs titres à la Bourse, et ne peuvent jusqu'ici les vendre qu'avec une perte de 30 à 40 pour 100. Cette perte menace même de s'accroître de jour en jour, car le mois d'avril qui va commencer était très chargé d'échéances, et une masse énorme de bons du trésor va se porter à la fois sur le marché. Non-seulement l'impossibilité de les écouler sera une cause effrayante de ruine pour les porteurs, mais l'ensemble des valeurs publiques s'en ressentira, et la baisse continuera d'être générale.

Parmi les moyens qui ont été proposés pour porter remède à cette horrible crise, il en est un qui a déjà été recommandé dans d'autres temps par des publicistes sérieux, et qui me paraît en effet le seul efficace : c'est la création de titres de rente au porteur circulant au pair comme monnaie légale, et échangés par l'état, au fur et à mesure des échéances et des demandes de remboursement, contre les titres de la dette flottante. Cette proposition, renouvelée par un journal avec une extrême insistance, a fait crier à l'*assignat;* une telle assimilation est souverainement fausse et injuste. Il ne s'agit pas ici de créer une dette nouvelle, mais de transformer le moins possible celle qui existe, de conserver à la dette flottante son caractère d'exigibilité, sans cependant contraindre l'état à l'impossible. Hier, le porteur d'un livret de

caisse d'épargne pouvait faire immédiatement de l'argent en se présentant à la caisse; de son côté, un porteur de bon du trésor pouvait en faire autant, en se rendant au trésor le jour de son échéance. Aujourd'hui, ni l'un ni l'autre ne le peut plus. C'est une véritable banqueroute de l'état à leur égard, si l'état ne leur fournit pas en même temps le moyen de tirer parti de leurs titres.

Si les choses étaient dans un état normal, on pourrait discuter sur les avantages et les inconvéniens des titres de rente au porteur avec cours forcé; mais l'état doit, il faut qu'il paie, il faut surtout qu'il donne à ceux qui ont compté sur lui le moyen de faire honneur à leurs engagemens. Pour que ces titres aient une valeur réelle, il suffit que l'intérêt en soit assuré; or, il l'est, et il le sera d'autant plus que l'état n'aura plus à rembourser le capital. Dans le budget de 1849, 22 millions sont déjà portés pour servir les intérêts de la dette flottante; si cette somme ne suffit pas, on peut facilement ajouter quelques millions. Le cours forcé est donc parfaitement justifié. Les porteurs actuels des bons du trésor paieraient ce qu'ils doivent avec ces titres, et, après avoir passé de main en main pour acquitter des dettes successives, les *bons de rente* finiraient par tomber entre les mains de gens qui, n'ayant rien à payer, les garderaient. Ils se consolideraient ainsi d'eux-mêmes, ou, s'ils ne se consolidaient pas, c'est qu'ils auraient pris faveur, ce qui arriverait probablement très vite.

J'avoue que je ne vois pas une seule bonne objection à ce système dans l'état actuel des choses. Ce n'est en effet, qu'on y prenne bien garde, qu'un moyen nouveau et actif de liquidation, liquidation pour l'état, liquidation pour les particuliers. En assurant l'intérêt par un crédit au budget et en maintenant le capital par le cours forcé, l'état se liquide complétement sans faire perdre un sou; il n'a plus à songer au remboursement, il est libre. De leur côté, les particuliers en font autant. Conversion pour conversion, puisqu'il en faut une, j'aime mieux celle qui dégage tout le monde que celle qui ne dégage personne. On craint la dépréciation de ces nouveaux titres; mais cette dépréciation ne sera-t-elle pas plus forte s'ils n'ont pas cours forcé? N'est-ce pas aller au-devant d'une banqueroute immédiate de peur d'une banqueroute ultérieure? Ne perdent-ils pas déjà, dans leur état actuel, de 30 à 40 pour 100, et ne sont-ils pas menacés de perdre davantage? N'est-ce pas une chance de plus de les maintenir que de leur donner cours forcé dans les transactions légales? Ce seront toujours autant de ventes de moins, et, quand la crise sera passée, nul doute, encore un coup, qu'ils ne soient recherchés, car il n'y aura pas de valeur plus commode.

Qu'on se figure d'ailleurs l'effet de cette conviction, répandue dans

tous les esprits, que l'état n'a plus d'engagemens illimités à satisfaire, que tous les intérêts et tous les paiemens sont assurés par les seules ressources de l'impôt, et sans avoir recours à aucun emprunt nouveau. Cette seule pensée suffira pour rendre au crédit public la plus grande partie de son élasticité; les demandes de remboursement des caisses d'épargne deviendront moins abondantes; les capitaux flottans pourront reprendre, timidement sans doute, mais peu à peu, le chemin du trésor; les rentes consolidées, livrées à elles-mêmes, pourront remonter. Que la paix soit maintenue au dehors, la sécurité au dedans, et rien, dans l'ordre financier proprement dit, n'empêchera le retour de la confiance.

Pour mettre le comble à cette œuvre, la république n'aurait plus alors qu'à s'occuper d'étendre aux provinces les plus reculées les bienfaits du crédit et de créer des sociétés nouvelles pour la circulation, deux problèmes qui sont loin d'être insolubles.

L'histoire financière des états montre que toutes les grandes crises ont été l'occasion d'un nouveau progrès dans l'organisation du crédit. Celle que nous traversons aujourd'hui serait un incident heureux, si elle conduisait à remplir les lacunes qui existent dans le système de notre circulation. Le gouvernement provisoire a commencé la révolution, désirable sous ce rapport, en établissant des comptoirs d'escompte dans beaucoup de villes qui n'en avaient pas; il a fait un pas de plus en établissant ensuite des sous-comptoirs pour faciliter encore les escomptes au petit commerce des provinces et à l'agriculture. Ce sont là des institutions utiles qu'on ne saurait trop propager; il serait à désirer qu'il existât un jour un comptoir d'escompte dans tous les chefs-lieux d'arrondissement avec des sous-comptoirs dans tous les chefs-lieux de canton. L'abaissement du taux de l'intérêt pour les cultivateurs et les petits commerçans n'est réellement possible qu'à ce prix. L'état peut et doit au besoin donner des subventions à ces comptoirs pour en faciliter la création; avec un fonds annuel de 25 à 30 millions, il peut arriver à en faire fonder bientôt partout.

Il y aurait d'ailleurs pour la république un puissant moyen de faire servir le crédit même à la diffusion du crédit et de tirer des besoins de la circulation des ressources nouvelles pour venir en aide à la circulation : ce serait de procéder immédiatement à la réorganisation générale des banques en France, et de créer pour tout le pays un grand système d'association de crédit. Ces idées arrivaient à maturité quand la monarchie est tombée; on les discutait dans l'ancienne chambre au moment où commençaient les combats de février. Ce qu'un gouvernement régulier ne peut faire qu'avec des ménagemens infinis, une révolution peut le faire vite. Avec une banque par département, un

comptoir d'escompte par arrondissement et un sous-comptoir par canton, le tout fortement lié ensemble et avec la Banque de France, le système serait complet.

Le premier avantage d'une pareille organisation, c'est qu'on pourrait confier à cette association la perception des revenus publics et réaliser ainsi une immense économie sur les frais de cette perception, qui est aujourd'hui fort coûteuse. Les receveurs-généraux, les receveurs particuliers et une partie des percepteurs pourraient être supprimés, ou, pour mieux dire, ils seraient placés à la tête des banques, des comptoirs et des sous-comptoirs. Seulement la plus grande portion des bénéfices que ces fonctionnaires font aujourd'hui sur le maniement des deniers publics profiteraient partie à l'état, partie aux intérêts privés. Une organisation de ce genre fonctionne déjà soit en Angleterre, soit en Amérique, et l'expérience n'a révélé que des avantages. La seconde conséquence, et ce ne serait pas la moins heureuse, serait l'établissement pour toute la France d'un papier-monnaie unique. A l'heure qu'il est, on voit plus que jamais les inconvéniens des billets de banque actuels, qui n'ont cours que dans le département où ils ont été émis, et qui créent ainsi, dans les temps difficiles, un obstacle à la circulation au lieu de lui donner une facilité. Avec une seule espèce de billets de banque pour toute la France, ces inconvéniens ne se produiraient plus. L'état, qui seul aurait le droit d'émettre ces billets, les distribuerait à toutes les banques au prorata de leurs besoins et de leur capital; on aurait ainsi des garanties suffisantes contre une émission excessive, et on aurait en même temps une occasion d'augmenter notablement la somme de billets en circulation, car il y aurait bien évidemment à pourvoir à des besoins nouveaux.

En résumé, tel pourrait être, à mon avis, le premier budget de la république : 1,300 millions de recettes demandées uniquement à l'impôt, point d'augmentation d'impôt, point d'emprunt, réduction ou suppression des taxes indirectes, qui nuisent le plus directement à la production ou à la consommation; 1,300 millions de dépenses, réduction de 200 millions sur l'ancien budget de l'armée et de la marine, suppression de l'amortissement, liquidation de la dette flottante, 50 millions de dépenses de plus pour les travaux publics et les encouragemens à l'agriculture, 20 millions de plus pour favoriser la propagation de bons établissemens de secours mutuels parmi les ouvriers, 30 millions de plus pour la diffusion des moyens de crédit; enfin un terme moyen entre les idées de l'école libérale et celles de l'école socialiste, et, comme principe générateur de la société nouvelle, un effort permanent pour porter par toutes les voies la richesse et l'activité dans les campagnes, c'est-à-dire sur toute la surface du sol.

Si le nouveau budget était établi sur ces bases, je ne doute pas que la France, cette grande et forte nation, ne réparât en peu de temps la brèche que la révolution de février a faite à son crédit, et ne s'avançât même avec plus de puissance que jamais vers des progrès nouveaux. Bien entendu que je suppose en même temps la paix extérieure, l'ordre matériel, la sécurité de la propriété, tous les biens primitifs et essentiels, sans lesquels il n'y a rien; mais la république n'est pas exclusive de ces biens par son essence. La république, comme on l'a dit avec raison, c'est tout le monde, c'est la réunion, la fusion intime de tous les intérêts. D'après les précédens de la révolution, rien n'autorise à croire que la nouvelle république commette les mêmes violences que l'ancienne; tout permet, au contraire, de supposer, si l'ordre se rétablit dans les finances, que la société reprendra son cours naturel. S'il en est ainsi, la république, au lieu d'être une cause de ruine, peut être une source féconde de richesses, car rien n'égale en puissance de production la mise en valeur de toutes les facultés et le respect des droits de tous.

Je suis loin de prétendre qu'il n'y ait pas d'autre budget à faire que celui dont j'ai tracé les principaux traits. Je sais que d'autres idées sont éveillées, qu'il est question d'une exploitation générale des chemins de fer par l'état, de la suppression de la dotation du clergé, de la création d'un vaste système d'assurances publiques, etc. Je n'ai pas à m'expliquer sur ces idées, qui ont leur pour et leur contre, pas plus que sur beaucoup d'autres. J'ai voulu seulement montrer que le budget de la république était possible sans banqueroute, sans emprunt forcé, sans imposition extraordinaire. Ce que je demande surtout, c'est que ce budget, quel qu'il puisse être, soit présenté le plus tôt possible; c'est que la propriété, le commerce, l'industrie, sachent au plus vite à quoi s'en tenir. L'incertitude est, je le répète, favorable aux vagues terreurs, aux souvenirs affreux; on craindra tout tant que rien ne sera nettement formulé, et c'est la crainte universelle qui fait aujourd'hui tout le mal.

LÉONCE DE LAVERGNE.

VOYAGE ET RECHERCHES

EN

ÉGYPTE ET EN NUBIE.

VIII.

HAUTE-ÉGYPTE.

SILSILIS. — OMBOS. — SYÈNE. — PHILOE.

25 janvier.

Avant de quitter Thèbes (1), pour continuer à remonter le fleuve, j'ai écrit à M. de Châteaubriand, qui m'avait demandé de lui parler *des oiseaux du Nil :*

« Je suis à Thèbes, et j'écris à Châteaubriand; que placer entre ces deux noms qui ne soit indigne d'eux? Tenterai-je de décrire cette Rome de la Thébaïde à celui qui a si admirablement peint Rome et la Thébaïde? Vous parlerai-je, monsieur, de mes chers hiéroglyphes? Hélas! vous y croyez médiocrement. Dois-je vous entretenir des antiques dynasties qui ont passé sur cette terre, des ruines qui la cou-

(1) Voyez la livraison du 15 décembre 1847.

vrent? Après avoir contemplé dans le passé et dans le présent la chute de tant de dynasties et d'empires, après avoir médité sur tant de ruines et de souvenirs, vous ne devez pas vous intéresser beaucoup à un spectacle si souvent renouvelé. Chrétien avant tout, les plus grandes destinées vous semblent petites, parce que vous les mesurez avec ce qui est infini. A cette hauteur, les choses de l'homme ne vous atteignent plus, mais les scènes de la nature vous touchent toujours. Aussi, quand je suis allé visiter Athènes, ne m'avez-vous point parlé de cette Grèce nouvelle, qui cependant est en partie votre ouvrage; mais vous m'avez chargé d'aller visiter de votre part les abeilles du mont Hymette, qui se souviennent de Platon et de vous, et, quand je suis venu dans ce pays, vous m'avez recommandé les *oiseaux de l'Égypte*. Il y aurait beaucoup à en dire, monsieur; mais il faudrait la plume de Bernardin de Saint-Pierre, à défaut de la vôtre, pour peindre cette multitude ailée au milieu de laquelle je vis depuis trois mois, habitant du Nil comme elle. Je me bornerai à quelques traits, et votre imagination fera le reste.

« Partout la plage, les îlots, les rochers, sont couverts d'une foule d'oies blanches et noires, qui tout à coup s'élèvent, tourbillonnent, se répandent dans l'air comme un nuage ou une fumée. Des escarpemens sont noircis par d'innombrables cormorans, qui s'envolent en tumulte quand un coup de fusil les détache par milliers des parois abruptes qu'ils tapissaient.

« Aux approches de la nuit, on aperçoit, immobile auprès du rivage, le pélican appelé le *chameau du Nil*, et qui jette un cri singulier dans les ténèbres. Cependant, le long du bord, les bergeronnettes sautillent et les huppes marchent en frétillant d'un air coquet. Sur les branches de palmier roucoulent les tourterelles, celui des oiseaux qui, selon les musulmans, aime le plus Allah, parce qu'il murmure en hochant la tête comme un musulman qui fait le *zikr*. Un des plus jolis oiseaux de ce pays, ce sont les hérons blancs. Souvent j'en ai vu plusieurs perchés sur la tête d'un buffle noir, étrange sous cet éblouissant panache. J'en ai vu aussi une douzaine étagés sur un palmier qui semblait porter de grandes fleurs blanches. Vous étiez surtout curieux des oiseaux qui hantent les ruines, et vous aviez bien raison, car ils les accompagnent et les ornent admirablement. Jamais je ne me suis trouvé le crayon à la main, recueillant une inscription hiéroglyphique, sans être distrait par quelque incident pittoresque et poétique produit par eux et sans me rappeler ce que vous me disiez avant mon départ de l'effet que les oiseaux d'Égypte devaient produire au milieu des débris. Tantôt c'est le vautour blanc qui plane sur la tête du colosse de Memnon; tantôt c'est l'épervier sacré, le dieu Horus *aux yeux d'or*, qui vient en personne se poser sur sa propre statue, ou enfin, comme faisant contraste à ces grands effets, c'est le babil infatigable des moineaux blancs et noirs,

compagnons ordinaires de mes études dans tous les temples, ou le roucoulement amoureux des pigeons que je voyais hier à Hermonthis voltiger autour des architraves d'un temple bâti par Cléopâtre : double souvenir de Vénus. Voilà quelques images saisies en passant et esquissées sur des feuilles d'album que je déchire et que je vous envoie; pardon d'avoir été si mauvais peintre et d'avoir fait un portrait si indigne de vos protégés. Il me faudrait maintenant leurs ailes pour me porter près de vous. »

Hermonthis.

Hermonthis, dont je parle dans la lettre qu'on vient de lire, est la première station au-dessus de Thèbes; par terre, c'est une distance de deux lieues environ. On passe auprès du temple qui porte dans l'ouvrage de la commission d'Égypte le nom de *temple situé à l'extrémité de l'hippodrome*. Cet édifice présente une configuration singulière. Un corridor, dans lequel donnent des chapelles latérales, fait le tour du sanctuaire. L'architecture est du temps des empereurs. C'est là que Champollion a trouvé les hiéroglyphes dont se compose le nom d'Othon, qui régna si peu de temps. Ce nom n'a été trouvé, je crois, nulle part ailleurs. Dans un coin du même temple, M. Lepsius a lu d'autres noms d'empereurs, Galba, Vitellius et Decius : ce dernier est le plus récent de tous ceux dont la présence a été constatée sur un monument égyptien.

Laissant le petit temple à droite, nous avons trouvé bientôt ce grand espace entouré de talus assez semblables à ceux du Champ-de-Mars et que la commission d'Égypte appelle l'hippodrome. Champollion pensait que là fut un camp permanent habité par les troupes formant la garnison de Thèbes et la garde des Pharaons. Selon M. Wilkinson, c'était le lac sacré que traversaient les morts pour arriver au lieu de leur sépulture, ainsi qu'on le voit dans les représentations funèbres, lac qui semble avoir été le type de l'Achéron des Grecs, et dont l'idée a dû naître naturellement chez un peuple qui, pendant une partie de l'année, vivait pour ainsi dire sur les eaux.

Nous avons fait un assez long circuit afin d'éviter les restes de l'inondation, qui a laissé çà et là des flaques d'eau dans une plaine verte remplie de grandes herbes, et assez semblable aux marais Pontins. A une halte près d'un village, un vieillard s'est approché, m'a pris affectueusement la main en me disant : *Taïbin!* ce qui équivaut à bonjour. Arrivés aux sables, une femme nous a apporté à boire en se voilant.

Une longue chaussée nous a conduits à Hermonthis. Le principal monument d'Hermonthis est un temple consacré au dieu Mandou et à la déesse Ritho par Cléopâtre. Mandou était le dieu local d'Hermonthis, comme Ammon de Thèbes. Dans le petit temple devant lequel nous avons passé en partant, et qui était intermédiaire entre les deux dis-

tricts, les deux divinités sont honorées de concert. Les dieux locaux d'une province (*nome*) donnaient ainsi l'hospitalité à ceux de la province la plus proche, et *voisinaient* pour ainsi dire avec eux.

Le temple d'Hermonthis est d'un effet agréable. Tout auprès s'élèvent le dôme blanc d'un *santon* et des palmiers. Les pigeons, dont je parle dans ma lettre à M. de Châteaubriand, volent et tourbillonnent par milliers autour des chapiteaux, ou se posent en longues files sur les architraves. L'impression qu'on éprouve ici n'est pas la stupeur dans laquelle on tombe en présence des ruines de Karnac. Cette ruine a de la grace et va bien au souvenir de Cléopâtre.

Dans l'intérieur du temple, un triste spectacle m'attendait : on a fait de cet intérieur une prison. Je me suis trouvé tout à coup entouré de mornes figures portant toutes l'expression de la patience et de la résignation. Là, m'a-t-on dit, sont des enfans qu'on garde depuis un an, parce que leurs parens ont fui. Cet homme a été ruiné par la mauvaise qualité des bœufs que le gouvernement lui a vendus. Un autre est ici depuis cinq ans, parce que le Nil n'est pas venu féconder son champ et qu'il a été dans l'impossibilité de payer le tribut. Je remarque un noir enchaîné, et qui ne peut repousser les mouches dont il est dévoré. On conçoit qu'il me reste peu de liberté d'esprit pour étudier les représentations mythologiques étalées sur les parois du temple. C'est dommage, car elles semblent curieuses. En général, la mythologie du temps des Ptolémées et des empereurs romains est beaucoup plus compliquée que celle des âges pharaoniques, elle offre par conséquent encore plus de problèmes à résoudre et d'énigmes à déchiffrer.

Une excavation faite récemment à quelque distance du temple a appelé mon attention. On a tiré de là des débris antiques pour servir à la fabrication d'un pont. Cette excavation ne datant que de quatre années, les voyageurs qui m'ont précédé n'en ont point parlé. C'était donc une bonne fortune pour moi que de l'avoir aperçue. J'y ai trouvé les débris d'un édifice dans les fondations duquel ont été employées des pierres portant, non des hiéroglyphes de l'époque dégénérée de Cléopâtre, mais de beaux hiéroglyphes du siècle des Thoutmosis. J'ai reconnu sur une des pierres le nom de Thoutmosis III. Les fragmens mutilés m'ont permis de lire une dédicace hiéroglyphique au dieu Mandou. Ceci prouve que, déjà sous les Pharaons de la dix-huitième dynastie, il existait ici un temple élevé en l'honneur de ce dieu, et que ce temple a fourni des matériaux à un édifice plus moderne, maintenant renversé. A toutes les époques, le culte du dieu Mandou a donc été le culte d'Hermonthis. L'édifice, aux fondations duquel on avait fait servir l'ancien temple du temps des Thoutmosis, datait probablement de l'âge des Antonins; du moins j'ai trouvé sur un fût de colonne le nom d'Adrien, écrit *Adrians*. Ainsi deux noms révèlent deux monumens.

En revenant, j'ai rencontré un chameau qui s'emportait. Parfois ces animaux sont saisis d'une fureur soudaine, et se mettent à courir en ligne droite à travers le désert, jusqu'à ce qu'ils tombent morts de fatigue avec leur cavalier. Tandis que, de retour sur ma barque, je regardais la colonnade de Luxor réfléchir dans le Nil son image rougie par le soleil couchant, j'ai vu passer des groupes qui paraissaient fort animés. Soliman m'a appris qu'un meurtre venait d'être commis en plein jour à deux pas d'ici. Voici le récit de Soliman : « Celui qui a été frappé avait tué, il y a plusieurs années, un homme du village de Gournah. Celui-ci avait des enfans. Sans cesse ils demandaient à leur sœur : Où est notre père? Et elle répondait : Il a été assassiné. Quand ils ont été grands, ils ont tué celui qui avait tué. »

La vengeance du sang est dans les mœurs arabes. Peut-être la *vendetta* est-elle d'origine arabe et a-t-elle été importée en Corse par les Sarrasins. Demain il y aura un grand dîner dans le village de Gournah, et on enterrera le mort. On ne l'enterre qu'après qu'il a été vengé.

Esné.

Le grand temple d'Esné, qui à cause de son zodiaque passait, ainsi que le temple de Dendérah, pour un des monumens les plus anciens de l'Égypte, ne remonte pas au-delà du temps des Ptolémées et des empereurs romains. On y lit les noms d'un grand nombre d'entre eux, depuis Claude jusqu'à Caracalla. L'orthographe hiéroglyphique de ces noms, c'est-à-dire l'emploi alternatif de tel ou tel caractère pour exprimer un son identique, est fort bonne à étudier ici, car il est aisé de reconnaître le même nom d'empereur écrit de diverses manières, et on peut parvenir, par cette synonymie des lettres, à connaître la prononciation des caractères employés. Ainsi, j'ai trouvé la syllabe *to*, dans Antoninus, rendue par la *voile*, hiéroglyphe dont le sens est assez clairement indiqué par sa forme, mais dont la prononciation était, je crois, inconnue. C'est par beaucoup d'observations de ce genre qu'on parviendra de jour en jour davantage à déterminer le sens et le son qu'on doit attacher à tous les hiéroglyphes.

Le temple d'Esné pourrait être d'un grand effet. Son architecture est belle; son portique, parfaitement conservé, a été récemment déblayé par le pacha; mais il semble enfoui dans un trou. Quant au style des sculptures et des hiéroglyphes, il est très grossier, surtout dans la partie romaine. On voit ici, comme à Dendérah, combien l'architecture a mieux conservé que la sculpture les traditions de la perfection antique. Ce que le premier de ces arts a pu recevoir des influences grecques, en lui donnant un peu plus de légèreté, ne lui a rien enlevé de sa grandeur. Pour la sculpture, chose singulière, l'influence de la Grèce l'a rendue barbare.

Esné est le principal séjour des almées que Méhémet-Ali, cédant aux représentations des ulémas, a bannies du Caire. Dans son imitation des procédés de la civilisation européenne, il s'était empressé d'abord d'en faire une matière d'impôt.

Sur le Nil, 30 janvier.

La splendeur et la richesse de la lumière sont ici incomparables, c'est quelque chose de plus que la Grèce et l'Ionie elle-même. Les teintes roses de l'aube, la pourpre ardente, l'or embrasé des soleils couchans au bord du Nil surpassent encore les plus gracieuses et les plus éblouissantes scènes de lumière d'Athènes et de Smyrne. Ce n'est plus l'Europe ni l'Asie Mineure, c'est l'Afrique. Le soleil n'est pas radieux, il est rutilant; la terre n'est pas seulement inondée des feux du jour, elle en est dévorée. Aussi dans ce pays le soleil, sous les noms d'Ammon-ra, d'Osiris, d'Horus, était le dieu suprême. Il suffit de venir en Égypte, même au mois de janvier, pour ne pouvoir douter que la religion égyptienne était une religion solaire. *L'éclat de la nuit* est encore plus extraordinaire que celui du jour. Si Racine le fils, qui n'était jamais sorti de France, a pu dire, il est vrai d'après Homère, *nuit brillante* (1), j'ai peut-être ici le droit de parler de la splendeur des nuits d'Égypte. Nous employons les longues soirées que nous fait le voisinage des tropiques à contempler les astres. Nous regardons la constellation que la flatterie d'un poète alexandrin, Callimaque, nomma *chevelure de Bérénice*. Ce nom de Bérénice que nous avons déjà lu tant de fois sur les monumens, les étoiles qui composent cette constellation semblent le tracer dans le ciel en hiéroglyphes lumineux et impérissables. Nous aimons à voir toujours devant nous Canopus, cette belle étoile, invisible en France, et presque aussi brillante que Sirius. L'étoile polaire s'est abaissée vers l'horizon. Des astres nouveaux, une nouvelle physionomie du ciel, donnent encore mieux qu'une terre nouvelle la sensation du lointain, du *dépaysé*. Nous verrons bientôt la croix du sud, ce flambeau d'un autre hémisphère qui éclaire chez Dante les abords mystérieux du paradis.

Si Osiris, qui a pour hiéroglyphe un *œil sur un trône*, est un dieu soleil, Isis, qui porte sur la tête le disque surmonté de deux cornes formant le croissant, Isis est la lune, on n'en saurait douter. Le disque horizontal de l'astre nous semble figurer la barque de la déesse.

La population actuelle des bords du Nil a pour fonds l'ancienne population égyptienne plus ou moins pure. La langue des fellahs est l'arabe, mais ils ne sont purement Arabes ni par le type physique ni par le caractère moral. Ils sont encore Égyptiens, ou du moins il est

(1) C'est ainsi qu'en sanscrit le mot *radj*, nuit (*Ramayana*, XXIV, 1, éd. Goresio), semble provenir de la racine *radj*, briller. On le conçoit pour l'Inde.

resté chez eux beaucoup de l'égyptien. Souvent j'ai cru reconnaître, surtout chez les femmes, les originaux de ces petites statuettes trouvées dans les tombeaux, et qui sont les portraits des anciens habitans de l'Égypte. Un ânier offrait exactement le profil de Sésostris. La race égyptienne paraît avoir produit les fellahs d'une part et de l'autre les Coptes (1). Les uns et les autres rappellent à certains égards les anciens Égyptiens. Ce sont deux altérations d'un même type qui se sont produites dans des circonstances différentes et par des mélanges divers, dont plusieurs élémens nous sont inconnus, mais où l'élément arabe semble être entré pour bien peu. Cette antique race égyptienne elle-même, qu'était-elle? On est revenu de l'opinion qui en faisait une race nègre (2). Ce qui paraît le plus probable, c'est qu'elle a été de bonne heure altérée par le contact des populations éthiopiennes. Ainsi peuvent s'expliquer certains traits de la figure de quelques Pharaons et l'expression d'Hérodote qui dit des Égyptiens que leur couleur est noire et leur chevelure crépue. Plus on remonte le Nil et plus on trouve de ressemblance entre les populations qui vivent aujourd'hui sur ses bords et la race antique, telle que les monumens la représentent et que les momies l'ont conservée. M. Caillaud, en voyageant dans la haute Nubie, était à chaque instant frappé de ces ressemblances. Larrey a trouvé les crânes des momies fort semblables à ceux des Nubiens actuels. Ceci tendrait à confirmer l'opinion généralement établie d'après laquelle la race égyptienne serait descendue de l'Éthiopie en suivant le cours du Nil. J'admets volontiers la vérité de cette opinion; mais je suis loin d'en conclure, comme on l'a fait souvent, que la civilisation égyptienne a suivi la même marche et qu'elle aussi est descendue de l'Éthiopie jusque dans la basse Égypte. La civilisation égyptienne, j'en suis convaincu, a au contraire remonté le cours du Nil. Memphis a précédé Thèbes. Les monumens de l'Éthiopie, les pyramides de Meroé, par exemple, qu'on avait crues le type primordial des pyramides d'Égypte, ont été démontrés incomparablement plus récens; l'époque de leur construction ne saurait être reportée au-delà de l'époque grecque. L'Égypte a donc été peuplée par le sud et civilisée par le nord. Il n'y a là aucune contradiction. Autre chose est la racine d'un peuple, autre chose son épanouissement. En Grèce, les Pélasges et les Hellènes sont venus du nord; cependant le sud de la Grèce a été civilisé le premier;

(1) C'est du moins l'opinion du savant docteur Pruner. (*Die Uberbleibsel der alten Ægyptischen Menschen-race.*)

(2) Blumenbach, Cuvier, Sœmmering, les docteurs Leach, Morton, etc., ont formé des collections de crânes égyptiens, et leurs inductions s'accordent parfaitement sur ce point, que la formation ostéologique des têtes de momies appartient essentiellement au type caucasien, et ne présente notamment aucun des caractères du type nègre. (*Bulletin de la Société ethnologique*, t. I, 21.)

d'autre part, c'est à l'extrémité occidentale de leur course, c'est en Islande que s'est développée le plus complétement la civilisation propre aux races scandinaves, et ces races venaient de l'Orient.

Élithyia.

La première chose qui frappe en approchant de la ville d'El-Kab, l'Élithyia des anciens, c'est son enceinte parfaitement conservée. Cette enceinte est construite en briques, et dessine un carré qui environnait l'ancienne ville, de laquelle il ne reste plus que de faibles débris. Chose singulière, tous les monumens ont disparu, et l'enceinte de la ville subsiste intégralement. C'est l'inverse de ce qu'on voit à Thèbes, où de grands monumens subsistent et où l'enceinte a péri. Élithyia peut donc à cet égard suppléer Thèbes, pour ainsi dire, et la compléter.

A quelque distance de la ville sont des grottes sépulcrales, des tombeaux de famille, dont les parois sont couvertes de peintures et d'inscriptions. C'est dans une de ces tombes que Champollion a lu la chanson que le laboureur adresse à ses bœufs, et qui est certainement la plus ancienne chanson connue. J'ai remarqué dans les peintures de ces grottes, ce qu'on peut observer ailleurs, que la couleur des hommes est le rouge, et la couleur des femmes le jaune ou le rose. Évidemment, il y a là du convenu, mais je pense que le peintre a voulu exprimer par cet artifice que la peau des femmes, moins exposées au soleil que les hommes, avait une teinte moins foncée. Une couleur plus pâle paraît avoir appartenu aux classes élevées, comme dans l'Inde, où les castes supérieures ont le teint plus clair que les autres; M. Nestor l'Hôte l'a remarqué pour les fils de Sésostris, et mon ami M. d'Artigues a trouvé, dans la nécropole de Thèbes, deux petits pieds de femme qui étaient d'une délicatesse très aristocratique et d'une parfaite blancheur.

Après avoir passé plusieurs heures à étudier la vie des anciens Égyptiens dans ces demeures de la mort, à recomposer les familles qui les ont creusées pour leur sommeil, à faire, pour ainsi dire, parmi les peintures funèbres et les inscriptions hiéroglyphiques, connaissance avec ces morts dont les images sont accompagnées de leurs noms, de leurs professions, de l'indication de leur degré de parenté, de leurs alliances; après avoir ainsi vécu dans l'intimité domestique de ce passé si ancien et en même temps si conservé, on pourrait dire si présent; nous avons repris nos ânes, et continué à nous éloigner du fleuve à travers une plaine nue. Après nous être arrêtés pour visiter deux petits temples élevés, l'un par Sésostris, l'autre par un Ptolémée, nous sommes arrivés vers le soir à un édifice charmant, comme l'est toute architecture qui appartient à l'élégante époque des Thoutmosis et des Aménophis.

Aménophis III, celui que les Grecs ont confondu avec Memnon, celui

dont l'image est figurée par le double colosse de la plaine de Thèbes, Aménophis III est représenté ici offrant un hommage religieux à la déesse du lieu (1) et à son père, qui est associé, comme il arrive souvent, au culte que reçoivent les divinités. J'ai copié une grande partie des inscriptions tracées sur les murs de ce temple, qui n'ont jamais été recueillies dans leur ensemble, et qui mériteraient de l'être; les peintures qui les accompagnent mériteraient également d'être copiées avec soin, car il y a là des marques évidentes de remaniemens et de surcharges considérables. Ces remaniemens se montrent dans beaucoup de monumens de l'Égypte et de la Nubie, et semblent se rapporter à une révolution religieuse et politique qui se rattacherait à la fois au culte du dieu Ammon et au nom d'Aménophis III, nom dans lequel entre celui de ce dieu. C'est un point curieux à éclaircir. Je me borne à signaler le temple à l'est d'Élithyia comme un des exemples les plus frappans et les moins étudiés de ces substitutions de certaines peintures et de certains cartouches à d'autres peintures et à d'autres cartouches, seule trace de vicissitudes sociales et religieuses aujourd'hui inconnues.

La nuit nous a surpris dans le temple, et nous sommes revenus par un admirable clair de lune qui faisait étinceler d'une lumière blanche et vive le sol aride sous les pas de nos montures, tandis que la température la plus suave nous délassait des ardeurs de la journée.

Edfou.

Le grand temple d'Edfou est une des ruines les plus imposantes de l'Égypte; quand il apparaît de loin aux voyageurs qui remontent le Nil, les deux massifs de son gigantesque pylône ressemblent un peu aux tours d'une cathédrale.

Les deux temples d'Edfou ne remontent pas au-delà de l'époque des Ptolémées; le grand temple est un des monumens les plus imposans et les plus majestueux de l'Égypte. Ici le goût grec n'a point rendu plus sveltes les proportions des colonnes comme à Esné. L'architecture égyptienne, au contraire, est devenue plus massive et plus compacte qu'au temps des Pharaons. Si l'on voulait prendre un type de cette architecture telle qu'on se la figure ordinairement, c'est le grand temple d'Edfou qu'on choisirait, et précisément ce temple n'est pas de l'époque égyptienne. En approchant, on voit d'abord les deux massifs du pylône parfaitement conservés et sur ces massifs l'image gigantesque d'un roi tenant de la main gauche par les cheveux un groupe de vaincus que de la droite il menace de frapper. C'est un Ptolémée qui est re-

(1) La déesse Sowan, qui présidait aux accouchemens, d'où les Grecs avaient nommé la ville Élithyia.

présenté dans cette attitude traditionnelle, donnée si souvent sur les monumens pharaoniques aux rois conquérans de la dix-neuvième dynastie; ce Ptolémée singe Sésostris. On a cru que ces représentations indiquaient chez les anciens Égyptiens l'usage de sacrifices humains : c'est une erreur. Le monarque brandissant la massue, les captifs agenouillés devant lui et saisis par sa main puissante, formaient un groupe hiéroglyphique, exprimant, dans de vastes proportions, l'idée de la soumission absolue au vainqueur, du droit de vie et de mort dont celui-ci était investi, et rien de plus. Cet immense hiéroglyphe, répété sur chacun des massifs du pylône qui sert de porte au temple d'Edfou, devait produire chez ceux qui arrivaient à cette porte colossale une forte impression de terreur et de respect en leur présentant une image parlante de la puissance souveraine et formidable de leur roi.

La cour, entourée d'un péristyle, est malheureusement en partie encombrée. En plusieurs endroits, les énormes chapiteaux semblent sortir de terre et s'épanouir à la surface du sol comme une fleur sans tige. Il en résulte un effet extraordinaire, et qui a quelque chose de monstrueux. Un déblaiement, facile à exécuter, permettrait de contempler sous son véritable aspect cet édifice, dont les proportions réelles échappent aujourd'hui au regard, et qui semble un géant enfoui jusqu'à la ceinture et dominant encore de son buste énorme les chétives statures des hommes.

Après avoir fait le tour du temple intérieurement et extérieurement, — car à l'extérieur il est couvert aussi d'hiéroglyphes, — et avoir recueilli ceux qui me paraissaient offrir quelque intérêt, je suis venu me reposer d'une journée laborieuse en m'asseyant sur le mur qui enceint la partie postérieure du temple. Là, les pieds ballans, l'esprit et le corps alanguis par l'attention et la fatigue, j'ai contemplé long-temps d'un regard rêveur la plaine, entrecoupée de terrains arides et de terrains cultivés, qui s'étendait devant moi, tandis que les approches du soir ramenaient les fellahs vers leur pauvres demeures, vers les huttes de terre que je voyais là-bas au dessous de moi comme des taupinières. Après avoir joui long-temps, sur le mur où j'étais perché, du calme, du silence et de la sérénité qui m'entouraient, je suis redescendu, j'ai regagné ma barque, et, le vent du nord s'étant levé, nous avons continué notre route aux clartés de la lune, qui répandait sur le Nil une blancheur lactée et faisait resplendir les rames dans la nuit.

Sur le Nil.

Tandis que nous voguons, poussés doucement par un vent favorable, les matelots, qui n'ont rien à faire, racontent des histoires. L'un d'eux dit la sienne, que Soliman me traduit à mesure. « J'étais maçon; le grand pacha, qui avait des pierres à transporter, me fit capitaine de

barque. Comme je criais toujours : Je ne suis pas matelot, je suis maçon, l'on me mit de force sur la barque que je devais commander, avec des soldats pour me contraindre à être capitaine; puis on me prit mon manteau, pour m'empêcher de fuir. Je leur disais : J'ai froid, rendez-moi mon manteau. Alors ils me prirent mes deux chemises, toujours pour me forcer à être capitaine; mais je parvins à rattraper mes deux chemises, mon manteau, et je m'enfuis. » Je m'intéressais à ce pauvre diable, victime d'une tyrannie à laquelle j'avais échappé à grand'peine aussi bien que lui. Le pacha avait voulu faire de ce maçon un capitaine, comme de moi un mathématicien.

L'ombre est rare sur les bords du Nil, où dominent l'acacia, qui fournit la gomme appelée arabique, et le tamarisque au mince feuillage, célébré par les poètes arabes. C'est un trait des sites de ce pays, dit avec raison un des savans de l'expédition d'Égypte, M. de Rozière, d'être dénués d'ombrages sans être pourtant dénués d'arbres. Cela est assez triste; un arbre sans ombre est un peu comme une fleur sans parfum. Le sycomore offre seul un épais et frais ombrage; mais il est rare en Égypte, et, à mesure qu'on avance vers le sud, il le devient toujours davantage. L'ombre diminue alors qu'elle serait plus nécessaire. Je ne sais pas ce que Bernardin de Saint-Pierre aurait dit de cette *harmonie de la nature.*

La sensitive est douée dans ce pays d'une grande irritabilité. On sait que cette irritabilité singulière, qui lui a fait donner par les botanistes le seul nom gracieux qu'ils aient inventé, *mimosa pudica*, augmente avec la température, par l'action de la lumière, par la présence d'une séve abondante; elle semble donc déterminée par des conditions semblables à celles qui excitent la sensibilité physique des animaux. Un dernier trait de ressemblance, c'est qu'elle est paralysée par l'éther.

Le palmier est le compagnon fidèle du voyageur qui descend ou remonte le Nil. La forme de ces arbres semble d'abord monotone, mais leur attitude et leur disposition varient à l'infini. Tantôt ils se groupent en bouquets, tantôt ils s'allongent en allées ou s'étendent en forêts sur les bords du fleuve. La constance de leur forme ne lasse point; l'œil s'y accoutume et s'y attache comme à une sorte d'architecture végétale qui plaît en raison de sa régularité. De même que les colonnes des temples égyptiens imitent souvent le palmier par la décoration de leurs chapiteaux, le palmier rappelle les colonnes par ses chapiteaux vivans.

Quoi qu'on en ait dit, le palmier, en Égypte du moins, se montre bien avant les tropiques (1). Cet arbre est utile autant que poétique,

(1) A peine trouve-t-on le palmier au-delà des tropiques, dit l'agronome Tessier, *Journal des Savans*, t. II, 408. Il paraît que dans l'Inde le palmier ne croît que dans les régions tropicales où il n'y a pas de fortes pluies. — Lassen, *Indische Alterthums-*

ses usages sont innombrables : il subvient à presque tous les besoins de la vie. Son fruit est le pain de l'Arabe; aussi le palmier lui est-il cher comme le cheval et le chameau. L'Arabe dit que le palmier lui appartient, car il a conquis toutes les régions où croît cet arbre de Mahomet, qui prospère seulement dans les pays où l'on professe l'islamisme. D'après une légende musulmane, comme il restait un peu du limon dont Dieu avait pétri le corps de l'homme, il s'en servit pour former le palmier, qui est le frère de l'homme. Les dattes sont citées par Varron parmi les mets étrangers aimés des Romains, et on lit dans Grégoire de Tours qu'au VIIe siècle un cénobite des environs de Nice se nourrissait de dattes apportées par des marchands égyptiens (1), fait curieux pour l'histoire du commerce de l'Égypte avec l'Europe, continué à travers les plus sombres époques du moyen-âge.

Silsilis.

Ici le lit du Nil se resserre considérablement. Le nom du lieu, qui veut dire en arabe et voulait dire en égyptien *la chaîne*, semble indiquer qu'à une époque très ancienne les rochers de grès qui s'avancent très près l'un de l'autre des deux côtés du fleuve formaient une chaîne ou un barrage de l'un à l'autre bord. Dans l'état actuel, ce point est comme le *Sund* du Nil. Les canges que je vois s'y croiser me rappellent les voiles que je voyais, il y a dix-huit ans, courir entre les rives rapprochées de la Baltique. Quelle distance dans l'espace et dans le temps, et qu'un coup d'œil de la pensée la franchit rapidement!

C'est de Silsilis que sont sortis les monumens de Thèbes. A l'orient du fleuve sont des carrières, dont les parois, taillées à pic et d'une grande hauteur, n'offrent presque point d'hiéroglyphes. Nous avons erré quelques heures entre ces murs immenses, parmi ces gouffres à ciel ouvert, où nulle vie n'habite et où l'on n'entendait que la plainte étrange d'un oiseau invisible, pareille au bruit d'un instrument qui ferait crier la pierre. Cette solitude, ce silence sous un ciel brûlant, me portaient à rêver; j'étais frappé de cette pensée que ce grand vide a été creusé pour en tirer les magnificences que j'ai naguère contemplées; d'ici sont sorties les colonnades de Karnac, de Luxor, de Gournah, de Médinet-Abou, comme des enfans sortent des entrailles de leur mère, et moi j'étais à cette heure enfoui dans les entrailles profondes qui, déchirées pendant des siècles, ont enfanté ces merveilles de Thèbes.

Sur l'autre rive du fleuve, sur la rive occidentale, on trouve les parois des rochers et des grottes funèbres couvertes d'hiéroglyphes.

kunde, 204. — Cela explique comment en Égypte, où il pleut très peu, le palmier s'avance plus au nord.

(1) Grég. de Tours, VI, 6.

Là sont, comme sur le bord opposé, des carrières, mais moins considérables. J'y ai relevé une certaine quantité de signes que nul voyageur n'a recueillis, et que j'ai vus ailleurs sur des rochers. Ces signes ne sont point des hiéroglyphes et ne ressemblent aux lettres d'aucun alphabet connu. Peut-être ont-ils été dessinés par les populations illettrées des bords du Nil. Cependant on reconnaît parmi ces figures bizarres le signe de la vie et peut-être quelque autres caractères hiéroglyphiques; les images de divers animaux ont été grotesquement tracées sur les mêmes rochers; j'ai remarqué des lions, des girafes, des autruches, un éléphant; ces deux derniers animaux ne figurent point dans l'écriture hiéroglyphique. Pour la girafe, on l'ajoute dans cette écriture au mot *grand* comme complément de l'idée de grandeur. L'éléphant a été représenté dans les bas-reliefs égyptiens; l'autruche ne paraît ni sur les bas-reliefs, ni parmi les hiéroglyphes.

. . . . . .

Je suis venu de grand matin copier les inscriptions gravées sur les rochers. Le soleil n'est pas encore levé. A cette heure, il y a dans l'air une suavité, une légèreté dont rien ne peut donner idée; il est délicieux de jouir de cette sérénité matinale en copiant des hiéroglyphes. C'est que, tandis que je les copie, je les reconnais ou les remarque pour les reconnaître ou les deviner; j'entrevois, tout en écrivant, le sens qui s'éclaircira plus tard, et cette occupation, quelque intéressante qu'elle soit, n'absorbe pas tellement mon attention, qu'elle me rende insensible au charme de cette admirable matinée, à la beauté de la lumière, du ciel, des eaux. Aucun bruit ne se fait entendre; je suis là seul au bord du Nil comme dans mon cabinet. Les oiseaux qui s'éveillent chantent pour m'encourager à l'ouvrage; un gros serpent noir se glisse à travers les broussailles, mais il s'éloigne bien vite pour ne pas me troubler.

Après les stèles ou plutôt les pans de rochers sur lesquels sont gravées de grandes inscriptions historiques qui se rapportent à divers Pharaons de la dix-neuvième dynastie, et les chapelles où ces rois sont représentés offrant ou recevant un hommage religieux, j'ai visité les grottes funèbres creusées dans le rocher. Ces grottes sont toujours l'objet de ma prédilection, parce que les inscriptions qu'elles renferment sont celles qui peuvent jeter le plus grand jour sur l'organisation de la famille et de la société, et que cette histoire, non des faits, mais des hommes, est celle qui m'intéresse le plus. Je crois avoir recueilli le premier quelques-unes de ces inscriptions. Les chambres sépulcrales sont parfois taillées à une certaine hauteur dans le rocher, et, pour grimper jusqu'à elles, pour passer de l'une à l'autre sans me casser le cou ou les jambes, j'avais grand besoin du secours de Soliman; ce secours, du reste, m'a été souvent précieux, et je ne saurais trop re-

commander ce drogman modèle aux voyageurs pour son adresse, ses prévenances, son intelligence et sa résolution.

Dans plusieurs de ces grottes, on voit des statues qui représentent en général le couple défunt qui y fut enseveli. Ces statues sont assises dans le fond de la grotte, comme les statues des dieux au fond des temples. Sur les parois, les mêmes personnages sont représentés recevant l'hommage de leurs descendans. Devant eux est une table chargée d'offrandes, et on fait des libations en leur présence comme en présence des dieux. La vénération des ancêtres a donc enfanté ici un véritable culte; la religion des morts était en Égypte une véritable religion. Ces grottes sépulcrales sont des chapelles. Ici, comme à Elithyia, on voit le passage de la tombe de famille aux grands temples creusés dans le roc d'Ipsamboul et de Guerché-Hassan. Il ne faut pas oublier que, selon les idées des Égyptiens, qui associaient la pensée de la mort à tout, chaque tombeau est un temple, et chaque temple, à quelques égards, un monument funèbre.

La structure géologique de l'Égypte est très simple : les terrains calcaires s'étendent depuis la mer jusqu'à Silsilis; ici commence à se montrer le grès; le granit paraît un peu avant la première cataracte. On ne voit point de traces de terrains volcaniques. L'Égypte, pays de stabilité par excellence, ne paraît pas avoir éprouvé de grandes commotions géologiques. Les tremblemens de terre y sont rares, bien qu'ainsi que le remarque M. Lyell, l'Égypte soit placée sur une ligne où il y en a beaucoup. Les institutions antiques s'élevèrent sur un sol immuable comme elles. Toutefois il ne faudrait pas trop insister sur ce rapprochement, car les anciens remarquaient également, de l'Égypte et des Gaules, qu'elles étaient peu sujettes aux tremblemens de terre (1), et on ne saurait dire que le caractère du génie gaulois soit l'immobilité. Les tremblemens de terre ne sont pas d'ailleurs inconnus en Égypte, les historiens musulmans en ont mentionné plusieurs; le Caire vient d'en éprouver un, assez faible, il est vrai, il y a quelques semaines.

Ombos.

Le grand temple d'Ombos est remarquable entre tous les temples de l'Égypte par une singularité de structure dont il n'y a pas d'autre exemple. Ce temple est double, il porte une double dédicace et il a deux entrées principales. Une des moitiés de l'édifice est dédiée à Horus, dieu soleil, et l'autre à Sevek, dieu crocodile. Ces deux divinités, en apparence si différentes, étaient honorées conjointement dans le temple d'Ombos.

(1) *Gallia et Ægyptus minimè quatiuntur*, dit Pline. Pour notre pays au moins, la citation de Pline n'est pas frappante d'actualité.

La première idée qui se présente, c'est qu'un dieu crocodile doit être un dieu dévorant et représenter le principe de la destruction et de la mort, tandis qu'un dieu soleil doit être un dieu bienfaisant et représenter le principe de la fécondité et de la vie; mais un trait fondamental de la mythologie égyptienne est, selon moi, d'associer dans les mêmes types divins les attributs les plus contraires. Il n'est point de divinité égyptienne qui ne soit tour à tour une puissance lumineuse et une puissance de ténèbres, un principe de vie et un principe de mort. Osiris, le dieu bon, comme l'exprime une de ses dénominations, *Onofris;* le dieu solaire, comme le fait voir l'hiéroglyphe de son nom qui est un œil sur un trône; Osiris est aussi le dieu infernal, le terrible juge des morts; par la même raison Sevek, le dieu crocodile, le dieu dévorant dont la queue est l'hiéroglyphe des ténèbres, est assimilé au dieu soleil, à Horus. Sur le mur du portique d'Ombos, tous deux sont placés en regard portant sur la tête le disque solaire. Cette association dans un même type des attributs les plus contraires est, selon moi, le caractère fondamental de la mythologie égyptienne et, je crois, la véritable origine de la divinisation du crocodile, de sa corrélation avec Horus dans le temple d'Ombos.

Il n'y a pas besoin de raffiner, comme on l'a fait, et de supposer que les Égyptiens adoraient le crocodile, parce que, remontant avec la crue des eaux du Nil, il annonce le temps de l'inondation. Cette opinion subtile, admise par plusieurs modernes, repose sur une assertion d'Eusèbe, qui prétend que, dans le langage hiéroglyphique, le crocodile signifiait *l'eau potable;* mais on peut affirmer que cette assertion est sans fondement et que le crocodile n'a jamais, dans les hiéroglyphes, le sens que lui prête Eusèbe (1). Nous savons par Juvénal que des querelles furieuses mettaient aux prises les habitans d'Ombos et ceux de Tentyris (Denderah), parce que les premiers étaient de zélés adorateurs et les seconds d'implacables ennemis du crocodile. Ces querelles acharnées étaient le produit des cultes locaux et montrent quelle énergie animait chacun de ces cultes. En présence de ces faits et d'autres faits analogues, en voyant chaque ville d'Égypte vouée spécialement à l'adoration d'une divinité parfois proscrite dans une autre ville, j'en suis venu à croire que très anciennement chaque partie de l'Égypte avait son animal sacré, qui était pour elle un véritable fétiche, le fétiche de la

(1) De plus, si la cause de l'adoration du crocodile par les Égyptiens devait être attribuée à cette circonstance, que le crocodile pénètre dans l'intérieur des terres à l'époque où le Nil déborde et afflue dans les canaux, nul lieu n'aurait été plus mal choisi pour son culte qu'Ombos, dont le temple s'élève au-dessus d'un escarpement à pic qui ne permettait ni au Nil ni au crocodile de pénétrer dans l'intérieur des terres. Il serait étrange que ce fût précisément dans un tel lieu qu'on eût consacré un temple au dieu crocodile, si les rapports du crocodile avec le débordement pouvaient être la cause de ce culte.

localité comme il arrive aux populations sauvages qui habitent d'autres parties de l'Afrique. Dans cette hypothèse, un corps de prêtres en possession non pas d'une science supérieure (on sait que je ne crois pas à l'existence de cette science chez les anciens Égyptiens), mais en possession d'un point de vue religieux un peu plus élevé et dont l'idée de la vie exprimée par le soleil et par le signe de la reproduction était la base principale; ce corps de prêtres, dis-je, trouvant dans chaque coin de l'Égypte un fétichisme local établi, aurait accepté ce fétichisme en le rattachant à ses propres idées sur la vie et la mort, aurait conservé ces types empruntés à la nature animale, et que la superstition populaire avait consacrés, le bélier, le chacal, l'épervier, le crocodile, et en aurait fait les dieux de son panthéon. Si c'est là l'origine de la religion égyptienne, si elle s'est formée ainsi au moyen d'un dogme sacerdotal greffé sur un fétichisme local, on comprend pourquoi les différentes villes étaient consacrées à des dieux différens, et pourquoi, ces dieux étant primitivement les objets d'un culte indigène, les sectateurs des uns pouvaient être les contempteurs des autres. Le crocodile, devenu le dieu Sevek dans la mythologie égyptienne, avait été probablement le fétiche primitif d'Ombos. Ceci tient, comme on voit, à tout un système sur la religion égyptienne que je n'ai point à développer ici, mais que j'ai cru devoir indiquer à propos du culte particulier d'Ombos et de la disposition extraordinaire de son temple.

Je crois qu'on a trop souvent voulu expliquer les mythologies anciennes par des idées empruntées aux temps modernes et en particulier par des considérations d'utilité matérielle. Cicéron, par exemple, parle de l'utilité de l'ichneumon, du chat, du crocodile. Or, quelle a jamais été l'utilité du crocodile?

Le climat du Nil offre une invariable régularité. Bossuet a pu dire avec raison : « La température toujours uniforme du pays y faisait les esprits solides et constans. » En effet, nulle part dans le monde le jour qui précède n'est aussi semblable au jour qui suit. En Égypte, les caprices de l'atmosphère sont à peu près inconnus; jamais on ne fait entrer dans ses projets les variations des baromètres. On sait d'avance que le lendemain sera semblable à la veille. Le ciel immuable fait paraître le temps immobile.

L'année égyptienne n'était pas divisée comme la nôtre en quatre saisons. Il n'y avait ni un printemps, ni un été, ni un automne, ni un hiver, mais une saison des semailles, une saison de l'inondation, une saison de la récolte. C'est ce que les hiéroglyphes des divisions du temps ont appris à Champollion, qui les a interprétés le premier. Cette division de l'année en trois parties existe encore en Égypte, à ce que m'a dit Soliman, qui ne l'a point trouvée dans les hiéroglyphes. Elle résulte d'une nécessité permanente du climat dans ce pays singulier, où

il n'y a ni une saison froide et une saison chaude, ni une saison sèche et une saison des pluies. Au reste, la division de l'année en trois parties n'est pas particulière à l'Égypte, on la retrouve dans l'Inde; elle ne doit donc pas compter parmi les objections qu'on oppose à l'opinion d'après laquelle l'origine de la civilisation égyptienne serait dans l'Inde, opinion, du reste, que je suis loin de partager.

Le climat de l'Égypte est très sain, les plaies s'y guérissent avec une extrême facilité. Il n'y a que deux maladies à craindre, l'ophthalmie et la dyssenterie; de la première on se défend par des lunettes bleues, de la seconde par un régime sobre et régulier, en évitant la fatigue et surtout le passage de la chaleur du jour à la fraîcheur des soirées enchanteresses et dangereuses du Nil.

L'Égypte est un pays d'une fertilité incomparable; ici les lieux communs de la poésie et les hyperboles de l'éloquence n'ont rien d'exagéré. On fait facilement trois récoltes dans l'année. Il en est de même dans l'Inde. L'Égypte approvisionnait l'empire romain pour quatre mois de l'année. Aussi les anciens ont-ils cru que l'agriculture était originaire d'Égypte et qu'Osiris avait inventé la charrue. Ce qu'il y a de certain, c'est que la charrue, telle qu'elle est représentée sur les monumens, et telle qu'on la voit aujourd'hui aux mains du fellah, est bien la charrue primitive. C'est un hoyau renversé et traîné par des bœufs.

Syène.

Nous nous sommes éveillés au pied d'une berge dorée par le soleil levant et couronnée de palmiers. Les murs d'une petite ville ruinée viennent border le fleuve : cette ville est Syène (aujourd'hui Assouan), la dernière de l'Égypte du côté de la Nubie. Strabon est venu à Syène, Juvénal y fut relégué. Nous touchons à une des extrémités du monde romain.

On prétend que Syène, bien que située un peu avant le tropique, est, grace à diverses circonstances climatologiques, le lieu le plus chaud de la terre. Je ne sais ce qui en est, mais ce que je sais bien, c'est qu'il faisait ce matin une belle chaleur pour la saison. Nous avions le plaisir de mourir de chaud le 3 février, en errant sur l'emplacement de l'ancienne ville. A peine y trouve-t-on quelques débris d'antiquités. Ce qu'on voit en abondance, ce sont des pierres funèbres qui marquent le lieu de nombreuses sépultures mahométanes. Cet emplacement est saint pour les musulmans, et on y apporte de très loin les corps des dévots qui ont désiré y être ensevelis. En réfléchissant que l'île de Philœ, voisine de Syène, était un des endroits où les Égyptiens plaçaient la tombe d'Osiris auprès de laquelle ils se plaisaient à être enterrés, il m'est venu dans l'esprit que la coutume musulmane pourrait bien remonter à l'antique usage égyptien. Ce serait un exemple de plus de ces

traditions qui ignorent leur origine, de ces effets qui survivent à leur cause. Le musulman qui vient de bien loin chercher un tombeau dans le voisinage de l'île sacrée continue sans s'en douter la vieille dévotion égyptienne au tombeau divin d'Osiris.

Nous avons erré curieusement dans les carrières de Syène. Ces carrières sont une plaine de granit taillée à ciel ouvert pour les besoins de l'architecture et surtout de la sculpture égyptiennes. L'Égypte offre, en effet, très peu de monumens construits en granit, mais tous les obélisques, beaucoup de statues et de sphinx sont de granit et de ce granit rose particulier à Syène, d'où il a pris le nom de syénite (1). C'est donc d'ici que sont sortis ces monolithes célèbres qui, après avoir décoré Thèbes ou Héliopolis, embellissent maintenant les places de Rome et de Paris.

On comprend comment ces masses ont pu être détachées. Des trous qu'on voit encore disposés le long d'une fente horizontale montrent par quel procédé on a séparé de la roche de grands morceaux de granit. Dans ces trous, on enfonçait les coins qui servaient à briser le roc. On voit même dans la carrière de Syène un obélisque qui n'a pas été entièrement détaché; il est là couché sur le sol, auquel il tient encore par un côté. En contemplant ce témoignage vivant d'un travail qui a cessé depuis tant de siècles, il semble qu'on assiste à ce travail et qu'on le voie s'interrompre. On peut croire que les ouvriers, après avoir fait leur sieste, vont revenir et terminer leur ouvrage; l'œuvre inachevée semble durer encore.

La grande affaire des voyageurs, c'est d'arranger le passage de la première cataracte. Ce fait seul, que l'on franchit la cataracte dans sa barque en remontant le fleuve, montre combien le nom de cataracte est usurpé. Les cataractes du Nil ne sont que des rapides; en les voyant de près, on cherche à s'expliquer les exagérations dont elles ont été l'objet dans l'antiquité et même dans les temps modernes. Selon Diodore de Sicile, personne ne saurait les remonter, à cause de l'impétuosité du fleuve qui surpasse toutes les forces humaines. Sénèque décrit un vaste précipice dans lequel le fleuve tombe avec un fracas qui fait retentir les environs; Cicéron va plus loin, il parle de ceux qui deviennent sourds par le grand bruit que fait le Nil en se précipitant de montagnes très élevées. Les poètes de la renaissance ne se sont pas fait faute de reproduire et d'amplifier le témoignage des anciens. Politien peint à l'oreille le fracas assourdissant du Nil tombant des hautes cataractes.

Con tal tumulto onde la gente assorda
Dell' alte cataratte il Nil rimbomba.

(1) Malgré son nom, la syénite n'est pas l'espèce de granit dominante à Syène; ce qui caractérise la syénite, c'est l'absence de mica, remplacé par l'amphibole.

Bien que l'exagération soit naturelle aux poètes et aux voyageurs, j'ai peine à croire que le témoignage des anciens fût radicalement faux, et j'incline à penser que la barrière de rochers qui traverse le Nil au-dessus de Syène a pu être abaissée avec le temps par l'effort du fleuve.

Un fait bien curieux, découvert par M. Lepsius, pourrait avoir quelque rapport avec cet abaissement des rochers. Au-dessus de la seconde cataracte, à Semnéh, il a trouvé des marques gravées, il y a près de quatre mille ans, sur le roc pour indiquer les hauteurs atteintes par le niveau du fleuve à diverses époques du règne de ce Pharaon, qui, à une autre extrémité de son vaste empire, creusait le lac Mœris et construisait le labyrinthe. Ces marques avec la date de l'année du règne se voient encore sur les bords escarpés du Nil, comme les grandes crues de la Seine sont marquées sur les piliers de nos ponts. Or, ces marques sont beaucoup au-dessus du niveau actuel. Les rochers ont donc pu former autrefois comme un barrage d'où les eaux se précipitaient en cascade et qu'elles auront fini par briser. La même chose a dû arriver pour la première cataracte. Ainsi serait expliquée l'origine d'une renommée qui se serait prolongée long-temps encore après qu'elle aurait cessé d'être méritée. On vit quelquefois sur une vieille réputation dont on n'est plus digne. Quoi qu'en ait pu dire Diodore de Sicile, nous allons franchir la cataracte à l'aide d'un bon vent de nord et d'une centaine de Nubiens qui doivent aider la puissance du vent, et avec des cordes diriger notre barque au milieu des rochers.

L'objet de notre négociation chez l'aga a été de faire prix pour ce secours nécessaire, et, comme toute négociation avec les Arabes ou les Nubiens, elle a été longue et fort accompagnée de gesticulations, exclamations, réclamations et pourparlers sans fin. J'assistais à tout ce débat, qui se passait entre Soliman et les naturels du pays, assis à côté de l'aga et fumant avec une grande majesté. Le marché conclu, je me suis mis à fureter dans les rochers pour y trouver quelques inscriptions que j'avais remarquées quand nous nous rendions chez l'aga. Les scènes représentées sur ces rochers sont analogues à celles qu'on voit sur les stèles funèbres. Ce sont des familles adressant des prières aux dieux. Le nom et la condition de chaque personnage sont écrits auprès de lui en hiéroglyphes que j'ai recueillis, car je recueille avec soin tous les monumens qui pourront m'aider à recomposer l'organisation de la famille et de la société chez les anciens Égyptiens.

Nous fîmes une visite à l'île d'Éléphantine, dans laquelle une partie des ruines qu'y trouva encore l'expédition d'Égypte n'existe plus. Ce qui m'a surtout frappé, c'est une porte de granit sur laquelle on lit le nom d'Alexandre (1). Les formules qui accompagnent officiellement le

(1) Suivant Champollion, il s'agit du fils du conquérant et non du conquérant lui-même.

nom de tous les Pharaons, de tous les Ptolémées, de tous les empereurs, font un singulier effet quand on les voit accompagner le nom d'Alexandre. Ces dénominations emphatiques de *seigneur du monde, vainqueur du nord et du midi, de l'Orient et de l'Occident, maître des trônes,* sont vraies cette fois. Ces exagérations, qu'avait imaginées la flatterie et qu'elle distribuait au hasard, la gloire en a fait des réalités.

Nous sommes partis de Syène vers quatre heures, poussés par un vent de nord assez fort pour nous faire remonter rapidement le courant qu'on rencontre après Syène. Ce moment est un de ceux que je n'oublierai pas. Il y avait quelque chose d'imposant dans cette nouvelle phase du voyage. Nous avions pris à bord un pilote nubien, car le pilote égyptien ne nous aurait plus servi de rien au-delà de la première cataracte. Nous allions laisser l'Égypte derrière nous, entrer dans un pays nouveau. Une nouvelle race nous entourait, les visages étaient plus noirs, les physionomies plus étranges. Le passage des cataractes est toujours un événement : comme la barque court quelque risque, on fait porter par terre, à dos de chameau, ce qu'on a de plus précieux. Le lecteur imagine sans peine que, pour moi, c'étaient mes notes et les ouvrages de Champollion. Du reste, rien n'est plus agréable que de se sentir emporté ainsi à contre-courant à travers des rochers qu'on évite adroitement, et qui semblent tourbillonner. Le Nil murmure et bouillonne, le vent lutte contre le courant, la barque penche, on crie : une manœuvre la relève bientôt. Pour la première fois je suis entouré de tous côtés de bords abrupts, formés par des rochers noirs comme du basalte. Ces roches noires percent un sable d'or, car ici le désert est le lit du Nil. Cette côte, d'un aspect si nouveau, paraît fuir et tournoyer autour de moi. Tout enivrés de cette navigation étourdissante, nous arrivons à la première station, qu'on appelle la première *porte*. Nous n'avancerons pas davantage aujourd'hui; demain la barque franchira les autres *portes*, et nous irons par terre nous embarquer plus loin pour passer dans l'île de Philœ; car il y a à voir sur le chemin les débris du mur antique élevé contre les nomades pour la protection des pèlerins qui allaient à Philœ visiter le tombeau d'Osiris; il y a aussi des hiéroglyphes à relever. Les rochers en sont couverts comme aux portes de Syène; dès le soir, j'ai commencé ma chasse, qui n'a pas été sans résultat. J'ai trouvé gravés sur le roc les noms de plusieurs particuliers obscurs et le prénom d'un Pharaon très ancien et très célèbre, Mantonotep. Ici est indiquée la quarantième année de son règne. Ce règne a donc duré au moins quarante ans.

Outre la bonne fortune de mon cartouche, je cherchais avidement les noms obscurs, car je fais une collection de noms propres égyptiens. Il y aura là matière à quelques observations curieuses. Les noms des Pharaons les plus célèbres sont portés fréquemment par des particu-

liers. Il y avait des bourgeois de Thèbes qui s'appelaient Ramsès, Thoutmosis, etc. Comment s'en étonner? Il y en avait bien qui portaient des noms divins, les noms d'Ammon et d'Athor. J'ai trouvé sur ces rochers un Osortasen, et très souvent répété le nom propre d'*Ammoni*, celui dont les Grecs ont fait Ammonios, les Romains Ammonius, et qui reparaît plusieurs fois dans l'histoire de l'école d'Alexandrie. Après ce nom, j'ai vu très souvent un signe singulier, que je ne crois pas un hiéroglyphe, et qui ressemble à un *phi* grec, φ. Peut-être était-ce l'initiale de Philœ. A côté des hiéroglyphes, on a dessiné sur les rochers de véritables *bonshommes*. Évidemment ces inscriptions hiéroglyphiques ont une origine populaire. Quelques-unes ont servi peut-être à désennuyer un soldat de la garnison de Philœ. Ceci pourra étonner ceux qui croient que les hiéroglyphes étaient un mystérieux système d'écriture réservé aux prêtres et inintelligible au vulgaire; mais cette opinion, long-temps régnante, ne peut tenir contre les faits. Les temples, les palais, les tombeaux, les meubles les plus usuels, les ustensiles les plus vulgaires, même les jouets d'enfans trouvés dans les tombes, sont couverts d'hiéroglyphes, destinés évidemment à être lus par tout le monde. Ici, les inscriptions éparses sur les rochers, et qui ne contiennent rien de mystérieux, montrent assez l'universalité et la prodigalité des signes hiéroglyphiques; elles montrent aussi que dans tous les temps certains hommes ont eu la manie de graver pour l'avenir des noms inconnus et d'immortaliser leur obscurité.

Nous avons fait assez de chemin, allant à travers le sable, d'un massif de rocher à un autre, montant et descendant tour à tour, selon que nous apercevions sur un sommet ou dans la plaine la blancheur de quelques hiéroglyphes se détachant sur la pierre noire. De la cime de l'un de ces massifs, où nous avait attirés une convoitise de ce genre, nous avons eu un spectacle qui valait mieux que ce que nous étions venus chercher. Au bout d'une plaine de sable, nous avons aperçu tout à coup, aux dernières lueurs du jour expirant, s'élever, dans la solitude, les monumens de l'île de Philœ. Ces monumens sont à peu près intacts, et nous paraissaient l'être entièrement; rien de moderne ne se mêle à ces temples antiques d'une si étonnante conservation. On pouvait croire qu'on avait devant les yeux une ville égyptienne encore habitée. Quand les pèlerins qui venaient adorer le tombeau d'Osiris découvraient les temples de Philœ, ces temples leur apparaissaient ainsi à l'horizon. Ce qui frappait leurs regards vient de frapper les nôtres, et à cet aspect inattendu d'une ville antique, se dressant tout à coup dans le désert, nos cœurs, à nous pèlerins de l'étude, n'ont pas battu, je crois, moins fortement que les leurs.

Philœ.

Ce matin, après nous être éveillés au murmure torrentueux du Nil, nous nous acheminons sur nos ânes vers le point du rivage d'où une barque nous transportera dans l'île de Philœ. Nous traversons une plaine de sable, et, pour compléter la sensation du désert, on nous parle d'un lion qui a paru dans le voisinage et qui pourrait bien venir manger nos ânes; mais je soupçonne nos Nubiens de vouloir nous flatter. Sans trouver le plus petit lion, nous atteignons un village où nous nous embarquons pour passer dans l'île sainte, dernier asile du culte égyptien, lequel y subsistait encore au VIe siècle.

Ici le Nil est semblable à un lac dont les rives noires et abruptes décriraient de sinueux contours. En pénétrant dans cette anse retirée, il semble qu'on s'éloigne du monde des vivans, et on éprouve un sentiment extraordinaire de silence et de recueillement; on laisse à gauche un rocher couvert de grands hiéroglyphes qui se détachent en blanc sur la teinte sombre de la pierre.

Quelques lambeaux de terrain cultivé se montrent çà et là, quelques palmiers s'élèvent au milieu des masses suspendues, qu'on dirait des basaltes amoncelés. On pense à la Chaussée des Géans d'Irlande sous le ciel de Nubie. Les ruines de Philœ dominent majestueusement ce chaos. En approchant, on voit grandir un pylône qui semble dépasser les lignes des collines environnantes. Les ruines de l'homme paraissent ici plus grandes que les ruines de la nature. Enfin la barque s'arrête au pied d'une berge où croissent quelques arbustes. Nous suivons un petit sentier et nous nous trouvons tout à coup comme par enchantement dans un temple parfaitement conservé que soutiennent des colonnes aux chapiteaux verts et bleus qui ont conservé les teintes des singulières feuilles dont ils se composent. Cette entrée brusque et furtive dans un temple presque intact est une des plus agréables surprises que réserve le voyage d'Égypte. Je me recueille un moment dans ce muet sanctuaire où je viens de pénétrer, mais bientôt la multitude d'hiéroglyphes qui m'entourent sollicitent ma curiosité; je me lève et je commence à m'orienter dans cet ensemble de monumens qui couvrent et remplissent seuls l'île inhabitée de Philœ. Il n'y a rien ici d'un peu ancien, rien qui remonte plus haut que le temps des Césars et des Ptolémées, si ce n'est un petit temple situé à l'extrémité méridionale de l'île et un pylône (1) portant le nom de Nectanébo, le dernier souverain national

(1) Sur ce pylône et sur le grand pylône du temps des Ptolémées, dans lequel il est engagé, se lisent diverses inscriptions grecques et latines. Plusieurs ont été tracées avant les figures et les hiéroglyphes qui les recouvrent en partie, ce qui étonnait beaucoup à une époque où l'on croyait que tout ce qui est égyptien devrait toujours être beaucoup plus ancien que ce qui est grec. M. Durand a rapporté quelques-unes de ces inscriptions

de l'Égypte, contemporain d'Alexandre et son père, suivant une légende inventée par la vanité égyptienne. Ce dernier des Pharaons est leur unique représentant dans l'île de Philœ.

Ce temple du sud, auprès duquel s'élève un obélisque, était consacré à Isis, comme le prouve une inscription hiéroglyphique dont voici la traduction littérale : « Nectanébo a élevé à sa mère Isis la grande demeure d'elle par une construction à toujours. » En suivant une galerie qui ramène vers le nord, on voit Tibère accoutré en Pharaon et sacrifiant au dieu Ammon. Sur une colonne, j'ai lu le commencement du nom de cet empereur, Tib.... La fin du mot n'a jamais été écrite. Qui a arrêté la main du scribe? Est-ce la nouvelle que l'empereur n'était plus? On peut le croire, et ce mot inachevé transporte vivement dans le passé.

En pénétrant dans le groupe de temples qui s'élève vers la partie occidentale de l'île, on trouve à gauche, dans la première cour, une inscription qui, lorsque j'ai quitté Paris, occupait beaucoup les savans à cause de ses rapports avec la célèbre inscription découverte à Rosette, dans laquelle le même texte est, comme on sait, reproduit trois fois : la première en hiéroglyphes, la seconde dans un autre caractère égyptien qu'on appelle démotique ou populaire, la troisième en grec. Tout le monde sait que l'heureuse trouvaille de Rosette, due aux Français, a été le point de départ de l'immortelle découverte de Champollion. Ceux qui voudraient ne pas croire à cette découverte demandent comment, au bout de vingt-cinq ans, on n'a pas encore obtenu, à l'aide de la traduction grecque placée au-dessous du texte hiéroglyphique, une traduction complète de ce texte. Je ne crois pas qu'il fût impossible de la donner aujourd'hui; mais la difficulté à surmonter serait très grande. D'abord le texte hiéroglyphique de l'inscription de Rosette ne nous est point parvenu dans son intégrité; la pierre est tronquée par en haut et obliquement, de sorte que plusieurs lignes de la partie supérieure manquent entièrement et que les autres sont incomplètes à leur extrémité. Le texte hiéroglyphique n'offre pas une seule ligne absolument intacte; de plus le style, comme celui de toutes les inscriptions du temps de Ptolémée, est plus recherché et d'une intelligence beaucoup plus difficile que sous les Pharaons. Il peut sembler bizarre de juger du style d'une inscription hiéroglyphique comme s'il s'agissait de la latinité d'un auteur romain; pourtant il suffit d'une assez légère connaissance des hiéroglyphes pour reconnaître bien vite, non seulement à la forme des caractères, mais au choix des expressions, si l'inscription appartient à l'époque des Pharaons ou à celle des Ptolémées. Sous ces

à mon illustre confrère M. Letronne, qui en a enrichi l'atlas du second volume de son savant et ingénieux ouvrage sur les inscriptions grecques et latines de l'Égypte.

derniers, le style hiéroglyphique, je maintiens l'expression, est beaucoup moins simple; les signes qui sont, on s'en souvient, tantôt des lettres, tantôt des mots, offrent une étrangeté et une complication qu'on ne trouve point sur les anciens monumens. Si l'inscription de Rosette avait mille ans de plus d'antiquité, elle eût été déchiffrée plus facilement. Mais, direz-vous, on a le grec qui peut donner le sens de l'égyptien? Le sens général sans doute, mais pas toujours, je puis l'assurer, une version parfaitement littérale. C'est à tous ces obstacles qu'il faut s'en prendre si nous n'avons jusqu'ici de l'inscription de Rosette que la traduction d'un certain nombre de phrases seulement (1).

Ce qui précède se rapporte au texte hiéroglyphique de l'inscription de Rosette. Quant au texte démotique placé au-dessous du premier, il a été, dans ces derniers temps, l'objet d'une découverte importante. Rien n'a été publié de Champollion sur le démotique. On nomme ainsi de certains caractères entièrement différens des hiéroglyphes, et qui semblent avoir été d'un usage plus général. Bien que les hiéroglyphes, ainsi que nous l'avons vu, ne fussent point, comme on l'a dit, la propriété exclusive des prêtres, l'écriture démotique ou populaire (c'est le sens de ce mot) était fréquemment employée. On possède des contrats démotiques en assez grand nombre, et je n'ai pas vu de monumens, en Égypte, où quelque inscription démotique n'ait été gravée, probablement par la dévotion des voyageurs. Enfin un papyrus très précieux, le papyrus de Leyde, offre un certain nombre de mots écrits en caractères démotiques, accompagnés de leur transcription en caractères grecs. Le papyrus de Leyde étant postérieur de plusieurs siècles à la pierre de Rosette, l'alphabet fourni par les transcriptions en lettres grecques que renferme le premier ne peut suffire pour lire le texte démotique conservé sur cette pierre. Voilà où en étaient les choses (2), quand M. de Saulcy a publié un alphabet démotique plus complet qu'aucun autre. Appliquant l'instrument découvert par lui à la lecture du texte démotique de Rosette, il y a trouvé des mots dont le sens, expliqué à l'aide du copte, se rapporte au sens contenu dans le texte grec. M. de Saulcy poursuit l'épreuve de sa méthode en l'appliquant à toute la partie con-

(1) Champollion en a donné quelques-unes dans sa grammaire. Savolini avait commencé une traduction analytique de l'inscription de Rosette.

(2) Depuis, M. de Saulcy a publié en un volume in-4° de 262 pages la traduction d'une partie notable du texte démotique de Rosette, établie sur une analyse approfondie de ce texte déchiffré pour la première fois. Il est impossible que, dans un travail si hardi et si nouveau, des erreurs de détail n'aient pas échappé à M. de Saulcy; mais il est encore plus impossible que la science n'ait été considérablement avancée par ce travail. Une nouvelle épreuve vient de confirmer les principes de M. de Saulcy. Ce savant a lu récemment à l'Académie des inscriptions la traduction d'un morceau écrit en caractères démotiques. Il y est traité du dieu Ammon. M. de Saulcy regarde ce fragment mythologique comme ayant été écrit à Alexandrie vers le temps de Dioclétien.

servée du texte démotique. Ce n'est qu'après que l'épreuve aura été poussée jusqu'au bout qu'elle sera décisive; mais ce que je ne crains pas d'affirmer dès aujourd'hui, c'est que les vrais principes de la lecture et de l'interprétation du démotique ont été posés par M. de Saulcy. Grace à lui, deux vérités que n'avait point vues Champollion sont acquises à la science. La première, c'est que la langue du texte hiéroglyphique n'est pas exactement la même que la langue du texte démotique, l'une correspondant au dialecte sacré et l'autre à l'idiome populaire; la seconde, c'est que, sauf un très petit nombre de cas dans lesquels l'écriture démotique a conservé les signes figuratifs de l'écriture hiéroglyphique, cette écriture n'est pas, comme la première, en partie idéographique, en partie phonétique (c'est-à-dire représentant par ses signes tantôt des idées, tantôt des sons), mais qu'elle est purement phonétique, de sorte qu'elle ne contient que des signes de sons, de véritables lettres. L'alphabet démotique est donc un véritable alphabet. Ces deux opinions que M. de Saulcy a établies le premier, et qui sont fondamentales, me paraissent devoir rester, quand le progrès d'une science qu'il a créée devrait rectifier quelques-uns des résultats auxquels il est parvenu. Telle est l'histoire sommaire des travaux auxquels a déjà donné lieu la triple inscription de Rosette.

On conçoit combien l'intérêt des savans dut être excité, quand on apprit que M. Lepsius venait de découvrir sur un mur du grand temple de Philœ un autre exemplaire du décret de Rosette en caractères hiéroglyphiques et en caractères démotiques. Le texte grec manquait ici; mais, presque complet sur la pierre de Rosette, son absence était moins à regretter. La joie des égyptologues fut grande. Au lieu d'une inscription dont le tiers supérieur est détruit, et dont pas une ligne n'est intacte, on allait avoir la partie hiéroglyphique tout entière et une précieuse ressource pour déterminer les caractères douteux de l'inscription démotique. Si l'envie de rapporter le plus tôt possible à mon pays une empreinte de cette précieuse inscription ne fut certes pas l'unique motif de mon voyage en Égypte, elle acheva de me décider à l'entreprendre.

Je me suis donc trouvé en présence de cette inscription qu'avaient vue Salt et Champollion, et j'ai compris pourquoi ils ne l'avaient point recueillie. D'abord elle est placée à une hauteur de dix pieds, et, sans une échelle apportée du Caire, mon compagnon de voyage, M. Durand, n'aurait pu prendre laborieusement une empreinte en papier de l'inscription. Elle n'est pas aussi bien conservée, il s'en faut, que les premières nouvelles l'avaient annoncé. Le grès dans lequel les caractères sont tracés a souffert, et de plus de grandes figures accompagnées d'hiéroglyphes ont été tracées par-dessus l'inscription primitive : c'est un palimpseste hiéroglyphique. Je crains qu'on n'en puisse tirer que

des groupes isolés, mais pas une phrase entière et suivie; c'est donc, par rapport à l'inscription de Rosette, *obscurum per obscurius*. Cependant l'inscription de Philœ ne sera point inutile, elle pourra fournir des variantes curieuses pour les parties où elle suit le texte de Rosette; mais il n'est pas encore démontré que ce soit une reproduction exacte de ce texte. La dernière ligne, qui est bien la même, contient l'injonction de publier le décret *en caractères sacrés, en caractères populaires* et *en caractères grecs*, mais c'est une formule qui a pu être mise au bas de tous les décrets analogues. Une différence notable, c'est qu'auprès du nom du roi Épiphane à Philœ, on lit le nom de la reine Cléopâtre, qui ne figure point sur la pierre de Rosette. Ce fait seul prouve que les deux décrets ne peuvent être identiques, puisqu'à l'époque où fut rendu celui de Rosette, Épiphane avait douze ans et demi, et qu'à cet âge il n'était pas marié à Cléopâtre (1).

Le sanctuaire du grand temple porte les noms de Ptolémée Philadelphe et de Bérénice. Dans l'épaisseur d'une porte qui regarde le Nil, j'ai copié une assez singulière litanie en l'honneur du roi; en voici quelques versets :

« Dieu bienfaisant, mine d'or et d'argent de tout le pays.
« Dieu bienfaisant, soleil de l'Égypte, lune des pays étrangers.
« Dieu bienfaisant... qui a été père plusieurs fois par sa femme. »

Ici l'expression est d'une franchise que j'ai dû adoucir dans la traduction; l'hiéroglyphe, encore plus que le latin, *brave l'honnêteté*. La partie du temple qui date de Philadelphe est supérieure, pour le goût des sculptures, à ce qui est l'œuvre de ses successeurs; mais la distance est encore plus grande entre les monumens de Nectanébo, le dernier des Pharaons, et ceux de Philadelphe, le second des Ptolémées. Le commencement de la décadence est très sensible en passant de l'époque égyptienne à l'époque grecque. Une fois qu'on est entré dans celle-ci, la décadence continue, mais moins visiblement. Un petit temple très élégant, à l'est, n'a pas été achevé. Ses colonnes s'élèvent avec leurs chapiteaux à feuilles de lotus, comme une corbeille imparfaite. On aime à y lire le nom de Trajan. Voici comment M. Lancret (2) explique l'effet particulièrement gracieux de ce petit temple. « Ces colonnes ne sont pas plus élancées que dans les autres temples, mais elles sont surmontées d'un dé égal au quart de leur hauteur, ce qui donne à l'ensemble de l'édifice un air de légèreté qui contraste avec les proportions ordinaires des monumens. »

(1) Letronne, *Inscriptions égyptiennes*, I, 265.
(2) *Expédition d'Égypte, Antiquités*, I, 13.

Plus loin mes yeux ont salué, au milieu des hiéroglyphes, l'inscription suivante :

L'an VI de la république,
Le 13 messidor,
Une armée française commandée
Par Bonaparte est descendue
A Alexandrie.
L'armée ayant mis, vingt jours
Après, les Mamelouks en fuite
Aux Pyramides,
Desaix, commandant la
Première division, les a
Poursuivis au-delà des
Cataractes, où il est arrivé
Le 18 ventôse de l'an VII.

Une main insolente avait ajouté : *Où était cette armée en* 1814? Une main indignée a répondu par ces mots : *Ne salissez pas une page de l'histoire.*

C'est un charme de passer plusieurs jours dans cette île de ruines, allant d'un temple à l'autre sans y rencontrer d'autres habitans que les figures mystérieuses qui couvrent les murs et les tourterelles qui roucoulent sur les toits. Je me trompe; dans un petit édifice, j'ai trouvé une pauvre femme dont tout le mobilier consistait en une écuelle de bois. A la rigueur, cela suffit pour vivre sous le ciel d'Égypte; mais quelle vie! La nuit, nous écoutions le gémissement des roues à pots qui ne s'arrêtent jamais; ce gémissement nous semblait le soupir de l'Égypte, s'élevant comme une plainte à demi étouffée de cette terre misérable vers le ciel magnifique, à travers la sérénité des nuits. Avant le jour, nous étions assis sur une petite éminence au centre de l'île, et nous regardions le soleil poindre tout à coup derrière le faîte des temples. Quelles journées dans mon souvenir que ces journées de solitude, de travail et de rêverie, dans cette île inhabitée et peuplée de merveilles, qui était notre empire!

J.-J. Ampère.

LA

PROPAGANDE DÉMOCRATIQUE

EN POLOGNE.

J'ai dernièrement expliqué l'origine, le caractère et le but de cette conspiration permanente organisée dans l'exil par les démocrates polonais (1); j'ai tâché d'éclaircir la mission particulière qu'ils s'étaient attribuée vis-à-vis d'une société si différente de nos sociétés modernes; j'ai montré comment ils entendaient reconstruire un peuple et ressusciter une patrie en faisant leurs paysans propriétaires pour les faire citoyens. Je n'ai point alors dissimulé les erreurs et les torts qui me semblaient compromettre la noble cause servie par ces ardens soldats. J'ai dit qu'ils avaient été trop cruellement injustes dans leurs inimitiés, j'ai dit qu'ils s'étaient trompés en prenant l'institution républicaine pour la condition exclusive et absolue du progrès national : je le crois encore aujourd'hui; mais alors aussi je disais que la Pologne n'était pas morte tant qu'il lui restait des fils si admirables; je disais, je sentais qu'elle vivait toujours par eux d'une vie profonde et féconde : je le crois aujourd'hui plus que jamais.

(1) Voyez, dans la livraison du 15 février, l'article sur *l'Émigration et la Démocratie polonaises*. — J'emprunte encore cette fois, sinon dans leur ordre, du moins en substance, les excellentes études fournies à la *Gazette allemande* de Heidelberg par son correspondant anonyme. J'ai en même temps sous les yeux les actes complets du dernier procès des Polonais devant la haute cour de Berlin.

Aujourd'hui seulement il est à propos de mettre en une lumière plus éclatante cette vie cachée d'où l'avenir va peut-être sortir demain tout en armes. On a vu par quels ressorts et pour quels plans la *Société démocratique polonaise* s'était peu à peu formée sur la terre étrangère : voyons-la maintenant à l'œuvre sur ce sol sacré de la patrie qu'elle a vraiment reconquis par la grace sanglante du martyre, en attendant qu'elle le possède par le droit triomphant de la victoire. L'émigration à peine assise dans l'exil s'est en effet retournée contre l'impitoyable ennemi qui l'avait bannie; elle est rentrée, de traverse en traverse, au cœur même du pays qu'on lui fermait; elle y a repris pied par la propagande : les émigrés sont devenus émissaires. J'ai raconté leurs principes; je veux à présent raconter leurs actions; la foi n'est rien si l'on ne la confesse; ils ont été jusqu'au fond de la Pologne russe, les glorieux confesseurs de la démocratie. Suivons-les donc sur le théâtre trop ignoré de leurs combats et recueillons les traces trois fois saintes qu'ils ont laissées dans leurs rudes sentiers. Il y a là des exemples qu'il faudrait, à l'heure qu'il est, écrire en lettres flamboyantes partout où l'écriture est libre, pour que cette flamme allât au loin réchauffer tous les cœurs éteints, pour qu'elle pût en ce moment même resplendir à Varsovie. Voilà pourquoi je rassemble encore quelques feuillets épars de cette histoire héroïque qui va peut-être un jour trouver son historien.

L'histoire vraie de la Pologne est depuis long-temps toute pleine de tragiques mystères; elle est ensevelie sous les voûtes épaisses des mines, dans l'ombre des casemates et des basses fosses, dans l'ombre plus secrète encore des ames ulcérées. D'autres peuples sans doute ont été déjà des peuples martyrs, mais du moins ont-ils souffert au grand jour, et, quand ils gravissaient leur Calvaire, ils pouvaient penser que le monde les regardait. Il n'en est point ainsi de la Pologne : sa voie douloureuse est une voie souterraine. Nul ne saura les vertus qu'elle a consumées et comme enfouies dans les ténèbres de la persécution. Tout a passé là; tout ce que le caractère national avait d'énergie, de souplesse et d'audace, tout a été absorbé par un seul et même effort : lutter, pâtir et mourir en silence; une lutte de muets étranglés par des muets!

Aussi Mickiewicz, le poète de la Pologne nouvelle, c'est le poète des cachots. *Konrad Wallenrode*, le plus cher enfant de son génie, le héros des *Dziady*, c'est un prisonnier sublime, tantôt désespéré jusqu'à blasphémer Dieu, tantôt ravi jusqu'aux extases du mysticisme. Cette œuvre fantastique des *Dziady*, cette épopée grandiose qui se déroule entre des caporaux, des geôliers et des *knouteurs* russes, c'est presque partout une peinture de supplices dont la réalité ferait pâlir des toiles espagnoles. L'hospitalité de la France n'a pas même calmé l'imagination malade de l'illustre exilé. Ces sombres rêves de misères et de tourmens n'ont pas cessé de le poursuivre chez nous. Rien n'est triste à lire comme cer-

taines pages de ce livre singulier qu'il donna dans notre langue il y a bientôt trois ans (1). Je ne parle pas tant des hallucinations de sa métaphysique d'illuminé; je parle surtout de quelques rares endroits où l'on sent l'instinct de l'artiste et la mélancolie du patriote s'allier si bien ensemble avec une si touchante étrangeté. Ainsi, par exemple, interrogeant la statuaire antique, Mickiewicz redemande à ses monumens les types slaves qu'elle a conservés. Tous ceux qu'il revendique, tous ceux qui lui représentent ses ancêtres, ce sont des types de victimes et de bourreaux. Winckelmann ou Visconti ne trouvera dans le *Rémouleur* qu'un esclave phrygien aiguisant le couteau avec lequel Apollon va égorger Marsyas : pour Mickiewicz, le *Rémouleur* est un bourreau slave, un soldat russe. Mesurez seulement l'angle facial de ce crâne déprimé: n'est-ce pas un crâne moscovite? Étudiez sur ce visage fatigué cette expression originale de sinistre bonhomie et de résignation lugubre : ne reconnaissez-vous pas un impassible exécuteur des vengeances tsariennes? Et les *Prisonniers* de la colonne Trajane, est-ce qu'ils ne ressemblent pas à ces convois de Polonais et de Lithuaniens enrôlés par force, que l'on rencontre sur les grands chemins du Nord, les mains liées et la tête basse, marchant en longues files pour aller périr au Caucase? Et les *Caryatides*, les hommes-piliers avec leurs fortes épaules et leurs larges nuques, est-ce qu'on n'en aurait pas toujours les modèles dans les mines de Sibérie ? « Je ne pousserai pas plus loin les analogies, s'écrie enfin le poète désolé, il m'en coûterait trop de songer au *Gladiateur mourant.* »

Oui, l'esclave enrégimenté, l'esclave enchaîné, l'esclave torturé, l'esclave tourmenteur, tels sont encore les horribles tableaux sans cesse exposés aux regards de la Pologne. Elle n'a de choix qu'entre toutes ces formes de l'esclavage, et l'une ou l'autre de ces affreuses destinées attend chacun de ses fils. A contempler de pareilles perspectives, l'humeur primitive de la race s'est bientôt altérée. C'était une race vive et légère, facile au bonheur, amoureuse de mouvement et de gaieté, *Slavus saltans*. La Pologne a perdu cette insouciante sérénité de l'esprit slave. Le paysan polonais n'a plus lui-même grand goût pour ces joies d'enfant qui viennent encore si souvent alléger le poids du servage au fond des villages russes. La douceur des mœurs patriarcales, les bénédictions de la vie agricole ne sont guère désormais que des souvenirs sans effet, des mots sans empire. On a pour ainsi dire mutilé les ames en leur retranchant la jouissance de la patrie, et par cette plaie toujours béante s'échappent maintenant et s'enfuient tous les sentimens d'autrefois.

Un seul les a remplacés et subsiste à travers toutes les alternatives de l'exaspération et du découragement; un seul remplit et domine ces

(1) *L'Église officielle et le Messianisme.*

cœurs dévastés : c'est le besoin de protester contre la tyrannie qui les écrase, protestation le plus souvent silencieuse et sourde, mais sans repos du moins et sans trêve. « Ni la compassion ni la cruauté, disait Maurice Mochnacki, ne pourront réconcilier le Polonais avec la ruine de sa patrie. Sous une domination compatissante, il se révolte, parce qu'il le peut; sous une domination cruelle, il se révolte, parce qu'il le doit. » Il est une chanson terrible qui se chante d'un bout à l'autre de la Pologne sur un air traînant et plaintif, comme on les aime dans le pays; c'est avec cette chanson-là que les mères endorment leurs enfans : c'est la chanson des mères polonaises. — La mère polonaise doit de bonne heure accoutumer son fils à savoir ce que c'est qu'une chaîne, ce que c'est qu'un carcan, pour qu'il ne tremble pas plus tard devant le fer de la hache, pour qu'il regarde sans pâlir la corde qui l'étranglera. La mère polonaise doit donner à son fils une prison pour berceau; elle doit l'abreuver de sang et de fiel, l'instruire à maudire, l'habituer au mensonge, au parjure et à l'hypocrisie; car il n'est pas destiné, comme les autres enfans des hommes, à combattre au champ d'honneur pour la liberté, il ne combattra pas à la clarté des cieux. « Celui qui va le provoquer, c'est un lâche espion; celui qui va lutter contre lui, c'est un juge vendu; la lice qu'il va baigner de sa sueur sanglante, c'est un cachot souterrain; l'arbitre qui va prononcer sur son sort, c'est un ennemi qui a soif de vengeance : s'il succombe, il n'aura d'autre monument qu'un gibet, et son nom ne vivra que dans les colloques nocturnes, où ses frères le diront à voix basse. »

Cette litanie sauvage n'est pourtant qu'un fidèle écho des horreurs de la réalité. La poésie n'eût pas trouvé d'inventions aussi lamentables; l'enfer de Dante ne vaut pas les enfers russes, car il est bien entendu qu'il s'agit ici du régime moscovite : l'Autriche ni la Prusse ne pourraient descendre à tant de barbarie. Cette barbarie néanmoins a manqué son effet : au lieu de briser les ames, elle les a repliées sur elles-mêmes; elle leur a donné des forces plus qu'humaines pour se raidir contre leurs tourmens, pour sembler insensibles et froides au milieu de leurs plus poignantes angoisses. Et quelles angoisses, grand Dieu! Comment les rendre? Comment se figurer, par exemple, ces arrestations mystérieuses qui viennent en pleine nuit surprendre toute une famille? La maison est envahie, son chef entraîné : « A ne pas vous revoir! à ne pas vous revoir! » s'écrie-t-il sur le seuil, et c'est là le dernier adieu qu'il laisse à tous les siens, car plutôt que de se rejoindre en Sibérie, mieux vaut ne se rejoindre jamais. La femme abandonnée reste folle de terreur, l'enfant bégaie en pleurant : — Est-ce que le *Moskal* est encore là? Mais, avant de grandir en âge, l'enfant lui-même, tant il est éprouvé, grandit souvent en résignation courageuse. On n'a qu'à lire dans les *Dziady* l'histoire de ces vingt écoliers de Samogitie qu'on expédie pour les steppes, enchaînés sur les fatales *kibitka :*

« Le peuple ceignait la prison d'un rempart immobile; les troupes en armes, les tambours en tête, se tenaient sur deux rangs, comme pour une cérémonie; au milieu d'elles étaient les *kibitka*. L'officier de police s'avance à cheval : sa figure était celle d'un grand homme conduisant un grand triomphe, oui, le triomphe du czar du Nord, vainqueur de jeunes enfans! Au roulement du tambour, on ouvre les portes de l'hôtel-de-ville; ils sortent. Pauvres enfans! ils avaient tous, comme des recrues, la tête rasée, les fers aux pieds. Le plus jeune, âgé de dix ans, se plaignait de ne pouvoir soulever ses chaînes, et montrait ses pieds nus et ensanglantés. L'officier de police, homme plein de compassion, examine lui-même les chaînes : « Dix livres, c'est conforme au poids prescrit. » On emmena Jancewski : je l'ai reconnu. Les souffrances l'avaient fait laid, maigre et noir; mais que de noblesse dans ses traits! Un an auparavant, c'était un sémillant et gentil petit garçon; aujourd'hui, il regardait de dessus la *kibitka* comme le grand empereur du haut de sa roche isolée. Tantôt d'un œil fier, sec, serein, il semblait consoler ses compagnons de captivité; tantôt il saluait le peuple avec un sourire amer, mais calme; il semblait vouloir lui dire : Ces fers ne me font pas tant de mal. La *kibitka* s'élance, il arrache son chapeau de sa tête, se dresse, élève la voix, crie trois fois : *La Pologne n'est pas encore morte!* et il disparaît derrière la foule. Mes yeux suivaient toujours cette main tendue vers le ciel, cette tête sans tache qui brillait au loin, annonçant à tous l'innocence de la victime et l'infamie des bourreaux. Cette main, cette tête sont encore devant mes yeux. Si je les oublie, toi, mon Dieu! oublie-moi dans ton paradis! »

Cette force d'ame des enfans, combien de fois ne s'est-elle pas aussi révélée chez les femmes, et par quels traits de douloureuse patience ou de sombre énergie! Ainsi, la comtesse Émilia Plater, l'héroïne de 1831, ne put se résigner à quitter cette chère patrie qu'elle avait tant aimée. On la disait morte en Angleterre ou en France; elle vivait encore, il n'y a pas long-temps, au fond d'un domaine de la Pologne russe, cachée sous des habits de paysanne qu'elle porta durant des années, et durant des années réduite aux plus grossiers travaux. Traitée le jour comme une servante par les hôtes qui lui gardaient ce secret périlleux, le soir, quand tout redevenait muet et calme, elle voyait à ses pieds la famille entière lui demander pardon d'un abaissement qui faisait la sûreté commune. Rappellerai-je aussi cette mère aveugle qui passait les plus froides nuits d'hiver collée, si j'ose ainsi parler, aux murs d'une prison, dans l'espoir d'apprendre par quelque indice si la prison lui conservait du moins le fils unique qu'elle lui avait ravi? Une fois enfin vint un cri qui la rassura, un cri sourd qui perça l'épaisseur des voûtes : son fils vivait encore, puisqu'il criait sous la verge.

« Nos souffrances sont nos exploits, » dit un poète polonais. Le mot est d'une vérité cruelle. Pour ces malheureux qui avaient perdu jusqu'à la chance de se battre, l'orgueil de bien souffrir avait remplacé l'orgueil de vaincre. Lors du procès des Polonais de Posen, les Polonais de « la couronne, » comme se nomment ceux du royaume, témoi-

gnaient hautement le peu d'estime que leur inspirait l'attitude de leurs compatriotes vis-à-vis de la justice prussienne. Ils s'indignaient lorsqu'ils entendaient les prisonniers de Berlin se plaindre de la longueur des interrogatoires et de l'humidité de leurs cellules.— Chez nous, écrivait-on dans les correspondances de Varsovie, chez nous, le prisonnier est éveillé en sursaut à une heure du matin, interrogé par un gendarme et battu jusqu'au sang à la moindre contradiction. L'on a bien osé comparer la geôle prussienne à la geôle russe; mais oublie-t-on déjà tout le martyrologe de nos dernières années : Grzegozewski devenu fou dans la citadelle, le sénateur Wieloglowski mort d'épuisement après un mois de prison, la fiancée de Dobrycz sortant du cachot pour aller rendre l'ame dans une maison d'aliénés, Morsztyn se brisant la tête aux murailles et Lewitu se brûlant tout vivant dans son lit pour en finir avec le supplice de leur atroce existence? Les Polonais « de la couronne » retrouvaient ainsi au fond d'eux-mêmes cette antique jalousie qu'ils avaient jadis nourrie contre la Grande-Pologne, mais c'était maintenant pour lui disputer l'honneur d'avoir éprouvé le pire destin. «Non, vous n'étiez point malheureux, disaient-ils à leurs frères de Posen, vous qui pouviez confesser le nom de la patrie devant un tribunal public, devant une nation toute pleine de sympathie, devant des juges qui n'avaient pas cessé d'être hommes, et cependant le cœur vous a manqué plus d'une fois! Il valait mieux que vous, notre Antoine Paprocki, lorsque, étendu sur le chevalet pour l'amour de la Pologne, il parlait encore avec le même enthousiasme de la sainteté de ses espérances; et cela, c'était entre quatre murs, face à face avec un bourreau sans entrailles!» Comment assez exprimer ce qu'il y a de douloureux dans l'amère rivalité de ces martyrs, qui voudraient tous avoir mérité la palme la plus sanglante?

Tel est l'état moral au milieu duquel s'est accomplie l'action de la propagande polonaise; tels sont les caractères qu'elle avait à mettre en jeu. Il a fallu qu'elle se tînt au niveau de cette exaltation générale des esprits, qu'elle la dominât et l'employât au service de ses principes. La tâche n'était pas facile. Pour les démocrates, en effet, il ne s'agissait point d'une conspiration immédiate; j'ai dit avec quelle rigueur Maurice Mochnacki condamnait toute explosion prématurée : avant de conspirer, il était besoin de former des conspirateurs. La propagande, au lieu d'être un complot en activité, devait être seulement un complot en préparation, une véritable association enseignante, une sorte de *Tugendbund* dont les affiliés se vouassent à prêcher les doctrines. Renouveler la face de la nation en réconciliant les classes de la société, en répandant à tous les degrés des sentimens plus fraternels, c'était là le problème démocratique, et la solution voulait des années, s'il n'arrivait point à la traverse un de ces grands coups de tonnerre qui tout ensemble illuminent et foudroient. Cette solution ne pouvait

manquer de paraître et trop lente et trop pacifique à ces cœurs hardis qui ne croyaient point avoir bien mérité de leur cause, tant qu'ils ne lui avaient pas donné leur sang. Aussi, à Posen, la propagande se changea-t-elle bientôt en conjuration : l'on s'occupa moins d'instruire les paysans que d'acheter des armes et de s'exercer entre gentilshommes aux manœuvres militaires sous prétexte de chasses et de cavalcades. En Russie, d'ailleurs, le fait seul de la propagande constituait un complot vis-à-vis de la police, et là, nécessairement, l'apôtre était un proscrit. Tout échoua donc en 1846, parce que tout éclatait trop tôt. Les paysans trahirent leurs seigneurs, parce que les seigneurs n'avaient point encore assez abaissé les vieilles barrières qui les empêchaient de se rejoindre les uns et les autres au sein d'une patrie commune.

Cette patrie s'enfante, à l'heure qu'il est, dans le même déchirement d'où sortent et la patrie allemande et la patrie italienne. L'universelle commotion de l'Europe va secouer l'intelligence obscurcie du paysan polonais et hâter l'éducation entreprise sans tant d'espoir par les courageux démocrates. Dans un si vaste entraînement, sous l'empire d'une révolution immense comme celle qui s'accomplit autour de nous, on perd trop facilement la trace des efforts individuels : c'est pourtant celle-là que j'aime le mieux à conserver. Si l'on ne s'attachait à faire la part des individus au milieu de ces ébranlemens instinctifs des masses, on serait souvent, en ces momens-là, bien près de penser que le libre arbitre a disparu de l'histoire humaine; jamais, au contraire, le libre vouloir de l'homme ne s'est produit avec plus d'héroïsme que dans l'œuvre persévérante de la démocratie polonaise.

La propagande n'avait point à se comporter de la même façon sur les différens théâtres qu'elle s'était ouverts; elle ne trouvait point partout le même sol.

Ce fut, dès l'abord, vers Posen qu'elle dirigea son attention la plus soutenue, et ce fut aussi là qu'elle réussit le mieux. La surveillance prussienne n'était point, à beaucoup près, aussi rigoureuse que celle de l'Autriche ou de la Russie, et, d'autre part, les tentatives de *germanisation* qui se succédèrent constamment depuis 1815 maintenaient toujours les patriotes en alarme. Ils avaient assez d'inquiétude au sujet de leur nationalité pour ne pas s'endormir sous la domination étrangère, et cette domination était assez commode pour ne pas leur ôter les moyens de lui résister. Posen était le seul morceau de la Pologne où, grace à la *landwehr*, il y eût une armée polonaise toute prête et tout équipée. Puis, au milieu des Allemands et des Juifs, il se formait déjà dans Posen un petit noyau de bourgeois polonais qui devaient tôt ou tard servir d'intermédiaire entre le paysan et la noblesse. Enfin, la noblesse elle-même, communiquant sans obstacle avec l'Occident, étudiant aux écoles de l'Allemagne et de la France, était plus mûre qu'en

aucun endroit de la Pologne pour l'avénement des idées modernes. Dans la pensée des gentilshommes de cette province, c'était une affaire d'honneur de prendre la tête du mouvement polonais : Posen n'avait pas bougé depuis les guerres de l'empire; Posen devait cette fois marcher en avant. Pour beaucoup d'entre eux, il y avait là quelque chose de plus encore qu'une question d'orgueil provincial, il y avait le besoin d'une réhabilitation de famille : beaucoup comptaient au nombre de leurs ancêtres quelqu'un de ces confédérés de Targowiça qui livrèrent la Pologne aux Russes en 1792. Les maisons dans lesquelles il y a des « fils de Targowiça » sont restées marquées d'une flétrissure qui leur impose l'expiation comme un devoir : il faut racheter, en se dévouant, la honte du crime paternel. Ceux qui n'auraient pas choisi pour elle-même la cause démocratique l'embrassaient cependant comme une occasion d'infini dévouement.

Cette cause devint ainsi une religion dans Posen, et, comme toute religion, elle eut son fanatisme et son intolérance. Les démocrates rompirent violemment avec les aristocrates, et les deux partis se divisèrent par une scission plus violente que celle qui séparait les Polonais des Allemands. Les liens domestiques, si puissans en Pologne, furent souvent ainsi relâchés ou brisés. On proscrivit les armoiries, et l'on faillit une fois brûler solennellement à la porte du bazar de Posen le livre d'or de la noblesse, le *Blason* de Niesiecki. On rétablit la vieille coutume qui commandait au seigneur d'avoir pour chaque repas un paysan à sa table. Dans le camp des démocrates, on se tutoyait sans distinction de rangs; on s'appelait *frère* ou *citoyen*, on signait ses lettres *salut et fraternité*. Les femmes, dont Dumouriez disait déjà qu'elles étaient « plus hommes que les hommes, » témoignaient d'un même zèle avec la même vivacité; les mères faisaient épeler le *Catéchisme démocratique* à leurs petits enfans; les jeunes filles n'acceptaient pour fiancés que des démocrates. La belle et riche comtesse Malczewska s'habillait en paysanne.

La Pologne autrichienne se prêta moins facilement à la propagande. « En Gallicie, disait le *Pfzonka*, il faut avancer à coups de hache comme dans les forêts vierges de l'Amérique. » La Gallicie était, en effet, le sol privilégié des abus héréditaires, et il a tout de bon fallu la hache pour commencer à les extirper, mais ç'a été malheureusement par les mains de ce terrible pionnier qui s'appelait Szela, le paysan bourreau. L'empire de l'Autriche se défendait d'ailleurs de lui-même dans sa province polonaise, non pas à cause du bien qu'il y faisait, mais parce qu'il n'y amenait pas tout le mal qui se faisait ailleurs. Le czar a toujours tâché de *russifier* la Pologne et d'y mettre le culte grec à la place du culte catholique. Les Prussiens ont voulu *germaniser*, et la différence de religion n'a jamais cessé de les rendre suspects à leurs sujets de Posen.

L'Autriche catholique se trouvait en conformité de croyance avec les populations galliciennes, et, soit indolence, soit politique, elle ne montra jamais l'envie de toucher à leur nationalité. L'aristocratie, toute-puissante en Gallicie par son opulence, s'accommodait assez bien d'un régime qui, sans mettre son orgueil à de trop rudes épreuves, lui conservait les avantages personnels des grandes positions qu'elle occupe. Enfin, les jésuites de Lemberg étaient notoirement dévoués à l'Autriche, et contre-minaient, par leurs secrètes influences, le travail souterrain de la propagande démocratique. La propagande n'avait donc pour l'aider en Gallicie que les petits propriétaires, et cette noblesse de second ordre, depuis long-temps comprimée, soit par le gouvernement, soit par les *pany*, n'avait plus du tout de ressort politique, plus d'initiative qui lui fût propre. Les démocrates cependant ne désespérèrent pas, et peu à peu le comte François Wiesiolowski et le poète Vincent Pol gagnèrent à leur cause beaucoup de partisans presque tous éprouvés, parce qu'ils s'étaient déjà enrôlés dans les anciennes sociétés de la *jeune Pologne*, de la *jeune Europe*, ou de la *jeune Sarmatie*.

A Posen et dans la Gallicie, l'action de la propagande se manifestait ainsi plus ou moins au grand jour; la simple prédication des idées qu'elle enseignait n'étant point particulièrement regardée comme un crime, il n'y avait pas de raison pour que les missionnaires fussent obligés de recourir au mystère des affiliations cachées. Les écrits du comité central de Versailles, tous les pamphlets démocratiques étaient publiquement mis en vente à Posen; on ne les autorisait pas en Gallicie, mais on les laissait circuler sous le manteau, sans se donner la peine de les arrêter. Les livres arrivant aussi facilement, il n'y avait pas besoin d'expédier d'agens sur les lieux. Les émissaires de la *Centralisation* n'apparaissaient qu'à de rares intervalles dans les pays de la domination autrichienne ou prussienne, et seulement pour jeter en passant des mots d'ordre qu'il n'eût pas été sûr d'imprimer. Les émissaires étaient, au contraire, le livre vivant de la Pologne russe; ils y séjournaient toujours en grand nombre et long-temps. Le blocus hermétique qui ferme ce malheureux pays, la difficulté des communications qui entrave à l'intérieur le parcours des idées, tous ces obstacles accumulés par le despotisme contre le commerce des esprits ont été hardiment combattus par l'activité sans relâche des émissaires. Ces braves champions furent les seuls médiateurs entre tant d'ames fraternelles retenues par des liens de fer dans l'isolement qui les hébêtait.

Pour comprendre le mérite de leur tâche, il faudrait d'abord se figurer cette lourde oppression moscovite qui vient peser sur les plus petits détails de la vie, qui les réglemente, qui les guette, qui scrute jusqu'aux derniers replis des consciences. Dans la Pologne russe, avoir une pensée qui n'ait point, pour ainsi dire, endossé l'uniforme

impérial, c'est déjà haute trahison; en parler à quelqu'un, c'est conspirer; savoir qu'il existe une émigration polonaise et, bien pis encore, qu'il y a dans cette émigration une société démocratique, c'est un cas très grave, c'est un secret à garder pour soi; tout au plus osera-t-on le révéler à son meilleur ami sous le sceau de quelque terrible serment. Qu'on imagine aussi combien il est malaisé dans ce pays d'espionnage d'avoir des livres défendus, et ceux-là seulement sont permis qu'on ne tiendrait pas à lire. Il n'est point de possession plus périlleuse; l'étranger peut à peine en croire ses oreilles, quand il s'entend dire par son hôte, en signe d'une confiance illimitée, qu'il y a dans la maison une *Histoire de la révolution* de M. Thiers, et qu'on la lit. Les *Paroles d'un Croyant, le Livre du Peuple,* ont été bien des fois copiés à la main et donnés entre amis comme de précieux cadeaux. Le collaborateur anonyme de la *Gazette allemande,* dont j'emprunte ici les notes, raconte qu'il était une nuit dans un rendez-vous auquel assistaient un libraire et plusieurs gentilshommes; à voir les visages effarés, les gestes mystérieux des personnages, à les entendre se jurer un silence éternel, on eût cru qu'il s'agissait d'un véritable complot : on s'entendait tout bonnement pour se procurer les œuvres historiques de Schlosser.

Il était donc indispensable, vis-à-vis de la police russe, que la parole parlée remplaçât la parole écrite; il était d'absolue nécessité que la parole se multipliât pour atteindre partout où le livre n'arriverait pas. Telle est la tâche laborieuse entreprise par les émissaires soit dans la Lithuanie, soit dans le royaume. Allant de domaine en domaine à travers les sentiers perdus des bois, errans et fugitifs sur le sol même de leur patrie, traqués comme des bêtes fauves de retraite en retraite, les émissaires ont bravé tous les dangers pour entretenir au fond des cœurs le souvenir et l'amour de la nationalité. Il y a des pages de roman dans ces existences aventureuses. Il y a des héros de légende dans cette histoire qui se perpétuera surtout par les traditions populaires. Il y a des noms qui sont déjà consacrés. L'audace fabuleuse de Zaleski, les merveilleux déguisemens de Ziencowicz, frappent encore les imaginations. Je dirai tout à l'heure la vie et la mort de Simon Konarski. Le sombre héroïsme avec lequel ces infatigables champions marchaient sans arrêter à leur but, leur muette ponctualité dans le devoir, leur résignation dans la peine, tout a fini par répandre autour de la propagande une sorte de terreur superstitieuse. Il s'est dit que les émissaires étaient justiciables de juges secrets qui punissaient la moindre hésitation d'un coup de poignard, et, de fait, on vit une fois un émissaire en tuer un autre à Cracovie; seulement la victime n'était qu'un espion russe reconnu sur place par le meurtrier. Le mobile vrai de la discipline qui rattachait tous les agens de la propagande, c'était le dévouement à leur idée, c'était la passion démocratique. L'aristocratie émigrée avait bien aussi ses relations avec la mère patrie; mais le plus souvent elle ne

s'exposait point de sa personne, tandis que les chefs de la démocratie briguaient toujours l'honneur d'aller eux-mêmes combattre aux postes les plus avancés. Aussitôt leur service fini dans le comité, les principaux membres de la *Centralisation*, Victor Heltmann, Wiesniowski, Alcyato, Mieroslawski, se mettaient, suivant la formule, «à la disposition» du parti, et se disputaient les plus périlleux messages.

Ainsi travaillés par les patriotes, le royaume et la Lithuanie sont restés constamment en fermentation souterraine. Le Lithuanien est opiniâtre et taciturne; il sait « qu'on a une bouche pour enfermer la langue; » il garde son secret sans broncher et se relève autant de fois qu'on l'abat sans l'assommer. C'était à bon droit que l'association de Wilna se nommait *l'Hydre*, et l'on a vu tous les étudians lithuaniens de l'université livonienne de Dorpat jetés ensemble en prison, soumis à trois ans d'interrogatoires et de tortures, sans qu'un seul laissât échapper un mot qui le trahît. Au bout de trois ans, il fallut leur faire grace, faute de preuves, et par grace ils furent envoyés en Sibérie. — Le Polonais du royaume n'a pas sur lui le même empire; il est plus imprudent, plus exalté; la fibre révolutionnaire est plus sensible chez lui que partout ailleurs en Pologne, parce qu'aucun endroit de la Pologne n'a plus saigné sous l'oppression. Là, chaque famille compte un banni; là, l'enfant à peine debout sur ses jambes sait que son père, que son frère ont été victimes du *Moskal* : il déteste le *Moskal* de naissance; il conspire à dix ans. La conspiration est pour ainsi dire dans l'air; elle enveloppe tout, elle risque tout. Les propagandistes du royaume ont bien osé s'adresser aux officiers russes, comme dans la dernière échauffourée de Posen on tenta d'agir sur les officiers prussiens. Lorsque les troupes russes s'installèrent solennellement dans la citadelle de Varsovie, un général bon courtisan s'écriait : « J'espère qu'on sera maintenant bien tranquille à Varsovie. — Le sera-t-on dans la citadelle? » répondit un Juif à voix haute. Le pauvre diable paya cher sa malice, mais le mot fit fortune par tout le pays, et le militaire russe fut dès-lors en butte à mille essais d'embauchage.

Le gouvernement moscovite a contrecarré du mieux qu'il a pu cet infatigable prosélytisme. L'inquisition est en permanence dans les provinces polonaises; « les prisons d'état y ont horreur du vide, » comme disait en plaisantant à sa manière le trop fameux Trubezkoï. Qui saura jamais le compte des misérables ensevelis sous les voûtes de la citadelle de Varsovie? Encore si tous avaient été surpris la colère dans le cœur et les armes à la main! mais les inspirations les plus douces du patriotisme le plus pacifique ont été repoussées ou punies par les autorités russes avec la même rigueur que les complots les plus violens. Tourguenieff a grandement raison : « Il est impossible de faire le bien en Russie, le bien le plus simple et le plus pur, sans risquer d'être la victime de son zèle et de nuire à ceux qu'on espère aider. » — Le comte

Chreptowicz voulait élever à ses frais des écoles villageoises dans toute l'étendue de ses vastes domaines; il soumet son plan au prince Dolgorouki : réponse arrive que « le comte sera bientôt mûr pour un voyage en Sibérie. » — La peste des campagnes en Pologne, c'est cette masse de cabaretiers juifs qui, non contens de voler sur l'eau-de-vie qu'ils vendent, encouragent l'ivrognerie par le crédit qu'ils lui font à gros intérêts; marchands et usuriers, ils grugent le paysan de toutes manières, et, petit à petit, le mettent sur la paille avec une santé détruite, avec une moralité perdue. Ce sont naturellement les meilleurs locataires des seigneurs, auxquels ils paient des fermages considérables et qui prélèvent même un droit sur leur débit. Cependant la grande majorité des propriétaires avait résolu, dans la petite diète de Wilna, de ne plus laisser les auberges aux mains des juifs et d'empêcher qu'on donnât à boire sans argent. Le gouvernement russe déclara qu'il ne souffrirait point qu'on opprimât une partie quelconque de ses sujets, et cette dictature, qui, sous prétexte d'éviter la contrebande, ne s'est point fait scrupule de transplanter par centaines les familles israélites de la frontière en les livrant à toutes les horreurs de la faim, cette dictature paternelle annonça qu'elle tenait la protection spéciale des cabaretiers juifs pour « un devoir sacré. » Le gouvernement s'opposa de même au développement des sociétés de tempérance; il les défendit avec une hypocrisie aussi révoltante. L'empereur ne voulait point, disait-on, qu'on violentât par des sermens la conscience de son peuple. C'était bien le moins, sans doute, qu'après tant de libertés ravies il lui conservât la liberté de s'abrutir.

La propagande par les idées, ce travail de réformation intellectuelle que voulait Mochnacki, s'est ainsi poursuivie dans la Pologne russe au milieu même des rêves de propagande armée. Des feuilles périodiques se sont fondées pour familiariser un public encore si neuf avec les principes les plus essentiels de la démocratie. Des journaux excellens ont soutenu ces principes dans leurs applications les plus diverses; ils en ont très habilement poussé la prédication jusqu'aux limites extrêmes dans lesquelles le despotisme pouvait la tolérer. La *Semaine littéraire*, la *Revue savante*, la *Bibliothèque de Varsovie*, la *Revue agronomique*, sont des recueils précieux pour qui voudra constater les progrès de l'esprit public en Pologne dans ces dernières années. On y trouve à chaque page des preuves incontestables de l'intérêt toujours croissant que la classe supérieure prend à la classe d'en bas. On y voit de tous les côtés les seigneurs eux-mêmes formuler les propositions les plus humaines et les plus sages pour relever la condition des paysans, et, qui mieux est, pour les doter. L'idée fondamentale de la démocratie s'est ainsi glissée jusque sous les ciseaux de la censure russe. A l'étonnement de tout le monde, la Russie laissait passer ces discussions salutaires; mais, toutes les fois qu'il s'est agi d'en venir à la pratique, aussitôt qu'on demandait

la permission de se réunir pour arrêter quelques mesures exécutoires, fût-ce même sous la présidence des employés russes, aussitôt la permission était refusée, la matière à traiter interdite comme séditieuse. Au moindre symptôme de trouble, les premiers sur lesquels on ait toujours mis la main ont été ceux qui s'étaient le plus immiscés dans ces entreprises inoffensives.

La propagande ne trouva pas tant d'obstacles à Posen ni même dans la Gallicie. Là du moins ses idées purent se traduire par des faits. Modérés et radicaux se concertèrent à Posen pour favoriser en commun les plus belles œuvres de bienfaisance et de charité. Le paysan, déjà si avantagé par le régime prussien, fut traité doucement par son seigneur, et le seigneur lui-même se chargea souvent de lui enseigner que tous les hommes naissaient égaux. On alla dans Posen jusqu'à tenter la réalisation de certaines théories économiques des socialistes de l'Occident, et le comte Cieszkowski introduisit en principe, dans la culture de ses domaines, l'admission du travailleur au partage des bénéfices. Le généreux souffle de la pensée démocratique vint aussi vivifier cette aristocratie gallicienne que les démocrates disaient pourtant incurable. La princesse Sapieha et le prince Sanguszko fondèrent, au milieu de ce pays écrasé de misère, des ateliers publics, des institutions de prêt et de crédit. Les états de Gallicie, dans leurs sessions de 1843, de 1844 et de 1845, ne cessèrent de réclamer auprès du gouvernement autrichien pour obtenir une meilleure constitution du système qui régissait chez eux la propriété. Ils avaient créé une commission qui devait étudier le problème. Le gouvernement déclara la commission suspendue jusqu'à nouvel ordre. Avant qu'elle eût commencé sa tâche, les massacreurs de Tarnow avaient eu le temps de simplifier la question.

Ce seraient, en somme et partout, de bien médiocres résultats acquis à la propagande, ce serait une chétive récompense après de bien longs efforts, si la démocratie n'avait rien enfanté de plus pour la Pologne que ces institutions incomplètes, que ces vagues pensées de patriotisme et d'humanité. Le vrai triomphe de la cause démocratique, c'est d'avoir formé des hommes. Les situations politiques, les événemens changent; les hommes restent. L'énergie qu'ils ont amassée sans pouvoir l'appliquer dignement, parce que l'espace leur manquait, cette énergie concentrée des grands cœurs se déploie avec éclat aussitôt qu'ils ont le champ libre. La démocratie polonaise est maintenant appelée dans l'arène, elle va nous montrer ses soldats; nous devons avoir bonne espérance, si nous jugeons de ceux qui viendront par ceux qui sont déjà venus, par ceux qui, aujourd'hui morts ou vivans, ont déjà glorifié sa bannière.

Les précurseurs de la révolution polonaise de 1830 étaient des hommes d'épée, Soltyki, Wisocki, Zawista; c'est du glaive de la parole

et de la pensée que se sont armés pendant quinze ans les apôtres de la révolution future. Il faut choisir quelques noms au milieu de cette élite. On peut d'ailleurs représenter assez bien le caractère et les vœux des différentes parties de la Pologne, en esquissant la vie de ceux qui, dans chacune d'elles, ont été les héros du mouvement démocratique. Nous prendrons, par exemple, pour la Lithuanie, l'émissaire Konarski et le chanoine Trynkowski, le poète Pol pour la Gallicie et la Wolhynie, Édouard Dembowski dans le royaume, le docteur Liebelt à Posen.

Le procès de Simon Konarski fut, il y a déjà plus de dix ans, pour toute la Pologne russe, le triste signal d'un surcroît de persécution. Le gouvernement impérial s'était enfin mis sur la trace des associations démocratiques. Le nom de Konarski rappelle ainsi l'une des dates les plus sanglantes dans l'histoire des souffrances de la Pologne, et son martyre, son héroïsme, l'ont rendu lui-même l'objet d'un véritable culte, non-seulement parmi ses compatriotes, mais jusque parmi les Russes. Konarski racontait souvent à ses amis comment le zèle de la propagande était entré si avant dans son ame. Il avait commencé par de terribles découragemens, ne trouvant pas l'ombre d'un sentiment national chez les paysans de Gallicie dont il sondait les dispositions. Peu s'en fallut alors qu'il ne renonçât à son œuvre, et il rebroussait chemin, quand à Kœnigsberg il rencontra par hasard l'ancien ministre Schœn, un des plus nobles représentans de la grande époque libérale en Prusse. Schœn s'exprimait avec amertume au sujet de la révolution polonaise de 1831, et parlait de la responsabilité qui pèserait dans l'avenir sur tous les propriétaires de Pologne, si leurs paysans n'étaient pas affranchis à l'heure où les Russes marcheraient en guerre contre le monde civilisé. « Il n'y aura jamais de salut pour la Pologne, disait-il, tant que la noblesse n'aura pas compris et réparé le mal qu'elle a fait aux paysans. » Cette parole d'un homme d'état qui avait lui-même travaillé à la régénération d'un peuple releva le courage de Konarski, et jamais plus il ne chancela dans sa voie. La Lithuanie devint le principal théâtre de son activité : jeunes et vieux, serfs et gentilshommes, lui témoignèrent les mêmes sympathies. Les idées de la démocratie se répandirent partout; on dévora les œuvres des propagandistes, et des presses clandestines, fonctionnant la nuit à Wilna dans les caves des patriotes, reproduisaient hardiment les manifestes de la *Centralisation*.

Fidèle à sa maxime de ralliement universel, Konarski avait admis dans l'affiliation un marchand de vins juif qui, fort estimé de ses coreligionnaires, passait aussi pour bon Polonais. Ce fut celui-là qui le vendit moyennant 20,000 roubles et des lettres de noblesse. Konarski resta des années en prison, et sa prison fut féconde en tortures de toute sorte. Rien ne put cependant lui arracher une parole : ni la privation du dormir et du manger, ni les verges, ni la corde, ni les tenailles, ni le *cheval chaud*, ni enfin aucune de ces cruelles inventions qui attestent,

sous quelque nom que ce soit, l'industrie raffinée des bourreaux moscovites. Il lassa leur patience et ne nomma pas un complice. « C'est un homme de fer, » criait de rage l'inquisiteur Trubezkoï. Grace aux procédés de la police russe, on arriva pourtant à saisir les ramifications démocratiques. Ces procédés sont très simples : on arrête à la fois tous les parens, toutes les connaissances du prévenu, et on les soumet aux mêmes interrogatoires que le prévenu lui-même; ce que celui-ci aurait su ne pas dire, d'autres le disent sans le savoir. Les cachots de Wilna ne suffirent plus pour contenir les accusés; il fallut les enfermer dans les cloîtres; les vastes bâtimens de l'université furent transformés en prison cellulaire, et bientôt étudians et professeurs y rentrèrent, non plus pour enseigner ou pour apprendre, mais pour souffrir ou pour mourir. L'instruction dura des mois, des années. Entre autres épisodes qu'elle amena, il en est un qui éclaire particulièrement certaines trames mystérieuses toujours conduites dans les profondeurs de l'empire tsarien.

Les complots militaires se sont succédé sans interruption sous les Romanow. Ils ont seulement changé de caractère depuis que la Russie communique plus souvent avec l'Occident. Ce ne sont plus des prétoriens qui se révoltent dans un tumulte brutal, ce sont des cœurs généreux qui, jusque sous l'uniforme moscovite, battent pour la justice et la liberté des nations civilisées. Il s'est ainsi trouvé des officiers russes qui ont tendu la main aux Polonais. Pestel et Bestuchew, les chefs du grand complot qui mina l'empire de 1820 à 1825, se seraient entendus avec le Polonais Kossowski, si leur alliance n'eût été rompue par cette opiniâtre animosité qui ne voulait rien de commun, « même avec les meilleurs d'entre les Russes. » L'esprit de Pestel et de Bestuchew leur a survécu dans l'armée. Un officier chargé de la garde de Konarski, le jeune Korowajew, vint une nuit trouver le martyr attaché au mur de son cachot. Il avait juré, lui et ses camarades, de sauver les prisonniers lithuaniens : maîtres des écuries de la garnison, ils pouvaient livrer les chevaux et monter tout de suite un millier d'hommes, c'était à peu près le nombre des détenus; on se serait jeté dans les bois du voisinage, et l'on aurait gagné de là le territoire prussien. Konarski n'avait qu'à donner un signe de reconnaissance qui accréditât Korowajew auprès de ses compagnons de captivité. Konarski souleva ses fers pour écrire quelques mots, et le Russe s'en alla dans la prison montrer le billet et donner le mot dans toutes les cellules. Il en était au comte Orzeszko, qui ne comptait point parmi les démocrates et qu'on avait arrêté comme parent d'une personne suspecte. Orzeszko s'empare du billet qu'on lui présente : « On croira donc enfin, s'écrie-t-il, que je suis un fidèle sujet! » Aucune prière ne put vaincre cette déloyauté. Le Russe Korowajew pleure et supplie au nom de la patrie polonaise; les heures s'enfuient; le traître s'obstine. Korowajew, à moitié fou, s'élance hors

de la prison sans même penser à son salut, et se laisse prendre au jour sur la grande place de Wilna. Il disparut bientôt, ses complices furent cruellement punis; mais une admiration presque religieuse pour le martyr polonais s'est perpétuée chez les Russes; ils disent encore : « Muet comme Konarski. »

Cette muette constance, Konarski la garda sur l'échafaud. Le jour de son exécution, l'émissaire Zaleski, celui qui avait partagé tous ses dangers, le brave dont la tête était mise à prix comme la sienne, Zaleski, déguisé en cocher, conduisait la voiture du général qui commandait la barbare solennité. Un geste apprit au héros que son ami était là pour le voir mourir et continuer sa passion. Il s'agenouilla, criant de toute la force qui lui restait : « La Pologne vit encore! » La nuit qui suivit, les officiers russes allèrent chercher son cadavre et le déposèrent en terre consacrée; ils prirent les chaînes qu'on ne lui avait ôtées ni pour l'exécuter ni pour l'ensevelir, et de ce fer sanctifié l'on fabriqua des anneaux qu'ils portèrent en mémoire du supplicié.

Trynkowski était au premier rang dans l'affiliation démocratique de Konarski. Chanoine et prédicateur de la cathédrale de Wilna, orateur populaire, écrivain passionné, il exerçait une immense autorité sur les masses. Quand on sut qu'il était en prison, il y avait tous les jours à la cathédrale des centaines de pauvres qui venaient pleurer leur « apôtre. » La perfidie russe inventa pour lui une destinée plus douloureuse que les pires tourmens. Un bruit sinistre fut tout d'un coup répandu, repoussé d'abord avec indignation, accueilli peu à peu avec désespoir. On racontait que Trynkowski avait fait les aveux les plus étranges, qu'il s'était reconnu coupable des plus odieuses et des plus sales actions. L'apôtre divinisé par la foule confessait à ses juges la vie d'un brigand. On aurait voulu douter : les juges montraient à leurs amis les interrogatoires signés de la main du prêtre déshonoré. Son nom était pour toujours avili, et le peuple de Wilna ne le prononçait plus qu'avec des malédictions, lorsque, après une disparition de deux ans, on le vit un jour errer le long des rues. On l'aborde, on lui parle, on lui demande comment il est libre. Le malheureux répond sans comprendre; il avait perdu la raison; il était fou depuis le premier jour de son emprisonnement, et c'étaient les divagations d'un fou que la justice russe avait enregistrées comme l'expression spontanée des remords d'un scélérat. La surveillance des geôliers s'était par hasard un seul instant relâchée, et l'insensé apparaissait ainsi à la lumière, comme s'il fût sorti du tombeau pour flétrir à son tour ceux qui l'avaient si lâchement flétri. Trynkowski, réintégré dans son cachot, alla bientôt mourir en Sibérie.

Il était bon que ce fût un prêtre qui travaillât à propager la fraternité des démocrates dans la dévote et mystique Lithuanie. Dans la Gal-

licie, dans la Volhynie, dans ces provinces « où chaque pierre sait une légende, où chaque brin d'herbe a sa chanson populaire, » la propagande devait être l'office d'un poète, de Vincent Pol. De retour dans sa patrie, après un long exil, Pol s'éloigna d'abord « des enfans pourris des nobles, » et vécut parmi les paysans, qui seuls étaient pour lui « les vrais fils de la Pologne. » Aussitôt cependant que les doctrines démocratiques commencèrent à circuler, il se rapprocha des gentilshommes, les réunit sous son influence et devint l'ame du mouvement. Emporté par l'ardeur de son imagination, il eût voulu tout de suite en venir aux mains; il faisait ramasser de l'argent et des armes, il demandait des secours aux Hongrois. En même temps ses vers allaient partout provoquer les aspirations les plus violentes vers l'indépendance et l'égalité; il soulevait à la fois toutes les passions révolutionnaires. *La Chanson de notre pays* courut sur les lèvres du peuple polonais comme une étincelle électrique qui réveillait en lui le sens endormi de la nationalité. C'est une chanson enthousiaste dans laquelle le poète passe en revue toutes les branches de la famille polonaise, toutes les régions de cette « terre sainte, » dépeignant l'une après l'autre les nuances si tranchées qui diversifient le caractère commun. Il faut avoir entendu réciter ces vers-là couplet par couplet dans quelque château solitaire, auprès d'un foyer polonais, au milieu des rires et des pleurs, des malédictions et des embrassemens. Il faut avoir écouté le plus petit enfant de la maison bégayant les derniers mots du poème : « Avec ce peuple, Dieu de mes pères, avec ce peuple laisse-moi semer et moissonner, et, si tu ne permets pas qu'avec lui je vive, permets du moins qu'avec lui je combatte, qu'avec lui je meure! »

L'agitateur du royaume, Édouard Dembowski, est encore un personnage plus original que le précédent. Édouard Dembowski n'a jamais eu qu'une profession, qu'un métier : il était né conspirateur. «Le Polonais du royaume, disait le Russe Nowosilzow, conspire dans le ventre de sa mère. » Il a semblé que Dembowski voulait justifier cette insolente hyperbole. Aristocrate par la race, démocrate par conviction, millionnaire et communiste, patriote et cosmopolite, il fit servir à ses trames toutes les aptitudes qu'il tenait de la nature ou de l'éducation, tout, jusqu'aux idées philosophiques de Feuerbach, dont il était l'adepte, jusqu'à ses amours avec une pauvre fille du peuple, qu'il épousa. Incapable de reculer devant rien, audacieux comme le désespoir, portant légèrement les plus dures épreuves, les plus rudes fatigues, il joua tour à tour, en qualité d'émissaire, les rôles les plus différens avec la même perfection. Sous l'habit grossier du paysan qui fendait du bois dans un coin sauvage des Karpathes, personne n'eût jamais reconnu l'homme du monde qui habitait quelques semaines auparavant les palais de Varsovie. Poursuivi tout à la fois sur le territoire de la Russie,

de la Prusse et de l'Autriche, Dembowski a toujours échappé, et l'on ne saurait encore, à l'heure qu'il est, percer le mystère qui recouvre ou sa mort ou sa vie. C'était lui qui publiait la *Revue savante*, et il dirigeait ainsi par sa plume l'activité littéraire en même temps qu'il donnait le branle aux sociétés secrètes par son activité militante. Il sut glisser dans son recueil toutes les idées de progrès, d'émancipation religieuse, politique et sociale; il sut les dérober à la censure au moyen de ces artifices de langage contre lesquels la censure ne pourra jamais rien. Il se vantait d'être passé maître dans ce qu'il appelait « l'argot de la liberté. »

Enfin, le plus éminent de tous les démocrates qui correspondaient avec l'émigration du sein de la mère-patrie, c'était le docteur Liebelt, de Posen. On l'a vu dans le procès de Berlin soutenir dignement, à côté de Mieroslawski, l'honneur du nom polonais. Aujourd'hui que les portes de sa prison lui sont ouvertes par une révolution victorieuse, il a devant lui toute une carrière nouvelle. Fils d'un tailleur, humble *litterat* gagnant son pain à donner des leçons, le docteur Liebelt n'en a pas moins su prendre un empire incontesté dans son pays. La force de son caractère, sa vie sérieuse, la décision de son esprit, l'ont investi de cette grande autorité morale. Élève de Hegel, rompu à tous les problèmes de la philosophie allemande, bon mathématicien, publiciste vigoureux, il poursuivait un même but dans toutes ces applications de sa pensée: il voulait élever le niveau de l'intelligence populaire. L'éclat de son style, la noblesse, la profondeur, l'allure même quelquefois rêveuse de ses idées, à la manière de toutes les natures polonaises, tant de belles qualités assurèrent à ses écrits une vogue nationale. Liebelt a vraiment exercé dans Posen une sorte de dictature que tout le monde acceptait avec déférence; les magistrats prussiens rendirent hommage à sa vertu lorsqu'il comparut devant eux. A Posen, à Cracovie, à Lemberg, on l'appelle partout « le patriarche, » et ce nom s'accorde bien avec sa douce gravité. Le docteur Liebelt n'a guère que quarante ans.

Voilà les soldats que la cause démocratique a fait lever sur la terre de Pologne, et je me demande, en parcourant ainsi les annales encore si récentes de cette glorieuse milice, en feuilletant ces pages encore humides de son sang ou de ses larmes, je me demande comment tant d'efforts ont si malheureusement échoué dans la campagne de 1846. Cette succession de martyres, cette filiation non interrompue de dévouemens toujours prêts, toutes les vertus de ces généreux patriotes ont abouti à la déconfiture de Posen et aux massacres de Tarnow. A quoi tient cette grande ruine qui est venue couronner des espérances si laborieusement achetées! C'est aujourd'hui peut-être le moment de le dire très haut : les démocrates, en voulant révolutionner la Pologne au profit des paysans, avaient trop compté sur le paysan lui-même. La

propagande, excellente en principe, s'était compromise et perdue par l'application. Mochnacki et ses continuateurs voyaient juste quand ils cherchaient le salut de la patrie dans l'affranchissement définitif de la population rurale là où subsistait le servage; mais il s'agissait avant tout de ne rien brusquer dans une œuvre si délicate. Il était bien dangereux de semer tout d'abord aux quatre vents cette pensée d'émancipation, si l'on n'avait par avance assez instruit les ames pour qu'en y tombant cette pensée n'y engendrât pas la révolte. A ces ames abruties par l'esclavage, on devait ménager l'idée de liberté comme on ménage le boire aux entrailles desséchées par la soif. Faute de cette indispensable prudence, il est arrivé que les démocrates, au lieu de susciter des catéchumènes, ont, en Gallicie, déchaîné des furieux qui se sont précipités, non pas sur les seuls aristocrates, mais sur la société même. D'autre part, à Posen, les démocrates ont trop oublié que la jouissance des bienfaits d'une civilisation toute moderne avait déjà gagné les campagnes; que les avantages du régime prussien avaient, chez le paysan, plus ou moins contrebalancé les vagues réminiscences de l'orgueil polonais; que ces réminiscences se mêlaient d'ailleurs, chez eux, aux pénibles souvenirs de la vieille tyrannie des seigneurs leurs compatriotes, tandis que la domination des étrangers s'était constamment honorée soit par l'octroi, soit par le respect de tous les droits civils. Ni les paysans de Posen, ni les paysans de Gallicie, n'étaient encore préparés comme il eût fallu pour sentir uniquement le besoin d'une Pologne indépendante. Aux uns et aux autres, les démocrates prêchaient tout à la fois la nationalité et l'égalité; mais ceux de Posen, toujours heureux des concessions prussiennes de 1821, n'élevaient point assez leurs désirs au-dessus de ce bien-être matériel pour soupirer très vivement après la possession d'un drapeau national, et ceux de Gallicie, courbés sous d'abominables misères, ne comprenaient par le mot d'égalité que destruction et bouleversement.

Il est à croire que le spectacle de l'Europe entière aujourd'hui si prodigieusement remuée frappera, secouera ces intelligences obscurcies à travers l'épaisse atmosphère qui les entoure. Il est surtout à souhaiter que les chefs du mouvement démocratique, les maîtres de la situation nouvelle, sachent maintenant profiter de l'expérience qui a coûté si cher en 1846. Je ne crois pas que la rage aveugle du paysan gallicien, que l'indifférence du paysan posnanien, soient des vices irrémédiables; mais ces vices n'ont pas été redressés, ils ont été fortifiés ou négligés par les prédicateurs de la démocratie. Ce qui a étouffé presque dans son germe l'explosion de 1846, ce n'est pas seulement la promptitude des mesures arrêtées par la Prusse ou la perfidie des piéges tendus par l'Autriche; ce n'est pas même absolument la précipitation forcée qui a fait tout éclater avant l'heure : c'est le fatal entraînement

avec lequel les démocrates, en abordant l'éducation des masses, ou bien les ont poussées sur une route de violences dont on ne pouvait plus les retirer, ou bien se sont eux-mêmes bercés de théories qui leur ôtaient toute prise sur les auxiliaires dont ils ambitionnaient l'adhésion. Je veux dire plus à fond les erreurs qui ont gâté tous les rapports de la propagande démocratique avec les paysans : ces erreurs ont été la cause des malheurs d'hier, elles seraient peut-être l'écueil du grand jour qui se lèvera demain.

Je tiens d'abord à constater qu'il n'est point une seule partie de la Pologne où la fibre nationale ait encore manqué tout-à-fait chez le paysan, une fibre grossière sans doute, mais solide. L'idée de la démocratie, une fois claire dans ces esprits barbares, donnera probablement un élan plus rapide à leur patriotisme; mais la notion de la patrie, si confuse et si trouble soit-elle, n'a nulle part cessé d'exister. Les journaux prussiens ont soigneusement signalé l'humeur haineuse de certains paysans qui venaient déposer contre leurs propriétaires dans le procès de Berlin; ils se sont complu à relever les preuves de désaffection qui ressortaient de ces témoignages. Ils auraient dû tout au moins parler aussi du grand nombre de pauvres gens enfermés avec leurs maîtres dans la prison du Moabite; ils auraient dû mentionner cette pétition que six mille campagnards envoyèrent au roi pour lui demander la liberté du comte Severin Mielzinski, leur seigneur. De même, en Gallicie, toute la campagne ne marcha pas sous les ordres de Szela, et le comte Wiesiolowski avait pu d'abord réunir une assez grosse troupe de paysans. Ceux des environs de Cracovie se rangèrent, au premier appel, sous le drapeau de la révolution; ceux du royaume se tenaient prêts; si on leur eût laissé le temps, ils avaient juré de se lever. Quant au paysan lithuanien, il est tout entier dans cette réponse adressée par l'ancien d'un village à un émissaire qui promettait le partage des terres seigneuriales : « La terre n'est pas à nous, elle est la propriété du seigneur; ce qui est à nous, c'est la bonne langue polonaise, c'est la bonne religion polonaise, et c'est là ce que le *Moskal* veut nous prendre. Au diable le schisme et balayons le pays! »

Ce n'étaient pas, sans doute, de pareils sentimens, aussi naïfs, aussi résignés, qui pouvaient hâter beaucoup le progrès de la démocratie en Pologne, et c'était pourtant de ce progrès, c'était d'une réforme sociale dans les conditions de la propriété que dépendait, comme on l'a vu, tout l'avenir de la régénération polonaise. Malheureusement la démocratie a peut-être encore plus souffert des violences dont elle s'est armée pour accélérer sa tâche, qu'elle ne perdait aux retards dont l'ignorance des masses embarrassait l'œuvre d'affranchissement.

Le langage passionné que j'ai déjà reproché au pamphlet de Mieroslawski contre les aristocrates, ces hyperboles menaçantes que tous les

manifestes démocratiques dirigeaient contre les *pany*, produisaient, en tombant au milieu de la foule, de terribles impressions. Il en était comme de ces projectiles incendiaires qu'on lance de très loin sans jamais pouvoir en calculer tout l'effet. La poésie s'empara bientôt de ce thème politique; elle en a vécu, elle y a puisé ses plus brûlantes inspirations. C'est à la fois la grandeur, le charme et l'inconvénient des esprits orientaux, comme le sont à moitié les esprits polonais, que les idées s'y présentent et s'y fixent beaucoup plus sous leur face poétique que par leur côté positif. Ce fut donc surtout la poésie qui répandit les idées, qui exalta les instincts démocratiques : elle grossit naturellement tout ce qu'elle toucha; *elle parla des paroles qui étaient des poignards.* Le combat des dépossédés contre les privilégiés, la haine « de la noblesse asiatique, » la déification permanente des classes opprimées, voilà le sombre fond sur lequel courent les vers de Goscynski, de Krasinski, de Pol et de tant d'autres. Les gentilshommes et les grandes dames ont rivalisé de verve enthousiaste pour immoler l'aristocratie aux pieds de paysans idéalisés. Les poètes n'ont plus eu qu'un seul moyen d'être populaires, ç'a été « d'avoir un cœur pour le peuple, » d'habiller toujours les propriétaires en démons et de faire des anges avec les filles de village. Il se trouve çà et là dans ces compositions patriotiques des cris de douleur ou de colère qui devaient avoir trop d'écho, des prédictions sinistres qui n'étaient que de trop justes pressentimens. Cette littérature pénétra jusqu'aux derniers échelons de la société. L'une de ses œuvres les plus répandues, c'est la complainte d'un paysan qui, du fond de sa hutte ébranlée, dépecée par l'orage, entend les maîtres du château danser aux gais accens de leur musique; le morceau, d'une simplicité saisissante, finit par ces mots prophétiques : « Sonnez, musiciens, et vous, messeigneurs, dansez; laissez seulement couler quelques années encore, et le paysan viendra danser avec vous; la danse sera joyeuse! » Ces vers étaient d'une femme, Julia Wojkowska. Les châtelaines de Gallicie devaient bientôt voir, et de trop près, cette danse des morts que l'on rêvait dans les chaumières. « Qui sait de quelles mains nous viendra la mort? » disait Pol au commencement de *la Chanson de notre pays*, et Pol lui-même a cruellement regretté l'exaltation de sa muse, quand ses chers paysans, qu'elle avait à tout prix soulevés, ont inauguré leur délivrance en mettant à prix la tête du poète, en traquant sa femme dans les bois, en se baignant dans le sang de ses amis.

D'autre part, si la *Centralisation* démocratique a toujours fait bonne guerre aux tentatives communistes, ces tentatives n'ont cependant pas laissé d'exercer une influence encore assez profonde, et la poésie n'est pas restée non plus étrangère à ce redoutable égarement. Plus voisine de l'Orient, la race slave s'élève plus lentement que les autres familles

européennes à la conscience des droits individuels. La tribu a cessé d'être nomade en devenant agricole, mais elle garde au fond de ses souvenirs une certaine tendresse pour cette existence indivise qu'elle promenait peut-être à l'origine dans l'immensité des steppes. Toute la terre du village polonais était même, jusqu'au xe siècle, une terre communale; les nobles, les soldats, ne la possédaient pas en propriété, mais en garde. La propriété, l'hérédité, n'occupent ainsi qu'une place assez vague dans les traditions de l'âge patriarcal. Ces traditions ont été ressuscitées par le mysticisme de certains rêveurs; elles ont percé hardiment dans toutes les œuvres de Mickiewicz; elles ont saisi petit à petit l'imagination des malheureux, là surtout où les maux étaient extrêmes. Ramenées soudainement au milieu des institutions plus modernes qui ont assis la société polonaise sur le privilége aristocratique, elles ont bientôt troublé toutes les idées de droit et de devoir dans l'esprit du peuple. Avec la confusion naïve que ces pauvres gens ont faite entre le présent et le passé, les spoliations les plus révolutionnaires ont pu prendre parfois je ne sais quel aspect sentimental. — Des hommes du cercle de Bochnia entraient, il y a quelques mois, en habits de fête dans la cour du château de leur village. Le seigneur avait été tué durant les massacres; la veuve restait seule avec sa fille; les paysans venaient de la meilleure foi du monde demander la demoiselle en mariage pour le plus beau de leurs garçons; ils avaient pensé, disait leur ancien, qu'en se mariant ailleurs, la demoiselle porterait les terres en d'autres mains; ce n'était pas leur idée d'avoir un propriétaire qui ne fût point de chez eux. Ils se sentaient si convaincus de la simplicité de leur proposition, qu'on n'eut pas grand'peine à les tromper; mais, aussitôt la tromperie reconnue, ils se vengèrent en brûlant la maison. Singulière barbarie qui débute comme une idylle et respire encore un peu l'agreste parfum des mœurs primitives!

Il s'en faut que le primitif subsiste toujours dans Posen avec cette verdeur. Le procès de Berlin a révélé tout un fond de société bien plus rassis qu'on ne l'aurait pu croire, bien plus moderne soit dans le bon, soit dans le mauvais sens du mot. Les démocrates de Posen ont eu le grand tort de ne pas tenir compte du véritable caractère que présente maintenant le pays, et de vouloir trop y travailler comme sur table rase. Le docteur Liebelt a de beaucoup diminué l'utilité de sa propagande en la subordonnant trop exclusivement à l'empire d'une théorie préconçue. Nourri des doctrines allemandes, il fondait sur les caractères particuliers qu'il attribuait à la race slave toute la civilisation qu'il édifiait dans l'avenir pour la Pologne. Il ne voulait point une civilisation germanique, point une civilisation romaine : il voulait un ordre nouveau dans lequel la société fonctionnât sans avoir besoin, pour s'organiser, d'une classe moyenne comme dans le reste de l'Eu-

rope. Il empruntait aux socialistes de la France et de l'Allemagne les argumens qu'ils ont rebattus contre la bourgeoisie, pour guerroyer d'avance contre elle dans un pays où elle a tant de mal à paraître et qui a tant souffert pour ne l'avoir pas plus tôt enfantée. Pendant que Stahl défendait l'absolutisme en Prusse, au nom de la différence des races, c'était en l'honneur de cette même distinction, en vertu de cette même fatalité de la chair et du sang, que Liebelt concluait à la démocratie pour la Pologne. Selon lui, le Polonais, homme de la campagne, naissait démocrate, comme le Français ou l'Allemand, homme des villes, naissait bourgeois et bourgeois constitutionnel; les paysans polonais étaient destinés à devenir d'eux-mêmes le type vivant de la démocratie. Or, qu'arrivait-il justement dans Posen tandis que Liebelt, les yeux trop fermés sur la situation présente, arrangeait l'avenir au gré de ses systèmes?

Les démocrates repoussaient bien loin l'alliage bourgeois, les institutions de l'Occident, et ces institutions pénétraient chez eux de plus en plus par le canal de la Prusse. Le paysan polonais, qu'ils pensaient garder en réserve comme le représentant futur de l'idée sociale, était lui-même atteint par le flot de la civilisation étrangère; il était ou porté ou submergé par ce flot puissant; il se défendait si mal contre ses approches, que sa nationalité même risquait d'y périr. Toutes les théories germaniques du docteur Liebelt n'auraient servi de rien pour empêcher la *germanisation* de Posen.

Cette œuvre d'assimilation patiente, cette lente conquête de la Pologne par l'Allemagne est maintenant interrompue; il n'en restera que les bons effets, dont elle aura été l'instrument providentiel : il était temps néanmoins qu'elle s'arrêtât. Le danger ne consistait pas seulement dans la dépossession du paysan polonais remplacé peu à peu par le colon de la Saxe ou du Rhin, il était surtout dans le relâchement presque universel du lien national entre les deux grandes classes de la population. Je crois bien que la justice prussienne n'a rien ménagé pour éclairer beaucoup cette révolution morale à l'occasion du complot de Posen; mais elle n'a pas du moins inventé les traits caractéristiques qui ont montré là toute l'étendue de l'abîme. A chaque page des procès-verbaux, on voit les maîtres exhorter en vain leurs domestiques ou leurs paysans, mettre dans ces mains infidèles des armes qu'elles laissent tomber, tâcher enfin d'entraîner au combat ces soldats mal affermis en leur montant la tête avec de l'eau-de-vie ou avec des fables. — Vincent Chachulski réveille ses bouviers au milieu de la nuit et leur dit de prendre des haches pour aller au secours d'une écluse qui menace ruine. Sept hommes le suivent à grand'peine, et, le quittant au bout de quelques minutes, vont vite se cacher dans la forêt. — Léopold Mieczkowski donne à son intendant Redmann le commandement de

ses fermiers et de ses gens; il appelle un prêtre pour se confesser; il fait préparer sept quarts d'eau-de-vie, charger les armes et seller les chevaux; la seule chose qu'on ait dite à la bande, c'est qu'on s'en allait en guerre. — Chez Jean Lebinski, on battait en grange quand arrive le bruit de l'insurrection; il rassemble ses batteurs polonais et leur dit : « Enfans, comptez que vous avez ici battu votre dernière gerbe; prenez congé de moi et de vos femmes. Poleski va venir avec mille hommes, vous le suivrez; voyez à ne pas manquer de haches, de fourches et de bonnes cordes. Vous marcherez vers Bromberg. Jetez-vous sur le militaire; il vous fusillera, vous, pour commencer; mais bientôt il sera des vôtres, et vous passerez ensuite aux employés. Tuez-en ce qu'il faudra. Je ne vais pas avec vous, je suis trop vieux, mais je vous donne mon cher fils et mes braves chevaux. » L'un des batteurs répond qu'il est sujet du roi, qu'il lui a prêté serment dans la *landwehr*, et qu'il ne lèvera point la main contre lui. « Mon petit frère, dit le vieux gentilhomme, si tu ne marches pas, on te cassera la tête. » Les pauvres paysans, n'osant ni résister aux insurgés ni les accompagner, s'enfuient dans les bois. On n'aurait qu'à parcourir les annales du procès de Berlin, on multiplierait à l'infini ces bizarres tableaux.

Les modérés de Posen comprenaient bien l'infirmité d'un pareil ordre social, quand ils suppliaient les démocrates de ne pas parler avec une ostentation si provoquante des vingt millions de Polonais qui devaient, à les entendre, se lever au premier appel. Poursuivant sans tant d'impatience l'émancipation à laquelle voulaient voler les radicaux, ils sentaient que le plus énergique mobile de cette émancipation si désirée, ce n'était pas la force inerte du nombre, c'était la claire conscience d'une nationalité commune. Le Cracovien, disaient-ils, aime sa patrie autant qu'homme sur terre; le Lithuanien prie chaque jour « pour sa divine mère Pologne; » le Mazovien est persuadé que, « si Dieu avait à refaire le monde, il n'y mettrait que des gens de Mazovie; » mais partout ailleurs, mais dans la masse entière du peuple polonais, quelle défaillance!

Cette défaillance du sentiment national, les modérés avaient entrepris de la combattre par une propagande toute de conciliation et de paix. Unis de cœur avec les démocrates, ils différaient dans le choix de leurs procédés politiques. Ils n'auraient peut-être pas eu cette brûlante activité qui avait introduit la pensée démocratique en Pologne : ils avaient l'activité sereine et féconde qui fait seule fructifier les pensées dignes de mûrir. Ils approuvaient le généreux dépouillement que les démocrates prêchaient aux propriétaires : ils réservaient dans l'exécution les droits de la prudence. Ils n'auraient pas improvisé chez eux notre nuit du 4 août : ils prétendaient en organiser les improvisations. Pour ranimer la nationalité languissante, ils comptaient par-dessus tout

sur le développement progressif de l'instruction et de l'aisance, et, par ce double progrès, ils espéraient susciter tôt ou tard un véritable tiers-état sur le vieux sol féodal. Ç'a été là tout le plan du vertueux Marcinkowski et du comte Mielzynski, le compagnon dévoué de ses travaux. Leurs efforts, si tristement déconcertés par l'explosion de 1846, ne sauraient néanmoins avoir été des efforts stériles. Ce sont eux qui, en peu d'années, ont renouvelé la face du grand-duché, en y fondant des cercles agronomiques, des associations de lecture, des bibliothèques populaires; ce sont eux qui ont créé les sociétés protectrices pour l'instruction de la jeunesse polonaise, prêtant surtout leur aide à l'instruction professionnelle, soutenant de leur bourse quiconque était négociant ou artisan polonais, ouvrant enfin aux marchands polonais le vaste bazar de Posen. Là devait être une exposition permanente de l'industrie nationale; on vit là des gentilshommes tenir boutique pour vaincre les préjugés par leur exemple, et montrer au vulgaire que le commerce était dorénavant le meilleur emploi du patriotisme.

Ce patriotisme devenait, il est vrai, bien savant pour la plupart, et l'ardeur des passions qu'il ne satisfaisait pas assez, plus forte que lui, éclata malgré lui. L'intelligence polonaise n'accepte pas encore une notion trop compliquée de l'état; les cœurs polonais ont besoin de vifs entraînemens qui ne vont pas avec la tactique régulière des politiques réfléchis. L'éducation de l'homme et du citoyen se fait presque toujours en Pologne sous la direction de la femme. « La femme aux long cheveux et à l'esprit court, » disait l'antique poésie populaire des Slaves; — « la reine de la maison, l'ame des ames, » disent depuis des siècles les poètes polonais. On n'imagine pas, avec nos mœurs de l'Occident, l'autorité que la femme exerce dans le silence et l'isolement de cette vie rustique des châteaux, à l'ombre du foyer de famille, au fond des villages, au milieu des grands bois. Le génie polonais s'est formé sous ce gouvernement domestique; il y a pris l'ardente sensibilité qui fait son malheur et sa puissance.

Le moment arrive pourtant où cette exaltation va trouver carrière. L'avenir qui s'ouvre aujourd'hui est assez large pour occuper ensemble et la prudence des sages et l'impétuosité des violens. Il y aura beaucoup à fonder et certainement beaucoup à combattre. Ce n'est pas trop de toutes les aptitudes nationales dans la crise suprême qui s'annonce sous de si éclatans auspices. Je souhaite que ces pages donnent ici quelque idée des forces vraies dont la Pologne dispose, des ressources qu'elle peut, qu'elle doit puiser en elle-même. Si seulement elle apprend à les bien conduire, il faudra dès demain répéter, avec plus d'espoir que jamais, le cri prophétique des légions de Dombrowski : « Non, la Pologne n'est pas perdue! »

ALEXANDRE THOMAS.

LES

QUESTIONS DU JOUR.

I.

La révolution de février 1848 n'est point une révolution politique : elle n'a été faite par aucun parti, elle n'a pas même été prévue par ceux à qui elle profite, encore moins par ceux qu'elle a renversés; pour tous, elle a été une véritable surprise, pour la plupart une seconde journée des dupes, si cette comparaison était convenable en aussi grave occurrence, tant les hommes et les idées qui en ont été le prétexte ont été dépassés et oubliés pendant et après l'événement.

Ce n'est, tout le monde le reconnaît, rien moins qu'une révolution sociale, et, si la soudaineté du choc explique pourquoi le résultat en a été si peu disputé, l'importance de ce résultat explique comment il a été accepté sans contestation dans le présent, sans dissentimens pour l'avenir. Quand un parti politique succombe, les vaincus de la veille, après une résistance plus ou moins prolongée, songent à une revanche pour le lendemain et se tiennent, en l'attendant, à l'écart et dans une réserve hostile. Quand il s'agit de l'établissement d'une société nouvelle, chacun de ses membres ne peut et ne veut se dispenser d'y concourir. C'est un navire en détresse; si, pendant le calme, quelques rivalités ont éclaté quant au choix du capitaine, à l'heure du danger un seul sentiment éclate, celui du ralliement et de l'action.

Nous en sommes à cette heure pleine de troubles, de malentendus, d'efforts mal dirigés et perdus, mais aussi à cette heure où l'égoïsme disparaît, où chacun jette à la mer ce qu'il a de plus précieux, sans lui donner un regret, s'il doit gêner la manœuvre, où l'action devient unanime, où la force se décuple par la sympathie, et après laquelle nous arriverons au port, si les décrets de la Providence ne nous ont pas condamnés à périr.

On a beaucoup reproché à l'ancien gouvernement son culte exclusif des intérêts matériels. Chose étrange! et voilà que la révolution qui le renverse se fait également, et c'est là son caractère et sa grandeur, au nom d'intérêts matériels jusque-là négligés ou méconnus. Nous ne voulons pas examiner jusqu'à quel point ces reproches de négligence étaient mérités et sincères, cette discussion n'aurait ni convenance ni utilité; mais on ne contestera point que si c'est surtout une question de salaires qui a armé le peuple de Paris, que si l'organisation du travail est aujourd'hui la principale, la seule préoccupation sérieuse, il ne s'agisse par conséquent et uniquement d'intérêts matériels.

Ces intérêts d'ailleurs ne renferment-ils pas tous les autres? Appeler les classes les plus nombreuses et les plus pauvres à un accroissement de bien-être, n'est-ce pas les convier à la fois aux bienfaits de l'instruction, aux jouissances libérales, aux sentimens moraux? A quoi bon des droits politiques, une intelligence plus éclairée, si ces facultés nouvelles ne leur étaient données que pour leur faire mieux comprendre et maudire la société où leur part serait si petite?

Nous ne nous dissimulons point combien il est difficile de donner à ces intérêts la solution qu'ils demandent : nous savons qu'en l'état actuel de la question, la science n'a encore aucune réponse prête. Sous l'ancien gouvernement, ces intérêts avaient été le but et l'objet de plusieurs mesures empreintes d'un véritable esprit de philanthropie : c'est l'honneur de ceux qui l'ont servi avec loyauté d'en rappeler le souvenir; mais toutes ces mesures avaient pour base un progrès lent et régulier. Elles sont insuffisantes aujourd'hui : ce qu'il faut aux classes ouvrières, par qui et pour qui s'est faite cette révolution de 1848, c'est une satisfaction aussi complète que possible, non point tant de leurs besoins politiques que de leurs besoins matériels; et ce qu'il y a de dangereux, c'est que cette satisfaction ne doit pas se faire attendre. Autrement la fortune de la France serait en un péril si grand, que nous avons pu la comparer à un navire en perdition; mais, si le péril est imminent, c'est une raison de plus pour y courir tous; si le problème semble insoluble, c'est un devoir pour chacun d'y concentrer toutes les forces de son esprit. La question a été posée trop tôt ou à temps, peu importe; elle n'est pas de celles qui s'enterrent ou se tournent : Dieu aidant, on y répondra.

II.

Tous ceux qui se sont occupés de l'organisation du travail ont eu pour but de remédier à deux maux qui leur paraissaient extrêmes, la mauvaise répartition des richesses sociales, les excès d'une concurrence sans frein et sans limites. Par la concurrence, le faible est écrasé par le fort; par la mauvaise répartition des richesses, l'inique division des hommes en faibles et en forts est maintenue et perpétuée. A ces maux quels remèdes ont été proposés? Sous des formes bien diverses, un seul. Puisqu'en laissant les travailleurs suivre chacun de son côté la voie qu'ils préfèrent à leurs risques et périls, puisqu'en abandonnant l'activité humaine à sa propre direction, et en tolérant l'accumulation de la richesse dans les mains qui savent la prendre, on est arrivé à l'inégalité funeste que nous signalons, il faut nécessairement réunir en un faisceau toutes les forces éparses, concentrer la vie en un centre commun, soumettre le travail à une loi uniforme, et attribuer la répartition de ses produits non plus à l'habileté individuelle, mais à la justice du pouvoir.

Association de tous les travailleurs sous la direction de l'état, voilà la nouvelle formule à laquelle aboutissent, comme à une conséquence nécessaire, les divers systèmes qui ont voulu jusqu'ici fixer d'une manière définitive l'organisation du travail.

Prêcher, par l'exemple de quelques établissemens privilégiés, les bienfaits de l'association sans en faire une loi uniforme et impérative, ne saurait suffire. Vous auriez la concurrence entre des corporations au lieu de l'avoir entre des individus, ce qui serait un mal semblable. Procéder d'urgence à une nouvelle répartition des richesses sociales, sans établir un pouvoir distributeur qui rendît l'accumulation impossible et enlevât aux passions humaines le triste privilége de s'égarer et de s'appauvrir, ce serait substituer une égalité d'une heure à l'inégalité actuelle et réserver à l'avenir les mêmes embarras. Soumission de tous à un même lien d'association, nécessité permanente d'un pouvoir distributeur, ce sont là les deux axiomes inséparables que l'on prétend établir, non plus en droit, mais en fait.

Si l'entreprise semblait seulement de réalisation difficile, même inexécutable, ce ne serait point, à vrai dire, un motif pour ne pas la tenter. Nous savons que ce que l'on n'osait espérer la veille s'est trouvé obtenu le lendemain. Nous n'aurions garde, en pareille matière, d'objecter les douleurs d'un semblable enfantement, les perturbations qu'une réforme aussi radicale introduirait dans notre état intérieur, et les souffrances individuelles qui en seraient le résultat. Nous sommes convaincu qu'elles seraient supportées sans murmure, si elles devaient

mettre fin à ces rénovations périodiques qui ébranlent à chaque nouvel accès la société jusque dans ses derniers fondemens. Les classes privilégiées n'ont point, en France, cet égoïsme étroit et exclusif qui fait dire : L'état, c'est moi; elles savent compatir, et elles l'ont prouvé, aux misères que l'humanité engendre par une loi inflexible, mais fatale; elles supporteront toutes les tentatives, toutes les expériences, non par impuissance ou par peur, mais parce qu'elles seront sollicitées, d'une part, au nom d'un sentiment fraternel, parce que, de l'autre, elles ne veulent et ne réclament pour elles que l'ordre, le respect des principes que le travail d'une civilisation de quarante siècles a proclamés, et le droit de mettre, elles aussi, au service du nouvel état qu'il s'agit de fonder, leurs bras, leurs cœurs et leurs voix.

Nous nous hasarderions à peine, à cette heure où toute prudence semble importune, d'objecter que les peuples font partie d'une grande famille, et que leurs lois d'existence dépendent inévitablement des lois qui régissent celles de leurs voisins et de leurs frères. A moins de l'entourer d'une muraille infranchissable, l'organisation industrielle et agricole de la France doit réagir puissamment au-delà de ses frontières. La question de la concurrence vient encore se placer ici, et, s'il est possible de la réglementer chez soi, il l'est peut-être moins de la réglementer partout; or, cette question peut encore devenir question de vie ou de mort pour les peuples comme pour les individus, et, si les esprits les plus logiques ont entrevu en France l'organisation du travail sous des lois uniformes, la répartition des richesses sociales par un pouvoir équitable, peut-être ne croient-ils pas encore au succès d'une propagande qui aurait pour but d'assujétir à la même règle l'univers tout entier.

Ces difficultés extérieures sont sérieuses et veulent peut-être qu'on y réfléchisse; mais, au point où nous en sommes arrivés, elles ne sauraient suffire pour arrêter les esprits sur la pente rapide où ils se laissent entraîner. Hier, on les aurait exposées et on aurait passé outre, mais combien de siècles n'avons-nous pas vécu depuis hier! Hier, la chambre des pairs faisait au Luxembourg des lois pour la France constitutionnelle, aujourd'hui la commission pour l'organisation du travail y siége au milieu de l'attente et de l'anxiété de la France républicaine. Tous les regards y sont portés comme vers le Sinaï ou le cap des Tempêtes.

Or, ce n'est pas par de semblables fins de non-recevoir qu'on pourra repousser la doctrine dont il s'agit; ce n'est pas en démontrant les difficultés de la réalisation, mais en prouvant qu'elle est fausse.

Et cette démonstration a été faite sans réplique, sans conteste. Prédications, expériences, tout a été essayé, tout a fait défaut. Il demeure établi par la science et par l'histoire que la concurrence est pour le travail ce que le libre arbitre est pour l'homme : ôtez à l'homme sa con-

science, sa responsabilité morale, il devient brute; ôtez au travailleur son indépendance, sa libre allure, il devient inerte. Il demeure établi également que la répartition des produits par un pouvoir distributeur, l'anéantissement, pour dire le mot, de la propriété, de l'hérédité, est, en admettant qu'un tel pouvoir puisse s'établir et se maintenir régulièrement, la destruction de tous les mobiles qui poussent au bien, de toutes les raisons d'être et d'agir. Pour fonder un pareil ordre de choses, ceux qui l'ont tenté ont compris qu'il fallait modifier l'homme; aussi ont-ils fait une nouvelle analyse de ses passions et de ses facultés; pour soutenir une erreur, ils se sont appuyés sur des erreurs plus grossières encore. Êtres imparfaits et périssables, nous n'avons de valeur morale que par la lutte, nous ne sommes heureux que par l'amour. Supprimer la liberté, détruire les chances du combat, condamner le travailleur à produire sans émulation, sans alternative de profits et de pertes, réduire sa responsabilité personnelle à une diminution de consommation, c'est rendre inutiles les facultés qui sont sa force ou sa gloire, le zèle pour arriver au mieux, le courage pour supporter le pire; c'est lui enlever l'espoir qui fait vivre, et le succès qui récompense d'avoir bien vécu. En vain on prétend substituer à l'aiguillon de l'intérêt particulier le dévouement à l'intérêt général. L'horizon de la pensée comme l'horizon visible est court et borné; jamais on n'obtiendra que pour un résultat ignoré, pour accroître une masse de richesses dont le chiffre lui sera indifférent, l'homme déploie l'énergie qu'il apporte à accroître son propre pécule. On a bien trouvé des soldats qui ont dompté l'instinct de leur conservation et bravé la mort par amour de la gloire, par dévouement à la patrie. Sans doute; mais la guerre a toujours été un état exceptionnel et passager, l'héroïsme guerrier se développe et s'exalte par accès et avec intermittence. L'effort qu'il nécessite ne saurait être et n'a jamais été continu. En exiger un semblable pour organiser le travail pacifique, demander à chacun des membres de la famille universelle une absorption permanente dans le sentiment de l'intérêt général, croire que dans cette vie de labeur qui a besoin de toutes les minutes, de toutes les heures, ce sentiment ne fera jamais défaut et suppléera aux préoccupations individuelles qui rendent la concurrence si féconde, c'est méconnaître entièrement la nature humaine.

Mais cette nature humaine, on nous accuse de la calomnier, on se propose de la transformer en l'améliorant! Nous persistons à penser que, si le dessein est louable, l'œuvre est imprudente et le résultat chimérique. Au lieu de l'intérêt immédiat et pressant qui le sollicite au travail, vous ne laissez à l'homme qu'un but éloigné et inconnu à poursuivre; au lieu de l'orgueil qu'il puise dans le sentiment de sa force personnelle, et de l'ardeur qu'enfante le succès visible et palpable obtenu chaque jour, vous vous adressez à une faculté, supérieure

peut-être au point de vue moral, mais inféconde en résultats pratiques, et dont notre nature incomplète ne saurait constamment supporter l'effort. Travailler pour tous est mieux que travailler pour soi, mais cette abnégation ne saurait être demandée à tous et à toutes les heures sans crainte d'amener l'indifférence ou la fatigue. Faire de l'univers une vaste société en commandite, ou plutôt une communauté de Moraves, serait peut-être transformer bientôt l'humanité en une agglomération de castors, dont l'œuvre, toujours la même, n'a point fait un pas depuis l'origine des temps.

Mais si l'amour de la lutte, si le goût de l'aventure, ou la passion de l'imprévu qui donnent tant de charmes à la vie individuelle et forment un second aspect sous lequel il convient d'envisager la question de l'organisation du travail; si le sentiment de l'indépendance, en un mot, est remplacé par un sentiment plus fort, plus enraciné au cœur de l'homme; si ce nouveau et puissant mobile est le propre effet de l'intérêt particulier au nom duquel nous réclamons, le problème ne sera-t-il pas résolu, et regretterons-nous encore cette funeste concurrence où tant d'efforts étaient perdus, cet antagonisme mortel des égoïsmes particuliers qui avait pour but la victoire à tout prix et pour moyen l'exploitation de toutes les faiblesses?

Que veut l'homme quand il travaille? Vivre et jouir. Que représente pour lui le produit de son labeur quotidien? D'abord ce qui est nécessaire à son existence de chaque jour, plus une certaine somme du bien-être auquel il aspire et dont la perspective est infinie. Si l'organisation du travail par l'économie, qui en est le premier fruit, augmente dans une proportion incalculable les résultats du travail, les jouissances de l'ouvrier seront accrues dans la même proportion; et comme ce double accroissement est indéfini, comme le besoin des jouissances matérielles nous aiguillonne à chaque heure, il arrivera nécessairement que là où le dévouement au bien général fera défaut, là où le sentiment de la gloire faillira, l'amour du bien-être viendra rendre toute son élasticité au ressort détendu.

Si nous avons calomnié la nature humaine en la déclarant incapable d'un effort continu pour un intérêt vague et vers un but lointain, à notre tour nous prétendons que c'est la calomnier que de donner à ses actions, comme le seul ou le plus puissant mobile, le désir des jouissances et du bien-être.

Ce besoin, quelque réel qu'il soit, quelque portée qu'il renferme pour exciter au travail, n'agit que dans certaines circonstances données, et n'agit jamais seul. Bien loin d'être sans limites, le cercle des jouissances particulières est d'une étendue très étroite, si aucun autre désir ne vient agrandir et épurer ce désir du bien-être. Quand il ne s'agit pour lui que de vivre, l'homme se contente de peu, et sa nature se

prête sans efforts, même avec une certaine joie, aux plus grandes privations. Sous le soleil, il vit d'air et de rêves, ses jouissances sont réelles, mais il n'a pas besoin de travail pour les conquérir; dans les brumes du Nord, il travaille avec ardeur, mais il se refuse toutes jouissances : ce n'est pas le salaire qui lui manque, c'est le goût. Si le prolétaire de Naples ou de Séville, si l'engagé des Antilles, repoussent le labeur le mieux payé quand ils ont à dormir à l'ombre après un maigre repas, l'ouvrier de Londres et de Birmingham ne veut point quitter les retraites immondes où le typhus le moissonne, même pour les logemens comfortables et à bas prix où la philanthropie de lord Ashley veut le réunir à ses frères. L'indépendance, la liberté de caresser sa chimère favorite, au nord comme au midi, partout, voilà ce qui fait agir les hommes; une fois ravies, tout leur devient terne et indifférent; en vain vous leur parlerez de jouissances matérielles, ils demeureront immobiles et sans force, car ils se sentiront dégradés.

Ces jouissances matérielles d'ailleurs, même quand ils les ont recherchées avec ardeur, ce n'a jamais été en vue d'elles seules et pour elles-mêmes.

Jusqu'à présent, elles ont été le signe et le complément d'une certaine élévation, elles se sont alliées aux jouissances de l'esprit, elles ont été considérées, il faut le reconnaître, comme l'apanage des classes supérieures ou privilégiées. A ce titre, et dans son besoin d'ascension sans relâche, le travailleur pouvait les poursuivre d'une recherche infatigable et obstinée. La richesse pour lui, c'était l'affranchissement, la puissance, la science surtout. Dans une société où les classes seront confondues, où le pouvoir et l'éducation deviendraient l'apanage égal de tous ses enfans, cette noble raison d'agir aurait perdu toute valeur, et la possession des jouissances matérielles perdrait son plus grand prix.

Enfin, ce n'est presque jamais pour lui-même et pour lui seul que le travailleur les désire et les acquiert, c'est pour les faire partager à ceux qui vivent en lui et par lui : c'est pour l'amour de sa femme, de ses enfans qu'il travaille; la récompense de ses peines est tout entière dans ses affections. Or, si l'organisation du travail, ainsi que l'entend la science nouvelle, tend à amortir, loin de l'exciter, l'activité humaine, la distribution des produits du travail par un pouvoir central et régulateur tend à affaiblir le sentiment de la paternité et les joies de la famille; après avoir frappé l'homme dans sa valeur relative et sa dignité morale, le système que nous combattons l'atteint dans son bonheur, c'est-à-dire dans ses affections.

Nous ne dissimulons pas les attaques spécieuses dont l'hérédité a été l'objet, nous acceptons quelques-unes des maximes au nom desquelles on s'est efforcé de détruire ce qu'on a appelé non un droit, mais un fait anti-social et inique. C'est assez que dans les vues impénétrables de

sa prescience Dieu ait condamné ses créatures à des inégalités naturelles, inégalités physiques, intellectuelles et morales; c'est assez qu'il ait donné aux uns au préjudice des autres la beauté, l'intelligence et la raison : il ne faut pas que la société vienne encore, et sans justice aucune, créer des privilégiés et des parias; il ne faut pas que par son fait seul se perpétuent et se consolident des inégalités plus choquantes encore, qui ne tendent à rien moins, lorsque la Providence a fait à chaque homme des existences si dissemblables, qu'à refuser, au profit des hasards de la naissance, la possibilité de vivre à ceux que leur naissance condamne à la misère et à l'abandon.

Cette considération est grave, et, prise en elle-même, ne pourrait être combattue avec efficacité; mais, si on l'envisage dans ses rapports avec la nature de l'homme et avec les principes fondamentaux d'où dépend l'existence des sociétés, on sera amené à reconnaître que l'abolition de toute hérédité est réellement anti-humaine et anti-sociale.

Quel est le mobile des actions humaines? Le désir, la passion. Pour que les effets soient considérables, la cause doit être efficace; pour que la passion soit forte, il faut que l'objet en soit immédiat et voisin. Or, de toutes les passions humaines, l'amour est la plus ardente et la plus féconde; de toutes les affections, la paternité est celle qui a dans le cœur la première place. Mais cette affection, ce sentiment passionné, vit, comme tous les autres, de mouvement et d'action; pour qu'il se développe, il faut qu'il s'emploie; pour qu'il subsiste, il faut qu'il se dévoue. Le sacrifice est aussi nécessaire à l'amour que la lutte à la liberté.

Or, maintenant, que la vie de la femme, que l'avenir des enfans ne dépende plus du labeur de l'époux ou du père; qu'il soit dispensé de pourvoir à l'existence présente et future de ceux à qui il a donné la vie; qu'il ne puisse continuer pour ainsi dire, tant qu'il sera sur la même terre, ou même lorsque Dieu l'en aura retiré, cette tutelle et cette protection qui semblent le prolongement de la création première : croit-on qu'il sera sollicité au travail par un intérêt aussi efficace? croit-on que son travail sera aussi fécond? croit-on enfin que l'amour sera aussi vivace dans son cœur?

En vain espère-t-on remplacer tous ces sentimens, qui sont une partie si intime de nous-mêmes, par l'amour de la patrie commune, par la fraternité. L'ame humaine ne jette pas aussi loin ses affections et ses racines; le ferait-elle, que ses impressions perdraient en vigueur ce qu'elles gagneraient en étendue; et comme, pour produire un mouvement, il faut que l'objet d'où naît le choc soit prochain, il en résulterait pour tous et à un autre point de vue cette indifférence et cette torpeur que nous avons signalées déjà.

Nous disons que l'espoir de perpétuer même après soi la preuve de sa tendresse paternelle est le mobile le plus puissant des actions de

l'homme, nous disons que l'hérédité est nécessaire pour le maintien et le développement de la paternité; l'histoire l'a jugé ainsi, et, pour trouver une doctrine contraire, ce n'est pas en avant, mais bien loin derrière nous, qu'il faut porter nos regards. Y revenir, ce serait anéantir tous les titres de gloire de l'humanité; destituer la femme des fonctions sublimes auxquelles l'a appelée la religion chrétienne et la rendre à la destination brutale et sensuelle, ce serait de l'homme libre et responsable faire un rouage insouciant dans la machine universelle, du citoyen un soldat passif, du père un *reproducteur;* ce serait substituer un univers régulier, mais sans vie, un monde uniforme, mais glacé, à notre terre si animée, si progressive et si féconde.

Encore si cette doctrine, que nous ne pouvons nous empêcher de déclarer anti-humaine, ne devait pas altérer dans leurs profondeurs les fondemens mêmes de la société; mais elle est à ce point de vue tout aussi fausse, tout aussi funeste. Quel est le premier besoin des sociétés? C'est l'ordre et la paix. Quel est le complément indispensable du progrès? La durée. Quel est l'éternel ennemi du genre humain? La convoitise et la passion.

Or, si l'homme, éternellement dirigé par le feu intérieur qu'il renferme dans son sein, a besoin de lui trouver un éternel aliment, si la sécurité et le repos de la société où il se meut dépendent et de la satisfaction qu'il donne à ses passions et de la nature de ses passions même, quoi de plus rassurant pour le sort de cette société que d'exciter de préférence une passion qui se trouve être à la fois la plus violente et la plus noble? Quoi de plus utile au point de vue général, de plus équitable dans l'intérêt de tous, que de consacrer, malgré les inconvéniens qui en découlent, cette hérédité d'où naissent le culte de la famille, le maintien de la tranquillité publique, le développement des richesses et les progrès de la civilisation? Que si au contraire vous rendez le cœur de l'homme désert et insensible, ou si vous ne cherchez à le remplir que d'un sentiment trop vague et trop impersonnel, si vous ne lui offrez qu'un but trop lointain, ne craignez-vous pas alors qu'entre une vertu d'autant plus difficile qu'elle aura une utilité moins immédiate, et des appétits d'autant plus impérieux qu'ils auront un contrepoids moins puissant, l'homme ne se laisse aller tout entier à ses instincts les plus méprisables, et n'aurez-vous pas tout à craindre d'une société livrée ainsi à tous les hasards de la violence et des jouissances égoïstes?

Ce ne sera plus alors un monde immobile et indifférent qui sera substitué au monde ancien; mais, pour avoir voulu convier le genre humain à des destinées trop hautes, on aura changé la terre en une arène sanglante où les plus détestables passions, aisément victorieuses parce qu'elles seront les plus violentes, inaugureront leur règne détesté.

Nous ne savons s'il est utile, s'il est nécessaire de combattre ainsi et à l'avance des doctrines qui n'ont encore trouvé nulle part le droit de bourgeoisie, depuis le jour déjà si éloigné où elles se sont produites; mais, comme tous les systèmes que soulève la question de l'organisation du travail y viennent aboutir par une nécessité fatale, comme il importe d'en signaler le danger, comme nous sommes arrivés à cette heure où chacun doit se rendre un compte sévère des opinions qu'il peut être appelé à consacrer par les plus douloureux sacrifices, il nous a paru que la manifestation de toute pensée individuelle, bien qu'insuffisante et défectueuse, était plus qu'un droit, presque un devoir.

III.

Si la doctrine que nous venons de combattre ne renferme pas la solution du grand mystère qu'il est si urgent d'éclaircir, en serons-nous réduit à reconnaître que la question de l'organisation du travail est de celles qu'il ne faut point poser, et comme elle semble la cause, l'objet principal de la révolution de 1848, à condamner cette révolution à un douloureux avortement?

Nous avons dit plus haut l'urgence, la nécessité de la recherche d'un inconnu qui ne peut être introuvable, quoiqu'il n'ait pas été trouvé; nous disons maintenant que la question ne semble insoluble que parce qu'elle est mal engagée, et que, si au lieu de poursuivre une formule entièrement neuve pour un système qu'on a le tort de représenter comme radicalement nouveau, par conséquent d'exiger ce qui est impossible et serait erroné; si, au lieu de s'adresser uniquement à l'inspiration et à l'invention, on demandait à la réflexion, à l'expérience, à la science du passé, les leçons qu'elle peut encore donner, on serait bientôt amené à reconnaître que la question n'est ni si considérable ni si nouvelle qu'on veut bien le prétendre, et qu'il n'est pas si difficile d'y répondre.

De quoi s'agit-il donc en effet, et quelle est la vérité nouvelle qui vient de luire sur le monde, quel est le fait présent si incompatible avec le passé, qu'il doive bouleverser la surface et les profondeurs des sociétés humaines?

Quand le fils de Dieu est venu nous apporter la parole de vie, quand il a substitué au culte exclusif de la patrie, à cette absorption du citoyen dans l'état que l'école économique moderne renouvelle du monde païen, le sentiment de la dignité individuelle et la doctrine fraternelle de la charité, a-t-il prêché cette substitution violente, immédiate, radicale? Loin de là, il a approprié l'esprit nouveau aux formes antérieures; son église l'a suivi dans les même voies, elle a emprunté aux religions anciennes

ses cérémonies, même quelques-uns de leurs dogmes, et, sans avoir rompu la chaîne des traditions, le monde romain s'est trouvé le monde chrétien, avec la double garantie de la force et de la durée.

Aujourd'hui, l'entreprise est-elle la même? Mais il y a deux mille ans que le mot de fraternité a été prononcé pour la première fois, et il y en a quatre mille que l'association a été pratiquée parmi les hommes.

On a dit que le christianisme avait été détourné de ses voies, et que l'individualisme avait usurpé la part de la fraternité. Nous disons qu'aujourd'hui on veut, au nom de la fraternité, proscrire et étouffer l'individualisme. Cette seconde erreur ne vaudrait pas mieux que la première, et il importe de s'en garder. Laissez se développer parallèlement deux forces aussi essentielles à l'équilibre humain que l'attraction et la répulsion à l'équilibre des mondes, maintenez la puissance paternelle au nom de l'association dans les familles; mais, au nom de la liberté, garantissez aux enfans une action individuelle, sans cela vous aurez la tribu. Au nom de l'association et de la fraternité, soumettez l'industrie et la production à des règlemens de sûreté et à des prescriptions de police; mais, au nom de l'individualisme et de la liberté, laissez au travailleur son indépendance à ses risques et périls, sans cela vous aurez les corporations, les congrégations, les castes. Au nom de l'association enfin, intéressez tous les enfans d'un même sol au progrès de la patrie commune; mais, au nom de l'individualisme, faites que leurs intérêts, en s'y ralliant, ne se perdent point dans la masse des intérêts publics, qu'ils puissent, au prix d'une douloureuse expérience, s'en séparer, afin d'y revenir avec plus de dévouement et d'expansion; faites que le citoyen ait des intérêts propres, des affections privées durables et profondes, afin de rendre à son tour à la société l'appui qu'elle lui accorde; autrement vous aurez le monde fataliste, sensuel et improductif de Brahma ou de Mahomet.

Si donc nous voyons que la doctrine de l'association n'est pas nouvelle, nous estimons aussi que la substitution de la fraternité à l'individualisme est une doctrine fausse. Ce point reconnu et éclairci, les dangers et les besoins de la situation actuelle de notre pays présenteront moins d'importance et de gravité. La révolution de 1848 pourra être progressive, elle ne sera plus radicale; il y aura lieu d'améliorer, non de refaire; on devra recourir au savoir, à la bonne volonté, à la prudence, non à la divination et au génie, ce qui semble devoir être plus facile, ce qui est à coup sûr plus rassurant.

Au point de vue politique, nous le répétons, il n'y a ni dissentiment ni lutte possible sur la forme de gouvernement. Quant aux institutions de détail qui découleront de l'établissement du gouvernement pour tous et par tous, il faut croire qu'elles seront préparées avec cet esprit remarquable de tolé- rance et de modération qui a signalé la révolu-

tion de février 1848. Si l'égalité y gagne, nous espérons que la liberté n'y perdra rien.

Au point de vue social, nous l'affirmons, il importe plus que jamais de fortifier, de maintenir les grands principes qui ont été la base de toutes les sociétés humaines, et qui les ont faites d'autant plus grandes et prospères qu'ils avaient été mieux connus et pratiqués, c'est-à-dire de consolider la famille et de respecter l'hérédité, le droit d'adoption, de testament, de faire une large part à la liberté individuelle et de ne pas courber tous les hommes sous le joug uniforme de l'association.

Cependant, comme il importe que les droits de la famille ne deviennent point exclusifs, que la nécessité de l'héritage n'engendre pas le privilége et l'oisiveté, et que, pour obvier au désordre, on ne crée pas l'asservissement, la révolution de 1848 devra développer l'œuvre de ses deux sœurs aînées, et hâter, loin de la ralentir, la circulation de la propriété. La classe qui possède aujourd'hui est fille des déshérités de l'ancien régime; elle est arrivée par le travail de ses derniers auteurs, par le sien surtout, à la position qu'elle occupe. Que la nouvelle société retranche de l'hérédité tout ce qui, sans être nécessaire pour le développement de l'activité et le maintien de l'ordre, rendrait cette ascension des classes les plus pauvres moins facile et moins prompte, qu'elle accélère le mouvement plus encore que ne l'ont fait les gouvernemens écroulés hier, qu'elle rende plus soudaines et plus exemplaires ces chutes et ces élévations, fruits de la liberté, leçons pour la responsabilité individuelle, et vous n'aurez plus à redouter ces agglomérations iniques des instrumens de travail, car l'oisiveté deviendra de plus en plus impossible; l'hérédité ne sera plus que ce qu'elle doit être, un stimulant et une garantie, et vous n'aurez pas besoin, pour ramener le règne de la justice sur la terre, de la condamner à l'immobilité, au silence, au despotisme ou à la barbarie.

Comme il importe également que l'individualisme, c'est-à-dire la concurrence, n'entraîne pas l'exploitation du faible par le fort, la déperdition de ressources immenses dans l'intérêt d'un antagonisme à outrance qui ne profite à personne; comme il importe surtout que le gouvernement républicain garantisse à tous les citoyens non le travail et la vie (le travail et la vie sont fils de la paix et de l'ordre, toute forme de société les donne, même la plus tyrannique, pourvu que la société soit riche), mais assure à chacun le libre exercice de ses facultés, et le défende contre l'abus de la force, il faut opposer de nouvelles barrières aux envahissemens de l'individualisme, et de nouveaux remèdes aux excès de la concurrence.

Sur ce point encore, nous avons seulement à développer les germes que le travail des siècles a fait éclore; leur œuvre n'est point à interrompre, mais à féconder.

De quoi se plaignent surtout les classes ouvrières? De la prépondérance du capital, de l'accumulation du capital dans les mêmes mains, de l'arbitraire dans la fixation du salaire, de leur état précaire dans l'enfance et la vieillesse. A tous ces maux l'organisation du travail, comme nous l'avons établi plus haut, ne serait point un remède; car, si elle devait affaiblir l'activité humaine, le produit du travail deviendrait moindre, le capital serait diminué, et, en admettant que la fortune de chacun devînt plus égale, le sort de tous deviendrait pire.

Mais il existe heureusement bien des palliatifs aux malaises que nous reconnaissons nous-mêmes, et sous ce rapport, loin qu'il y ait disette, les moyens abondent, et on peut choisir.

Nous estimons que, par rapport à l'enfance, le gouvernement républicain donnera une réelle satisfaction aux exigences les plus légitimes : l'ancien ordre de choses lui a légué des exemples qu'il suffit seulement de généraliser; de la crèche à la salle d'asile, de la salle d'asile aux écoles la progression est régulière, l'ensemble des institutions est complet.

Nous pensons de même qu'il sera facile de garantir l'avenir des travailleurs, et d'assurer du repos à leur vieillesse. Le moyen à cet égard est tout trouvé, c'est la mutualité; on peut en étendre les bienfaits sans la rendre obligatoire; on peut aussi d'une institution éminemment sociale faire une institution politique au plus haut degré. Que l'état centralise toutes les assurances, qu'il en reçoive les annuités, qu'il en paie les rentes, et la tranquillité publique aura pour soutiens tous les intérêts particuliers. Ce système, qui a pour base l'effort individuel et pour caution la prospérité commune, n'est-il pas mille fois plus pratique et plus fécond que la doctrine du pouvoir distributeur et de l'association forcée?

Quant à l'âge intermédiaire, à l'âge du travail, il nous est impossible de ne pas déclarer que les obligations de l'état nous semblent infiniment moins étroites, et que la république française ne nous paraît ni devoir, ni pouvoir faire à ce sujet ce qu'il est de son éternel honneur de garantir à la vieillesse et à l'enfance. Pour nous, qui voulons une large part à la liberté, à l'activité, qui soutenons que tout bien veut être acheté par la lutte, nous ne demandons à l'état que de maintenir autant que possible la loyauté et l'égalité dans la lutte, nous n'exigeons pas de lui qu'il en donne les armes et le prix. Nous le ferions, qu'il lui serait impossible de nous satisfaire.

Quoi qu'il dise et qu'il promette, à moins d'être le seul *propriétaire*, l'état ne peut garantir le travail; à moins d'être le seul *maître*, il ne peut l'organiser. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit à ce sujet; mais, pour faire comprendre à quel point cette question de l'organisation du travail est pleine de malentendus et d'erreurs, il suffit

de remarquer que ceux par qui elle a été traitée n'ont jamais eu en vue que le travail manuel. Or, les travailleurs ne sont pas seulement les ouvriers; or, si l'on garantit un travail suffisant aux ouvriers, il faut garantir aux travailleurs intellectuels un travail productif; or, si l'on organise l'activité matérielle, il faut organiser le génie et la vertu. Qui donc y a songé jusqu'ici?

Revenons au vrai : dans l'ordre matériel, l'état doit protection aux faibles contre les forts, comme dans l'ordre moral aux bons contre les méchans, comme dans l'ordre intellectuel aux idées fécondes contre les doctrines subversives. Il ne peut pas plus assurer le bien-être que décréter la vertu et la vérité, il le peut encore moins à l'aide d'un système qui conduit à l'appauvrissement; son seul devoir est de combattre la misère aussi bien que l'erreur et le crime, mais sans porter plus d'atteinte à la liberté du travail qu'on n'entend en porter à la liberté de la conscience et de la pensée : il n'a pour arriver à ce but qu'à rendre le travail plus loyal pour tous, plus accessible à chacun.

Ainsi le capital manque, il fait défaut notamment à l'agriculture! Rendez l'union du capital et du travail plus étroite et moins onéreuse; que l'ouvrier trouve partout les instrumens nécessaires à son activité. Pour cela les mesures abondent, les monts-de-piété, l'emprunt, les billets à rente, les billets hypothécaires, et vous avez cette bonne fortune que vous pouvez, au moyen d'une combinaison nouvelle substituée aux rigueurs de l'ancien régime hypothécaire, prendre aux caisses d'épargne la plus grande partie de ce que vous donnerez à l'agriculture, en même temps que vous leur aurez assuré un placement solide, car le produit des caisses d'épargne ne peut demeurer stérile dans les coffres de l'état. Les événemens ont démontré combien étaient vaines les promesses d'un remboursement quand même; bornons-nous à désirer, pour les épargnes du pauvre, un gage à l'abri de la dépréciation. Quoi de préférable au sol sous ce rapport?

Le capital s'accumule! Rendez sa circulation plus facile par l'escompte, les banques, la diminution des frais d'emprunt, de recouvrement; que l'état prête, escompte et recouvre; restreignez le droit d'héritage à ce qu'il a de nécessaire pour stimuler au travail et garantir l'ordre; faites ainsi qu'il devienne presque impossible de perpétuer l'oisiveté dans plusieurs générations d'une même famille.

Le capital exploite le travail, et l'ouvrier veut être garanti contre l'arbitraire du maître! Multipliez les conseils de prud'hommes; donnez à l'*arbitrage* amiable plus d'attributions; l'*arbitrage* est la meilleure garantie contre l'*arbitraire :* établissez même, s'il est besoin, pour les principales industries, quelque chose de semblable à la taxe du pain et aux tarifs des objets de première nécessité. Ces tarifs, ces taxes variables selon les milieux où elles seraient fixées, ces arbitrages de juges inté-

ressés et compétens, rassureraient l'ouvrier et le maître; la concurrence deviendrait loyale et n'en serait pas moins libre. Enfin, la division et l'éloignement entraînent une grande perte de ressources, l'association est mère de l'économie et du bien-être! Encouragez l'association quand elle veut se produire; construisez aux frais de l'état, pour le travailleur qui en demandera l'entrée, des habitations plus saines et plus commodes, où il trouvera la vie matérielle à meilleur marché et le perfectionnement intellectuel et moral. Employez à ces établissemens, dont le produit sera sûr et élevé, l'argent que les travailleurs auront mis de côté pour s'assurer du pain dans leur vieillesse. Faites ainsi un budget du travail qui s'alimentera et se grossira par lui-même; fondez un réseau d'institutions philanthropiques et paternelles qui prendra l'homme au berceau et le conduira jusqu'à la tombe; celui qui naîtra pauvre n'aura point à reprocher à la société où il aura vécu d'avoir été pour lui une mauvaise mère. Mais que toutes ces institutions respectent et conservent la liberté, l'indépendance de l'homme; faites-les réglementaires, non obligatoires; qu'elles enseignent, mais qu'elles ne contraignent point; qu'elles soient, en un mot, un frein, non un joug.

Il y a un grand nombre d'hommes, et des meilleurs, pour lesquels la prévoyance, la règle, la monotonie, sont insupportables et mortels. Si une atmosphère calme et tiède suffit à la plupart des organisations, les plus fortes poitrines veulent aspirer un air âpre et libre. Le hasard, l'aventure, la lutte, sont nécessaires à ces natures d'élite, ces êtres privilégiés qui sont les inventeurs et les poètes. Le monde de l'association n'est pas le leur. Platon, qui l'a rêvé, les a chassés de sa république idéale; Sparte, qui l'a presque réalisé, n'a inscrit le nom d'aucun de ses enfans sur le livre d'or de l'intelligence humaine. Aussi est-ce là le dernier, le plus grave reproche que nous adresserons aux auteurs de cette doctrine monacale de l'association forcée. En faisant de la terre un cloître, de la foule des peuples une communauté de paresseux et de pauvres, non-seulement ils affaibliraient chez tous les hommes le ressort intérieur, mais encore ils exileraient à jamais du monde ceux qui en font la gloire, qui ceignent le front de l'humanité d'une auréole immortelle, ceux qui ont besoin de l'adversité pour se révéler à eux-mêmes, et dont la couronne est toujours tressée d'épines. Après avoir arrêté le mouvement, ils nous raviraient la lumière.

BAILLEUX DE MARIZY.

L'ORGANISATION DU TRAVAIL

ET L'IMPOT.

« Si la société est mal faite, refaites-la. »
(Discours de M. Louis Blanc.)

Une révolution n'est vraiment digne de ce nom que lorsqu'on la fait dans l'intérêt du plus grand nombre. Les intrigues et les catastrophes de palais, les changemens soudains d'hommes ou de lois peuvent laisser une trace de sang dans l'histoire : la mémoire des peuples ne s'attache qu'aux événemens qui ont amélioré leur sort, et qui marquent en quelque sorte les étapes du progrès.

Le progrès est la pierre de touche des révolutions; mais il ne s'accomplit pas en un jour, il ne jaillit pas comme un éclair qui illumine l'espace. Les peuples s'affranchissent par degrés. La liberté s'étend, et la base du pouvoir s'élargit à mesure que les lumières se répandent. Chaque évolution de l'humanité apporte une idée nouvelle et consacre des droits nouveaux; chacune a sa destinée à remplir. Il ne faut pas que les lois s'élancent en avant ni qu'elles passent à côté des mœurs, car alors elles seraient des chimères ou des violences.

Quand on veut sérieusement réformer, améliorer, développer, on doit partir de ce qui existe, et prendre pied dans le monde des réalités. Les grands législateurs de l'antiquité et des temps modernes se sont toujours annoncés comme les continuateurs de la tradition orale ou écrite. C'est dans le passé, c'est dans les mœurs primitives qu'ils ont placé leur idéal, leur âge d'or. Moïse continue les patriarches, et l'Évan-

gile se rattache à la loi de Moïse. Les sages de la Grèce vont s'instruire dans les rites mystérieux de l'Égypte. Rome emprunte la loi des douze tables à la Grèce. Grégoire VII fait sortir de la république chrétienne un catholicisme monarchique et conquérant. Luther, en proclamant la liberté religieuse, ne renonce ni à l'autorité ni à la grace. La révolution française, qui considère les titres du genre humain comme oubliés ou perdus, franchit un intervalle de deux mille ans pour aller les demander à Rome ou à la Grèce. Napoléon, pour donner de larges et solides bases à la société civile, pour rédiger les codes, interroge les annales, l'expérience et le bon sens de la nation.

Ceux qui prétendent refaire la société ne sont que des rêveurs ou des anarchistes. Tout le secret de ceux-ci consiste, comme on le dit hautement dans certains clubs, à mettre dessus ce qui était dessous, et à mettre dessous ce qui était dessus. Ils élèvent le désordre à la hauteur d'une théorie; pour eux, renverser est tout; ils ne songent pas à reconstruire. Par cela même, nous les croyons peu dangereux; la société a besoin d'ordre et ne suit pas long-temps ceux qui la mènent à travers les ruines. Quant aux autres, quant à tous les esprits faux qui nous proposent un monde de leur façon, depuis les conceptions ultra-démocratiques d'Owen jusqu'aux théories ultra-despotiques de Saint-Simon, leurs systèmes dérivent d'une vue incomplète du cœur humain et de l'histoire; ils ressemblent à ces monstres de la création, dans lesquels une partie du corps se trouve développée à l'excès et absorbe la substance de toutes les autres. Les uns sacrifient l'autorité à la liberté, les autres la liberté à l'autorité. En considérant l'état social, ils ne s'élèvent jamais à l'harmonie ni à une vue d'ensemble. Aussi leur influence ne peut-elle ni s'étendre ni durer. Elle passe comme un météore sinistre; elle éblouit et n'éclaire pas. Entre les réformateurs et les niveleurs il y a un abîme. Luther a émancipé l'Allemagne, et les anabaptistes l'ont ravagée. L'assemblée constituante a proclamé des principes qui feront avec le temps la conquête du monde civilisé, et les doctrines de Babœuf n'ont produit que des machinations contre l'ordre social, machinations absurdes autant que funestes.

On ne refait pas la société, parce que la société est l'œuvre de Dieu avant d'être l'œuvre des hommes. La Providence en a posé les bases et en a marqué les destinées. Les lois du monde moral aussi bien que celles du monde physique émanent de cette pensée éternelle et immuable. Nous ne sommes pas notre propre cause. Nous ne donnons pas l'impulsion à cette gravitation puissante qui entraîne les individus, les nations, le genre humain tout entier. Nous pouvons y associer nos efforts, mais voilà tout. La famille, la propriété, les droits et les devoirs, nous n'avons rien créé; nous ne pouvons rien détruire. Pour changer la société, il faudrait changer la nature humaine, donner à l'homme d'au-

tres besoins, d'autres penchans, d'autres sentimens que ceux qu'il manifeste et qui sont inhérens à sa constitution. Il faudrait encore séparer complétement les nations de leur passé, et rompre tout lien de solidarité entre les hommes. Ce serait la folie aux prises avec l'impossible.

De pareilles clameurs avaient encore un prétexte avant l'ère de régénération qui fut inaugurée en 1789. A cette époque en effet, la vieille monarchie expirait, et le gouvernement représentatif allait naître. L'administration était décrépite, l'ordre politique était encombré de priviléges, la propriété se trouvait concentrée de la façon la moins productive dans un petit nombre de mains. L'industrie et le commerce étaient dans les langes; le crédit n'existait pas, des voies de communication imparfaites et clairsemées sillonnaient le territoire; la France était comme une terre inculte que la révolution avait à défricher.

Cette révolution, nous l'avons faite. Il n'y a plus de priviléges, il n'y a que des droits. Tous les hommes étaient égaux depuis cinquante ans devant la loi civile; l'égalité s'établit aujourd'hui devant la loi politique. La propriété du sol, qui appartenait à quelques privilégiés, est devenue le fait le plus général en France. Presque tout le monde possède de nos jours. Le repos de la société tient désormais au grand nombre des propriétaires, comme la fortune de l'état au grand nombre des contribuables. Avec la diffusion de la richesse immobilière, la richesse mobilière a pris l'essor. Les capitaux ont été accumulés par l'épargne; le crédit a reçu des développemens inconnus; le travail, affranchi et honoré, devient le principe de toutes choses; l'ordre actuel, grace aux réformes profondes opérées depuis un demi-siècle, est véritablement un ordre nouveau. Pour le refaire, il faudrait défaire; il faudrait remettre en question les progrès accomplis, et tenter, après deux expériences malheureuses, une troisième restauration du passé.

Tous les changemens qui peuvent intervenir dans l'état social d'un peuple ont pour objet, soit de renouveler la forme de la pensée religieuse, soit de modifier le principe du gouvernement, soit d'amener une autre distribution de la richesse et de la propriété, soit enfin d'établir des bases différentes pour la répartition des charges publiques. La religion, l'état, la propriété et l'impôt, voilà le cercle des combinaisons dans lesquelles se produit le besoin d'innovation et de réforme. Eh bien! qu'y a-t-il à changer aujourd'hui dans ces élémens de l'ordre social? Les novateurs ne nous apportent pas assurément un dogme supérieur au dogme chrétien, ni une morale plus pure et plus humaine que la morale de l'Évangile. Quant au gouvernement, tout le monde y concourt désormais; le droit est proclamé, il ne s'agit plus que d'en garantir à chacun le paisible exercice, de faire régner une égalité bien réelle, d'empêcher que le privilége d'une classe ne soit substitué au privilége d'une autre classe, que le capital ne soit immolé au salaire,

ou le salaire au capital; que le travail des bras, par une réaction qui frapperait les ouvriers eux-mêmes, ne prime le travail intellectuel, et que la corruption ne soit remplacée par la violence.

L'assiette de l'impôt conserve encore quelques traces du servage qui pesait, dans le dernier siècle, sur les rangs inférieurs de la société. Sans doute aucune classe d'hommes ne peut aujourd'hui s'exempter de la contribution que réclament les charges publiques: le clergé et la noblesse acquittent l'impôt; les citoyens, grace à la suppression de la corvée et de la dîme, ne paient plus d'impôt qu'à l'état. Pourtant la répartition des charges n'est pas conforme à la stricte équité; tous les citoyens n'y contribuent pas dans la proportion de leur fortune. Il y a des taxes qui se mesurent à l'importance de la propriété et du revenu; il en est d'autres qui, dépendant de la consommation personnelle, représentent une véritable capitation. Le paysan se voit rançonné par la taxe du sel; l'impôt indirect et l'octroi accablent de tout leur poids l'ouvrier et l'artisan dans les villes. Les contributions sont réparties, à certains égards, en raison inverse des facultés contributives; on voit trop que les propriétaires ont fait la loi, et qu'ils l'ont faite dans leur seul intérêt. Sur ce point, la réforme paraît facile; il n'est pas nécessaire de bouleverser la société, et il ne faut pas même se mettre en grands frais d'invention pour établir sur des bases plus équitables l'assiette de l'impôt.

La législation qui régit chez nous le commerce et l'industrie présente sans contredit des dispositions qui ont fait leur temps et des lacunes qui sont regrettables; mais ces défauts trouvent leur explication dans le caractère de l'époque à laquelle remonte le système. Ces lois furent rendues sous l'empire, dans un mouvement de réaction; elles accusent une déviation très prononcée des principes d'égalité et de liberté qui forment le trait distinctif de la société moderne. Ouvrez le code pénal et même le code de commerce: vous n'y verrez nulle part les droits de l'ouvrier placés sur la même ligne que ceux du maître; l'esprit d'association y est gêné et non pas secondé ni dirigé par les règles qu'on lui pose; enfin, le législateur ne semble pas plus avoir soupçonné l'importance du travail et du crédit qu'il n'avait deviné le rôle de création industrielle et d'expansion commerciale réservé à la vapeur.

Mais, pour redresser la tendance de nos lois, il suffit de les retremper dans leur source légitime. En rendant le travail libre, on le rendra fécond. Il n'est pas nécessaire, pour atteindre ce but, d'emprisonner la société dans les limites d'un phalanstère.

Pourquoi veut-on cependant reprendre aujourd'hui en sous-œuvre les fondemens de l'ordre social? Quel est le prétexte ou le but d'une aussi étrange croisade? Les novateurs ont arboré pour bannière ces mots ambitieux et équivoques : *Organisation du travail.* Ce qu'ils en-

tendent par là, nul ne le sait; ils ne le savent pas eux-mêmes. Comme l'a dit un illustre orateur, ils n'ont qu'un problème, et ils vont en avant avec la même intrépidité que s'ils apportaient une solution pratique : chercheurs aventureux qui appellent la société à quitter le terrain solide des faits, sans pouvoir lui montrer, même dans le lointain, le profil de la terre promise.

Parmi ces agitateurs et au premier rang figure M. Louis Blanc, qui a écrit un livre très populaire (1) et que le suffrage du peuple a élevé au pouvoir, comme pour le mettre en demeure de passer, à la faveur d'un mouvement révolutionnaire, de la théorie à l'action. Parlons d'abord de l'ouvrage; nous verrons ensuite ce qu'a fait l'auteur depuis qu'il a pris en main le gouvernement de la France. J'ai servi long-temps mon pays, comme M. Louis Blanc, dans les rangs de la presse quotidienne, qui est l'église militante de notre temps. En souvenir de cette confraternité qui m'est chère et en témoignage de mon estime, je lui dois et je lui dirai la vérité, sans prétention comme sans faiblesse.

M. Louis Blanc est un esprit plein de sagacité et qui excelle dans la critique. Un style clair, mordant, vigoureux, donne à ses écrits, outre l'attrait du moment, le cachet de la durée; mais il manque absolument de cette philosophie qui révèle le sens général des faits, et de cette expérience qui enseigne le côté pratique des choses. Son livre n'est ni une doctrine ni un plan. A le prendre par le côté des théories, on le trouve d'une insuffisance trop évidente, amalgamant sans choix le faux avec le vrai, et, à l'exemple de Jean-Jacques Rousseau, cherchant la force non dans la raison, mais dans la logique. Quant à la solution qu'il présente et qui consiste à ouvrir, en face des ateliers libres, des ateliers fondés par le gouvernement, elle est d'un vague qui confine au vide. Les systèmes d'Owen, de Saint-Simon et de Fourier sont des chefs-d'œuvre en comparaison.

Le succès de M. Louis Blanc s'explique moins par les qualités que par les défauts de son livre. C'est le vague même de ces données qui en a fait la popularité. Moins le symbole qu'il proposait au peuple était tangible et défini, et plus il autorisait d'illusions ainsi que d'espérances. Ajoutons qu'en introduisant l'action du gouvernement dans l'industrie, M. Louis Blanc ne demandait pas, comme Saint-Simon et Fourier, que l'on fît sans délai table rase de l'ordre actuel, ni que la société fût coulée d'un seul jet dans un moule nouveau. Il attaquait plutôt qu'il ne supprimait la liberté industrielle. En révolutionnaire habile, il avait l'air de respecter les droits ainsi que les habitudes, au moment même où il visait à tout déplacer. M. Louis Blanc a mieux réussi que les socia-

(1) *Organisation du travail*, par M. Louis Blanc; cinquième édition, 1848.

listes qui l'avaient précédé et dont il s'était manifestement inspiré, non pas parce qu'il égarait moins les esprits, mais parce qu'il leur imprimait d'abord une secousse moins violente.

Que veut détruire M. Louis Blanc, et que veut-il mettre à la place de ce qu'il détruit?

Les adversaires que son livre prend à partie, dans la société telle que vingt siècles de civilisation l'ont faite, ne sont rien moins que la liberté, la propriété, le capital et l'esprit d'association, en un mot les élémens essentiels de l'ordre ainsi que les forces vives du progrès. Ce qu'il prétend édifier sur ces ruines, c'est, sous une forme ou sous une autre, le monopole universel de l'état, c'est l'égalité absolue des personnes et des fortunes; c'est, comme l'a dit M. Michel Chevalier, un panthéisme grossier dans le sein duquel toutes les individualités viendraient s'absorber et se confondre.

Selon M. Louis Blanc, la concurrence en matière d'industrie et de commerce est la plaie de notre état social. Cette liberté du travail, pour laquelle nous avons livré de si rudes combats, ressemble au Saturne de la fable, qui dévorait ses enfans à mesure qu'ils venaient au monde. La concurrence est l'arme dont les forts se servent pour écraser les faibles. Elle enrichit les riches et appauvrit les pauvres, accroît les inégalités sociales, engendre l'oppression et la fraude, et tend à remplacer l'aristocratie de race par l'aristocratie d'argent. La concurrence est, pour la bourgeoisie, une cause incessamment agissante de ruine; elle est, pour le peuple, un système d'extermination. Elle ne procure même pas à la masse des consommateurs le bon marché qui en fait le prétexte et qui en serait l'unique excuse. Sous un tel régime, on passe par un avilissement des prix temporaires pour aboutir à la cherté, et par la licence pour tomber dans la servitude.

Voilà un tableau peu flatté assurément. Ce que M. Louis Blanc dit de la concurrence dans le travail, d'autres l'avaient dit avant lui; mais ils portaient plus loin l'anathème. La logique, en effet, ne permet pas de s'arrêter dans cette voie. Si l'on condamne la liberté à cause des excès qui en peuvent naître, il faudra étendre le même arrêt à la propriété, à la famille, aux lumières, car il n'est pas de principe dont on n'abuse, et la Providence, précisément parce qu'elle a fait l'homme libre, a placé partout dans sa destinée le mal à côté du bien.

Pour juger sainement les institutions, il s'agit de savoir si le bien l'emporte sur le mal, ou le mal sur le bien, et de quel côté penche décidément la balance. Que l'on examine, dans un esprit impartial, quels ont été, depuis soixante ans, les effets de la liberté pour le commerce ainsi que pour l'industrie, et je ne craindrai pas que les paradoxes éloquens de M. Louis Blanc fassent des prosélytes. Oui, cela est désormais

incontestable, et j'en prends à témoin les socialistes eux-mêmes, ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui. Nous devons à la liberté du commerce et de l'industrie, à la concurrence si l'on veut, tous les progrès, toutes les merveilles de notre siècle. Sous l'influence de ce régime, la société, prise en masse, s'est enrichie; la bourgeoisie, sortant de ses langes, a grandi visiblement en nombre, en puissance et en lumières; le peuple, enfin, a cessé d'être un chiffre pour former un corps agissant et pensant. Le travail, instrument de servage, est devenu le grand chemin de l'aisance. En même temps que la valeur de la propriété, s'est accru le taux des salaires. Depuis la révolution de 1830, l'accroissement représente déjà plus de trente pour cent. Que serait-ce, si l'on comparait le salaire d'aujourd'hui à celui que l'ouvrier obtenait avant 1789, sous le régime des corvées et des corporations, tant que son intelligence et ses bras demeuraient enfermés dans les institutions du moyen-âge?

La France de 1789 ne pouvait pas payer un budget de 500 millions; la France de 1847 a pu subvenir à une dépense de 1,600 millions, malgré les fautes de son gouvernement et malgré l'épuisement qu'avait produit une année calamiteuse. La fortune publique voit donc ses ressources au moins triplées. Est-il possible que le revenu de l'état reçoive de tels accroissemens sans que l'aisance augmente et se répande parmi les individus?

La richesse de l'état et des particuliers s'est accrue de deux manières : d'abord parce que le nombre des travailleurs s'est multiplié et que chacun d'eux a produit davantage; ensuite parce que la production, secondée par de nouveaux moteurs et par d'innombrables machines, a pu diminuer son prix de revient. L'ouvrier voit ses ressources augmenter, et, le même argent lui procurant plus de jouissances et servant à satisfaire des besoins plus étendus, il s'élève d'un degré dans l'échelle sociale. Voilà le mouvement qui s'opère sous nos yeux, chaque jour, dans tous les pays, et qui devient plus irrésistible à mesure que la liberté pénètre plus avant dans les mœurs.

On parle des variations que la concurrence peut amener dans le prix des choses. Nous n'entendons pas les contester d'une manière absolue; mais nous ne faisons que rendre hommage à la vérité, en disant que, dans ces oscillations inévitables, le bon marché finit toujours par être la règle, et la cherté des produits l'exception. Ajoutons que les prix vont se réduisant d'année en année, jusqu'à ce que la valeur des produits soit à peine supérieure aux frais de la main-d'œuvre, et que c'est dans les contrées qui jouissent de la plus entière liberté en fait de commerce et d'industrie, que l'on voit coïncider ces deux phénomènes, le haut prix des salaires et le bas prix des objets fabriqués. En présence du spectacle que ce libre développement de l'homme et de la so-

ciété donne déjà depuis près d'un siècle aux États-Unis, il y a plus que de la témérité, il y a de l'ingratitude à maudire le principe de la concurrence.

L'industrie, je le sais, traîne à sa suite bien des misères. Dans cette fécondité d'expansion qui la caractérise, elle n'a pas constamment pour rejetons l'ordre, le bien ni la richesse. Des crises périodiques la ravagent, qui dissipent les fortunes et qui moissonnent les existences. Du fond des ateliers, même dans les temps prospères, s'élèvent trop souvent des plaintes lamentables qui couvrent le bruit des machines et qui vont troubler la sérénité du ciel. J'ai vu, j'ai touché du doigt, j'ai sondé ces plaies que la plupart des socialistes exagèrent ou dénaturent en les décrivant sur des ouï-dire. J'ai pénétré dans les ateliers de famille comme dans les plus vastes manufactures; j'ai interrogé toutes les classes de travailleurs, depuis l'ouvrière qui gagne péniblement 40 à 50 centimes par jour jusqu'au mécanicien dont le salaire peut s'élever à 20 francs; j'ai comparé les ressources avec les besoins de chacun, depuis les parias qui vivent entassés pêle-mêle dans les bouges les plus infects, sans vêtemens, sans pain, sans air ni lumière, jusqu'à ces heureux du travail qui habitent les comfortables chaumières de Turton, avec l'aisance assise au foyer domestique et avec le contentement dans le cœur; j'ai poursuivi cette comparaison pendant près de vingt ans, à Paris, dans les villes industrielles de la France, en Belgique, dans les provinces rhénanes, en Suisse, en Angleterre et en Écosse. J'ai fouillé, la nuit comme le jour, les profondeurs les plus cachées, les mystères souterrains de l'état social. Dans le cours de cette pénible odyssée, j'ai senti bien des fois l'émotion soulever mon cœur et déchirer mes entrailles; mais je n'en ai pas conclu que le mal dominât sur la terre ni qu'il y eût lieu, pour corriger des misères accidentelles, de supprimer la liberté.

Si le malheur est peut-être plus apparent aujourd'hui, il est, certes, moins général que dans les sociétés anciennes. Ceux qui souffrent le plus sont les retardataires qui n'ont pas voulu ou qui n'ont pas su s'accommoder du progrès. Les tisserands à la main travaillent seize heures par jour pour vivre de pommes de terre; le tissage à la mécanique procure aux enfans et aux femmes le salaire des hommes faits. Le mouvement de la société, précisément parce que l'on n'y saurait résister, a quelque chose d'impitoyable; c'est aux institutions de relever, dans leur prévoyance et dans leur charité, les blessés qu'il laisse étendus sur sa route.

La science économique, en posant des principes que les pouvoirs publics avaient trop long-temps ignorés ou méconnus, a donné peut-être à ces lois une forme brutale et réactionnaire. Elle a proclamé avec raison que le salaire était une marchandise, dont le cours résultait né-

cessairement de la proportion qui existait entre l'offre du travail et la demande; mais elle a oublié de nous avertir que le salaire n'était pas une marchandise comme une autre, et que, dans les momens où l'offre des bras excédait trop largement la demande, la prévoyance des gouvernemens devait venir en aide, dans une certaine mesure, aux infortunes privées. La société est une espèce d'assurance mutuelle que la force collective établit pour diminuer et pour protéger la faiblesse de chacun; il ne faut pas cependant qu'elle dispense les individus de prévoir et d'agir, ni qu'elle ait la prétention d'accomplir, en prévenant tous les malheurs partiels, ce qui n'est pas au pouvoir de l'humanité et ce que n'a pas voulu la Providence.

« La concurrence, dit M. Louis Blanc, est la guerre dans l'ordre des intérêts. » Non, ce n'est pas la guerre : c'est la lutte, c'est l'émulation, c'est l'effort, c'est la condition même de l'existence. Il y a des gens qui croient que l'harmonie résulte du silence des passions et de l'immobilité des forces. Je considère ceux-là comme les bonzes de la pensée. Qu'ils jettent les yeux cependant sur le monde physique : n'est-ce pas la tempête qui purifie l'atmosphère, le flux de l'océan qui empêche la corruption des eaux, la lutte des élémens, en un mot, qui produit l'harmonie? Le monde moral obéit à une loi semblable; il a deux pôles, l'intérêt et le devoir, autour desquels gravitent l'homme et la société; l'un qui suscite l'émulation des intelligences et des forces, l'autre qui les règle et les modère pour empêcher que la lutte ne devienne un combat.

Nous n'apercevons pas, au surplus, dans le régime de la concurrence, cette fatalité qui livre le faible aux coups du fort, de même que certains animaux, dans la création, sont destinés à devenir la proie des autres. La liberté développe toutes les facultés de l'homme et lui donne cette énergie qui dompte les obstacles. Les peuples les plus industrieux, les plus commerçans et les plus riches ne sont-ils pas ceux à qui le climat et le sol qu'ils habitent ne donnent que des difficultés à surmonter? Les Anglais ne vont-ils pas chercher le coton en Amérique, et les Hollandais n'ont-ils pas à disputer aux vagues de l'Océan la terre qui les porte? M. Louis Blanc prétend que, dans l'industrie comme à la guerre, la victoire appartient aux gros bataillons, c'est-à-dire aux gros capitaux. Qu'il nous explique donc comment il se fait que les manufactures de la Suisse, que ne protége aucune ligne de douane, luttent avec succès contre la puissance industrielle de l'Angleterre, et comment la bonneterie allemande, industrie morcelée et pauvre, trouve un débouché pour ses produits jusqu'au centre de la production similaire, à Nottingham et à Manchester.

On remarquera que plus la liberté est complète et plus le champ du travail s'étend, moins se font sentir les inconvéniens de la concurrence. Pourquoi ces inconvéniens sont-ils plus sensibles, par exemple,

dans l'industrie manufacturière que dans l'industrie agricole, si ce n'est parce que, la culture du sol étant à peu près l'occupation de tout le monde, l'origine des produits de la terre s'effaçant dans l'immensité du marché et la production ayant à défrayer des besoins presque sans limites, on peut faire baisser, mais non pas avilir les prix? Depuis la réforme opérée dans les tarifs par sir Robert Peel, le bétail étranger entre par masses en Angleterre, sans que, sous la pression de cette concurrence, le prix de la viande ait subi une réduction vraiment appréciable. Le travail manufacturier aura le même sort, lorsqu'il verra s'accroître sa clientelle. Ces cliens ne sont guère aujourd'hui que dans les villes; car, en dehors des nécessités alimentaires, les habitans des campagnes consomment fort peu. En vêtemens et en linge, le budget d'une famille agricole n'excède pas 100 francs par année. Rendons les paysans consommateurs, et nous aurons ouvert aux manufactures l'exploitation d'un monde nouveau.

Un autre préjugé de M. Louis Blanc consiste dans l'antagonisme qu'il suppose entre le capital et le travail. On concevrait encore que ce débat s'élevât en Angleterre, dans un pays où le capital abonde, où il a pénétré tous les pores de la production, où il cherche partout de l'emploi, et où il prêtera dans tous les cas son concours, de quelque façon qu'on le traite; mais en France, où il est de récente formation, peu abondant, peu aventureux, attaquer ou effrayer le capital, c'est vouloir le faire disparaître. Le capital n'a pour lui, chez nous, ni la possession ni la force. Nous ignorons si ceux qui en sont détenteurs montrent dès à présent des tendances despotiques; à coup sûr, ils n'ont eu le temps d'exercer aucune tyrannie. Parcourez nos cités industrielles, vous entendrez partout les fabricans déplorer l'absence ou la pénurie des capitaux, et chercher dans cette situation la raison de leur infériorité à l'égard de l'industrie étrangère. Jetez vos regards sur nos campagnes, dont l'aspect misérable fait un contraste très humiliant pour nous avec les champs cultivés de l'Angleterre, de la Belgique et même de l'Allemagne; d'où vient cela, sinon de la pauvreté combinée du cultivateur et du propriétaire? La terre produit peu quand l'homme ne l'arrose qu'avec la sueur de son front. Pour en développer toute la fécondité, il faut des machines, des soins intelligens et des engrais, toutes choses qui sont des capitaux sous diverses formes. De l'autre côté du détroit, une ferme est considérée comme une manufacture agricole, qui a pour instrumens un bétail considérable et une armée d'ouvriers, et dans laquelle le fonds de roulement représente souvent une valeur égale à celle du sol. Aussi la récolte du froment rend-elle 15 à 16 pour 100 de la semence, tandis que nos métayers, grattant la terre qu'ils n'ont pas engraissée, en retirent à peine, au jour d'une moisson étique, 7 à 8 pour 100.

Le moment n'est donc pas venu, si jamais il doit venir, de faire le

procès au capital au nom du travail. Entre ces deux termes de la question, nous ne saurions d'ailleurs voir aucune différence. Le capital est le produit du travail, c'est du travail accumulé, de même que le travail est du capital en perspective. Les capitaux, dans la faible proportion où ils existent chez nous, sont divisés à l'infini ; ils appartiennent, comme la propriété, à tout le monde. L'ouvrier et le serviteur à gages sont capitalistes aussi bien que le filateur, le maître de forges et le banquier. N'est-ce pas le peuple qui a prêté à l'état les 400 millions déposés dans les caisses d'épargne ?

En 1793, lorsque la nation confisqua les biens des émigrés, elle trouvait un prétexte dans l'origine de ces propriétés qui portaient encore le stigmate de la conquête. Les descendans des Gaulois vaincus et dépouillés croyaient reprendre leur bien sur les descendans des Franks, leurs oppresseurs. Pour attenter aux droits du capital, on n'aurait pas aujourd'hui la même excuse. Le capital n'est pas une dépouille opime. Loin d'avoir le caractère d'une usurpation, il représente les conquêtes de l'homme sur la matière, les créations légitimes et bienfaisantes du travail. Il n'y a pas de propriété qui dérive d'une source moins impure. Attaquer le capital, c'est attaquer le travail.

Le capital, voilà ce qui distingue les peuples civilisés des peuplades sauvages. Pour qu'une agrégation d'hommes mérite le nom de société, elle doit recéler quelque part des forces, des moyens d'action, des trésors accumulés qui représentent pour elle les acquisitions du passé. L'esprit humain ne recommence pas chaque jour sa tâche, et, pour marcher en avant, il se continue. La tradition en toutes choses est nécessaire au progrès. Comment se serait opérée en Europe la renaissance des arts, des sciences et des lettres, sans la connaissance des monumens, des méthodes et des chefs-d'œuvre littéraires que nous avait légués l'antiquité? Nous montons, pour nous élever, sur les épaules de nos pères; ce qu'ils ont fait pour nous venir en aide, nous devons le faire afin de faciliter l'œuvre de ceux qui nous suivront. La société possède un capital d'expérience, de lumières, d'habitudes morales, comme elle possède un capital de richesse; ce que la méthode est à la pensée, et le levier au bras, la richesse l'est au travail.

Les capitaux dans l'industrie sont les instrumens du travail. Ils se composent des établissemens de crédit, des usines, des magasins, des machines, des moteurs, des matières premières, ainsi que du fonds de roulement destiné à faire les frais des opérations et particulièrement de la main-d'œuvre. Nous le demandons, le capital, sous cette forme, a-t-il quelque chose d'hostile, et n'a-t-il pas été créé au bénéfice de l'ouvrier? Le travail était un esclavage quand l'homme n'avait d'autre outil que ses mains; n'est-il pas relevé de cette dégradation, ne devient-il pas une sorte de noblesse, depuis que nous avons armé les bras de puissantes

machines, et depuis que l'ouvrier, commandant aux élémens, appelle à son aide, comme autant d'esclaves dociles, l'air, l'eau et le feu?

On a long-temps cherché la richesse dans la possession des métaux précieux, qui n'en sont que le signe. On a cru que les nations les plus opulentes et les plus puissantes étaient celles qui possédaient la plus grande quantité d'or et d'argent. De là, ces expéditions qui emportèrent les héros de la fable à la conquête de la toison d'or, et les Espagnols à la conquête des mines du Pérou et du Mexique. Mais, depuis l'avénement ou plutôt depuis la renaissance de l'industrie, chacun sait que la richesse consiste dans la production, et que la production, pour se développer avec toute sa puissance, exige l'harmonie la plus complète du capital avec le travail. Que le capitaliste puisse être tenté quelquefois d'accroître sa part aux dépens de l'intelligence et de la main-d'œuvre, nous n'entendons pas le nier d'une manière absolue; mais deux faits qui se produisent concurremment prouvent qu'il n'y a pas là un danger sérieux pour la génération actuelle : nous voulons parler de la hausse normale qui s'opère dans les salaires, pendant que le loyer des capitaux baisse en proportion. Les profits que le manufacturier attendait autrefois de la différence entre le prix de revient et le prix de vente, il les calcule aujourd'hui, en nivelant le plus qu'il peut cette différence, sur la masse même des produits. La part du capital diminue ainsi de tout ce que le fabricant abandonne à la consommation et à la main-d'œuvre; le bénéfice de la production se répartit entre tous et n'appartient par privilége à personne. J'admets cependant une association encore plus étroite entre le capitaliste et l'ouvrier; mais j'attends ce dernier progrès de la liberté, qui nous a donné tous les autres.

Le dernier des paradoxes que M. Louis Blanc donne pour bases à son organisation du travail est l'égalité des salaires. Laissons-le exposer lui-même, pour plus d'exactitude, cette incroyable théorie.

« Il y a à choisir entre deux systèmes, ou des salaires égaux ou des salaires inégaux; nous serions partisan, nous, de l'égalité, parce que l'égalité est un principe d'ordre qui exclut les jalousies et les haines.

« On pourra nous objecter : « L'égalité ne tient pas compte des aptitudes diverses; » mais, selon nous, si les aptitudes peuvent régler la hiérarchie des fonctions, elles ne sont pas appelées à déterminer des différences dans la rétribution. *La supériorité d'intelligence ne constitue pas plus un droit que la supériorité musculaire;* elle ne crée qu'un devoir. Il doit plus celui qui peut davantage : voilà son privilége !

« On pourra objecter encore : « L'égalité tue l'émulation. »

« Rien de plus vrai dans tout système où chacun ne stipule que pour soi, où les travailleurs ne sont que juxtaposés, n'agissant qu'à un point de vue purement individuel et n'ont aucune raison d'établir entre eux ce que j'appellerais le point d'honneur du travail; mais qui ne sait que, parmi les travailleurs associés, la paresse aurait bien vite le caractère d'infamie qui, parmi les soldats

réunis, s'attache à la lâcheté? Qu'on plante dans chaque atelier un poteau avec cette inscription : « Dans une association de frères qui travaillent, tout paresseux est un voleur. »

On le voit en lisant ceci, M. Louis Blanc ne réforme pas, il nivelle. L'égalité devant la loi, l'égalité des droits civils et politiques, ce principe proclamé par nos pères et scellé de leur sang, ne suffit plus aux socialistes du jour. Ils ne visent à rien moins qu'à l'égalité des conditions et des fortunes. L'utopie débute par rogner la main-d'œuvre, elle portera bientôt la mutilation jusque sur la propriété. La logique en fait une loi : si nul n'a le droit de gagner plus qu'un autre, comment quelqu'un serait-il reçu à posséder plus que son voisin? Le partage des biens devient la conséquence directe du nivellement des salaires, et l'*homme aux quarante écus* est le type de la société organisée suivant le nouveau modèle.

On comprendrait que de tels rêves eussent germé dans le cerveau creux de quelqu'un de ces athées qui professent que le monde est l'œuvre du hasard; mais M. Louis Blanc révère Newton, il admire les lois qui président à l'arrangement de l'univers : c'est déjà croire à la Providence. Or, la Providence a eu ses desseins, en n'attribuant pas des facultés égales à tous les hommes; si elle les a fait naître avec des aptitudes diverses, c'est apparemment pour assigner à chacun sa place et pour ne pas confondre ensemble toutes les destinées. Dieu a créé l'inégalité des forces pour établir la hiérarchie, et par la hiérarchie l'ordre. Les mêmes facultés n'ont pas été données à tous les hommes, parce que les uns doivent commander et les autres obéir. Dans les premiers âges de la société, l'obéissance était imposée; aujourd'hui elle est raisonnée et libre : voilà toute la différence. A l'origine de la civilisation, la force musculaire et le courage formaient les titres au commandement; plus tard, la direction appartint à l'intelligence; aujourd'hui l'intelligence ne suffit plus, et la sympathie devient nécessaire : pour guider les hommes, il faut les aimer et se dévouer à eux.

A toutes les époques de l'histoire, les peuples ont reconnu, dans les supériorités qui se manifestaient parmi eux, le doigt de la Providence. Pontifes, législateurs, guerriers, philosophes, révélateurs de l'industrie, des arts ou des sciences, toutes ces natures d'élite leur ont apparu comme les élus, comme les envoyés de Dieu. Il n'y a pas une constitution, écrite ou non écrite, gravée dans les lois ou dans les mœurs, qui ne respecte et qui ne consacre les inégalités naturelles, qui n'admette que ceux qui savent gouverner gouvernent, que ceux qui savent travailler, calculer, administrer et trafiquer parviennent à la richesse. M. Louis Blanc dira-t-il, comme ce personnage de Molière qui plaçait le cœur à droite : « Nous avons changé tout cela? »

Les inégalités sociales sont la conséquence nécessaire des inégalités que la nature met entre les hommes. Dès qu'il existe dans le monde des forts et des faibles, des intelligences largement douées et d'autres qui réfléchissent à peine un rayon de la lumière céleste, des visages qui respirent la beauté et la noblesse, et d'autres qui semblent être le type de la laideur et de la dégradation, enfin des bons et des méchans, il devient impossible à la société, il serait injuste de placer tous les hommes sur le même rang. Ajoutons que les inégalités naturelles ne deviennent des inégalités sociales qu'à la condition du travail et de la culture. L'homme n'accomplit sa destinée qu'en s'y associant de tout l'effort de sa volonté et de sa persévérance. Ce que la Providence a fait pour lui, il faut qu'il le justifie. Pensez à la rude éducation qui donnait aux paladins du moyen-âge, pour protéger leurs vassaux, des muscles de fer comme leur armure. Songez par combien de veilles et de recherches les sages de l'antiquité avaient acquis cette haute expérience qui amenait à leur porte le monde demandant des lois. Rappelez-vous par quels prodiges de génie et de ténacité les bienfaiteurs de l'industrie, Watt et Arkwright, construisirent l'édifice de leur opulence. A travers les accidens et les erreurs inséparables de tout état social, n'est-ce pas le mérite, après tout, qui se fait jour dans le monde?

M. Louis Blanc lui-même n'ose pas donner un démenti complet à ces règles que l'équité la plus vulgaire prescrit. S'il repousse, pour emprunter ses propres termes, *la rétribution par capacités*, il admet *la hiérarchie par capacités*. En faisant une telle concession, M. Louis Blanc se laisse conduire, à son insu, par ce principe d'ordre qui répugne à sa théorie, mais qui est inhérent à la nature humaine. Quand on a la prétention d'établir, malgré la différence des forces et des aptitudes, l'égalité des salaires, on ne peut pas reconnaître, sans inconséquence, l'inégalité des titres au commandement. Le pouvoir, en admettant que des travailleurs associés et libres aient encore besoin de chefs, doit être adjugé par le sort, et chacun d'eux doit avoir son jour : le pouvoir n'est-il pas déjà une richesse? N'entraîne-t-il pas certaines conséquences qui détruiraient le niveau des salaires? M. Louis Blanc ne dit-il pas lui-même quelque part que « la rémunération doit être suffisante pour rendre *possible et facile* l'exercice de la fonction? » Ou les mots n'ont pas de sens, ou cela ne veut pas dire assurément que le président de la république socialiste sera mis à la ration que l'auteur de ce beau système assigne à l'ouvrier, savoir : huit heures de travail et cinq francs par jour.

Quand on accuse M. Louis Blanc de retrancher de l'ordre industriel l'émulation, qui est, dans toute réunion d'hommes, l'aiguillon du travail, il répond que, loin de la supprimer, il la transforme. Voyons comment. M. Louis Blanc veut établir ce qu'il appelle le *point d'honneur du travail;* il compare les ouvriers à des soldats qui doivent, sous peine

d'infamie, défendre vaillamment leur drapeau. La comparaison part d'une base inexacte. Nous ne connaissons pas d'armée qui ait supprimé entièrement dans ses rangs le ressort de l'intérêt personnel que l'on veut abolir dans les légions industrielles. Le soldat qui obéit aux lois de l'honneur a aussi devant les yeux la perspective d'un avancement légitime; si la mort l'épargne, il enlèvera d'assaut le brevet d'officier, et il porte, comme on l'a dit, le bâton de maréchal dans sa giberne. Dans l'armée anglaise, où l'avancement est limité, pour les simples soldats, aux grades inférieurs, et où l'on met le devoir à l'ordre du jour (1), comme l'honneur chez nous, n'a-t-on pas jugé nécessaire d'y ajouter le stimulant énergique de l'intérêt, en promettant et en allouant à tous des parts de butin (2)? Il est des mobiles qui n'agissent pas sur les natures grossières; à côté des sentimens et des principes, résignons-nous donc à faire état des appétits.

Tout législateur doit prendre la nature humaine comme elle est. L'amour de soi, le sentiment de conservation fait partie de nos instincts; il faut lui opposer la sympathie et le devoir, pour empêcher qu'il ne prenne un développement exclusif et qu'il ne dégénère en égoïsme; mais il ne faut pas se priver d'un principe d'action aussi énergique : tenons compte de la personne et de la famille en organisant la société. Les lois de Dracon ne furent pas exécutées, parce qu'elles excédaient les forces de l'homme. Le stoïcisme, qui était la religion du devoir, ne convertit que les natures d'élite; Marc-Aurèle eut beau le faire asseoir sur le trône, il ne put pas lui communiquer cette popularité qui s'attache habituellement aux grands exemples. Le christianisme, au contraire, dès qu'il a paru, a, comme le soleil, rempli l'espace, parce que, ayant égard aux penchans de l'homme, la récompense qu'il ne donnait pas au mérite sur la terre, il la promettait dans le ciel.

Nous pensons, comme M. Louis Blanc, que la supériorité de force physique ou d'intelligence impose à ceux qui en sont doués des devoirs plus étendus. Plus la sphère des facultés humaines s'agrandit, et plus la responsabilité devient manifeste; mais il n'y a de devoir qu'à la condition d'un droit qui y réponde. La direction de la société, dans l'ordre des richesses comme dans celui des connaissances et du pouvoir, appartient aux plus moraux et aux plus capables. C'est à eux ensuite de n'en user que dans l'intérêt du plus grand nombre. Tout va bien quand la société prend pour mot d'ordre : « A chacun suivant sa capacité, et à chaque capacité suivant ses œuvres. » Tout irait mal, si l'on venait dire : « A chacun selon ses besoins; » car le ventre, en ce cas, régirait le monde.

(1) *England expects every man to do his dutry.* (Paroles de Nelson.)
(2) *Prize money.*

L'égalité des salaires suppose l'égalité du travail, car il y aurait la même injustice à rémunérer un ouvrier pour ce qu'il ne fait pas qu'à refuser à un autre la rémunération de ce qu'il fait. Ce serait donc peu, pour appliquer le système de M. Louis Blanc, de remplacer le travail à la tâche, ce progrès de l'industrie moderne, par le travail à la journée : on devrait interdire encore à tout travailleur l'usage de ses forces et de son aptitude au-delà de la limite commune. Il ne suffirait pas de planter dans chaque atelier cette inscription : « Tout paresseux est un voleur; » car le vol pourrait être de deux natures : un ouvrier pourrait faire tort à son voisin, soit en travaillant moins, soit en travaillant plus que lui.

Le système de M. Louis Blanc semble n'avoir été inventé que pour attacher une sourdine à l'intelligence et pour mettre un frein au développement de la production. Il a pris évidemment le travail comme une quantité limitée, puisqu'il propose de le distribuer en parts égales; toute répartition deviendrait impossible en effet, si la somme du travail devait diminuer ou s'accroître : on ne partage pas l'inconnu. Mais supposons qu'au lieu de se borner à égaliser les salaires, la théorie aille, de plein saut, jusqu'à égaliser la richesse : qu'en résulterait-il aujourd'hui? Le revenu annuel de la France est évalué à 8 milliards, dont l'impôt prélève déjà le sixième pour les besoins de l'état. Ce qui reste, divisé par le nombre des habitans, donnerait à peine 52 centimes par tête et par jour. Voilà, dépouillé de son prestige et fixé dans le monde réel, l'Eldorado de nos socialistes.

La division du travail, ce principe fondamental de l'industrie moderne, a un tout autre sens et une bien autre portée. Elle reconnaît et met à profit la diversité des aptitudes; elle donne à chaque ouvrier ce qu'il peut faire, ce qu'il fait le mieux; elle ne laisse aucune force sans emploi, et rémunère l'emploi de la force, suivant l'effet utile que cette force a produit. La division du travail tend à simplifier les opérations industrielles, à réduire les prix de revient, et par conséquent à agrandir le champ de la production. Or, c'est là le but que doit envisager la société, dans laquelle chaque siècle et chaque peuple sont tenus d'accroître la richesse aussi bien que d'augmenter les lumières.

La division du travail et l'inégalité des salaires, fournissant à chacun l'occasion d'employer de la manière la plus utile les forces et l'intelligence que l'éducation a développées en lui, ont pour effet nécessaire l'accroissement du revenu social. L'accroissement du revenu est le seul moyen de combattre efficacement la misère. Pour diminuer l'intensité du mal, M. Louis Blanc le généralise; il appauvrit les riches sans enrichir les pauvres; il enlève aux bons ouvriers une partie de leur salaire pour le donner aux mauvais; il fait produire moins et moins

bien. Un pareil système éteindrait l'émulation, pour favoriser la paresse ainsi que l'ignorance; et l'on ose nous y convier au nom du progrès!

En discutant les bases de l'utopie, on ne rencontre que le faux; mais, en arrivant à la conclusion, l'on tombe à corps perdu dans le vide. La panacée que M. Louis Blanc oppose à tous les abus, et par laquelle il prétend faire cesser le règne de la misère, n'est pas autre chose que l'institution d'ateliers sociaux fondés par l'état. Voici dans quels termes l'auteur en trace le programme.

« Le gouvernement serait considéré comme le régulateur suprême de la production et investi, pour accomplir sa tâche, d'une grande force.

« Cette tâche consisterait à se servir de l'arme même de la concurrence pour faire disparaître la concurrence.

« Le gouvernement lèverait un emprunt dont le produit serait affecté à la création d'*ateliers sociaux* dans les branches les plus importantes de l'industrie nationale.

« Cette création exigeant une mise de fonds considérable, le nombre des ateliers originaires serait rigoureusement circonscrit; mais, en vertu de leur organisation même, ils seraient doués d'une force d'expansion immense.

« Le gouvernement étant considéré comme le fondateur unique des *ateliers sociaux*, ce serait lui qui indiquerait les statuts.

« Seraient appelés à travailler dans les *ateliers sociaux*, jusqu'à concurrence du capital primitivement rassemblé pour l'achat des instrumens de travail, tous les ouvriers qui offriraient des garanties de moralité.... Les salaires seraient égaux.

« Pour la première année, le gouvernement réglerait la hiérarchie des fonctions. Après la première année, les travailleurs ayant eu le temps de s'apprécier l'un l'autre, et tous étant également intéressés au succès, la hiérarchie sortirait du principe électif.

« On ferait tous les ans le compte du bénéfice net dont il serait fait trois parts. L'une serait répartie par portions égales entre les membres de l'association; l'autre serait destinée : 1° à l'entretien des vieillards, des malades et des infirmes; 2° à l'allégement des crises qui pèseraient sur d'autres industries, toutes les industries se devant aide et secours; la troisième, enfin, serait consacrée à fournir des instrumens de travail à ceux qui voudraient faire partie de l'association, de telle façon qu'elle pût s'étendre indéfiniment.

« Dans chacune de ces associations formées pour les industries qui peuvent s'exercer en grand, pourraient être admis ceux qui appartiennent à des professions que leur nature même force à s'éparpiller et à se localiser, si bien que chaque atelier social pourrait se composer de professions diverses, groupées autour d'une grande industrie, parties différentes d'un même tout, obéissant aux mêmes lois et participant aux mêmes avantages.

« Chaque membre de l'atelier social aurait droit de disposer de son salaire à sa convenance; mais l'évidente économie et l'incontestable excellence de la vie en commun ne tarderaient pas à faire naître, de l'association des travaux, la volontaire association des besoins et des plaisirs.

« Les capitalistes seraient appelés dans l'association et toucheraient l'intérêt

du capital par eux versé, lequel intérêt leur serait garanti sur le budget; mais ils ne participeraient aux bénéfices qu'en qualité de travailleurs.

« Dans toute industrie capitale, celle des machines par exemple, ou celle de la soie, ou celle du coton, ou celle de l'imprimerie, il y aurait un atelier social faisant concurrence à l'industrie privée. La lutte serait-elle bien longue? Non, parce que l'atelier social aurait sur tout atelier individuel l'avantage qui résulte des économies de la vie en commun et d'un mode d'organisation où tous les travailleurs sans exception sont intéressés à produire vite et bien. La lutte serait-elle subversive? Non, parce que le gouvernement serait toujours à même d'en amortir les effets en empêchant de descendre à un niveau trop bas les produits sortis de ses ateliers. Il se servirait de la concurrence, non pas pour renverser violemment l'industrie particulière, mais pour l'amener à composition....

« Comme une même industrie ne s'exerce pas toujours au même lieu et qu'elle a différens foyers, il y aurait lieu d'établir, entre tous les ateliers appartenant au même genre d'industrie, le système d'association établi dans chaque atelier particulier; car il serait absurde, après avoir tué la concurrence entre individus, de la laisser subsister entre corporations. Il y aurait donc, dans chaque sphère de travail que le gouvernement serait parvenu à dominer, un atelier central duquel relèveraient tous les autres en qualité d'ateliers supplémentaires. »

Après avoir écrit l'exposé que nous abrégeons ici, M. Louis Blanc jette un regard de satisfaction sur son œuvre et s'applaudit de *la simplicité de ses combinaisons*. Cette simplicité, si elle existe dans la description, ne s'étend pas assurément à la pratique. Une pareille organisation serait le chaos. Nous n'insisterons pas sur les contradictions dont ce plan fourmille; nous n'examinerons pas s'il est juste, s'il est logique, quand on a maudit la concurrence, de s'en faire une arme, et une arme destructive, pour ramener violemment toutes les industries dans le giron de l'état. Le procédé aurait évidemment quelque chose d'infernal; ruiner les gens pour les décider à entrer dans une association qui viserait au monopole industriel, ce serait imiter les dominicains qui préparaient par des auto-da-fé la conversion des hérétiques.

Sans nous arrêter à la raison d'équité, M. Louis Blanc ne voit-il pas que c'est peu d'empêcher à l'intérieur la concurrence entre les ouvriers d'un même atelier et entre les ateliers d'un même peuple, tant que les peuples pourront se faire concurrence entre eux par le génie industriel, par les capitaux et par la main-d'œuvre? Voilà l'inconvénient de ces systèmes absolus que l'imagination crée de toutes pièces; ils ne peuvent réussir, tant bien que mal, qu'à la condition vraiment trop problématique d'un consentement universel. M. Louis Blanc prétend faire de notre belle France un couvent industriel; ce n'est pas encore assez : la règle, pour être observée, doit embrasser toute l'étendue du globe. Tant que la liberté de l'industrie existera quelque part, elle menacera l'industrie cloîtrée de sa concurrence, et la contrebande bri-

sera, dans les mains du gouvernement, ce sceptre régulateur dont M. Louis Blanc a prétendu l'armer. Est-ce que le pacha d'Égypte, quoique propriétaire du sol, capitaliste et fermier, reste maître de fixer le prix des cotons qu'il récolte? Le marché d'Alexandrie ne subit-il pas l'influence des marchés ouverts à la production, comme la Nouvelle-Orléans, Charlestown et New-York, ainsi que des marchés ouverts à la consommation, comme Marseille, Le Havre, Liverpool et Hambourg?

S'il y a quelque chose d'odieux à soulever la concurrence de l'état comme une sorte de bélier pour abattre l'industrie privée, cette concurrence, organisée comme M. Louis Blanc l'entend, serait, à vrai dire, tout-à-fait impuissante. M. Louis Blanc fait intervenir le gouvernement dans la création des *ateliers sociaux;* mais, ces ateliers établis, les ouvriers réunis en vue de l'œuvre commune, la machine montée en un mot, il retire le moteur; les associés sont abandonnés à eux-mêmes. Là gît le défaut capital du plan. On rapproche les individus, on forme une collection des forces; mais aucun lien ne les unit, aucun souffle ne les met en mouvement : on ne voit pas planer au-dessus de l'association l'ame qui doit donner la cohésion et la vie à cette poussière d'atomes. L'industrie dans les ateliers sociaux ressemble à la danse des morts; encore y manque-t-il un coryphée qui mène ces vivans spectres.

M. Louis Blanc croit avoir donné un principe d'agrégation à tant d'élémens hétérogènes en invoquant l'intérêt collectif; mais l'intérêt collectif comprend les intérêts individuels : ce n'est pas une force qui ait une existence personnelle et indépendante, c'est la résultante d'autres forces. L'amour de la patrie échauffe les cœurs, parce qu'il embrasse la cité, la famille et les personnes. Faites-en quelque chose d'abstrait : il pourra toucher les philosophes, il laissera le peuple froid. En supprimant dans ses ateliers sociaux le ressort de l'intérêt individuel, M. Louis Blanc a réduit l'intérêt collectif à n'être plus qu'une lettre morte.

Il en est du travail comme de la guerre, et les ouvriers, pour dompter la matière, comme les soldats pour vaincre la résistance, ont besoin d'un chef. L'unité de direction n'est jamais plus nécessaire que là où la moindre erreur de calcul, le moindre ralentissement dans la surveillance, la moindre incertitude dans les résolutions peut changer les profits en pertes. Tant vaut l'homme, tant vaut la chose, voilà ce qu'enseigne la pratique de l'industrie. L'expérience du maître est encore plus nécessaire que celle de l'ouvrier à l'ouvrier lui-même. Supprimer les patrons, ce ne serait pas, comme on l'a dit au Luxembourg, retrancher un ouvrage inutile; ce serait décapiter le travail et le conduire à la stérilité par l'anarchie. Au surplus, les faits ont prononcé. Tous les ateliers montés jusqu'ici par des ouvriers associés sans l'intervention

d'un élément supérieur, après une gestion plus ou moins laborieuse, ont abouti à une liquidation volontaire ou à la faillite. S'il fallait produire des exemples, on n'aurait que l'embarras du choix.

On allègue les avantages que donnerait à une association d'ouvriers l'économie de la vie prise en commun. Cette économie est compatible avec tous les systèmes de travail. Un manufacturier peut la procurer aux ouvriers qu'il emploie aussi aisément que ceux-ci, dans un atelier social ou national, se la donneraient eux-mêmes. J'ai vu, en 1833, à la Sauvagère près de Lyon, quatre cents ouvriers prendre leurs repas dans un réfectoire commun où le dîner de chacun coûtait 35 à 40 centimes. Quant au logement en commun, il me paraît beaucoup moins séduisant, et, en définitive, moins avantageux. Il suppose la vie cénobitique. Pour faire vivre ensemble, à toutes les heures du jour et de la nuit, plusieurs familles, il faudrait toute l'énergie du sentiment religieux le plus exalté. La discorde entre les hommes et la promiscuité des femmes seraient les premiers effets de la vie commune dans les phalanstères.

Allons plus loin. En généralisant l'association des travailleurs jusqu'à l'égaler en étendue à l'état lui-même, on détruirait l'esprit d'association. L'intérêt de réunir ensemble des sentimens, des capitaux, des efforts n'existerait plus, du moment que le pouvoir se chargerait de penser, de prévoir et d'agir pour tout le monde. Sans doute, il pourrait arriver que l'on prévînt ainsi, en cas de succès, des misères accidentelles et partielles; mais, lorsque des individus ou des associations privées se trompent en matière d'industrie, ces mécomptes ne frappent que des individus ou des localités. Supposez le gouvernement directeur de l'industrie; les erreurs se produiront sur une plus grande échelle, la ruine frappera le pays tout entier, une faillite sera un véritable cataclysme.

En faisant de l'état le chef de l'atelier social, M. Louis Blanc l'a évidemment supposé infaillible; il l'a placé dans ces régions élevées d'où l'on peut apercevoir et par conséquent régler les destinées du genre humain. Par une témérité qu'explique seul l'élan des révolutions, il l'a égalé à la Providence. Voilà le rêve, voilà de quelle hauteur il faudra descendre pour se placer dans la triste réalité.

Nous avons examiné la théorie de M. Louis Blanc; il nous reste à la voir à l'œuvre. Après l'auteur, viendra le dictateur.

LÉON FAUCHER.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

REVUE DRAMATIQUE.

L'AVENTURIÈRE. — LUCRÈCE.

La critique est-elle possible en temps de révolution? Si elle devait borner sa tâche à préparer ou à réformer les jugemens des contemporains sur les questions et les œuvres d'art, il serait difficile, assurément, de se résoudre pour l'affirmative. Comment préparer ce qui ne saurait exister encore? Comment résumer ce qui n'a pas existé? Quelle foi littéraire, si robuste qu'elle soit, peut demander ou obtenir une minute d'attention et de sympathie pour ces discussions élégantes qui sont le charme et l'ornement des époques oisives, mais que repoussent, comme un passe-temps frivole ou un luxe inutile, les époques agitées? A ce premier obstacle s'en ajoute un autre, résultat inévitable des tourmentes politiques : ce mot même de tourmente ou d'orage n'indique-t-il pas la difficulté dont je parle? Aux révolutions comme aux tempêtes, leurs images terrestres et visibles, il suffit d'un moment pour déchirer, bouleverser, transformer tout ce qu'elles atteignent. Elles aussi comblent les abîmes, nivellent les hauteurs, tarissent ou détournent les sources, font passer un torrent là où s'étalait une prairie, jettent une grève aride là où souriaient des champs fertiles. Eh bien! s'il est vrai qu'elles exercent sur les intimes profondeurs de la société ces ravages ou du moins ces transformations souveraines, que pourraient-elles laisser intact à la surface même, dans cette région idéale qui est aux réalités politiques ce que sont au monde matériel les massifs de gazon et de fleurs? Vouloir en retrouver,

le lendemain de ces grandes secousses, même les débris et les traces, chercher à s'orienter, à se reconnaître dans ce chaos d'où peut sortir une fécondité nouvelle, mais où s'absorbent et s'annulent les floraisons antérieures, ne serait-ce pas chimère et folie? Il y a donc aujourd'hui pour la critique, — en supposant qu'elle voulût devancer ou résumer le mouvement des idées littéraires, — deux difficultés redoutables : l'une, dans l'invincible inattention du public; l'autre, dans le changement complet des aperçus.

Et pourtant c'est presque un devoir de ne pas laisser trop long-temps les scellés sur les choses de l'esprit; ne fût-ce qu'à titre d'inventaire, et pour ménager aux temps qui suivront quelques documens transitoires entre la période qui finit et celle qui commence, il importe à la société nouvelle, quelles que doivent être sa forme et sa tendance, que tout s'y installe et y prenne date le plus promptement possible, afin que rien ne soit brisé dans cette chaîne idéale qui, au milieu même des bouleversemens les plus décisifs, relie entre elles les intelligences, et fait de l'avenir, sinon le continuateur, au moins l'héritier du passé. L'artiste, d'ailleurs, le penseur et le critique ne doivent pas s'effrayer outre mesure de ce désordre apparent qui, pendant la durée de la crise, confond toutes les notions comme tous les individus, laisse entrer les profanes dans les enceintes réservées, et donne à la pensée la plus nette le vague, l'imprévu et la stupeur du rêve. Il en est de ces momens de la vie d'un peuple comme de ces grands sites qui ont besoin d'être vus et jugés à distance. De près, on était distrait, étourdi par le bruit, la poussière et le soleil. Arrivé au haut de la colline, lorsqu'on se retourne et qu'on regarde autour de soi, il semble que tout ait repris sa place, que les masses se précisent, que les lignes s'échelonnent, et que les lois immortelles de la nature rétablissent leurs droits dans cet harmonieux ensemble. Quelque chose d'analogue arrive dans les temps d'agitation et de trouble. De près, tout s'absorbe dans le bruit de la place publique et de la rue; rien, en dehors du tourbillon, ne semble possible : quelques années plus tard, on dirait qu'un mystérieux travail s'est accompli, qui a distribué, réparti, coordonné ce qui n'offrait qu'un immense pêle-mêle. Sans doute les événemens politiques y conservent leurs proportions et y dominent tout le reste; mais, au-dessous et à l'entour, on peut dès-lors distinguer les accidens du paysage qui se dessinent à mi-côte, et se rattachent, sans s'y confondre, aux grandes cimes de l'horizon. C'est ainsi que les sublimes poèmes de Milton et de Dante nous apparaissent aujourd'hui comme de glorieuses dates dans l'histoire des littératures, et se détachent nettement de l'élément politique, révolutionnaire, qu'y mêlèrent sans doute, aux yeux des contemporains, les catastrophes sanglantes de la révolution anglaise et les convulsions douloureuses des républiques italiennes. C'est ainsi qu'à une époque plus rapprochée, au moment même où la révolution française venait d'éblouir tous les regards de ses formidables lueurs, et léguait à l'Europe toute une période de guerre, d'invasion et de ruine, on vit naître et s'élever cette magnifique pléiade d'hommes de génie, dont l'histoire se lie à celle des vingt premières années de ce siècle, et ne perd, au contact de leurs gigantesques épisodes, rien de sa grandeur ni de son éclat. Les révolutions portent avec elles assez d'émotions et d'angoisses, sans qu'on les accuse encore d'un tort qu'elles n'ont point, celui d'arrêter ou d'amoindrir les productions de l'art. Elles peuvent distraire la curiosité, mais elles n'appauvrissent pas l'imagi-

nation; bien au contraire : il y a en elles je ne sais quel mystérieux ressort, quelle puissance génératrice, douloureuse comme l'enfantement, mais, comme lui, trouvant jusque dans la souffrance et la mort des germes de renouvellement et de vie. Et, pour ne parler que de la plus inoffensive de toutes, les premiers temps qui suivirent la révolution de 1830, temps d'incertitudes, de tiraillemens et d'émeutes, ne furent-ils pas marqués par la phase la plus brillante de ce mouvement littéraire qui devait s'affaisser plus tard? Ne virent-ils pas éclore *les Feuilles d'automne*, *Stello*, *Notre-Dame de Paris*, les *Iambes*, *Indiana*, *Volupté*, *Rolla*, *Valentine* et bien d'autres œuvres, bien d'autres renommées, dont les années ultérieures, malgré la paix et le calme renaissant, n'ont pas su réaliser les promesses et continuer la splendeur?

Il n'y a donc pas lieu de désespérer de la critique et de l'art; mais autant il serait injuste de se montrer découragé, autant il serait insensé de demeurer stationnaire. Nous le répétons, si le but de la critique doit rester le même, ses procédés, ses déductions, doivent subir une transformation complète. Comment, lorsque tout est changé autour d'elle, pourrait-elle essayer de reprendre les choses au point où elle les a laissées la veille d'une révolution? Ce qui convenait précédemment est impossible aujourd'hui : ces tentatives d'ajustement, de réconciliation et d'alliance entre le passé et le présent, entre la littérature et le monde, entre les débris d'une société polie et les élémens nouveaux introduits dans l'art, tout cela n'a plus de sens. Les points d'appui dont on se servait, l'expérience, l'observation, les lois même du goût, sont condamnés, sous peine d'impuissance, à se renouveler comme tout le reste; car de quel usage peut être l'expérience dans une société qui naît d'hier? Quels documens peut fournir l'observation, lorsque le milieu qu'elle avait choisi a disparu dans l'orage? Comment distinguer, dans les lois du goût, cette partie impérissable, imprescriptible, qui tient à l'essence même du beau, de cette portion relative et changeante qu'abrogent les événemens politiques? Ce que Pascal a dit de la justice humaine, sujette à varier suivant les climats et les pays, peut se dire aussi de la vérité littéraire, modifiée par une révolution : justice en-deçà, erreur au-delà.

C'est donc en face de l'inconnu que la critique va reprendre son œuvre; elle participe, dans son humble et paisible sphère, aux conditions mêmes de la société. Tout est mystère en ce moment, tout est à refaire ou à créer dans notre organisation future. Au lieu d'appliquer ou d'interpréter des lois préexistantes, de se grouper autour d'un pouvoir préétabli, nos législateurs vont avoir au contraire à se défendre contre tout parti pris d'avance, à accepter comme irrévocable le déblaiement complet de l'arène politique, et à jeter dans ce vide immense les fondemens d'un monde nouveau. Grace à l'intervention permanente de l'élément populaire dans la direction des affaires publiques, on peut dire aujourd'hui que le gouvernement et le pays vont chercher ensemble. Un fait du même genre devra se produire dans l'art. Au lieu de ces démarcations officielles, au lieu de cette initiation du grand nombre par quelques-uns, de cette oligarchie littéraire essayant de guider les masses, de montrer le but, d'indiquer la voie, de discuter ou de maintenir des théories reconnues et consacrées, il faut aujourd'hui que la critique, les artistes et le public marchent de front dans ce chemin où les attendent de nombreuses surprises, et dont l'issue se perd dans le lointain, cachée par les brumes matinales. Il faut qu'ils s'élancent de com-

pagnie vers ce monde ignoré que les révolutions ouvrent aux penseurs comme aux hommes d'action, à la rêverie comme à l'idée, à l'art comme à la politique, et d'où peut sortir un Byron comme un Sieyès ou un Bonaparte.

C'est au théâtre surtout, dans cette branche de la littérature qui a tant d'action sur les masses, qui renferme en elle tant d'élémens de popularité, et qui, sous le régime déchu, s'était montrée si stérile, malgré de sincères efforts pour l'encourager et l'agrandir; c'est là que nous espérons assister à de nouvelles tentatives et voir s'ouvrir des mines inexplorées. Si, par le mouvement qu'elle imprime, les idées d'innovation et d'aventure qu'elle sème de toutes parts, la révolution de février dirigeait vers le théâtre ces imaginations poétiques qui, dans les temps de repos, d'hésitation et d'incertitude, se replient sur elles-mêmes et s'amollissent dans la rêverie intime, dans l'élégie personnelle; si de leur contact avec la foule, avec la vie active, avec ce drame permanent dont nous appelons chaque matin les émotions et les péripéties, sortaient enfin quelques belles et fortes œuvres dramatiques, ce serait pour cette révolution une noble consécration littéraire. En attendant que nous puissions proclamer ces glorieux résultats et que nous réussissions nous-même à familiariser notre critique avec cette situation imprévue, nous aurons du moins à constater, comme des jalons dont on marque l'embranchement d'une route nouvelle avec une route abandonnée, tous les incidens de quelque importance qui pourront servir de traits-d'union entre ce qu'on essaiera plus tard et ce qu'on a fait jusqu'ici. C'est ainsi que nous avons été ramenés, par les dernières représentations du Théâtre-Français, vers cette seconde phase littéraire qui sut, il y a quelques années, s'accréditer et se faire jour, profitant des mécomptes trop réels où nous avaient jetés, par leur épuisement, leurs défaillances ou leurs excès, les vrais représentans de la littérature moderne. A deux jours de distance, le Théâtre-Français nous a donné une comédie nouvelle de M. Émile Augier et une reprise de la plus heureuse des deux tragédies de M. Ponsard. N'y a-t-il pas lieu, en effet, d'insister sur ce bonheur, et de répéter l'*habent sua fata* à propos de cette *Lucrèce*, dont on fit, il y a cinq ans, le signal, presque le symbole d'une contre-révolution littéraire, et qui profite aujourd'hui d'une révolution politique? En 1843, *Lucrèce*, avec ses adroites réminiscences de Tite-Live, ses essais d'archaïsme où se heurtent, dans un pêle-mêle assez bizarre, plusieurs époques fort diverses de l'histoire romaine, ces détails de couleur locale, ce parfum lointain d'antiquité, qui en recommandaient quelques parties, dut son succès à un retour exagéré de l'opinion contre M. Hugo et *les Burgraves*. L'autre soir, le public y saluait ces allusions que les tragédies romaines ne manquent jamais de fournir contre les rois. Ainsi la réaction contre M. Hugo et la chute d'une dynastie ont successivement fait de *Lucrèce*, dans des conditions bien différentes, une œuvre de circonstance, appelée à jouir des bénéfices de l'à-propos.

La comédie nouvelle de M. Émile Augier, *l'Aventurière*, a eu aussi un bonheur, celui d'échapper, par le choix du sujet et le monde un peu fantastique où se meuvent les personnages, à ces chances de dépréciation soudaine que peut courir une comédie de mœurs écrite la veille d'une révolution. Il y a deux mois, nous aurions blâmé M. Augier de s'être tenu, cette fois encore, au péristyle et comme aux annexes de la comédie, de s'être joué autour de son sujet, sans y entrer profondément et en se contentant de tracer à la surface de gracieuses ara-

besques. Aujourd'hui, cette nouvelle hésitation de sa muse, en face de la comédie réelle, aura servi à son succès loin de le compromettre. Le public, qui se serait vu à mille lieues d'une comédie de mœurs contemporaines, s'est senti plus à l'aise avec une œuvre toute d'imagination qui, n'étant précisément d'aucune époque, peut également convenir à toutes.

L'Aventurière a le mérite de pouvoir se raconter en quelques lignes. Clorinde, une femme perdue, moitié actrice, moitié courtisane, accompagnée d'une espèce de bravo, qu'elle fait passer pour son frère, s'est introduite chez un honnête vieillard à qui elle a inspiré une de ces passions d'autant plus insurmontables qu'elles sont plus insensées. Résolu à l'épouser et ne reculant devant rien pour assouvir son amour, le vieux fou se brouille avec toute sa famille et rompt un projet d'union entre sa fille et son neveu, qui s'aiment depuis l'enfance. Telle est la situation, lorsqu'arrive son fils aîné, Fabrice, parti de la maison en enfant prodigue, il y a quelque dix ans, et revenant avec cette soif de repos qui saisit, au premier déclin de la vie, les hommes long-temps livrés aux hasards d'une jeunesse turbulente. Fabrice apprend tout, et il se propose de dessiller les yeux de son père. Rien n'y fait d'abord, ni les indiscrétions du matamore, ni les séductions de Fabrice, qui, à la faveur d'un déguisement et d'un quiproquo, a détourné à son profit les dispositions matrimoniales de l'aventurière. Alors il se relève, et, au lieu de continuer à feindre, il écrase de sa colère et de ses mépris la courtisane tremblante, foudroyée par ce langage si rude et si nouveau pour elle. Un sentiment inconnu s'empare de Clorinde; sympathie mystérieuse pour cet homme qui lui parle si durement et si haut, honte de sa vie passée, vague désir de réhabilitation, tout se mêle et se confond dans son cœur. Elle quitte, à demi purifiée, cette maison où elle est entrée en intrigante, et sa retraite volontaire rend le vieillard à sa famille et à l'honneur.

On le voit, ce sujet n'a rien de bien original; mais il offrait plusieurs aspects comiques que l'auteur n'a fait qu'effleurer. Le vieillard amoureux, la courtisane réhabilitée par une passion vraie, sont des types que le théâtre nous a souvent montrés. Ce qui appartient plus spécialement à M. Augier, c'est le rôle de ce Fabrice, de cet homme fatigué de désordres, chez qui se réveillent, après les années mauvaises, le sentiment du devoir et le désir de la vie paisible. Ce caractère, mis en regard de celui de la courtisane, aspirant, elle aussi, à sortir de sa fange, rêvant, moins par fatigue que par vanité, l'atmosphère sereine d'une vie régulière et respectée, aurait pu donner lieu à de saisissans contrastes, à de fines nuances qui, sous une plume délicate, eussent offert à la fois tout le charme d'une poésie sincère et tout l'intérêt d'une situation comique. Par malheur, la résolution, le parti pris d'aller en avant et de demander à son sujet tout ce qu'il pouvait rendre, a fait défaut à l'auteur de *l'Aventurière*. Au lieu de se décider et de peindre délibérément ou l'entraînement amoureux du vieillard, ou les luttes intérieures de la bohémienne, entraînée vers la vertu par une sorte d'instinct féminin, rejetée vers le vice par les mépris du monde, ou enfin l'entreprise hardie de cet homme rompu aux roueries des courtisanes, et faisant servir une expérience chèrement acquise au triomphe du bien, au bonheur de sa sœur, à l'honneur de son père, M. Émile Augier a hésité entre ces comédies, et de ces trois études juxtaposées il a fait un ensemble rempli d'agréables détails, d'attrayantes perspectives, mais auquel manquent la décision et l'unité. La comédie

s'y montre, mais par lueurs fugitives, inégales, qui flottent un moment à la surface et disparaissent presque aussitôt. On dirait ces scènes animées par le pinceau de Diaz. Les aspects y sont fuyans, les échappées à la fois lumineuses et confuses. Les sentiers y sont frais, charmans; mais, au moment où l'on croit qu'ils vont conduire au but, ils tournent rapidement sur eux-mêmes, et nous ramènent en quelque nouveau méandre. Ce qui domine encore, c'est la fantaisie, cette fée prodigue qui éparpille à mesure qu'elle cueille, bien différente de l'observation, qui amasse et compte sans cesse ses silencieux trésors. La fantaisie de M. Augier a tous les charmes de la jeunesse; elle chante avec bonheur

L'idéale fraîcheur des amours printanières.

Il y a chez elle un mélange de saveur âpre et saine, j'allais dire de crudité, où se reconnaît la lointaine influence de Molière et de Regnier, avec une jeunesse, une suavité d'impressions, un doux et mélancolique reflet des joies chastes et tranquilles. Le poète ressemble à un de ces adolescens, frais échappés de la maison paternelle, qui, à les entendre dans la rue, ont toutes les audaces des bretteurs et batteurs de pavé, et qui, à les revoir près du foyer, ont toutes les illusions et les graces d'un cœur que rien n'a défloré.

Telles sont les qualités, tel est aussi le défaut de cet aimable esprit : il n'a pas encore complétement dégagé la personnalité qui lui est propre des élémens divers dont il a composé jusqu'ici ses œuvres. Grace à cette absence d'unité, d'originalité distincte, il n'a pas pressé d'une main assez résolue les sujets dont il s'est inspiré, et il en résulte, dans ses productions et dans sa manière, quelque chose de vague et d'incertain qui laisse pressentir ce qu'il a voulu faire plutôt que de révéler ce qu'il a fait. Dieu merci! rien n'est perdu ni même compromis encore : mieux vaut même peut-être que, pendant la période qui vient de finir, et qui, par ses conditions défavorables à la vraie comédie, a dû tourner vers la fantaisie les esprits d'élite, M. Émile Augier se soit contenté de préluder, par de charmantes esquisses, à un emploi plus complet et plus vif de son talent; mais aujourd'hui (il le comprendra lui-même) la fantaisie ne suffirait plus, à moins qu'à l'exemple de celle d'Aristophane, elle ne cachât, sous ses formes les plus capricieuses, une idée philosophique et sociale. Dans ce monde retrempé, endurci par les labeurs et les austérités d'une révolution, tout ce qui sentirait l'adolescence, l'essai juvénile et souriant, ne serait plus au niveau des exigences. M. Augier, s'il veut conserver et agrandir sa place au théâtre, doit songer à se mesurer bravement avec cette société qui va se former sous ses yeux et dont il sera le contemporain, car on ne naît qu'à trente ans pour la comédie. Il y a en lui, et c'est tout dire, l'étoffe d'un poète comique; son style, bien qu'estompé encore par quelques habitudes de pastiche, a des qualités excellentes : la franchise, la gaieté, la grace. En un mot, l'instrument est entre ses mains, la partition va se placer sous ses yeux : il ne lui reste plus qu'à jouer l'air.

Nous n'oserions augurer aussi bien des destinées de M. Ponsard, esprit consciencieux, à qui il manque, nous le croyons du moins, la force créatrice et l'intelligence des vrais instincts dramatiques de son époque. Malgré l'empressement de la foule et les applaudissemens de circonstance, *Lucrèce*, comme œuvre d'art,

a paru froide, et les mérites d'une imitation patiente n'ont pu prévaloir contre la langueur de l'ensemble, le manque d'action et les incorrections de détails. Au reste, nous le répétons, ce n'est pas un intérêt littéraire qui s'attachait, l'autre soir, à cette tragédie; on n'y était frappé que des allusions. Les révolutions ont de ces fraternelles complaisances : à des siècles de distance, elles se prêtent réciproquement des maximes et des parallèles. Or, nous ne croyons pas qu'il y ait au théâtre de moyen de succès plus déplorable que l'allusion. Elle nous ramènerait droit à ces tragédies de glorieuse mémoire, où il suffisait, pour enthousiasmer le parterre, d'aligner en rimes quasi-périodiques les mots sacramentels de *Tibre* et de *peuple libre*, de *Rome* et de *grand homme*. Ce procédé n'a, comme on voit, rien de commun avec l'art; outre qu'il détourne du véritable objet de la littérature dramatique, outre qu'il facilite le succès de la médiocrité et le remet entre les mains des spectateurs les moins compétens, il a cela de particulier que, reposant sur des points de comparaison presque toujours inexacts, il abuse les esprits légers ou prévenus sur la valeur réelle des événemens historiques. Qu'y a-t-il de commun, par exemple, entre la chute des Tarquins, révolution toute patricienne, tout aristocratique, amenée par une réaction de l'oligarchie contre les cruautés, les crimes de la royauté, et notre dernière révolution, où le peuple a tout dominé, le combat et la victoire? Quoi de plus triste que cette manière de forcer les rapprochemens, de façonner l'histoire à sa guise, d'en faire un moule uniforme où tout doit se rapetisser ou s'agrandir suivant les prédilections ou les antipathies du moment?

Et cependant, il faut en convenir, tant que durent les émotions de la lutte, tant que l'imprévu des événemens, les bruits de la place publique, l'intérêt vital des discussions, l'incertitude du lendemain, nous transportent dans une sorte d'atmosphère idéale, insolite, à demi romaine, où abondent les ambitieuses maximes et les poses héroïques, où la vie a quelque chose de théâtral et d'agrandi, la tragédie peut retrouver de courts momens de splendeur. Toute révolution, en secouant violemment les ames, leur fait aisément perdre le sentiment de la proportion et de la justesse, et les dispose à cette sonorité de langage, à cette solennité d'action, qui caractérisent la tragédie. Le peuple même, appelé à ces représentations, initié à un art, à un plaisir nouveau, n'a garde d'être choqué de l'emphase, ni de s'attacher tout d'abord au simple et au vrai. La peinture approfondie des caractères, le jeu sincère des passions, lui échappent au premier aspect, tandis que les majestueuses allures du vers tragique, ce je ne sais quoi de factice et de convenu qui semble exagérer les choses en exagérant les mots, ces maximes jetées comme des oracles et relevées par l'ampleur imposante du costume antique, tout cela le frappe, le saisit, l'émeut. Et s'il se trouve lui-même dans une de ces situations prodigieuses où tout se tend et s'amplifie, où l'invraisemblable seul semble possible, où l'on préfère une lointaine et confuse grandeur à toute vérité trop applicable et trop simple, alors il accourt, il bat des mains, et son empressement naïf peut faire croire à l'observateur superficiel que la tragédie ressuscite, qu'une vie nouvelle vient ranimer ses retentissans alexandrins. Mlle Rachel, à qui diverses circonstances avaient fait perdre quelque peu des sympathies publiques, a pensé sans doute qu'elle devait profiter de ce moment favorable pour ajouter à son répertoire le rôle de Lucrèce, et surtout ce

chant de *la Marseillaise,* qui est, pour le moment, son rôle le plus bruyant, le plus applaudi. Nous croyons qu'un artiste court de grands risques en sacrifiant ainsi les vrais intérêts, les portions élevées de son art, pour courir après ces ovations assurées à qui flatte les passions de la foule. Les exemples au besoin ne nous manqueraient pas pour montrer quel jeu dangereux à sa renommée, à son talent et à ses forces joue en ce moment Mlle Rachel. Adolphe Nourrit, après 1830, s'épuisa, lui aussi, à chanter les airs patriotiques; sa voix s'en ressentit pendant bien long-temps, et ce fut là peut-être la première cause de cet affaiblissement précoce contre lequel il lutta avec tant d'énergie et de désespoir. Il y a, dans tous les arts, une mesure, un ton juste, unique, d'où l'on ne sort jamais impunément; lorsqu'on veut y rentrer, les cordes fatiguées ne rendent plus le même son; l'exquise pureté a disparu. A cette raison d'art, on pourrait en ajouter une autre, toute de convenance. Assurément, *la Marseillaise,* malgré l'emphase des paroles, conserve le don d'électriser, et il y a dans cet air sublime quelque chose de semblable au tressaillement soudain d'un peuple soulevé par les dangers de la patrie; mais, dans les circonstances où nous nous trouvons, et qui ôtent à ces vers leur sens héroïque ou sanglant, chantée par une comédienne qui passe à la hâte un ruban tricolore sur la blanche tunique de Lucrèce ou de Virginie, *la Marseillaise* fait l'effet d'un contre-sens et d'une parodie tout ensemble, et l'on ne sait ce qui doit attrister le plus, ou de la profanation de ce chant qui rappelle, au milieu de trop cruelles images, des souvenirs admirables, ou de l'erreur volontaire d'un artiste qui a dû ses succès à des qualités de distinction, de sobriété et de mesure, et qui, pour rétablir une popularité compromise, aime mieux se prêter aux prédilections passagères de son nouveau public que l'élever jusqu'à elle par l'intelligence des chefs-d'œuvre.

ARMAND DE PONTMARTIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 mars 1848.

Une révolution à Vienne, une révolution à Berlin, les Autrichiens chassés du royaume lombard, l'Italie tout entière insurgée contre l'Autriche, une constitution à Rome, des constitutions partout, le Danemark et la Suède agités comme s'ils étaient nos voisins, la Pologne en émoi, demain peut-être en bataille, l'Angleterre frappée d'immobilité, la Russie confinée dans un isolement qu'il est également dangereux pour elle ou de repousser ou de subir, voilà ce que l'Europe a fait en quinze jours, quand elle a su ce qui s'était fait en trois jours à Paris. C'est un grand et merveilleux pays que le nôtre, au milieu même de ses faiblesses, de ses inconséquences et de ses travers. Des années durant, il s'était ennuyé jusqu'à donner à croire qu'il allait mourir par ennui; il avait accepté le plus docilement du monde cette maladie de langueur qui semblait le miner, et le voilà tout d'un coup qui se lève par un si violent soubresaut, que, son élan dépassant toute prévision, il va tomber bien plus loin qu'il ne s'était promis d'arriver. N'importe; il cède au branle qui le pousse et s'installe de son mieux sur la planche qu'on lui tend. La situation n'était pas de son choix, il en prend bravement et sincèrement son parti. La situation n'est pas commode, et elle coûte cher; elle amène avec elle toute sorte de hasards et de périls; elle soulève toutes les passions, les dangereuses passions du cerveau plus encore peut-être que celles du cœur; elle appelle par force tous les chercheurs d'expédiens, tous les amateurs d'expériences; elle arme en guerre toutes les vanités, toutes les crédulités, et cependant, avec tant d'embarras qui la compromettent, avec tant de petitesses qui la diminuent, la situation du pays demeure si éclatante et si solide, qu'elle s'impose d'elle-même à l'Europe étonnée. D'où vient donc cet empire que la jeune république exerce déjà sur le vieux monde, où elle est à peine entrée? D'où lui vient le charme qui transforme à sa seule apparition

toutes les anciennes sociétés politiques? C'est qu'elle a dit le mot du siècle dès son premier pas; c'est qu'elle a dit ce que la monarchie constitutionnelle égarée dans ses voies par de fausses directions ne voulait pas et ne savait plus dire : elle a dit qu'elle s'appelait la démocratie.

Allons en effet au fond des choses; ne nous effrayons pas trop de ces idées exagérées qui croissent comme une végétation parasite sur toutes les idées fortes; ne nous rebutons pas à la rencontre des idées fausses qui embrouillent toujours l'histoire humaine dans ses momens d'aventure et de transition.

Qu'est-ce que la vraie puissance de la révolution de février? N'est-ce pas d'avoir démontré, par un jugement suprême, qu'il n'était point d'autorité possible en dehors de la nation; que les institutions extérieurement les plus vigoureuses tombaient au moindre choc de l'esprit public, lorsqu'elles avaient laissé l'esprit public se retirer d'elles? N'est-ce pas d'avoir une fois de plus et à tout jamais proclamé que, dans le mécanisme des sociétés modernes, le pouvoir exécutif se réduisait à rien aussitôt qu'il prétendait se retrancher derrière une prérogative et fonctionner pour son compte? N'est-ce pas, enfin, d'avoir ouvert la carrière toute grande à la libre activité de l'esprit, en promettant de réaliser le gouvernement du peuple par le peuple? Ce sont là les promesses qui, à juste titre, ont séduit et entraîné l'Europe, parce que l'Europe était mûre pour en solliciter partout de semblables. Tel est essentiellement l'idéal auquel nos voisins aspirent en même temps que nous, parce que c'est, pour ainsi parler, le seul idéal authentique de notre âge. Il est bon de constater les motifs dominans de leur enthousiasme, parce que nous constatons ainsi pour nous-mêmes le caractère propre, la base sérieuse de notre révolution. Avouons toute notre pensée : si l'Allemagne s'est mise en mouvement et tire de ses princes concessions sur concessions; si l'on s'assemble d'un bout à l'autre de l'Italie pour chasser l'étranger, ce n'est pas évidemment parce qu'on nous voit ici surtout occupés à prêcher l'organisation du travail et à réglementer l'industrie. On affecte trop de regarder la révolution de février comme une révolution sociale; y aurait-il place pour une révolution de ce genre-là dans un pays où il n'y a réellement ni des races ni des castes aux prises? Quoi qu'il en soit cependant, on ne prétendra pas du moins que l'universelle émotion des peuples découle aujourd'hui de ce qu'on veut nommer l'événement social dans notre révolution; tous les contre-coups qui se succèdent en Europe sont des contre-coups politiques. Lorsqu'on s'est battu dans les rues de Milan pour la conquête de l'indépendance, dans celles de Vienne et de Berlin pour la conquête des institutions, ç'a été tout simplement parce qu'on avait appris que la France changeait ses maximes d'état et redevenait la France libérale. On n'a pas eu besoin de savoir et l'on eût été peut-être embarrassé de comprendre ce que pouvait être la France égalitaire et humanitaire.

Cette simple réserve, que nous ne pouvons nous empêcher d'exprimer, ne gêne d'ailleurs en aucune façon le sentiment que nous inspire l'admirable spectacle auquel nous assistons à présent : s'il faut tout dire, elle nous permettrait plutôt de nous complaire davantage dans notre admiration. Oui vraiment, il y a quelque chose de magique à regarder ainsi le monde en marche, et toute la pompe des triomphes guerriers de l'époque impériale n'égale pas les magnificences du triomphe des idées. L'imagination populaire n'a jamais eu d'aliment plus noble, et, dans un moment où tous les freins moraux sont si nécessaires

pour contenir chez nous l'inévitable effervescence des masses, pour leur inculquer le respect d'elles-mêmes, la seule pensée de cet immense succès, qui a reproduit partout le grand coup frappé par la France, suffirait à remplir les cœurs d'un orgueil salutaire. L'enfant de Paris, qui depuis le lendemain des barricades entend crier chaque jour la fuite d'un empereur ou la déchéance d'un roi, doit bientôt s'imaginer qu'il remue le monde, comme il remuait les pavés des carrefours.

Étudié de plus près et analysé avec une connaissance quelconque des hommes et des lieux, cet ébranlement soudain de l'Europe étonne presque autant l'esprit qu'il le surprend à première vue. L'agitation du midi de l'Allemagne, les émeutes du peuple de Munich, les révoltes de paysans du Wurtemberg, les discussions publiques des citoyens de Bade, toutes les formes que le mouvement a prises dans ces contrées-là, s'expliquent par des précédens déjà nombreux, par une propagande continuée sans interruption depuis des années. Il n'en est pas de même de Vienne et de Berlin. Quand on sait les mœurs pacifiques, les habitudes routinières des Viennois, quand on se représente le mélange d'étrangers qui peuple la capitale de l'Autriche, on a peine à se figurer une exaltation assez vive et assez générale pour réunir tant d'assaillans dans un si vif assaut. Comment, d'autre part, le bourgeois de Berlin, qui, l'année dernière encore, s'inclinait si respectueusement devant la majesté du trône, qui subissait, en gémissant, les saillies les plus excentriques de l'humeur royale, obéissant toujours néanmoins, parce qu'on ne pouvait point ne pas obéir au roi, comment le bourgeois de Berlin a-t-il si brusquement relevé la tête? Comment ces roturiers si méprisés par les officiers nobles des régimens prussiens ont-ils tenu contre ces régimens? Et comment aussi les Milanais, sans armes et presque sans pavés, sont-ils venus à bout de leur garnison? Il y a là le miracle de la volonté révolutionnaire; il y a là surtout une démonstration acquise à l'histoire de ce temps-ci : c'est que l'armée, dans tous les états de l'Europe, a cessé d'exister comme puissance à part au sein de la société. L'esprit de corps qui la constituait en dehors de l'ordre civil n'est plus assez énergique pour lui donner la supériorité aussitôt que l'ordre civil entre en lutte avec elle. Le soldat se fond de lui-même avec les citoyens ou leur cède la place. L'Europe entre ainsi par un côté de plus dans les voies de l'Amérique.

Ira-t-elle jusqu'au bout sur cette pente rapide des idées et des institutions démocratiques? Dans ce tourbillon qui emporte autour de nous les hommes et les choses, il serait insensé de chercher à préjuger l'avenir, et l'on peut tout au plus fixer au passage les traits du présent à mesure que le présent se déroule. Le drame se joue maintenant sur trois théâtres à la fois : en Pologne, où il est encore caché par l'ombre dont s'enveloppe la tyrannie moscovite; en Allemagne, où il ne fait peut-être que commencer; en Italie, où cette fois encore, comme au XVIe siècle, il semble que doive s'engager la lutte principale. Le but de cette triple entreprise est le même dans les trois régions. Il s'agit partout de fonder l'unité nationale sur des institutions libres. On verrait ainsi la face de l'édifice européen renouvelée tout entière par ce nouveau partage des territoires; le sol se distribuerait non plus selon l'équilibre des dominations, mais selon le droit des nationalités. La question ne serait plus de borner à telles ou telles limites l'empire de tel ou tel prince pour ne point inquiéter les autres chez eux; la ques-

tion serait, entre peuples fraternels, d'assigner à chacun son patrimoine de famille. Voilà le problème à résoudre, et l'on est tenté de croire que l'Europe a juré de le résoudre au pas de course, dût-elle, pour aller plus vite, trancher les nœuds qu'elle ne pourrait pas délier. Voyons pourtant les difficultés et les obstacles qui menacent d'entraver la solution. A moins qu'ils ne soient levés par un coup de baguette, tout l'intérêt de cet immense effort est dans le travail qu'il faudra pour les surmonter.

Les morceaux de la Pologne n'ont pas encore été depuis assez long-temps séparés les uns des autres pour ne pas aspirer toujours à se rejoindre. Le cri d'espoir des plus hardis patriotes polonais, c'est qu'ils auront, au premier jour de combat, 20 millions d'hommes tout prêts à marcher derrière eux. Le plus amer reproche qu'ils élèvent contre ceux qui ont mené la révolution de 1831, c'est de n'avoir pas su grouper autour d'elle ces innombrables soldats dont elle pouvait disposer. Un bruit court à Posen, un bruit que nous ne garantissons pas, que l'empereur Nicolas ne serait point éloigné d'accéder à la création d'un royaume de Pologne, formé du royaume de 1815 joint aux provinces de l'Autriche et de la Prusse. Le prince de Leuchtenberg porterait cette couronne non point sujette, mais alliée de la couronne impériale. Quel que soit le succès d'un plan qui n'est probablement qu'une hypothèse diplomatique, on conçoit bien qu'il puisse servir de dernier retranchement à la politique du czar, et que le gouvernement russe fasse ainsi la part du feu, pour sauver les portions les plus sûres de son empire en sacrifiant les douteuses : on ne conçoit pas que la Pologne, à moitié ressuscitée, délaisse en un pareil entraînement toute l'autre moitié d'elle-même. Rétablir la Pologne de 1815, c'est renoncer, par une conséquence inévitable, aux conquêtes de 1792. Cèdera-t-on celles-là? il faudra tout aussitôt rendre celles de 1772, Vitebsk et Smolensk comme Minsk et Wilna. La prescription n'est pas plus possible contre le premier partage qu'elle ne l'est contre le second. On ne s'arrête pas à moitié chemin quand on est en train forcé de restitutions légitimes. Et cependant la Russie peut-elle rétrograder jusqu'à Moscou sans disparaître de la scène européenne? Peut-elle retourner à l'Asie, quand depuis un siècle elle veut vivre en Occident? A quel prix sortira-t-on de ce terrible conflit?

Le conflit n'est pas, en Allemagne, engagé d'une manière si fatale, dans des termes si absolus; mais les ambitions particulières des princes ou des peuples pourraient bien cependant l'aggraver plus qu'on ne pense au début de cette ère d'harmonie, et déjà même, d'après les plus récentes nouvelles, l'harmonie née d'hier courrait quelque risque d'être endommagée. Ce qui éloignait jusqu'ici l'Allemagne du midi de l'Allemagne du nord, ce n'était pas seulement que le roi de Prusse se sentait peu de goût pour les libertés constitutionnelles de nos voisins : c'était que les Prussiens eux-mêmes prétendaient trop durement à la suzeraineté, c'était l'orgueil avec lequel ils regardaient tous les autres états germaniques comme les acolytes prédestinés de leur grandeur, c'était l'égoïsme fort transparent avec lequel ils pratiquaient leur union douanière. La première parole solennelle que le roi Frédéric-Guillaume ait dite au lendemain des fusillades qui lui ont tant gâté son trône historique a été une parole de commandement pour le reste de l'Allemagne. Au nom de ce même droit historique dont les ruines étaient partout sous ses yeux, en vertu de cette autorité qu'il venait de compromettre chez lui, il s'est avisé de s'impatroniser chez les autres. « De

ce jour, a-t-il dit dans sa proclamation du 21 mars, la Prusse se transforme en Allemagne. » Cette sentence magnifique d'un roi qui, battu par ses sujets, voulait leur donner le change sur sa défaite en exaltant chez eux l'esprit de domination, cette façon arbitraire de disposer du sort des autres états quand on a si mal gouverné le sien, tout ce qu'il y avait d'arrogant et d'exclusivement prussien dans cette rhétorique a été vivement senti par l'Allemagne entière. A Munich, la proclamation du roi de Prusse lui a valu les honneurs d'un auto-da-fé en effigie. La *Gazette de Vienne* lève aujourd'hui le masque des politesses officielles pour combattre à outrance la présomption du futur empereur. Cette présomption n'a pas été mieux accueillie par les libéraux de Bade et de Wurtemberg. Toute cette partie de l'Allemagne incline déjà spontanément à la république et ne s'amusera certes pas à jouer le jeu de la Prusse pour reconstruire à nouveau quelque parodie du saint-empire. Tout le monde comprend d'ailleurs que, quelle que soit la forme sous laquelle se produira l'unité du corps germanique, chacun des citoyens membres de ce vaste corps a des droits égaux du moment que la reconstitution du pacte est soumise à des suffrages réguliers. La première assemblée vraiment nationale du peuple allemand s'ouvrira bientôt à Francfort. Il ne se peut pas que cette assemblée ne soit qu'une succursale des états-généraux de Berlin. Ces états, tour à tour et inutilement convoqués pour le 27 et pour le 2 avril, ont été rejoindre dans les limbes de l'histoire toutes les institutions avortées. La révolution a soufflé sur cette diète encore pleine de la pensée du moyen-âge, comme elle a soufflé sur le congrès que les princes allemands devaient tenir à Dresde dans toutes les règles de la vieille diplomatie. Le peuple allemand va lui-même décider de son sort. Ce qu'il fera sera bien fait. L'unité qu'il se donnera dans la pleine jouissance de ses libertés ne saurait être hostile à la France comme le serait probablement toute hégémonie imposée par la politique d'un cabinet.

Cette unité aura-t-elle un chef permanent? fonctionnera-t-elle au moyen d'un pouvoir exécutif délégué à perpétuité pour la représenter? Qui tenterait aujourd'hui de rien prédire? Il est un point cependant sur lequel on peut d'avance affirmer. Que l'Allemagne jouisse ou non d'un empereur, qu'elle garde ou renvoie ses trente-deux souverains, qu'elle les égalise ou les subordonne dans une hiérarchie de son goût, l'embarras sera toujours de décider entre l'Autriche et la Prusse, de mettre l'une au-dessus de l'autre, ou de les mettre toutes les deux au niveau de tout le monde. Il semble qu'on rêve en posant seulement ces alternatives, auxquelles hier même on n'eût pas essayé de marquer une date dans le plus lointain avenir. En tout cas, les puissances d'hier gardent encore aujourd'hui assez de réalité pour ne pas accepter sans combat les alternatives qui leur seraient trop défavorables. Ce serait, par exemple, une erreur de croire que la dissolution de l'Autriche doive suivre immédiatement la perte de ses provinces italiennes et polonaises. Avec les pays allemands, avec les pays hongrois, avec la Bohême, bien plus germanisée qu'elle ne voudrait elle-même se l'avouer, l'Autriche peut encore se défendre. Il faut seulement qu'elle sache grouper tant de populations différentes dans une de ces unions fédératives pour lesquelles l'Europe orientale paraîtrait assez naturellement disposée. Nous ne pensons pas que l'anéantissement de l'Autriche réponde à l'intérêt bien entendu de la civilisation. Il vaudrait mieux à coup sûr que ce vieil établissement politique gardât

en lui la consistance et l'énergie nécessaires pour entreprendre l'éducation des peuples à peine policés dont il reste le tuteur. Quiconque a réfléchi sur le lent apprentissage par lequel se forment les sociétés souhaitera, pour l'Autriche et pour l'Europe, une mission qui peut être encore honorable et féconde pour toutes les deux; mais, l'Autriche debout en face de la Prusse, au sein de l'Allemagne, comment s'accomplira l'unité? C'est toujours le problème qui revient.

Le problème n'est pas moins complexe en Italie. Le vœu du pape Jules II est, pour la première fois depuis trois cents ans, à la veille de se réaliser. Si les étrangers vident aujourd'hui le sol national, pour qu'ils repassent ensuite la frontière des Alpes, il faudra tout au moins que l'Europe entière donne le démenti le plus complet à ces quelques jours qu'elle vient d'inscrire dans son histoire en traits ineffaçables. L'Italie délivrée, l'Italie purgée des petits princes satellites de l'Autriche, sera nécessairement appelée à se reconstituer. Charles-Albert a déjà été salué roi d'Italie, comme Frédéric-Guillaume a été salué roi d'Allemagne. Derrière ces cris impatiens, il y a partout l'obstacle des faits. Sans doute, il est difficile que la royauté de Charles-Albert ne gagne pas au remaniement des territoires italiens, et, gagnant quelque chose, elle est nécessairement sur le chemin de gagner beaucoup; mais, avec un empire considérable dans la péninsule, quelle place reste-t-il au saint-siége? Et si d'un autre côté nous voyons renaître une république cisalpine, si le noyau républicain rallie, comme il serait probable, toutes les régions avoisinantes, quelle est encore la situation de l'église, obligée de gouverner un domaine trop étendu pour que le caractère ecclésiastique et spirituel ne disparaisse pas chaque jour davantage des actes de son autorité? Toutes ces perspectives ont je ne sais quoi d'éblouissant qui trouble et confond la vue de l'esprit; mais la plus grande confusion qu'elles lui causent, c'est encore la pensée qu'elles soient si tôt devenues possibles.

Nous n'avons pas la prétention de chercher le mot de cette énigme à peu près uniforme qui se trouve ainsi proposée maintenant à tous les coins de l'Europe; nous tenons uniquement à montrer qu'elle ne pourrait guère se résoudre tout de suite d'une façon trop absolue. Cette étroite unité pour laquelle l'histoire et la nature ont lentement préparé la France, cette unité qui fait le nerf de sa vie intérieure et de sa puissance au dehors, notre unité politique et sociale a séduit toute l'Europe. Il est clair qu'on s'avance de partout vers des destinées analogues aux nôtres, vers un état pareil à celui dans lequel nous sommes installés. On peut pourtant se demander si cette involontaire imitation doit se poursuivre radicalement jusqu'au bout, si cette analogie progressive doit se consommer jusqu'à parfaite ressemblance. Il y a quelque chose dans l'esprit français de tellement sympathique, qu'on peut toujours craindre que les autres nations ne dévient de leur route régulière en cédant à sa propagande. L'unité est sans doute la combinaison suprême de l'intelligence humaine; il ne faudrait pas admettre cependant avant mûre réflexion qu'il n'y ait qu'une méthode pour la réaliser en politique, et que cette méthode inexorable soit la méthode française. Il n'est peut-être pas mauvais de dépouiller autant que possible le zèle du prosélytisme inhérent à notre espèce gauloise, et d'interroger de sang-froid les destinées des divers membres de la grande famille européenne. On en vient alors à douter un peu que ces destinées puissent aboutir à une parfaite conformité : en les voyant si constamment parallèles, on ne sait pas trop comment elles pourraient ja-

mais se confondre, et l'on finit par penser que cette universelle absorption de tous en un ne serait peut-être très salutaire à personne. Tel est le doute que nous avons voulu simplement éveiller en descendant un peu dans chacune des trois régions qui sont aujourd'hui si fort tourmentées du besoin de se concentrer en groupes compactes. La seule morale que nous voulions tirer de ce bref examen, c'est qu'à cette heure, en face des événemens de l'Europe, il ne faut pas trop ajouter à la pression naturelle de nos idées par un déploiement d'initiative révolutionnaire qui nous substituerait trop directement nous-mêmes à nos voisins. On risquerait ainsi de les rappeler à la conscience des diversités nationales avec une vivacité qui finirait par tourner contre nous.

Nous voyons du reste avec bonheur que M. de Lamartine pratique en nobles termes cette généreuse politique de conciliation et de paix. Grace à l'autorité de sa parole, grace à l'éloquente sincérité de ses convictions, il a réparé vis-à-vis de l'étranger le mauvais effet de certaines démonstrations qu'on ne saurait assez hautement désavouer. La Belgique a fait sa révolution au mois de juin dernier, elle l'a faite avec les moyens pacifiques dont elle disposait sous une monarchie sincèrement constitutionnelle; elle a donné l'exemple du bon service que peuvent toujours rendre les institutions loyalement respectées. C'est une belle page de son histoire, après tant d'autres qui honorent ce peuple énergique. Cette page, les Belges entendent la garder; ils n'admettent pas qu'on vienne du dehors la déchirer à coups de sabre, en leur imposant, au lieu d'une monarchie dont ils se trouvent bien, une république qu'ils ne désirent point. Il est arrivé, par un hasard qui n'est pas coutume, que la diplomatie, en improvisant un royaume, a rencontré sous sa plume une nationalité vivace, qui ne demandait qu'à durer. Les Belges, qui voulaient être Français il y a dix-huit ans, ne le veulent plus aujourd'hui; c'est peut-être au fond leur meilleure raison, sinon pour ne pas être, du moins pour ne pas s'appeler républicains. Ils sont donc de très mauvaise humeur, et fort justement en vérité, quand ils se voient envahir par de prétendus compatriotes qui accourent de Paris, leur apportant la république, comme si c'était une contrefaçon ordinaire.

Les Allemands ont reçu plus mal encore l'expédition qui leur est arrivée ces jours-ci. C'est cruellement injurier l'orgueil teutonique, à force de le méconnaître, que de lui supposer l'humilité nécessaire pour accepter des inspirations venues si directement de la France, et, disons-le, par l'intermédiaire de messagers aussi peu engageans. La France, le gouvernement français, ne sont heureusement liés à ces aveugles entreprises par aucune solidarité. La France ne veut nulle part soudoyer des émigrés, fût-ce même ses protégés les plus chers; la France a d'autres moyens de les servir, des moyens plus sûrs, plus dignes d'elle, plus dignes des bonnes causes. Les discours adressés par M. de Lamartine à la députation savoisienne et à la députation polonaise, par M. Buchez à la députation belge, expriment nettement la conduite extérieure de la nouvelle république française. La république de 1848 se félicite de l'adhésion spontanée des peuples; elle reçoit leurs drapeaux, mais c'est « pour les suspendre comme drapeaux pacifiques dans l'arsenal de la liberté. » La république de 1848, en promettant son secours à la résurrection des nationalités, ne veut pas les aller soulever à l'aventure dans leur linceul; « elle se réserve l'appréciation de l'heure et des moyens. » Confirmée dans sa foi par cette magnifique expérience de trente

jours, elle attend tout « de ce système de paix et de fraternité déclaré aux peuples et aux gouvernemens, ce système du respect de la liberté des territoires et du sang des hommes. »

Sous l'impression magique des révolutions extérieures, nous nous laissons aller presque invinciblement à fermer les oreilles aux bruits encore assez tristes qui s'élèvent du sein même de notre propre patrie. Nous sommes tout portés à juger avec beaucoup de mesure les conséquences plus ou moins inévitables de ce profond déchirement d'où sort la république. Nous ne voulons point décourager ceux qui tâchent sincèrement de faire le bien, et ce n'est point l'amertume qui convient ou qui suffit pour combattre ceux qui voudraient faire le mal. Dans l'attente de toutes les élections qu'on a dû successivement ajourner, il y a d'ailleurs disette d'événemens très notables. La situation se caractérise beaucoup moins par de grands incidens que par une suite de mesures spéciales ou de détails locaux dont l'ensemble mérite néanmoins une attention sérieuse. La situation financière, la situation morale ainsi examinées, présentent tout de suite l'aspect d'une crise, et la crise est bien réelle, parce que le gouvernement, pressé de remplacer l'ordre ancien par un ordre nouveau, brusque douloureusement toutes les transitions.

Les embarras s'accumulent sur la place de Paris, la rente baisse sur le marché, les transactions s'arrêtent, leurs intermédiaires accoutumés se retirent ou succombent, les ateliers se ferment, la consommation languit ou s'éteint. La cause du mal est simple; il paraît trop que le remède ne l'est pas. La cause du mal, c'est l'insuffisance du capital réel, aussitôt que le capital fictif formé par le crédit vient à disparaître. La difficulté tout entière est donc de retrouver ce capital qui s'obstine à fuir. Dans un temps où la nécessité de ce grand élément des industries humaines est si soigneusement amoindrie par la glorification exclusive du travail, ce sera peut-être un avertissement utile d'avoir senti si péniblement combien on souffrait de ce déficit au début même des expériences sociales qu'on prépare en l'honneur du travait tout seul. Le gouvernement a largement usé de sa dictature pour parer au manque d'argent. Il a donné cours forcé aux billets de la Banque de France; il a soumis les bons du trésor aux mêmes conditions que les livrets de la caisse d'épargne, c'est-à-dire qu'il en ajourne le paiement; il a augmenté de près de moitié la contribution directe; il a mis soixante millions à la disposition des comptoirs de Paris et des départemens; il a emprunté à l'Angleterre le système des *warrants*, en ouvrant des entrepôts aux négocians pour y déposer leurs marchandises, afin que ce dépôt, certifié par la douane, circulât par voie d'endossement. Il vient encore de donner cours forcé aux billets des banques départementales en limitant ce privilége pour chacune d'elles à la circonscription de son département. Il est impossible de méconnaître, dans la plupart de ces mesures, une activité, une bonne volonté véritables; elles ne sont malheureusement ni toutes assez efficaces, ni toutes assez réfléchies. Ainsi, le système des *warrants* a bien constitué des gages qui permettent d'emprunter directement sur consignation; mais ce n'est pas tout de créer un gage, il faut encore créer un prêteur, et l'argent n'est pas assez abondant entre les mains des comptoirs nationaux pour qu'ils puissent faire beaucoup d'avances sur cette nouvelle espèce de garanties. L'argent manque, et ce n'est pas le répandre que de rompre l'unité monétaire de la France en établissant dans un département comme obligatoire une monnaie qui ne l'est plus dans l'autre : or,

voilà seulement à quoi l'on est arrivé par le cours forcé du papier des banques départementales.

Le ministre des finances est d'ailleurs surchargé de nécessités qui l'obligent souvent d'aller au plus pressé avant d'aller au plus essentiel. Il y a des charges quotidiennes qui grèvent lourdement le trésor; le trésor a dû se mettre aux lieu et place de l'industrie privée pour alimenter une population sans travail, dont le chiffre s'élève chaque jour. Ce désœuvrement forcé de la multitude double pour ainsi dire le poids dont elle pèse sur toutes les questions politiques. Le pays s'habituera sans doute à voir l'ouvrier régulièrement occupé quitter cependant sa tâche pour intervenir, à l'heure et au jour fixés, dans tous les actes communs de la vie du citoyen. Le pays aura, nous l'espérons, à se féliciter du concours universel de ses enfans, aussitôt que tous rempliront leurs devoirs publics selon des règles prescrites et dans un ordre respecté; mais, il faut le dire, le pays s'inquiète à bon droit en voyant ces masses oisives promener encore aujourd'hui un triomphe qu'elles grossissent à force de le célébrer. Ce triomphe, qui est devenu celui de la France entière, elles s'accoutument trop à le regarder toujours comme leur propriété exclusive. Elles ne prennent pas ainsi une juste notion de leurs droits incontestables; elles les exagèrent jusqu'à contester ceux des autres. Il est pourtant, nous en sommes sûrs, au milieu même de ces masses profondes, des esprits naturellement justes, capables de redresser cette direction mauvaise. Nous voyons avec une satisfaction toute particulière les sages rédacteurs de *l'Atelier* adresser à leurs camarades des conseils dont personne ne saurait égaler l'autorité. C'est à eux surtout, c'est à tous les travailleurs sensés qu'il appartient de prêcher la liberté de la presse et la liberté de la discussion; c'est à eux que l'une et l'autre doivent le plus profiter.

Histoire de l'esclavage dans l'antiquité, par H. Wallon (1). — Ce livre n'est point un ouvrage de circonstance. Fruit de patientes recherches et de longues méditations, tout y porte l'austère et mâle empreinte dont la science marque les œuvres durables. C'est sans doute une heureuse rencontre pour un écrivain qui a consumé ses veilles à chercher des armes contre l'esclavage jusque dans les plus lointains et les plus obscurs monumens du passé, que son livre paraisse la veille d'une révolution destinée à porter le dernier coup à la plus sacrilége des institutions; mais, si cette coïncidence est une bonne fortune pour M. Wallon, il est aisé de voir qu'il n'a point couru après elle, et c'est justement pour cela qu'il la mérite et que nous l'en félicitons.

L'histoire de l'esclavage dans l'antiquité est un des plus grands sujets qui pût tenter la curiosité d'un érudit et la raison d'un philosophe. Il demande à la fois des recherches précises et une sagacité profonde. C'est tout un ordre immense de faits essentiels à coordonner ou à découvrir, et, du point de vue où l'historien se trouve placé en les recueillant, son regard pénétre si avant dans les entrailles des anciennes sociétés, que personne ne peut et ne doit assigner mieux que lui les causes des révolutions qui les ont agitées, les principes de dissolution qui ont amené leur décadence et leur ruine. Ajoutez à cela que ce magnifique sujet est resté neuf, ou peu s'en faut. L'Allemagne et la France ont exploré, il est vrai,

(1) 3 volumes in-8°; Paris, 1848, chez Dezobry et Magdeleine, rue des Maçons-Sorbonne, 1.

quelques parties du vaste champ qu'il ouvre à l'histoire : s'il s'agit, par exemple, du prix et du nombre des esclaves à Athènes, ou bien de leur condition dans la société romaine, on peut avoir recours aux doctes recherches de M. Bœckh, à la science fine et profonde de M. Letronne, aux notes si ingénieusement érudites du traducteur de Plaute, M. Naudet; mais aucun historien n'avait encore embrassé la question de l'esclavage ancien dans son ensemble et dans sa grandeur.

Pour remplir toutes les conditions du sujet, M. Wallon est remonté jusqu'au berceau des sociétés humaines. Malgré l'obscurité profonde des origines, malgré la rareté des monumens, il cherche et il détermine jusqu'à un certain point l'état des classes serviles dans l'Égypte, l'Inde, la Chine, et d'abord dans la Judée, car le peuple hébreu, M. Wallon le constate à regret, le peuple de Dieu a eu aussi ses esclaves. Abraham compte dans sa famille des esclaves par naissance et des esclaves achetés; ils composent, avec ses troupeaux, l'héritage qu'il transmet à son fils Isaac. Joseph est vendu pour vingt pièces d'argent à des marchands ismaélites qui le revendent en Égypte. De jeunes filles sont données à Rébecca, lorsqu'elle passe de la maison de son père en celle d'Isaac. D'autres forment la dot ou plutôt le pécule de la femme, alors que la femme est achetée par du travail ou des présens. Ainsi Lia et Rachel reçoivent l'une et l'autre, de Laban, une esclave en épousant Jacob. Une coutume bien curieuse et particulière au peuple juif, c'est que la femme cédait à son esclave son droit d'épouse, pour acquérir d'elle les droits de mère, et elle se consolait d'être stérile par cette fécondité d'emprunt dont elle recueillait les fruits.

Si la législation juive admit l'esclavage, ce qui est assez embarrassant, quoi qu'en dise M. Wallon, pour ceux qui croient comme lui cette législation divine, il faut convenir qu'elle a fait de grands efforts pour le tempérer. On s'attendrait moins à rencontrer cette douceur à l'autre extrémité de l'Asie, dans l'empire chinois. M. Wallon cite deux ordonnances très remarquables de Kouang-Won, qui protégent la vie et la personne de l'esclave dans un langage digne du christianisme. Une autre particularité curieuse, c'est l'échelle des vertus théologales des Chinois, qui compte pour une faute le fait de réprimander injustement ses esclaves; les voir malades et ne pas les soigner, les accabler de travail, dix fautes; les empêcher de se marier, cent fautes; leur refuser de se racheter, cinquante fautes. Aussi ne rencontre-t-on pas une seule guerre servile dans les annales de la Chine, pas plus que dans celles de la Judée.

En quittant l'Orient pour la Grèce, M. Wallon rencontre les documens précis et abondans qui lui avaient manqué jusque-là, et son exposition, désormais appuyée sur des bases solides, peut se développer sur une échelle plus étendue. Un volume entier est consacré à l'étude de l'esclavage en Grèce. L'auteur examine successivement les origines de l'esclavage, la condition des classes serviles et l'influence que cette condition a exercée, soit sur ces classes elles-mêmes, soit sur le travail libre et sur la société en général. On remarquera le savant chapitre où l'auteur, après avoir distingué à Sparte deux degrés de servitude, celle des *Périèques* ou Laconiens et celle des *Hilotes*, détermine approximativement le chiffre de ces deux populations comparé à celui des citoyens libres. Voici les nombres où son calcul aboutit : 8,000 Spartiates, ou, avec les femmes et les enfans, 31,400 personnes; 120,000 Périèques et 220,000 Hilotes; ce qui donne une population esclave dix fois plus nombreuse que la classe libre. Ces chiffres fournissent le secret de l'extrême sévérité des lois de Lycurgue. « Le législa-

teur, comme dit excellemment M. Wallon, avait voulu, en réglant cette société, en faire un corps plein de force, et la force lui apparut sous la figure d'un homme armé. C'est sur cet idéal qu'il forma son état. La famille, pour lui, c'est l'homme, l'homme de guerre; le peuple, une armée; Sparte, un camp. Ainsi, des exercices et point de travail. »

Fidèle à sa méthode simple et régulière, M. Wallon cherche dans la société romaine, comme il a fait dans la société grecque, les origines, les conditions et les influences de l'esclavage, et, pour épuiser enfin le sujet, il entreprend de déterminer les causes qui ont concouru à l'affranchissement des classes serviles. Ici l'historien touche la limite qui sépare le monde ancien du monde nouveau, et il rencontre le christianisme. Aucun esprit éclairé ne conteste aujourd'hui que la religion de l'Évangile n'ait contribué d'une manière puissante et décisive à l'abolition de l'esclavage. Elle est de saint Paul cette grande parole : Il n'y a plus ni Juif, ni Grec; il n'y a plus ni esclave, ni maître; il n'y a plus ni sexe dominateur, ni sexe opprimé : tous les hommes sont un en Jésus-Christ. L'Évangile est plein de traits non moins sublimes, et bientôt cet esprit nouveau de charité et d'égalité fraternelles passa des croyances dans les mœurs et des livres saints dans les codes de l'empire. M. Wallon se complaît à recueillir avec une sagacité savante les traits de l'influence exercée par le christianisme sur la législation romaine, et à Dieu ne plaise que nous lui fassions un reproche de faire éclater dans cette recherche la noble et sincère ardeur de ses croyances religieuses! mais nous regrettons qu'il se soit laissé emporter jusqu'à manquer souvent de sympathie et même de justice à l'égard de la philosophie. Les pages consacrées à Sénèque, à Épictète, aux Antonins, trahissent une sorte de parti pris contre cette forte morale stoïcienne qui a proclamé si haut la fraternité humaine et préparé tant d'ames au christianisme. Est-il donc impossible d'être équitable envers la raison humaine, tout en restant un chrétien sincère, et faut-il, pour mieux honorer saint Paul, rabaisser Caton et Marc-Aurèle?

Le livre de M. Wallon se termine ou plutôt s'ouvre par une sorte de dissertation sur l'esclavage dans les colonies françaises. Pour l'édifice vaste et sévère que l'auteur a voulu élever, il faut convenir que cette introduction forme un portique un peu étroit et, pour tout dire, assez mesquin. A quoi bon réfuter gravement les systèmes d'un écrivain aussi peu naïf que M. de Cassagnac, et quelle nécessité d'établir par des preuves savantes que l'esclavage n'est pas la meilleure initiation possible à la vie sociale et le beau idéal des peuples enfans? Tout ce morceau est un hors-d'œuvre que l'auteur eût mieux fait de retrancher.

En général, l'art fait un peu défaut à l'incontestable science de M. Wallon. Sa marche est régulière, mais point aisée. Disposées dans un bon ordre, les parties de son œuvre se touchent trop souvent sans se fondre, et se succèdent sans s'unir. Quelquefois aussi, l'auteur disserte au lieu d'exposer, et, à côté d'un excellent chapitre d'histoire, il nous donne un mémoire académique d'un autre caractère et d'un autre ton. Malgré ces réserves, nous ne serons que strictement justes en disant que l'ouvrage de M. Wallon, recommandable par l'élévation morale de la pensée, par la pureté et la fermeté du style, ne se distingue pas moins par l'exactitude vraiment bénédictine et par l'étendue de l'érudition.

V. DE MARS.